



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





From the Library  
of the  
Foreign and Commonwealth  
Office

Transferred under the terms of the  
Foreign and Commonwealth Office  
Library Trust Deed 1991



Fra

la











**SCIENCE**  
**DU PUBLICISTE.**

*Cet Ouvrage se trouve aussi chez les Libraires  
suivans :*

<i>A Paris,</i>	{ BOSSANGE frères, rue de Seine, n° 12. REY et GRAVIER, quai des Augustins. J. DECLE, place du Palais de Justice, n° 1. J. P. AILLAUD, quai Voltaire. FANTIN, rue de Seine. ARTHUS-BERTRAND, r. Hautefeuille, n. 23. DELAUNAY, au Palais-Royal.
<i>Madrid,</i>	{ JUAN PAZ. ALFONZO PEREZ.
<i>Lisbonne,</i>	{ Veuve RAMOS, PIERRE et GEORGE REY.
<i>Coimbre,</i>	{ J. P. AILLAUD. J. A. ORCEL.
<i>Naples,</i>	{ BOREL.
<i>Amsterdam,</i>	{ G. DUFOUT. DELAUREUX.
<i>Genève,</i>	{ PASCHOUD.
<i>Vienne,</i>	{ SCHALBACHER.
<i>Berlin,</i>	{ AD. M. SCHLESINGER.
<i>Milan,</i>	{ GIEGLER.
<i>Florence,</i>	{ PIATTI.
<i>Livourne,</i>	{ GLAUCUS MAZI.
<i>Rome,</i>	{ DE ROMANIS.
<i>Turin,</i>	{ PIC.
<i>Manheim,</i>	{ ARTARIA et FONTAINE.
<i>S. Pétersbourg,</i>	{ SAINT-FLORENT et comp. C. CERCLÉ.
<i>Moscou,</i>	{ JEAN GAUTIER.
<i>Odessa,</i>	{ ALPH. COLLIN.
<i>Stokholm,</i>	{ EM. BRUZELIUS.
<i>Breslau,</i>	{ G. THÉOPHILE KORN.
<i>Wilna,</i>	{ JOSEPH ZAWADSKI. FR. MORITZ.
<i>Nouv. Orléans,</i>	{ ROCHE frères.
<i>Mont-Réal (Canada),</i>	{ BOSSANGE et PAPINEAU.

---

DE L'IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT,  
IMPRIMEUR DU ROI ET DE L'INSTITUT.

4693

SCIENCE  
DU PUBLICISTE,  
OU  
TRAITÉ  
DES PRINCIPES ÉLÉMENTAIRES  
DU DROIT

CONSIDÉRÉ DANS SES PRINCIPALES DIVISIONS;

AVEC DES NOTES ET DES CITATIONS TIRÉES DES AUTEURS  
LES PLUS CÉLÈBRES.

PAR M. ALB. FRITOT, AVOCAT.

TOME ONZIÈME.

---

C'est devant les Rois eux-mêmes que nous entreprenons  
de plaider la cause de l'humanité, des peuples et  
des Rois.

Puissions-nous parvenir à les éclairer tous sur leurs  
véritables et communs intérêts !

*« Et loquebar de testimoniis tuis in conspectu Regum; et  
« non confundabar. » Ps. 118.*

---

A PARIS,

CHEZ BOSSANGE PÈRE, LIBRAIRE,  
rue de Richelieu, n° 60.

A LONDRES, CHEZ MARTIN BOSSANGE et Compagnie,  
Libraires, 14 Great-Marlborough street.

~~~~~  
1823.





---

# SCIENCE DU PUBLICISTE.

---

## SECONDE PARTIE.

---

### LIVRE DEUXIÈME.

---

#### CHAPITRE DEUXIÈME.

---

##### TITRE TROISIÈME.

##### § 1<sup>er</sup>.

SUITE DE LA DIVISION PREMIÈRE.

#### DEUXIÈME PARTIE.

DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES RELATIVES A LA FIXA-  
TION DES ATTRIBUTIONS DE LA COUR-SUPRÊME DE JUSTICE  
ET DE CASSATION.

#### *Question Préliminaire.*

SOMMAIRE. La Cour-suprême nationale doit-elle connaître  
du fonds des causes qui lui sont soumises ?

**I**CI se présente en première ligne une ques-  
tion d'une si grave importance qu'elle domine

en effet toutes celles qui peuvent se rattacher au même sujet, et que sa solution doit précéder l'examen de toutes les autres.

Nous avons vu, dans ce paragraphe même, que le Conseil du Roi évoquait et jugeait quelquefois le fond des affaires après avoir cassé les arrêts des parlemens (a) ; nous avons vu aussi que cette faculté a toujours été refusée à la Cour de cassation (b) : à cet égard, l'ancien état des choses doit-il être rétabli ; le nouveau est-il préférable ? En d'autres termes, la Cour-suprême nationale de justice et de cassation doit-elle, comme le Conseil le faisait autrefois, connaître, en certains cas du moins, du fond des affaires qui lui sont soumises ? Voilà ce qu'il s'agit présentement d'approfondir et de résoudre.

Pour y parvenir, commençons par rappeler les faits ; nous ferons ensuite connaître quelques opinions opposées les unes aux autres ; après quoi, nous tâcherons de réunir les véritables motifs de décision, et de conclure.

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. x, pag. 424 et suiv.

(b) *Ibid.*, pag. 488.

Il résultait de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790 et du décret du 14 avril 1791, que le Tribunal de cassation devait annuler toutes les procédures dans lesquelles les formes avaient été violées, et tout jugement qui contiendrait une contravention expresse au texte de la loi; que, jusqu'à la formation d'un code unique des lois civiles, la violation des formes de procédure prescrites sous peine de nullité, et la contravention aux lois particulières aux différentes parties de l'empire, devaient donner ouverture à la cassation; que, sous aucun prétexte et en aucun cas, le Tribunal ne pouvait connaître du fond des affaires; qu'après avoir cassé les procédures ou le jugement, il devait renvoyer le fond des affaires aux tribunaux qui en devraient connaître (ainsi qu'il avait été fixé dans la même loi); que lorsque la cassation aurait été prononcée, les parties devaient se retirer au greffe du Tribunal dont le jugement aurait été cassé, pour y déterminer, dans les formes prescrites à l'égard des appels, le nouveau tribunal auquel elles devraient comparaître, et procéder, savoir, les parties qui auraient obtenu la cassation, comme il était prescrit à

l'égard de l'appelant, et les autres comme il était réglé à l'égard des intimés; que, dans le cas où la procédure aurait été cassée, elle serait recommencée à partir du premier acte où les formes n'auraient pas été observées; que l'affaire serait plaidée de nouveau dans son entier; et qu'il pourrait encore y avoir lieu à la demande en cassation contre le second jugement; que, dans le cas où le jugement seul aurait été cassé, l'affaire serait aussitôt portée à l'audience du nouveau tribunal (déterminé de la manière prescrite par l'*art.* 19), qu'elle y serait plaidée sur les moyens de droit sans aucune forme de procédure, et sans que les parties ou leurs défenseurs pussent plaider sur le point réglé par le premier jugement (*a*); que, si le nouveau jugement était conforme à celui qui avait été cassé, il pourrait encore y avoir lieu à la demande en cassation; mais que, lorsque le jugement aurait été cassé *deux* fois et

---

(*a*) Ainsi que la loi du 2 brumaire an IV, tit. III, *art.* 14, le Code d'instruction criminelle contient la disposition suivante : « Liv. II, tit. III, chap. II. *Des demandes en cassation.* — *Art.* 416. Le recours en cassation contre les arrêts préparatoires et d'instruction, ou les jugemens

qu'un *troisième* tribunal aurait jugé en dernier ressort de la même manière que les deux premiers , la question ne pourrait plus être agitée au Tribunal de cassation , qu'elle n'eût été soumise au Corps législatif , qui , en ce cas , porterait un décret déclaratoire de la loi ; et que , lorsque ce décret aurait été sanctionné par le Roi , le Tribunal de cassation s'y conformerait dans son jugement (a).

Si l'on ne sentit pas d'abord les graves inconvéniens de tant de renvois et de lenteurs , il semble que du moins l'on ne fut pas longtemps sans s'apercevoir du vice de rédaction de l'*art.* 3 de cette loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790 , qui portait que , sous aucun prétexte et en aucun cas , le Tribunal ne pourrait connaître du fond des affaires. En effet , la Constitution du 3 septembre 1791 (tit. III , chap. v , *art.* 21 )

---

en dernier ressort de cette qualité , ne sera ouvert qu'après l'arrêt ou jugement définitif ; l'exécution volontaire de tels arrêts ou jugemens préparatoires ne pourra , en aucun cas , être opposée comme fin de non-recevoir.

« La présente disposition ne s'applique point aux arrêts ou jugemens rendus sur la compétence ».

(a) Voy. ci-dessus , vol. x , pag. 434 et suiv.

rappelle bien, dans les mêmes termes (à peu de chose près), la disposition du second alinéa de l'*art. 21* de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790, en statuant que, « lorsqu'après deux cassations, le jugement du troisième tribunal sera attaqué par les mêmes moyens que les deux premiers, la question ne pourra plus être agitée au Tribunal de cassation sans avoir été soumise au Corps législatif (a), qui portera un décret déclaratoire de la loi auquel le Tribunal de cassation sera tenu de se conformer » : mais cette même Constitution porte (même tit., même chap., *art. 20*) qu'en *matière de cassation* seulement, et non plus *en aucun cas*, le Tribunal ne pourra connaître du fond des affaires ».

L'*art. 255* de la Constitution du 5 fructidor an III était encore conçu ainsi : « Le Tribunal de cassation ne peut jamais connaître du fond des affaires ; mais il casse les jugemens rendus sur des procédures dans lesquelles les formes ont été violées, ou qui contiennent quelque contravention expresse à la loi, et il renvoie

---

(a) Il est à remarquer que la sanction du Roi exigée par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790 est passée sous silence dans cet *art.* de la Constitution du 3 septembre 1791.



le fond du procès au tribunal qui doit en connaître (a) ». Mais alors on avait sûrement eu lieu d'éprouver et de reconnaître le vice de ces dispositions de la loi et de la constitution précédentes, qui exigeaient trois jugemens ayant successivement jugé de la même manière, dont les deux premiers auraient été cassés, et dont le troisième serait encore attaqué par les mêmes moyens, avant l'intervention du décret déclaratoire de la loi que devait porter le Corps législatif, aux termes des mêmes dispositions;

---

(a) Aucune disposition de cette Constitution, non plus que de celle du 3 septembre 1791, ne rappelle le mode prescrit par l'art. 19 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790 et le décret du 14 avril suivant, pour déterminer le nouveau tribunal auquel le renvoi doit avoir lieu; cependant l'art. 219 de cette même Constitution de l'an III, portait encore : « L'appel des jugemens prononcés par le tribunal civil se porte au tribunal civil de l'un des trois des départemens les plus voisins, ainsi qu'il est déterminé par la loi ». La Loi du 2 brumaire an IV, dit : « Tit. III, art. 24. Si le jugement seul a été cassé, l'affaire sera portée devant l'un des tribunaux d'appel de celui qui avait rendu le jugement; ce tribunal sera déterminé de la même manière que dans le cas de l'appel. Il procédera au jugement, sans nouvelle instruction ». (Voy. ci-après, à la page 13, la note a).

et, par *l'art.* 256 de cette Constitution de l'an III, il fut dit que, « lors qu'après *une* cassation seulement, le *second* jugement sur le fond serait attaqué par les mêmes moyens que le *premier*, la question ne pourrait plus être agitée au Tribunal de cassation sans avoir été soumise au Corps législatif qui porterait une loi à laquelle le Tribunal de cassation serait tenu de se conformer. »

L'Acte Constitutionnel du 22 frimaire an VIII se renferme à cet égard dans un ou deux articles rédigés en termes toujours plus généraux et plus succincts ; il porte, « *Art.* 65: Il y a, pour toute la République, un Tribunal de cassation, qui prononce sur les demandes en cassation contre les jugemens en dernier ressort rendus par les tribunaux ; sur les demandes en renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime ou de sureté publique ; sur les prises à partie contre un tribunal entier.

« *Art.* 66. Le Tribunal de cassation ne connaît point du fond des affaires ; mais il casse les jugemens rendus sur des procédures dans lesquelles les formes ont été violées, ou qui contiennent quelque contravention expresse à

la loi ; et il renvoie le fond du procès au tribunal qui doit en connaître » (a).

Il y a quelque raison de croire qu'au moment de la rédaction de cet Acte Constitutionnel, on entrevit mieux encore qu'on ne l'avait fait jusque là toute l'importance et la difficulté de la question , et que l'on regarda alors comme nécessaire de prendre le temps de l'approfondir davantage ; car l'on s'abstint de statuer, ainsi qu'on l'avait fait précédemment, sur la manière de procéder , après un premier arrêt de cassation , sur le pourvoi interjeté contre un ou plusieurs jugemens subséquens qui auraient jugé de la même manière, et qui seraient attaqués par les mêmes moyens que les premiers.

---

(a) L'art. 61 porte : « En matière civile, il y a des tribunaux de première instance et des tribunaux d'appel. La loi détermine l'organisation des uns et des autres, leur compétence, et le territoire formant le ressort de chacun » ; et l'art. 62 : « En matière de délits, emportant peine afflictive ou infamante, un premier jury admet ou rejette l'accusation : si elle est admise, un second jury reconnaît le fait ; et les juges formant un tribunal criminel, appliquent la peine.

« Leur jugement est sans appel ».

Peu de temps après, intervint la loi du 27 ventose an VIII sur l'organisation judiciaire, laquelle statue simplement en ces termes : « Art. 78. Lorsqu'après une cassation, le second jugement sur le fond sera attaqué par les mêmes moyens que le premier, la question sera portée devant toutes les sections réunies du Tribunal de cassation. »

En prononçant ainsi, avec réflexion, ou du moins après remise, examen et délibération de plusieurs mois, que la *question* serait portée devant toutes les sections réunies du Tribunal de cassation, sans faire, non plus que l'Acte Constitutionnel du 22 frimaire an VIII, aucune mention du décret déclaratoire de la loi ( ou de la loi même ) qu'avaient prescrit successivement l'art. 21 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790, l'art. 21 du tit. v de la constitution du 3 septembre 1791, l'art. 256 de celle du 5 fructidor an III, et sans lequel, aux termes de ces mêmes dispositions, le Tribunal de cassation ne pouvait plus connaître du pourvoi, et auquel il lui était formellement enjoint de se conformer; en omettant d'ailleurs de parler, dans aucune des dispositions de

cette loi du 27 ventose an VIII, d'un nouveau renvoi devant un Tribunal quelconque, après une première cassation et un second jugement *sur le fond*, attaqué par les mêmes moyens que le premier ( ce qu'à la vérité l'*art.* 66 de l'Acte Constitutionnel du 22 frimaire an VIII prescrivait encore ), pouvait-on croire que la Législature eût agi sans dessein, sans volonté fixe et déterminée? était-il présumable que les termes dans lesquels se trouvait renfermée la rédaction de l'*art.* 78 étaient simplement le fruit de l'irrésolution ou de l'inadvertance? ou bien, au contraire, ne résultait-il pas assez clairement de cette rédaction même et de la suppression de dispositions antérieures dans une loi en quelque sorte fondamentale, que le Législateur avait entendu et suffisamment exprimé qu'en cas de pourvoi contre un second jugement attaqué, après une première cassation, par les mêmes moyens que le premier, la question, *sur le fond même*, serait portée devant toutes les sections réunies? Si l'on observe que, dans la première hypothèse, l'œuvre du Législateur demeurerait évidemment insuffisant et incomplet, qu'il ne prévoyait et ne

prescrivait absolument rien sur la manière de procéder dans le cas d'une seconde cassation admise par toutes les sections réunies sans qu'elles eussent néanmoins prononcé sur le fond, et cela lorsque l'état et les dispositions antérieurs de la législation l'avertissaient clairement de la nécessité de statuer; qu'il s'est ensuite écoulé plusieurs années sans qu'aucune autre disposition législative ait donné lieu de penser que l'on songeât à remplir une lacune si grande et si manifeste; il faudra nécessairement, en admettant une semblable hypothèse, supposer aussi une indécision ou une irréflexion prolongées et peu vraisemblables dans le Législateur; et peut-être alors ne sera-t-on pas non plus (ne fût-ce que par l'in vraisemblance même de cette supposition) sans raisons, sinon déterminantes et décisives; du moins fort plausibles, pour incliner vers l'opinion opposée, plus conforme sous quelques rapports essentiels au jugement que l'on doit naturellement porter de la prudence, de la pénétration législative.

Toutefois, huit ans après, et à une époque où la force attractive et absorbante avait aban-

donné les Corps alors soi-disant représentatifs, appelés à participer à l'exercice de la puissance législative, pour se porter entre les mains du Chef de la puissance exécutive et y prendre une nouvelle activité; la rédaction peut-être trop restreinte et trop brève d'un article de loi qui avait pourtant eu pour objet spécial de déterminer d'une manière positive et précise l'étendue des attributions de la puissance judiciaire exercées par le premier Corps de la magistrature, devint, ainsi que tant d'autres, un nouveau moyen d'accroissement et de conquête. On dit alors (a), en présentant au Corps législatif le projet de la loi du 16 septembre 1807, que la loi du 27 ventose an VIII ne s'exprimait pas sur ce que devaient devenir les procès si la Cour de cassation annulait le second jugement et que le troisième fût encore attaqué par les mêmes moyens que les deux premiers, et l'on supposa que la législation était ainsi restée dans le vague et dans l'absence de toute règle à cet égard, quoique dans

---

(a) *Voy.*, entre autres, le Nouv. Répertoire de jurisp., par M. Merlin, au mot *Cassation*, § 8.



l'intervalle des huit années écoulées depuis la loi du 27 ventose an VIII, les deux Sénatus-Consultes-Organiques des 16 thermidor an X et 28 floréal an XII aient eu à statuer sur cette même institution, à laquelle le second de ces deux Sénatus-Consultes conféra la dénomination de Cour de cassation.

Sur ces motifs, cette loi du 16 septembre 1807 assimila donc l'interprétation de la loi aux simples réglemens d'administration dévolus au Chef de la puissance exécutive. Nous en avons rapporté précédemment les dispositions mêmes. Il est inutile de les reproduire ici (a).

---

(a) (Voy. ci-dessus, vol. I, pag. 475 et suiv.).

Il faut dire que le Règlement du 5 nivose an VIII, relatif à l'organisation du Conseil d'état contenait, entre autres, la disposition suivante : « Art. 11. Le Conseil d'état développe le sens des lois, sur le renvoi qui lui est fait par les Consuls des questions qui leur sont présentées ». (Voy. ci-dessus, vol. VIII, pag. 129 et 130). Mais, quoique cette disposition n'eût peut-être pas été insérée dans le règlement sans quelque arrière-pensée, sans intention de lui donner plus tard une acception plus large et plus étendue qu'elle ne le comportait, on ne pouvait cependant s'en faire un point d'appui et un argument solide lors de la présentation de la loi du 16 septembre 1807;

Les choses sont restées en cet état ; mais au mois de novembre 1814, la Chambre des députés regarda cette loi comme donnant atteinte à ses attributions, et elle prit en conséquence une résolution portant que, dans le cas d'une troisième cassation, la Déclaration interprétative de la loi dont le sens divisait les tribunaux serait rendue dans les formes constitutionnelles, c'est-à-dire, dans les formes prescrites pour la création et la promulgation de la loi elle-même. Cette résolution fut adoptée par la Chambre des pairs ; mais, présentée à la sanc-

---

d'une part, parce que cette disposition ne devait bien réellement s'appliquer qu'au développement du sens des lois sur des questions purement et exclusivement administratives, et qui par cette raison même pouvaient être présentées aux Consuls exerçant la Puissance exécutive, et renvoyées par eux au Conseil d'état, et non pas à aucune interprétation relative à des questions d'ordre judiciaire, et qui par ce motif et par leur nature devaient être et auraient été en effet soumises au jugement de la Cour de cassation ; d'autre part, parce que si l'on voulait prêter à cette disposition une acception aussi exorbitante, il est évident que n'étant insérée que dans un simple règlement, elle ne pouvait être considérée comme ayant force de loi.

restriction. « La loi du 27 ventose an VIII, disait M. le conseiller d'état, ne s'exprimait point sur ce que deviendrait l'affaire si la Cour de cassation annulait le second jugement et que le troisième fût encore attaqué par les mêmes moyens que les deux premiers.

« Il est incontestable qu'alors on ne peut plus recourir à la Cour de cassation. Dès que son dernier arrêt a prononcé, sections réunies, le nouvel arrêt serait conforme au précédent ; et si les cours ou tribunaux auxquels le fond serait renvoyé, persistaient à juger de la même manière que les autres cours ou tribunaux dont les jugemens ont été annulés, les parties seraient réduites à la nécessité de plaider successivement devant tous les tribunaux de France, au grand détriment de leur fortune, et sans avoir la consolation d'obtenir un résultat définitif.

« Le projet de loi prévient cet inconvénient.

« Quand il existe une telle contrariété de décisions entre la Cour de cassation et deux cours d'appel ou tribunaux qui ont jugé séparément, et n'ont pu se concerter, il est na-

tuel de penser que cette contrariété ne provient que de ce que la loi est obscure.

« Sans doute, la Cour de cassation est composée d'un plus grand nombre de magistrats qu'aucun tribunal ; elle offre une réunion imposante d'hommes très-distingués par leur expérience et leurs lumières ; mais la décision uniforme de plusieurs tribunaux indépendans les uns des autres, de magistrats qui, par leurs connaissances profondes et une longue habitude des affaires, ont aussi les plus justes droits à la confiance publique, cette décision, dis-je, ne peut être d'un poids léger dans la balance de la justice.

« Le partage d'opinions qui existe entre la Cour de cassation d'un côté, et ces tribunaux, de l'autre, étant un signe non équivoque de l'obscurité de la loi, il en résulte qu'il y a nécessité d'interpréter.

« Or, l'interprétation de la loi n'appartient ni à la Cour de cassation ni aux autres tribunaux. Ce droit ne peut appartenir qu'à l'autorité qui a l'initiative de la loi, et qui, chargée de la rédaction et proposition, connaît parfaitement l'esprit dans lequel toute la loi est conçue.

« C'est par ce motif que la loi du 27 novembre 1790, qui a créé la Cour de cassation, attribuait au Corps législatif, après deux cassations, le décret déclaratoire de la loi. A cette époque, le Corps législatif avait l'initiative de la loi....

« La Constitution de l'an III contenait la même disposition que la loi de 1790, avec cette seule différence, que le décret déclaratoire avait lieu après une première cassation.

« L'interprétation doit donc être donnée aujourd'hui par le Chef suprême de l'État, par Sa Majesté, séante en son conseil....

« Quelquefois la Cour de cassation, saisie d'un second pourvoi, et n'ayant pas encore statué, reconnaîtra que la question est réellement problématique : elle trouvera qu'il serait plus sage de demander une interprétation, que de rendre un second arrêt. — Le cas est prévu par le projet. — La Cour de cassation aura l'alternative d'en référer à l'empereur, ou de statuer sur-le-champ. L'option est confiée à la sagesse des juges. — Si la Cour doit devoir préférer le second parti ; le second arrêt sera rendu par les sections réunies et sous la pré-

sidence du Grand-Juge. — La solennité de cet arrêt sera la preuve certaine des efforts qu'on aura faits pour découvrir le vrai sens de la loi, et parvenir enfin, s'il est possible, à terminer la contestation.

« Mais si cet arrêt solennel ne rejette point la demande en cassation, s'il casse le second arrêt ou jugement, et renvoie à un troisième tribunal dont le jugement soit encore attaqué, l'interprétation est de droit; toute la procédure est suspendue; la Cour de cassation ne peut prononcer jusqu'à ce qu'elle ait reçu le décret interprétatif; et lorsque la connaissance du décret lui permet de juger, elle est tenue de s'y conformer. De même, le nouveau tribunal, saisi du fond, ne pourra s'écarter des principes consacrés par le décret.

« Au moyen de l'interprétation, toutes les difficultés s'aplanissent : les nuages se dissipent, les juges s'éclairent, les parties s'entendent, et l'affaire est terminée, soit par des jugemens qui ne peuvent plus éprouver aucun retard, soit, ce qui arrivera plus souvent, par une transaction entre les parties : . . . ». Tels sont les motifs de la loi du 16 septembre 1807,

rapportés et adoptés, dans le Répertoire de jurisprudence, par M. Merlin.

M. Sirey, dans son *Traité du Conseil d'état* selon la Charte, semble se prononcer pour la même solution et en partie par les mêmes raisons. « L'interprétation législative, dit-il, ne doit point avoir lieu sur la simple réclamation des intérêts individuels. Il faut que l'obscurité de la loi soit constatée, par une persistance de contrariété entre les Cours d'appel et la Cour de cassation ; *c'est ce qu'a très-bien ordonné la loi du 16 septembre 1807.* »

« L'interprétation législative doit être le résultat d'une controverse entre la Cour de cassation et les Cours d'appel qui lui sont contraires. De part et d'autre, les magistrats ont à faire valoir les textes combinés, l'esprit de la loi ou de la disposition controversée, les avantages et les inconvénients de chaque entente, le vœu de l'équité, l'esprit général de la législation judiciaire.

« C'est au *Législateur* à s'élever ensuite à de plus hautes considérations ; à saisir la liaison intime du droit privé avec le droit public ; à faire concorder l'intérêt national avec le vœu de la jurisprudence.



« Ainsi, l'interprétation réglementaire doit être, de fait, l'œuvre du *Législateur éclairé par le magistrat* » (a).

M. le Président Henrion de Pansey, dans son *Traité de l'Autorité judiciaire*, retrace l'état de la législation sous ce rapport; en rapportant pareillement la loi du 16 septembre 1807 sans discussion, et paraît par conséquent ne pas y trouver d'objection fondée et suffisante. Pour mettre le lecteur en état d'en juger, nous croyons devoir rapporter le passage suivant de son ouvrage, quoiqu'il ne soit guère qu'une

---

(a) (Du Conseil d'état selon la Charte, etc., par M. Sirey, chap. iv, § 2, pag. 82). — Remarquons dès actuellement que, sous un Gouvernement constitutionnel assis sur ses véritables bases, l'attribution, donnée par la loi du 16 septembre 1807, de l'*interprétation de la loi*, à l'autorité qui a l'*initiative de la loi*, ne saurait être la conséquence exacte de la conclusion admise dans ce passage : car, en admettant même que, sous ce Gouvernement, l'initiative de la loi soit accordée à une seule des trois branches de la Puissance législative (ce qui pourtant ne devrait pas être, voy. ci-dessus, vol. v, pag. 585), du moins est-il incontestable que, d'après le second principe fondamental de l'organisation de cette forme de Gouvernement, le Pouvoir législatif doit être composé de trois branches, le Roi et les deux Chambres.

narration des faits déjà exposés précédemment.

« Dans l'impossibilité de connaître le fond du procès, dit-il, la Cour de cassation, après avoir cassé un arrêt, est obligée de renvoyer l'affaire à une autre cour d'appel. Cette cour peut juger comme la première; et le second arrêt est, ainsi que le précédent, soumis à la censure de la Cour de cassation, qui peut encore le déclarer nul, et doit de même renvoyer le procès à une troisième cour d'appel. Et comme non-seulement ce troisième arrêt, mais un quatrième, un cinquième, etc., peuvent successivement être annulés; que la Cour de cassation est toujours obligée de renvoyer l'affaire, et que jamais ses décisions ne commandent aux tribunaux, cette alternative d'arrêts annulés et reproduits pouvait se prolonger indéfiniment.

« Dans notre ancien régime, un moyen fort simple terminait cette lutte. Comme le Roi jugeait dans son Conseil les demandes en cassation, lorsque les parlemens s'obstinaient à donner à la loi un sens qu'il réprouvait, il évoquait l'affaire, et terminait le procès par un arrêt qui était tout à la fois un acte judiciaire et législatif.

« Ce procédé n'avait rien d'illégal, puisque le Roi, investi seul du droit de faire la loi, en était aussi le seul interprète. Mais il n'en est pas de même de la Cour que l'on a substituée au Conseil d'état : sans aucune participation à l'exercice de la puissance législative, cette Cour est sans pouvoir pour statuer sur les affaires dont la décision serait subordonnée à l'interprétation d'une loi. Celle du 1<sup>er</sup> décembre 1790 y avait pourvu par la disposition suivante : *Lorsque le jugement aura été cassé deux fois, et qu'un troisième tribunal aura jugé en dernier ressort de la même manière que les deux précédens, la question ne pourra plus être agitée au Tribunal de cassation qu'elle n'ait été soumise au Corps législatif, qui, en ce cas, portera un décret déclaratoire de la loi ; et lorsque ce décret aura été sanctionné par le Roi, le Tribunal de cassation s'y conformera dans son jugement.*

« La Constitution de l'an VIII ayant conféré au Chef du Gouvernement l'initiative des lois, et borné à quatre mois la durée des séances des députés au Corps législatif, cette disposition de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790,

d'une exécution facile avec un Corps législatif permanent, ne se trouva plus en harmonie avec le nouvel ordre de choses.

« Il fallait donc réorganiser la Cour de cassation en cette partie; on le fit par une loi du 27 ventose an VIII, mais qui dit, et rien de plus : *Lorsqu'après une cassation, le second jugement, sur le fond, sera attaqué par les mêmes moyens que le premier, la question sera portée devant toutes les sections réunies du Tribunal de cassation.* Le législateur ne va pas jusqu'à porter ses vues sur une troisième cassation, sans doute par le motif que, dans l'intervalle qui s'était écoulé depuis 1790, l'occasion de recourir au Corps législatif ne s'était pas offerte.

« Cet état de choses se maintint jusqu'en 1806. Pendant cet intervalle, les cours d'appel ne firent aucune difficulté de se conformer aux arrêts de la Cour de cassation rendus par les Chambres réunies, sous la présidence du Grand-Juge. A cette époque, de 1806, on vit, pour la première fois, la troisième cour d'appel juger comme les deux premières.

« Alors la nécessité d'une mesure propre à

terminer une lutte aussi fâcheuse se fit sentir de nouveau....

« Le remède était aussi simple qu'efficace : il ne fallait qu'abolir le pourvoi pour fausse interprétation, et n'admettre, comme moyen de cassation, que la contravention expresse à la loi. Cette idée se présentait à tous les esprits; mais, en l'adoptant, on livrait les codes à l'arbitraire, on renonçait à l'avantage d'une législation uniforme: et cet avantage, si longtemps désiré, si péniblement acquis, on ne voulait pas le perdre. Cependant il était urgent de mettre fin à un état de choses qui rendait les procès interminables. On concilia ces deux grands intérêts par la loi du 16 septembre 1807 » (a).

On peut encore tirer, dans le même sens, ou du moins à l'appui de l'opinion que l'interprétation de la loi n'appartient qu'au législateur, une induction favorable de quelques phrases d'un passage de l'Abrégé de la République de Bodin, attribué à M. de Lavy, pré-

---

(a) De l'Autorité judiciaire, par M. Hentlon de Pansey, chap. xxiv, sect. 10, pag. 420 et 428.

sident au Parlement de Bordeaux. Voici ce passage : « Il ne doit être permis au juge, dans aucun cas, de donner un jugement qui contrarie les termes de la loi. Le corps des lois renferme un système d'équité général et suivi. Chaque matière a des principes fondamentaux qui, comme des rayons qui partent d'une circonférence aboutissent au même centre. C'est dans ce système, dans ces principes, et jamais dans son imagination, que le juge doit puiser les raisons qui le déterminent. C'est à ce centre qu'il doit ramener la lettre de la loi. La loi n'est pas dans les paroles, elle est dans leur sens.

« Par son esprit on explique ses termes, et si la loi même ne porte pas à le découvrir, on le cherche dans les décisions des autres lois, et dans les premiers principes. Il est difficile, en les consultant, de ne pas connaître si la loi dit précisément ce qu'elle paraît dire, et si elle doit être appliquée à la question qui se présente.

« Si les lois civiles ne conduisent pas aux connaissances que le juge recherche, il doit rapprocher la loi du droit public et naturel,

et les comparer ensemble. Les lois des hommes ne sont faites que pour mettre le droit naturel à l'abri des entreprises des prévaricateurs. C'est le propre de l'équité d'adapter les termes des lois civiles aux lois naturelles. Celles-ci sont immuables, les autres sont arbitraires. Il convient mieux de se rapprocher de la justice réelle, que de s'en éloigner pour s'attacher à ce qui n'est que d'opinion.

« Si malgré ces attentions le juge désespère de rendre un jugement équitable sans contrarier le texte de la loi, ou l'esprit qu'il peut y entrevoir, il doit ou soumettre ses lumières, ou consulter la Puissance législative. Celle-ci peut exercer l'équité d'une manière supérieure au magistrat; elle peut ou corriger un article de loi, ou l'abroger en entier, lorsqu'elle n'est pas équitable. Le pouvoir du magistrat est borné à interpréter par le sens, à suppléer à ce qui n'a pas été prévu, à décider ce que le législateur dirait lui-même conduit par le même esprit qui l'animait, lorsqu'il a fait la loi. Toutes ces choses se

font mieux sentir , qu'elles ne peuvent s'exprimer » (a).

Maintenant , nous citerons , dans un autre sens , en faveur d'une opinion opposée , quelques argumens que nous tirons encore de l'ouvrage d'un magistrat. On y lit , entre autres , ce qui suit : « On prétend que les recours en cassation ayant toujours pour objet de faire décider si les formes ou les lois ont été violées , nul n'est mieux en état d'en juger que ceux qui ont institué les formes et rédigé les lois , parce qu'ils connaissent mieux que tous autres comment les lois doivent être entendues et les formes appliquées ; que , par cette raison , il est plus naturel et plus régulier de soumettre les demandes en cassation au Conseil d'état , qu'à ceux qui ne participent point au Pouvoir législatif. Quoique cette objection paraisse spécieuse , je pourrais me dispenser d'y répondre ,

---

(a) ( Abrégé de la République de Bodin , tom. II , liv. IV , chap. III , pag. 15 et 16 ). — Le Professeur Felice , dans ses Annotations sur les Principes du Droit de la nature et des gens , par Burlamaqui , reproduit ces réflexions précisément dans les mêmes termes. ( Principes du Droit naturel , tom. V , chap. XVI , n. 270 , pag. 230 ).



et renvoyer ceux qui la proposent à lire ce que le grand Montesquieu et les plus célèbres publicistes ont écrit à cet égard. Cependant, comme on la renouvelle sans cesse, je ne dois pas la dédaigner.

« D'abord, c'est une erreur de croire que ceux qui ont participé à la rédaction de la loi soient plus en état que tous autres d'en faire une juste application. Pour avoir des idées nettes sur ce point, il est essentiel de remarquer que les plus grandes difficultés qui s'élèvent sur l'interprétation des lois proviennent presque toujours d'une rédaction obscure, inexacte ou vicieuse de la loi. Pour les résoudre, il faut pénétrer l'esprit de la loi, c'est-à-dire qu'après avoir bien étudié toutes ses dispositions, il faut en déduire la conséquence naturelle, qui doit s'appliquer à la difficulté qu'il s'agit de résoudre. Mais il arrive souvent que l'esprit de la loi, c'est-à-dire, cette conséquence naturelle résultant de ses dispositions, se trouve en opposition directe avec l'intention du législateur. Ce cas arrive surtout lorsque le législateur n'a pas prévu la difficulté, ou qu'il s'est servi d'une rédaction vi-

cieuse. Si cette difficulté est soumise à un jurisconsulte ou à un magistrat intelligent et impartial, il la résoudra en se conformant au véritable esprit de la loi (a) : tandis que , si elle est déferée au législateur, il aura une tendance à faire prévaloir son intention législative, quoique mal ou nullement exprimée, sur le sens littéral ; il cherchera à corriger l'imperfection de la loi par la jurisprudence, tandis qu'elle ne doit l'être que par un (nouvel) acte législatif. Il jugera en législateur plutôt qu'en magistrat ; en sorte que celui qui se sera conformé à l'esprit de la loi perdra sa cause, tandis que celui qui aura rencontré par hasard l'intention non exprimée du législateur, la gagnera.

« Un auteur grave a très-bien développé d'autres inconvéniens qu'il y aurait à faire exercer les fonctions législatives et judiciaires par les mêmes personnes. Je vais rappeler quel-

---

(a) C'est-à-dire, aux conséquences naturelles et exactes qui découlent, non pas seulement de la loi même, mais encore de la combinaison de ses dispositions avec les principes généraux du droit naturel, de la législation existante et de la jurisprudence établie. Voy. ci-apr., p. 57.

ques passages de son excellent ouvrage (a):— Si le législateur était aussi magistrat, il ne pourrait que couronner et consommer comme magistrat toutes les méprises qui lui seraient échappées comme législateur. Si le magistrat était aussi législateur, les lois n'existant que par sa seule volonté, il ne serait point assujetti à les consulter pour juger, et il pourrait toujours ordonner comme législateur ce qu'il aurait à décider comme magistrat. Ainsi, ce ne serait que dans les seules volontés du législateur qu'il faudrait chercher la raison des lois positives (ou écrites)....; et ce ne serait que dans les seules volontés du magistrat qu'il faudrait chercher la raison de ses jugemens.

« Quand le Pouvoir législatif et la Magistrature sont séparés, comme ils doivent l'être, les lois une fois établies par la Puissance législative ont une autorité qui leur est propre, et qui, leur donnant le droit de commander aux volontés du magistrat, leur assure une entière indépendance de toutes les autres volontés. Il

---

(a) De l'Ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques, tom. VI, chap. XII.

est certain que le magistrat ne peut alors et ne doit avoir d'autres volontés que celles des lois; aussi n'est-ce point en lui que cette autorité réside, mais dans les lois; aussi ses fonctions se bornent-elles à faire l'application des lois; aussi ne fait-il que prononcer des jugemens déjà dictés par les lois; aussi est-il tenu de penser, de parler, d'ordonner comme les lois. Il n'est ainsi que leur ministre, que leur organe, et c'est par cette raison qu'elles sont en sûreté dans ses mains; et que, par état, il est nécessairement et particulièrement le dépositaire et le gardien des lois.

« Mais si le Pouvoir législatif et la Magistrature étaient réunis, nous ne verrions plus dans le magistrat qu'une puissance absolument indépendante des lois, lorsqu'il s'agirait d'en faire l'application. Ce ne seraient plus alors les volontés des lois qui deviendraient celles du magistrat; ce seraient au contraire les volontés personnelles (et momentanées) du magistrat qui deviendraient celles des lois. Ses décisions ne pourraient plus être regardées comme étant dictées par les lois et d'après leurs dispositions invariables, puisque les lois ne seraient elles-

mêmes que des résultats de ses opinions ; qu'elles ne diraient que ce qu'il leur ferait dire, et qu'elles ne voudraient que ce qu'il leur ferait vouloir. . . . ».

— « Telles sont, reprend l'auteur de l'ouvrage que nous avons transcrit d'abord et dont nous avons aussi emprunté cette autre citation, telles sont les règles dictées par la raison et la sagesse. Toutes les fois qu'on s'en est écarté, le Pouvoir judiciaire a beaucoup souffert » (a).

Après le rapprochement et l'opposition de

(a) ( De la Magistrature en France , *considérée dans ce qu'elle fut et dans ce qu'elle doit être*, par M. Bourguignon père, ancien magistrat , 3<sup>e</sup> part. , ch. v, p. 186 et suiv. )

— Un passage de Vattel, qui eût déjà pu trouver sa place dans le liv. 1<sup>er</sup>, chap. 1<sup>er</sup>, de la seconde partie de notre ouvrage ( voy. ci-dessus, vol. iv, pag. 191 ), peut encore être invoqué ici comme autorité : « La pratique, dit cet auteur, de recourir au prince, en portant sa plainte au pied du trône, quand la cause a été jugée en dernier ressort, paraît sujette à de grands inconvénients. Il est plus aisé de surprendre le prince par des raisons spécieuses qu'une compagnie de magistrats versés dans la connaissance du droit, et l'expérience ne montre que trop quelles sont dans une cour les ressources de la faveur et de l'intrigue....

« Il est plus convenable et plus avantageux à l'État

ces argumentations contraires, si nous cherchons nous-mêmes à nous prononcer et à conclure, c'est ce que nous croyons pouvoir faire facilement en posant successivement les trois questions distinctes qu'il s'agit en effet de résoudre, et en reproduisant et appliquant à chacune d'elles les principaux moyens de décision que renferment, en partie du moins, les passages que dans cette intention nous avons commencé par transcrire.

1<sup>o</sup> *L'interprétation*, comme l'a dit M. le conseiller d'état, chargé de présenter au Corps législatif la loi du 16 septembre 1807, *appartient-elle à l'autorité qui a l'initiative* ? Si nous nous en référons sur cette première question à l'exposé des motifs produits à l'appui de l'affirmative, tels que nous les avons trouvés énon-

---

d'établir un Tribunal souverain dont les arrêts définitifs ne puissent être infirmés par le Prince lui-même....

« La justice se rend au nom du souverain : le prince s'en rapporte au jugement des tribunaux, et il prend avec raison ce qu'ils ont prononcé pour le droit et la justice (*voy. ci-dessus, entre autres, vol. VIII, pag. 246 et suiv., et vol. X, pag. 240 et suiv.*). Sa partie dans cette branche du Gouvernement est donc de maintenir l'autorité des juges et de faire *exécuter* leurs *sentences* ». (Droit des Gens, liv. I, chap. XIII).

cés dans le Répertoire de jurisprudence et que nous-mêmes les avons rapportés ci-dessus, nous remarquons d'abord qu'au nombre de ces motifs se rencontre évidemment une véritable pétition de principe. On y lit en effet ce qui suit : « Le partage d'opinions qui existe entre la Cour de cassation d'un côté et les tribunaux de l'autre, étant un signe non équivoque de l'obscurité de la loi, il en résulte qu'il y a nécessité d'interpréter. Or, *l'interprétation de la loi n'appartient ni à la Cour de cassation ni aux autres tribunaux. Ce droit ne peut appartenir qu'à l'autorité qui a l'initiative de la loi* ». Et c'est justement là ce qu'il aurait fallu, ce qu'il s'agirait encore, de prouver.

Il est vrai que la même phrase est terminée immédiatement par cette autre supposition, « que l'autorité qui a l'initiative de la loi et qui est chargée de la rédaction et proposition, connaît parfaitement l'esprit dans lequel toute loi est conçue ». Mais, sans nous arrêter à remarquer (ce que nous avons d'ailleurs démontré précédemment) que, dans un Gouvernement constitutionnel qui serait établi en tous points sur ses fondemens les plus incontestables, cette

initiative, ce droit de proposer devrait être entièrement réciproque entre chacune des trois branches de la Puissance législative, le Roi et les deux Chambres (a), admettons que ce droit ne soit accordé et reconnu qu'en faveur de l'une de ces trois branches, de celle qui déjà cumule l'exercice entier de la Puissance exécutive avec une participation en quelque sorte privilégiée à la Puissance législative; sera-t-il donc vrai que, dans cette supposition même, l'esprit de la loi ne devra pas être aussi parfaitement connu des deux autres branches de la Puissance législative (dont il est admis du moins que la coopération pour la formation de la loi est un principe fondamental d'organisation), qu'elle peut l'être de la première? Non, sans doute; car il est de la plus grande évidence qu'une conséquence nécessaire de la prérogative, du droit exclusif de proposition, doit être l'obligation de rendre ostensible, de faire bien connaître le véritable esprit dans lequel toute loi proposée est conçue: et, s'il en était autrement, s'il était possible de supposer que, des

---

(a) Voy. ci-dessus, entre autres, vol. v, pag. 585.



trois branches de la Puissance législative, deux pourraient voter sans avoir, ainsi que la troisième, une entière et parfaite connaissance de cause, loin qu'il pût en résulter un motif pour attribuer le droit d'interprétation à celle qui déjà serait investie du droit de proposition, il faut se hâter de reconnaître qu'il y aurait, en cela même, une raison déterminante et péremptoire d'admettre un principe tout contraire; puisque autrement rien n'empêcherait qu'un défaut de développement suffisant des motifs véritables et des fins réelles de la loi ne pût devenir par la suite une cause fréquente d'interprétation, et n'eût ainsi le grave inconvénient de remettre l'exercice presque entier des Puissances législative, exécutive et judiciaire, autrement dit du Pouvoir despotique et absolu, entre les mains d'un seul. Sans même recourir à l'hypothèse, sinon presumable, du moins très-possible, d'une expression équivoque et douteuse employée, non sans dessein ultérieur, dans la rédaction de la loi, qui ne voit clairement qu'en thèse générale celui qui aurait le droit d'interpréter seul la loi, par cela même serait nécessairement aussi seul et unique lé-

gislateur, pour le moins dans tous les cas d'interprétation, prévus, ou fortuits? Or, ce seul point admis, pour en prévoir et apprécier tous les dangers, il suffit ensuite de remonter à la démonstration des vérités élémentaires du Droit constitutionnel et d'organisation, ou d'en appeler, ainsi que le dit bien l'auteur du *Traité de l'Autorité judiciaire en France*, à ce que M. de Montesquieu et les publicistes les plus célèbres ont en substance reconnu de plus constant comme principe en cette matière, que, dans un Gouvernement modéré et auquel ces vérités élémentaires servent de bases, dont le premier fondement doit être la distinction des trois Pouvoirs, et le second la division du Pouvoir législatif en trois branches également distinctes, jamais aucune des attributions de ce premier Pouvoir ne peut être exercée exclusivement par l'une de ses trois branches, sans choquer et compromettre imminemment l'édifice même de la constitution (a).

Nous regarderions donc comme entièrement surabondant et superflu de donner plus d'é-

---

(a) Voy. ci-dessus, entre autres, vol. v, pag. 457, 521, 583 et suiv.

tendue à la démonstration de cette première question, lors même que l'examen subséquent des deux autres ne devrait pas encore ajouter à tout ce qu'elle a déjà de déterminant et d'ir-récusable pour l'homme auquel les premières notions du Droit constitutionnel ne sont point étrangères.

2° Mais, si, sous cette forme de Gouvernement, la seule désirable, et, il faut l'espérer et le croire, désormais aussi la seule possible chez tout peuple civilisé, le droit d'interprétation ne peut appartenir exclusivement à l'une ni à l'autre des trois branches de la Puissance législative ( et particulièrement à celle à laquelle l'initiative des propositions de lois serait exclusivement attribuée, en opposition déjà trop directe avec le véritable esprit, avec la nature de l'institution ), est-il vrai du moins que « ce même droit d'interprétation doive être de fait, comme l'avance encore l'un des auteurs dont nous avons fait connaître l'opinion, l'œuvre du Législateur, *mais du Législateur éclairé par le Magistrat* » (a)?

---

(a) Voy. ci-dessus, pag. 26 et 27.

Cette sorte de restriction ( qui , si nous ne nous méprenons et que notre mémoire ne nous abuse , est tout ce que met en avant l'auteur cité , à l'appui de son sentiment ) serait bien loin d'être une raison démonstrative et qui exigeât une réfutation particulière : nous cherchons donc ailleurs l'objection la plus précieuse que l'on puisse faire dans le même sens ; nous la voyons ressortir de l'ensemble des divers passages précédemment rapportés , et plus spécialement signalée dans les premières lignes de celui que nous avons emprunté au *Traité de la Magistrature en France*, etc. : en résumé , cette objection s'appuie tout entière sur ce raisonnement : « l'interprétation de la loi doit appartenir à ceux qui ont institué les formes et rédigé les lois ( c'est donc à dire aux trois branches de la Puissance législative concurremment ) , parce qu'ils connaissent mieux que tous autres les motifs et le sens des lois , et conséquemment aussi de quelle manière elles doivent être entendues et appliquées » (a).

Nous ne croyons pas affaiblir l'argument en

---

(a) Voy. ci-dessus , pag. 34.

le reproduisant; nous lui donnons même une nouvelle force par l'application plus étendue que nous lui prêtons, en en arguant comme d'un motif pour attribuer l'interprétation aux trois branches constitutives de la Puissance législative, et non pas pour prouver qu'il est plus naturel de confier cette interprétation à une seule des branches de cette même Puissance, au Roi en son Conseil. Cette conséquence, nous venons de le voir, est en effet la seule que l'on puisse en induire avec exactitude; mais, dans ce sens et d'après cette application même, sa réfutation est simple et facile. Elle résulte d'abord des considérations puisées dans la nature même du Gouvernement représentatif, et dont l'une se trouve assez clairement indiquée dans le passage extrait du *Traité de l'Autorité judiciaire en France*, par M. le président Henrion de Pansey, savoir, que les sessions des Chambres représentatives ne sont et ne peuvent être que temporaires et non permanentes (a), et que le cours de la justice ne saurait s'accommoder des interruptions lou-

---

(a) Voy. ci-dessus, pag. 29 et 30; et vol. VI, pag. 256 et suiv.

gues et fréquentes par lesquelles il se trouverait suspendu et paralysé chaque année, si ces Chambres devaient être appelées à participer à l'interprétation de la loi, comme elles coopèrent à sa formation.

Une seconde considération du même genre, ou du moins prenant aussi sa source dans la nature du Gouvernement, et peut-être plus concluante encore que la précédente; c'est la mobilité, le renouvellement (trop fréquent, il faut le dire, dans l'état actuel des choses, soit en France, soit même en Angleterre) des membres de la Chambre des députés ou de la Chambre des communes. En effet, le changement rapide de ceux qui prennent part instantanément à l'exercice de la Puissance législative dans cette Chambre des députés ou dans la Chambre des communes, suffirait pour détruire en grande partie la force de l'argument, ou pour en empêcher l'application; et peut-être peut-on y apercevoir déjà un motif pour qu'en opposition et afin de contrebalancer cette action, ce foyer d'innovation et de changement, l'interprétation de la loi dût être remise et confiée à un premier Corps de

magistrature institué sur une autre base, sur celle de la durée et de la perpétuité. En Angleterre, le dernier degré de la hiérarchie judiciaire existe dans la Chambre des pairs, et les membres de cette Chambre ne sont pas seulement inamovibles, comme le sont les membres de la Cour de cassation en France; ils sont héréditaires (a).

Au surplus, pour démontrer que l'interprétation n'appartient pas au législateur, se réunissent encore ici deux autres argumens tout aussi puissans, d'une application très-étendue et puisés dans les notions et les principes du Droit les plus constans et les plus universellement reconnus.

D'une part, c'est que la loi doit être générale, que la Puissance législative ne doit disposer que d'une manière générale et non dans la vue d'une acception, circonstance ou espèce

(a) De plus, les douze grands juges font partie de cette Chambre, ou du moins ils y ont voix consultative. Voy. BLACKSTONE. Commentaires, vol. 1, liv. 1, chap. 2; et ci-dessus, vol. x, pag. 550.

particulière, et qu'à la Puissance exécutive et à la Puissance judiciaire seules (chacune dans les limites exactes de ses attributions spéciales) appartient, au contraire, le droit d'en faire l'application aux espèces et cas particuliers (a). Si ce principe incontestable n'est pas respecté, si le Législateur, au lieu d'avoir toujours en vue, dans l'exercice de sa puissance, les besoins et les intérêts généraux de la société, descendait de la hauteur où la nature même de ses fonctions doit le maintenir, et où ces mêmes intérêts généraux peuvent se découvrir à lui, s'il cherchait par là à se rapprocher de chaque intérêt individuel, de localité, de circonstance, il ne pourrait manquer de perdre de vue son objet, son but véritable, la justice, l'utilité générale, l'intérêt public et social, qui ne peut s'apercevoir que dans l'ensemble et la réunion complète de tous les intérêts spéciaux et particuliers, dont il se compose en effet, et considérés d'une même et égale distance, d'un même et seul point de vue, et non dans l'exa-

---

(a) Voy. ci-dessus, 1<sup>re</sup> part., vol. 1, liv. 1, pag. 243 et suiv. ; et 2<sup>e</sup> part., vol. 14, liv. 1, pag. 80 et 81.



men isolé de quelques-uns de ces intérêts individuels et particuliers; et bientôt alors, comme l'expérience ne l'a que trop prouvé, l'esprit d'incertitude, de tâtonnement, de versatilité, et souvent peut-être de faveur ou de partialité, présiderait seul à ses délibérations et dicterait ses volontés d'un jour ou du moment.

Or, si l'on admettait (comme l'avaient effectivement prescrit la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790, la Constitution de 1791, celle de l'an III, et non pas l'Acte Constitutionnel du 22 frimaire an VIII, ni la loi du 27 ventose de la même année, ni les Sénatus-Consultes du 16 thermidor an X et du 28 floréal an XII, mais comme cela résulterait encore de l'admission de cette doctrine, que « l'interprétation doit être l'œuvre du Législateur éclairé par le magistrat »), que la Cour de cassation pût être placée dans l'obligation de demander et d'attendre l'interprétation de la Puissance législative, et que, lorsque le décret (ou la loi) interprétatif serait parvenu à sa connaissance et lui permettrait de statuer, elle fût tenue de s'y conformer dans la prononciation de l'arrêt, ne serait-ce donc pas à peu de chose près comme si le Lé-

gislateur se transformait en magistrat et prononçait lui-même ? Et dans cette même hypothèse que deviennent aussi la dignité, l'honneur, l'indépendance du premier Corps de l'Ordre judiciaire, réduit au rôle intermédiaire et purement passif d'agent subordonné et dépendant ?

D'une autre part, si la Puissance judiciaire ne doit pas, ainsi que la Puissance législative, prononcer et statuer d'une manière générale, par voie de dispositions ou de réglemens généraux, si cette même Puissance judiciaire ne doit motiver et asseoir ses décisions, jugemens et arrêts, que sur la législation déjà promulguée et existante ( ce qui constitue de même deux principes également reconnus d'une manière formelle par toute bonne législation ), la Puissance législative, au contraire, ne peut légitimement disposer et statuer que pour l'avenir, et non pour le passé, pour des faits, des contestations déjà nées et pendantes devant les cours ou tribunaux, c'est-à-dire, sans pouvoir donner lieu à aucune rétroactivité ( autre principe non moins formellement admis et consacré par la législation française et par toute

législation raisonnable et d'accord avec les véritables élémens du droit ) (a).

Il s'en suit donc nécessairement aussi qu'aucun procès, aucun litige déjà né et ayant même parcouru plusieurs degrés de juridiction ne peut être équitablement jugé par un arrêt motivé sur une manifestation nouvelle, et jusqu'alors ignorée, de la volonté législative. Cette manifestation de volonté, cette véritable loi de création nouvelle ne doit, ne peut être d'aucun poids dans la balance de la justice : car, puisqu'elle était ignorée des parties, elle n'a pu servir de base à leurs conventions respectives, et puisqu'elle n'était pas non plus connue des juges de premier ni de second ressort, elle n'a pas dû servir d'avantage de fondement à leurs jugemens et arrêts. S'il en était autrement, celui qui se serait conformé à l'esprit, au sens de la loi promulguée et connue, pourrait en effet perdre sa cause, tandis que la partie adverse qui par hasard aurait rencontré l'intention nouvelle et non encore exprimée du législateur, la gagnerait. C'est là ce qui se trouve

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. 1, pag. 243 et 347.

assez clairement exprimé par l'auteur du *Traité de la Magistrature en France*, dans l'un des passages ci-dessus transcrits (a); c'est ce qui pourrait donner lieu à l'un des plus graves inconvéniens que nous avons aussi précédemment signalés, à la dangereuse facilité de dicter des lois d'une rédaction peu soignée, inexacte ou obscure, que l'on pourrait ensuite interpréter tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, d'après les faits et les circonstances qui solliciteraient son application (b), tandis qu'il importe essentiellement que, par la nature du Gouvernement, par tous les principes et les détails de son organisation, le Législateur se sente placé dans la nécessité impérieuse de donner, à sa pensée, toute la maturité et le développement qui peuvent l'amener lui-même à en prévoir les véritables conséquences, et en rendre les résultats utiles, et à sa volonté, toute la précision et la clarté qui doivent en rendre les applications et l'exécution faciles. De cette obligation de prudence et de circon-

---

(a) *Voy. ci-dessus*, pag. 36.

(b) *Ibid.*, pag. 43.

specification imposée au Législateur par la forme même et la combinaison des institutions, il résultera d'abord, cela est palpable, ce premier avantage que le besoin des interprétations sera aussi rare qu'il pourrait devenir fréquent dans un système qui aurait, pour suite naturelle, de favoriser la négligence du Législateur, si ce n'est de provoquer, dans l'une de ses branches constitutives, certaines idées d'extension de puissance et d'autorité. Cependant, malgré cette garantie de sagesse dans la législation, et malgré toutes celles que peuvent, d'autre part, donner les autres principes de la Constitution, savoir, la méditation dans le Conseil, la discussion dans les Chambres, l'adoption définitive et la promulgation par le Roi, il arrivera certainement que les dispositions législatives n'aient pas toutes le même degré d'évidence et de netteté; nous voici donc naturellement conduits à poser et approfondir ici la troisième et dernière question qui est encore à examiner.

3° *La Puissance judiciaire ou plutôt le Corps de magistrature placé au sommet de la hiérarchie de cette troisième branche constitutive et*

*organique doit-elle en effet recourir à l'interprétation législative pour appliquer la loi, lorsque les dispositions de cette loi sont vagues, équivoques, et qu'il en résulte quelque doute, quelque difficulté de nature à en voiler le sens ?* Pour que cette troisième question dût être résolue affirmativement, il faudrait qu'il fût possible de bien démontrer que le Pouvoir législatif se trouve réellement dans une position plus favorable pour mieux pénétrer ce sens, cet esprit véritable de la loi. Or les considérations qui déjà se sont naturellement présentées dans la discussion de la question précédente, suffiraient, seules, pour prouver que telle n'est pas la vérité; que, par la nature même des choses et dans leur réalité, le Pouvoir législatif n'a point à cet égard l'avantage qu'au premier aperçu et avant aucun examen on pourrait être disposé à lui supposer (ne fût-ce qu'en raison de l'analogie des mots); qu'il faut nécessairement prendre pour motifs déterminans de décision, et le défaut de permanence des sessions des deux Chambres, et la mobilité de l'une d'elles, par le renouvellement fréquent des membres qui

la composent ( du moins d'après l'état actuel du système représentatif et électoral en Angleterre et en France ), et surtout la généralité et la non-rétroactivité qui doivent être les deux caractères principaux de tous les actes de ce même Pouvoir législatif ( motifs d'une conséquence et d'une application plus générales ).

Mais poussons plus loin l'examen, et, afin de mieux l'approfondir, voyons par quels moyens il doit être suppléé à l'obscurité de la loi, comment il est possible de parvenir à une juste et équitable interprétation de ses dispositions équivoques ou trop concises : il est constant que c'est d'abord par le rapprochement, la corrélation et l'ensemble de toutes ces dispositions mêmes, et particulièrement de celles qui n'ont pas d'ambiguïté. Ce rapprochement, cet ensemble doivent révéler l'esprit général de la loi à l'intelligence du magistrat éclairé, aussi bien qu'à celle du Législateur, et ils les conduiront de même l'un et l'autre à la découverte du sens véritable qu'il faut naturellement attacher à chaque article en particulier. Si le magistrat ne peut pénétrer ainsi l'esprit de la

loi et le sens de chacune de ses dispositions, il y a quelque raison de présumer que ce qui aurait dû être déterminé et prescrit par la loi ne s'est cependant pas présenté, lors de sa rédaction, à la pensée du Législateur; que le cas n'a pas été prévu : cela étant, comment suppléera-t-on, pour le passé, pour une contestation née, pour un fait préexistant, à l'insuffisance de la volonté législative ou à un silence absolu ? Nous venons de le dire : ce ne doit pas être par une disposition nouvelle, par une véritable loi jusqu'alors inconnue, qui pourra bien statuer pour l'avenir et empêcher la difficulté de se reproduire, mais à laquelle on ne peut équitablement donner aucun effet rétroactif; ce sera par un rapprochement semblable des dispositions de la loi que l'on veut interpréter, avec le système général des lois déjà promulguées et pareillement restées en vigueur; et définitivement, à défaut de toutes dispositions antérieures corrélatives, par des conséquences exactement déduites des premiers principes du Droit naturel. Or, dans ces deux dernières occurrences, un premier Corps de magistrature, composé d'un grand nombre de magistrats



vieillis dans l'étude et l'application habituelle et journalière des lois écrites et des règles de l'équité, n'est-il pas, par cela même, le Pouvoir que la nature des choses et la raison désignent spécialement comme plus propre que tout autre à une bonne et sage interprétation? Les notions fondamentales du Droit doivent être familières au législateur comme au magistrat; mais il ne fait pas toujours une étude aussi constante, aussi suivie et soutenue du Code général de la législation existante; il ordonne, il dispose pour les besoins présents et à venir, mais il ignore quelquefois, et même bien souvent, la chaîne longue et embarrassée des antécédens.

Enfin, ajoutons à cette dernière raison si concluante et si péremptoire, un autre motif qui n'est pas non plus sans importance: quelques justes droits que puissent avoir à la confiance publique les magistrats des cours et tribunaux inférieurs, il est cependant indispensable de faire généralement reconnaître et respecter la suprématie du premier Corps de l'ordre judiciaire, centre essentiel et nécessaire de l'uniformité qui doit exister dans la jurispru-

dence comme dans la législation; et l'expérience, d'accord avec le bon sens, prouve incontestablement que l'on n'y parviendra pas, tant que les élémens mêmes de la Constitution ou son imprévoyance rendront possible une controverse prolongée, une lutte scandaleuse et pour ainsi dire interminable, ou qui du moins ne pourrait prendre fin que par l'intervention d'une force, d'une autorité étrangère à l'Ordre, à la Puissance judiciaire; lutte qui ne peut se perpétuer ainsi, sans choquer, suivant ce que dit M. de Montesquieu, le but des lois, sans rendre la propriété des biens incertaine et précaire, sans causer et sans devenir un préjudice immense, véritable fléau pour les citoyens et pour l'État.

Cependant il est une disposition restrictive de la suprématie qu'il faut attribuer à la Cour suprême de justice et de cassation; et cette restriction, la nature, le but même de l'institution la justifie et la rend nécessaire; c'est qu'elle ne devra jamais prononcer sur le fond qu'après avoir préalablement reconnu par un premier arrêt, qu'il y a eu violation des formes et contravention expresse à la loi; que le se-

cond arrêt à intervenir sur le fond sera prononcé avec la plus grande solennité, sections réunies, ainsi que le prescrit la loi du 27 ventose an VIII : et (quoique à cela dût peut-être se borner tout ce que la prudence exige et ce que la Constitution devrait ordonner), si l'on croit utile de porter plus loin les précautions et la prévoyance, on peut encore y ajouter ; mais alors il y aura du moins nécessité de se borner, avec cette même loi du 27 ventose an VIII, conforme en ce point à la Constitution du 5 fructidor an III, à un seul renvoi dans une cour ou tribunal inférieur, dont l'arrêt, ou le jugement, pourra de même donner ouverture à la cassation pour vice de forme ou pour contravention expresse à la loi, avant qu'il puisse y avoir lieu à l'examen et jugement du fond devant cette même Cour-suprême de justice et de cassation, lesquels devront toujours se faire en audience solennelle de toutes les Sections et Chambres réunies.

Du reste, en prononçant sur les contestations déjà nées et pendantes en justice, par analogie et induction du système général de

la législation à une loi spéciale quelconque, à défaut de disposition directe, claire et précise, la Cour suprême aura d'autant plus facilement lieu de reconnaître les lacunes, les imperfections ou incohérences de la législation; et ce sera plus que jamais aussi le cas d'emprunter à plusieurs des précédentes Constitutions la disposition qui lui enjoindra d'envoyer, chaque année, à l'ouverture des sessions de la Puissance législative, au Roi et aux deux Chambres, une adresse motivée ayant pour objet d'indiquer les différens points sur lesquels l'expérience lui aura en effet découvert, dans le cours de l'année expirée, les défauts et les vices des diverses parties de la législation, ainsi que la nécessité d'y pourvoir.

Cette adresse motivée, et présentée aux trois branches de la Puissance législative, sera plus efficace qu'une simple députation envoyée au Chef du Gouvernement seulement, comme le prescrit la loi du 27 pluviose an VIII; et surtout qu'un état général de tous les arrêts rendus, avec l'analyse des affaires dans lesquelles ils sont intervenus, ce qu'exigeait la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790, la Constitution de 1791 et celle

de l'an III : car on aurait dû voir une cause à peu près infailible de désuétude et d'inexécution dans la longueur et l'inutilité d'un semblable état, relativement à tous les arrêts cassés pour violation constante de la forme, ou contravention expresse aux dispositions non équivoques de la loi, et, à plus forte raison, en ce qui concerne tous les arrêts de rejet.

---

## ATTRIBUTIONS ORDINAIRES.

SOMMAIRE. Répartition de ces Attributions dans les Sections principales et dans les Chambres particulières que doit admettre l'organisation de la Cour suprême.

Après avoir reconnu, ainsi que nous venons de le faire, quelle doit être la force, l'étendue de l'autorité de la Cour suprême de justice et de cassation, pour qu'elle puisse être considérée comme la clef de la voûte, le sommet de l'Ordre judiciaire, que sa suprématie soit réelle et respectée, et qu'elle puisse ainsi contribuer à établir et conserver dans l'État l'uniformité de la jurisprudence, avantage si précieux que l'on ne saurait trop vivement le désirer, il importe de rechercher quelle peut être la division ou subdivision naturelle des trois Sections principales de cette Cour suprême, et la répartition de ses attributions *ordinaires* dans chacune d'elles : car, (et peut-être avons-nous eu déjà l'occasion de le faire remarquer), si l'on veut que les institutions d'un peuple arrivent enfin au degré de régularité, d'ordre, d'harmonie, auquel la Providence même porte

l'homme à aspirer et qu'avec le temps il est en effet destiné à atteindre par la nature de sa propre constitution physique et intellectuelle, non-seulement il est nécessaire que le faite de l'édifice social repose sur de solides fondemens, mais il faut aussi que toutes les parties secondaires, selon leur ordre, leur rang, leur importance, et d'après les rapports qui doivent en résulter entre elles, se trouvent coordonnées, réunies ou séparées de telle manière, que chacune d'elles occupe précisément la place qu'elle doit avoir, et dans le système général de l'organisation, et dans celui de l'institution particulière à laquelle elle appartient.

Nous allons voir quelle est cette subdivision des trois Sections principales de la Cour suprême, quelle est dans chacune de ces Sections la répartition de ses attributions que la réflexion nous paraît désigner et devoir faire adopter comme conforme au droit, à l'ordre de la nature; mais, par la raison que cette division et cette répartition ne reposent encore que sur ce droit, sur cet ordre naturel des choses, sans être confirmées et soutenues par

des antécédens formels , nous devons nous borner à indiquer succinctement de quelle manière la Loi fondamentale peut, en statuant à cet égard, donner le mouvement, la vie, l'existence à une institution ignorée, mais en quelque sorte préexistante, et qui n'attend que le germe fécondateur de la sanction législative, pour prendre son développement, et acquérir la vertu et la force tutélaires qu'elle doit avoir et exercer un jour, pour le bien-être individuel et pour la prospérité sociale (a).

*Section civile et commerciale.*

La dénomination même de cette Section principale de la Cour suprême de justice et de cassation fait assez connaître que, d'après la

---

(a) Un aperçu sommaire de l'état actuel de la législation mettra cependant le lecteur en état de reconnaître quelques-uns des points de contact et d'analogie qui existent déjà entre cette législation et celle qu'il importe d'admettre, d'établir, de perfectionner; et l'observation générale et préalable que nous en faisons ici suffit pour que ce rapprochement soit en effet saisi facilement, lorsque l'occasion s'en présentera par la suite, sans que nous soyons dans la nécessité de la réitérer pour en faire faire la remarque chaque fois.



distinction et la division naturelle de ses attributions, elle doit être partagée en deux Chambres, savoir, la Chambre purement civile et la Chambre commerciale.

*Chambre civile.* Ainsi que l'indique aussi sa dénomination, cette Chambre aura pour objet spécial de prononcer sur les demandes ou pourvois en cassation interjetés, en matières purement civiles, pour violation des formes ou contravention expresse à la loi, contre les arrêts définitifs rendus en second ressort par les cours d'appel, et de même contre les jugemens définitifs rendus par les tribunaux de première instance, soit en premier soit en second ressort, mais ayant acquis force de chose jugée, à défaut d'appel dans les délais ou par autre cause.

Elle connaîtra aussi, pareillement en matières purement civiles, des demandes sur requête en règlement de juges, de l'admission de ces demandes lorsqu'elles devront être contradictoires, de l'admission de celles en récusation et en renvoi d'une cour d'appel à une autre pour parenté ou alliance, ou autre cause de suspicion légitime; et elle renverra ces demandes, lors-

qu'elles auront été admises, au jugement de toutes les Sections et Chambres réunies de la Cour.

Aperçu de la Législation actuelle, en France, sous ce premier rapport.

— D'après les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790 (*art. 6, 7 et 8*), de la loi du 29 septembre 1793, de la loi du 2 brumaire an IV (*tit. 1, art. 3 et 4*), de la loi du 27 pluviôse an VIII (*tit. vi, art. 60*), et autres ci-dessus transcrites ou indiquées, la première section de la Cour de cassation statue aujourd'hui sur l'admission ou le rejet des requêtes en cassation et définitivement sur les demandes, soit en règlement de juges, soit en renvoi d'un tribunal à un autre; et l'une des deux autres sections prononce définitivement sur les demandes en cassation, lorsque les requêtes ont été admises par la première section.

L'existence de cette première section dite *des requêtes*, qui statue sur la demande et les observations de l'une des parties, en l'absence de l'autre, est-elle bien nécessaire? Le nouvel examen contradictoire et devant une autre section, des demandes qu'elle a admises, n'est-il pas une preuve plus que suffisante de sa surabondance, en même temps que de son insuffisance, disons même de son inutilité? Par quelles raisons assez solides serait-elle plus indispensable en matière civile qu'en matières crimi-

nelle ou correctionnelle, dans lesquelles on reconnaît que l'admission préalable par cette section distincte n'est pas nécessaire ? (a).

Lorsque, d'après la nature même de l'affaire, par exemple dans les cas d'une demande contradictoire en règlement de juges ou en renvoi d'un tribunal à un autre, les parties se trouvent privées du second et quelquefois même du premier degré de juridiction, on conçoit que, pour y suppléer autant qu'il est possible de le faire, il y a utilité et même nécessité de prescrire qu'il sera d'abord procédé à un premier examen et jugement particulier et contradictoire devant l'une des Chambres sur l'admission de la demande, pour, en cas d'admission, l'affaire être ensuite portée et de nouveau examinée, plaidée, toujours contradictoirement, devant les Sections réunies, et l'arrêt définitif être prononcé par ces mêmes Sections réunies. C'est un moyen de garantie par lequel il est heureux que l'on puisse suppléer les garanties qui, en matières ordinaires, résultent de l'application du principe des trois degrés de juridiction (b). Mais, lorsque dans ces matières ordinaires la justice a pu suivre son cours naturel sans

---

(a) Voy., entre autres, la loi du 15 avril 1792, *art.* 5, la loi du 2 brumaire an IV, *art.* 4, celles du 27 ventose an VIII, tit. v, *art.* 60, et le code d'instruction crimin., *art.* 426.

(b) Voy. ci-dessus, vol. x, pag. 221 et suiv.

interruption, lorsque les parties ont eu la faculté de se présenter contradictoirement devant les deux premiers degrés de juridiction et qu'elles peuvent de même comparaître contradictoirement sur le pourvoi en cassation, on ne voit plus qu'il y ait utilité bien réelle de les assujettir aux frais et aux lenteurs d'un premier arrêt d'admission devant une Chambre ou Section distincte, sur la demande d'une seule des parties en l'absence des autres. Suivant toute apparence, on a cru devoir prendre ce mode actuel de procéder devant la Cour de cassation par une raison qui, au fond et à bien l'examiner, n'est pas du tout déterminante : on n'a pas voulu qu'un plaideur déraisonnable et puissant pût à son gré induire ses adversaires dans de nouveaux frais par suite d'un pourvoi manifestement sans motifs et mal fondé. Mais cela ne nécessitait pas la création d'une Section particulière et l'injonction d'un premier arrêt d'admission : en effet, si l'on suppose que tel soit évidemment le caractère d'un pourvoi, ne peut-il pas tout aussi bien être rejeté sur la signification de la requête à la partie adverse avec assignation à comparaître, sans que cette partie obtempère à l'assignation et se présente, si elle n'estime pas que son intérêt le requière, sauf à elle d'ailleurs à se rendre opposante à l'exécution de l'arrêt de cassation par défaut, dans le cas où, contre son attente et contre toute vraisemblance, cette cassation serait admise et prononcée ? Il convient, et il n'y a

pas d'inconvénient, de laisser à cet égard toute latitude et liberté à la partie défenderesse.

— Relativement aux *Règlemens de juges*, le Code de procédure civile contient les dispositions suivantes :

« Liv. II, tit. XIX, art. 363. Si un différend est porté à deux ou plusieurs tribunaux de paix ressortissant d'un même tribunal, le règlement de juges sera porté à ce tribunal.

« Si les tribunaux de paix relèvent de tribunaux différens, le règlement de juges sera porté à la cour d'appel.

« Si ces tribunaux ne ressortissent pas de la même cour d'appel, le règlement sera porté à la Cour de cassation.

« Si un différend est porté à deux ou à plusieurs tribunaux de première instance, ressortissant de la même cour d'appel, le règlement de juges sera porté à cette cour : il sera porté à la Cour de cassation, si les tribunaux ne ressortissent pas tous de la même cour d'appel, ou si le conflit existe entre deux ou plusieurs cours.

« Art. 364. Sur le vu des demandes formées dans différens tribunaux, il sera rendu, sur requête, jugement portant permission d'assigner en règlement, et les juges pourront ordonner qu'il sera sursis à toute procédure dans lesdits tribunaux (a).

---

(a) On pourrait peut-être demander si ce jugement

« Art. 365. Le demandeur signifiera le jugement et assignera les parties au domicile de leurs avoués.

« Le délai pour signifier le jugement et pour assigner sera de quinzaine, à compter du jour du jugement.

« Le délai pour comparaître sera celui des ajournemens, en comptant les distances d'après le domicile respectif des avoués.

« Art. 366. Si le demandeur n'a pas assigné dans les délais ci-dessus, il demeurera déchu du règlement de juges, sans qu'il soit besoin de le faire ordonner, et les poursuites pourront être continuées dans le tribunal saisi par le demandeur en règlement.

« Art. 367. Le demandeur qui succombera pourra être condamné aux dommages et intérêts envers toutes les parties ».

— Relativement aux *Renvois d'un tribunal à un autre pour parenté ou alliance*, le même Code de procédure civile porte :

« Tit. xx, art. 368. Lorsqu'une partie aura deux parens ou alliés, jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement, parmi les juges d'un tribunal de première instance, ou trois parens ou alliés au même degré dans une cour d'appel ; ou lorsqu'elle aura un parent audit degré parmi les juges

---

préalable portant permission d'assigner est aussi d'une utilité bien réelle.

du tribunal de première instance, ou deux parens dans la cour d'appel, et qu'elle-même sera membre du tribunal ou de cette cour, l'autre partie pourra demander le renvoi.

« *Art. 369.* Le renvoi sera demandé avant le commencement de la plaidoirie; et si l'affaire est en rapport, avant que l'instruction soit achevée, ou que les délais soient expirés; sinon il ne sera plus reçu.

« *Art. 370.* Le renvoi sera proposé par acte, au greffe, lequel contiendra les moyens, et sera signé de la partie ou de son fondé de procuration spéciale authentique.

« *Art. 371.* Sur l'expédition du dit acte, présentée avec les pièces justificatives, il sera rendu jugement qui ordonnera : 1<sup>o</sup> la communication aux juges à raison desquels le renvoi est demandé, pour faire, dans un délai fixé, leur déclaration au bas de l'expédition du jugement; 2<sup>o</sup> la communication au ministère public; 3<sup>o</sup> le rapport à jour indiqué par l'un des juges nommés par ledit jugement.

« *Art. 372.* L'expédition de l'acte à fin de renvoi, les pièces y annexées, et le jugement mentionné en l'article précédent, seront signifiés aux autres parties.

« *Art. 373.* Si les causes de la demande de renvoi sont avouées ou justifiées dans un tribunal de première instance, le renvoi sera fait à l'un des autres

tribunaux ressortissans en la même cour d'appel ; et si c'est dans une cour d'appel, le renvoi sera fait à l'une des trois cours les plus voisines.

« Art. 374. Celui qui succombera sur sa demande en renvoi, sera condamné à une amende qui ne pourra être moindre de cinquante francs, sans préjudice des dommages-intérêts de la partie, s'il y a lieu.

« Art. 375. Si le renvoi est prononcé, qu'il n'y ait pas d'appel, ou que l'appelant ait succombé, la contestation sera portée devant le tribunal qui devra en connaître, sur simple assignation, et la procédure y sera continuée suivant ses derniers errements.

« Art. 376. Dans tous les cas, l'appel du jugement de renvoi sera suspensif.

« Art. 377. Sont applicables audit appel les dispositions des articles 392, 393, 394, 395, titre *xxi*, de la *Récusation* ».

— Relativement à la *Récusation*, on peut également consulter le Code de procédure civile, tit. *xxi*, articles 378 à 396 ; mais il est à remarquer que la plupart de ses dispositions relatives à l'appel des jugemens qui prononcent sur le renvoi d'une cour royale à une autre, ou sur la récusation d'un membre de l'une de ces cours, particulièrement les dispositions renfermées dans l'art. 391 *et suiv.*, ne sont guère exécutoires, qu'en portant cet appel devant



l'une des Chambres de la Cour suprême de justice et de cassation, ainsi que nous venons de l'indiquer; et qu'il serait convenable d'y porter directement la demande originaire à fin de renvoi ou à fin de récusation, en adoptant le mode d'admission de cette demande par l'une des Chambres de cette Cour, et le renvoi devant les Sections réunies, pour le jugement définitif, comme cela vient aussi d'être expliqué ci-dessus.

*Chambre commerciale.* Cette Chambre aura, ainsi que l'indique sa dénomination, pour objet spécial, de prononcer sur les demandes ou pourvois en cassation interjetés, en toutes matières de commerce soit intérieur soit extérieur, soit de terre soit de mer, pour violation des formes ou contravention expresse à la loi, contre les arrêts définitifs rendus en second ressort par les cours d'appel, et contre les jugemens définitifs rendus par les tribunaux de première instance, soit en premier soit en second ressort, mais ayant acquis force de chose jugée, à défaut d'appel dans les délais ou par autre cause.

Elle connaîtra aussi, de même en matières commerciales, des demandes sur requête en

règlement de juges, de l'admission de ces demandes lorsqu'elles devront être contradictoires, et de l'admission des demandes en récusation et en renvoi d'une cour d'appel à une autre, pour parenté ou alliance ou autre cause de suspicion légitime; et elle renverra ces demandes, lorsqu'elles auront été admises, au jugement de toutes les Sections et Chambres réunies de la Cour.

#### Aperçu de la Législation.

Avant 1789, les affaires de prises étaient jugées par l'amirauté, espèce de cour de justice administrative.

L'article 1 du titre 12 de la loi du 16 — 24 août 1790 (tit. XII, art. 1<sup>er</sup>) ordonna que les tribunaux de commerce connaîtraient de toutes les affaires de commerce, tant de terre que de mer, sans distinction.

La loi du 7 — 11 septembre 1790 (art. 8) déclare « qu'aux tribunaux de commerce est attribué tout le contentieux relatif aux transactions du commerce maritime, dont les amirautés connaissent actuellement. »

La loi du 9 — 18 août 1791 (tit. 1, art. 1<sup>er</sup>) déclare que l'attribution aux tribunaux de commerce des affaires de commerce maritime, ne comprend

pas, quant à présent, la compétence pour les prises.

On voit que le législateur était embarrassé ; par la difficulté de combiner les garanties nécessaires aux droits privés, avec les (prétendus) besoins et droits de la politique.

Mais en 1793, on crut ( avec raison ) ne pouvoir trop dépouiller le Pouvoir exécutif, de toute attribution juridictionnelle.

L'art. 1 de la loi du 14 février 1793 est ainsi conçu : « Le jugement des contestations qui peuvent s'élever, soit sur la validité, soit sur la liquidation et distribution, soit sur tout autre objet relatif aux prises faites par les vaisseaux de l'État ou par les corsaires, sur les ennemis de la République, est provisoirement attribué aux tribunaux de commerce des lieux où ces prises auront été amenées. »

Et le 21 du même mois de février 1793, le législateur ratifia tout ce que les tribunaux de commerce avaient rendu de décisions, en matière de prises, avant la loi du 14.

Le Gouvernement directorial trouva cet ordre de choses intolérable. Il désira que l'appel des jugemens rendus en matière de prises lui fût dévolu. Grande discussion au Conseil des cinq - cents ; les défenseurs de l'Autorité *gouvernementale* comparaient l'armement en course à la guerre de parti ; ils ne voyaient dans l'un, comme dans l'autre, qu'un emploi de forces dirigées par le Gouvernement con-

tre les ennemis de l'État. Toute contestation en matière de prises leur paraissait embrasser nécessairement les intérêts d'un peuple à l'égard d'un autre peuple, sous le rapport du droit de la guerre, du droit des gens, des alliances, des neutralités; matières essentiellement étrangères à l'Ordre judiciaire.

Néanmoins, par résolution du 29 germinal an iv, convertie en loi au Conseil des anciens, le 8 floréal an iv, il fut ordonné que les appels seraient jugés par les tribunaux ordinaires.

En l'an viii, le Gouvernement renouvela l'attaque, avec un succès complet. La loi du 26 ventose an VIII porte : « A compter de la publication de la présente loi, tous les tribunaux saisis de contestations relatives à la validité des prises maritimes, et antérieures au 4 nivose, époque de la promulgation de la Constitution, cesseront d'en connaître.

Le Gouvernement pourvoira à ce que ces contestations soient terminées comme celles de la même nature, qui sont postérieures à ladite époque du 4 nivose.

Le 6 germinal an VIII, arrêté du Gouvernement qui nomme un Conseil des prises, lequel connaîtra des contestations relatives à la validité et à l'invalidité des prises, et à la qualité des bâtimens échoués ou naufragés.

L'art. 14, 3<sup>me</sup> alinéa, du règlement du 11 juin

1806, statue que le Conseil d'état connaîtra des décisions du Conseil des prises ». (*Voy. ci-dessus*, vol. VIII, page 147.)

Cette disposition avait été précédée d'un décret du 8 mai 1806, qui plaçait le Conseil des prises dans les attributions du ministre de la justice.

8 Juin 1814, ordonnance du roi qui place le Conseil des prises dans les attributions du ministre de la marine.

22 Juillet 1814, ordonnance du roi qui supprime le Conseil des prises.

9 Janvier 1815, ordonnance qui renvoie au Comité contentieux le jugement des affaires dont l'instruction n'était pas achevée au moment de la suppression du Conseil des prises.

Enfin, ordonnance du 23 août 1815, « art. 13, 2<sup>e</sup> alinéa : Le Comité contentieux exercera les fonctions précédemment assignées au Conseil des prises.

« Art. 4. Ses avis, rédigés en forme d'ordonnances, seront délibérés et arrêtés en notre Conseil d'état » (a).

Que l'on rapproche ce que nous avons reconnu en principe relativement à la course sur mer, en traitant du Droit des gens en temps de guerre (*voy. ci-dessus*, 1<sup>re</sup> PART. ; vol. III, pag. 152 et suiv.), et ce que nous avons aussi eu lieu de déve-

---

(a) Ce Résumé historique est extrait de l'ouvrage ayant pour titre : *Du Conseil-d'État, selon la Charte*, etc., par M. Sirey, pag. 204 et suiv.

lopper et établir concernant l'organisation et les attributions naturelles du Conseil d'état ( *voy. ci-dessus*, vol. VIII, pag. 105 *et suiv.* ); et l'on reconnaîtra facilement alors, ce nous semble, qu'il y a beaucoup plus d'impartialité et de justice à attendre des tribunaux ordinaires de juridiction commerciale, que d'un Conseil ou d'une Commission de juridiction spéciale, exclusive ou extraordinaire, pour le jugement des prises maritimes, dans le cas où l'on jugerait convenable de les tolérer ; et qu'en conséquence le législateur ne saurait mieux faire que d'adopter définitivement ce qui avait été prescrit par la loi du 16 — 24 août 1790, et par celle du 14 février 1793, en statuant que les tribunaux de commerce connaîtront de toutes les affaires de commerce, tant de terre que de mer, sans distinction, sauf le pourvoi en cassation devant la Cour suprême, lequel devra être porté à la Chambre commerciale de cette Cour, dont il est ici question.

*Section du Contentieux entre l'État et les parties, de Liquidation et de Comptabilité.*

Cette autre Section principale de la Cour suprême sera partagée, d'après la nature de ses attributions, en deux Chambres, savoir : la Chambre du contentieux entre l'État et les

parties, et la Chambre de liquidation et comptabilité.

*Chambre du Contentieux.* Cette Chambre aura pour objet spécial de statuer sur les pourvois en cassation interjetés, dans les affaires contentieuses entre l'État ou l'Administration et les parties, telles que celles qui intéressent la régie de l'enregistrement, les douanes, les impôts indirects et autres de même nature, pour violation des formes ou contravention expresse à la loi, contre les arrêts définitifs rendus en second ressort par les cours d'appel, et contre les jugemens pareillement définitifs rendus par les tribunaux de première instance soit en premier soit en second ressort, mais ayant acquis force de chose jugée, à défaut d'appel dans les délais ou par autre cause.

Elle connaîtra aussi, en semblables matières, des demandes sur requête en règlement de juges, de l'admission de ces demandes lorsqu'elles devront être contradictoires, de l'admission des demandes en récusation et en renvoi d'une cour d'appel à une autre, pour parenté ou alliance ou autre cause de suspicion

légitime ; et elle renverra ces demandes , lorsqu'elles seront admises , au jugement de toutes les Sections et Chambres réunies de la Cour.

Aperçu de la Législation.

Autrefois, les assemblées qui se tenaient sous les noms de Grande et Petite Direction des finances , et qui étaient considérées comme une partie du Conseil privé , avaient pour attributions particulières de prononcer sur les affaires contentieuses entre les parties , lorsque ces affaires intéressaient les finances (a).

Le Grand - Conseil du roi était une espèce de Cour mixte de justice administrative et judiciaire composée de magistrats en titre d'office héréditaire et dont les attributions étaient de régler en général les matières tout à-la-fois liées à l'administration et à la justice (b).

Si l'on n'oublie pas que le Tribunal (ou la Cour) de cassation fut créé lors de la suppression du Conseil des parties, et pour le remplacer(c), on trouvera d'autant plus naturel que, dans la Cour suprême, la

(a) Voy., entre autres, ci-dessus, vol. VIII, pag. 106.

(b) Ibid., pag. 108.

(c) Voy., entre autres, les lois des 7—11 septembre, 16 août, 28 novembre—1<sup>er</sup> décembre 1790 ; et ci-dessus, vol. VIII, pag. 110, et vol. X, pag. 434, etc.



Chambre du contentieux dont il s'agit en ce moment, comprenne au nombre de ses attributions, ainsi que cela résulte de ce que nous venons de dire, les matières qui, aujourd'hui dévolues au Comité du contentieux du Conseil d'état, ne se trouveront pas comprises dans les attributions des autres Sections de ladite Cour; telles que celles de ces attributions qui sont relatives aux questions de validité ou invalidité des adjudications de biens nationaux, aux défrichemens et dessèchemens, aux grandes routes et chemins vicinaux, au cours et à la dérivation des eaux, à la concession et exploitation des mines et minières, et autres dans lesquelles l'administration agi, se présente et procède comme partie publique et non comme partie privée; les affaires dans lesquelles cette dernière qualité seule lui appartient devant être portées devant les Chambres ou civile ou commerciale, ou criminelle ou correctionnelle, suivant le caractère ou la nature des questions à discuter et à résoudre.

*Chambre de Liquidation et de Comptabilité (a).* Cette Chambre aura pour objet spécial de prononcer sur les pourvois en cassation in-

---

(a) Autrefois, les Chambres des comptes étaient placées sur le même rang que les parlemens. Elles avaient même juridiction en matières criminelle et correctionnelle, en s'adjoignant seulement alors un certain nombre des mem-

terjetés, dans les affaires de liquidation et de comptabilité, telles que plusieurs de celles dont la connaissance et le jugement sont aujourd'hui attribués à la Cour des comptes, pour violation des formes ou contravention expresse à la loi, contre les arrêts définitifs rendus en second ressort par les cours d'appel et contre les jugemens pareillement définitifs rendus par les tribunaux de première instance, soit en premier, soit en second ressort, mais ayant acquis force de chose jugée, à défaut d'appel dans les délais ou par autre cause.

Elle connaîtra aussi, en semblables matières, des demandes sur requête en règlement de juges, de l'admission de ces demandes lorsqu'elles devront être contradictoires, de l'admission des demandes en récusation, et en renvoi d'une cour d'appel à une autre, pour parenté ou alliance ou autre cause de suspicion légitime; et elle renverra ces demandes, lorsqu'elles seront admises, au jugement de toutes les Sections et Chambres réunies de la Cour.

---

bres et conseillers desdits parlemens. (Voy. l'édit de février 1566, et le Répertoire de jurispr., par Guyot, au mot *Chambre*).

Aperçu de la Législation.

Sous ce rapport, on peut consulter, entre autres, l'extrait que nous avons donné de la loi du 16 septembre 1807, portant organisation de la Cour des comptes (ci-dessus, vol. x, pag. 310 *et suiv.*, n. a).

Par cette loi, les attributions de la Cour des comptes ont été déterminées ainsi qu'il suit : (Tit. II, art. 11). « La cour sera chargée du jugement des comptes des recettes du trésor, des receveurs-généraux de département, et des régies et administrations des contributions indirectes; des dépenses du trésor, des payeurs-généraux, des payeurs d'armées, des divisions militaires, des arrondissemens maritimes et des départemens; des recettes et dépenses, des fonds et revenus spécialement affectés aux dépenses des départemens et des communes, dont les budgets sont arrêtés par l'empereur. »

Elle porte, en outre, (même titre, art. 17) . . . . « Dans le cas où un comptable se croirait fondé à attaquer un arrêt pour violation des formes ou de la loi, il se pourvoira, dans les trois mois pour tout délai, à compter de la notification de l'arrêt, au Conseil d'état, conformément au règlement sur le contentieux » ( *voy.* ci-dessus, vol. VIII, pag. 153 *et suiv.* ).

« Le ministre des finances, et tout autre ministre, pour ce qui concerne son département, pourront faire, dans le même délai, leur rapport à l'empereur, et lui proposer le renvoi au Conseil

d'état, de leur demande en cassation des arrêts qu'ils croiront devoir être cassés pour défaut de formes ou violation de la loi ».

Le décret du 28 du même mois de septembre 1807, contient la disposition suivante : « Tit. II, *Division des Chambres (de la cour des comptes)* — art. 3. La première Chambre sera chargée du jugement des comptes relatifs aux recettes publiques ;

« La deuxième, du jugement des comptes relatifs aux dépenses publiques ;

« La troisième, de juger les comptes des recettes et dépenses des départemens et des communes dont les budgets sont arrêtés par nous » ( *voy. l'art. 2 de l'ordonnance du 18 août 1821 ; et ci-dessus, vol. ix, pag. 23* ).

Nous nous bornons quant à présent aux deux observations suivantes :

1° Il est bien évident que l'examen et le jugement des comptes du ministère du trésor public, ou autre ministère, des administrations et régies centrales, des payeurs-généraux dans les armées, etc., doivent être attribués directement à la Cour suprême, Chambre de comptabilité ; mais il n'en est pas de même des comptes de recettes et dépenses des fonds et revenus spécialement affectés aux dépenses des départemens, des arrondissemens et des communes.

La loi du 14—18 décembre 1789, portant constitution des Municipalités, renfermait entre autres

Les dispositions suivantes : « *Art. 57.* Tous les comptes de la régie des Bureaux municipaux, après qu'ils auront été reçus par le Conseil municipal, seront vérifiés par l'Administration ou le Directoire du district, arrêtés définitivement par l'Administration ou le Directoire de département, sur l'avis de celle du district ou de son directoire.

« *Art. 58.* Dans toutes les villes au-dessus de 4,000 âmes, les comptes de l'administration municipale, en recette et dépense, seront imprimés chaque année.

« *Art. 59.* Dans toutes les Communautés, sans distinction, les citoyens actifs pourront prendre au greffe de la Municipalité, sans déplacement et sans frais, communication des comptes, des pièces justificatives et des délibérations du Corps municipal, toutes les fois qu'ils le requerront.

« *Art. 60.* Si un citoyen croit être personnellement lésé par quelque acte du Corps municipal, il pourra exposer ses sujets de plainte à l'Administration ou au Directoire du département, qui y fera droit, sur l'avis de l'Administration de district, qui sera chargée de vérifier les faits.

« *Art. 61.* Tout citoyen actif pourra signer et présenter, contre les officiers municipaux, la dénonciation des délits d'administration dont il prétendra qu'ils se seraient rendus coupables ; mais, avant de porter cette dénonciation dans les tribu-

paux, il sera tenu de la soumettre à l'Administration ou au Directoire de département, qui, après avoir pris l'avis de l'Administration de district ou de son Directoire, renverra la dénonciation, s'il y a lieu, à ceux qui en devront connaître.

Nous ne pensons pas qu'il fût convenable de faire revivre aucune de ces dispositions de la loi de décembre 1789, sur les Municipalités; mais nous faisons remarquer, par anticipation, que ce qui ne doit pas entrer dans les attributions des autorités administratives locales de département, d'arrondissement, etc., relativement à l'examen et au jugement des comptes de recettes et dépenses, des fonds et revenus spécialement affectés à ces départemens, arrondissemens et communes, peut et doit même faire partie des attributions d'une branche quelconque des cours et tribunaux de l'Ordre judiciaire; et nous établirons, en traitant, dans la seconde Division de ce même Paragraphe, de l'organisation et des attributions de ces cours et tribunaux inférieurs, quelle est en effet la Chambre qui, toujours d'après les mêmes principes, doit être spécialement chargée dans leur sein de cet examen et jugement des comptes de recettes et dépenses locales dans les départemens, dans les arrondissemens et dans les communes mêmes (a).

---

(a) Voy. ci-après, même §, 2<sup>e</sup> Division.

2° Il est pareillement de la plus grande évidence qu'en donnant, comme on doit le faire, aux attributions des institutions de l'Ordre judiciaire toute l'étendue et l'application qui leur appartiennent, les administrateurs et comptables de ces diverses localités communales, cantonales et départementales, peuvent jouir, relativement au jugement de leurs comptes, comme les autres citoyens en toutes matières, du bénéfice ou droit constitutionnel d'un premier degré de juridiction au moins, devant leurs juges naturels; il n'existe d'exception obligée à l'application du principe qu'à l'égard des ministres et autres comptables qui occupent le sommet de la hiérarchie administrative.

Dans la vue de restreindre, autant qu'elle a cru pouvoir le faire, ce cas d'exception, nous venons de voir que la législation a donné au comptable qui se croirait fondé à attaquer un arrêt de la Cour des comptes pour violation des formes ou de la loi, la faculté de se pourvoir devant le Conseil d'état: mais il est inutile de revenir sur ce que nous avons déjà eu l'occasion de démontrer plusieurs fois pour prouver que l'on a encore confondu et déplacé en cela les limites des attributions qui appartiennent au Conseil et celles des attributions judiciaires; et il suffit sans doute de le remarquer pour faire concevoir que le moyen le plus régulier, le plus conforme à l'ordre et au maintien des attributions de

chaque Pouvoir dans sa sphère, doit être de renvoyer, si la partie condamnée le requiert, le nouvel examen de l'affaire jugée en premier ressort par la Chambre de comptabilité, devant toutes les Sections réunies de la Cour suprême, comme nous avons déjà vu que cela peut être utilement pratiqué après le jugement d'admission d'une demande en règlement de juges ou en renvoi d'une cour d'appel à une autre cour pour cause de parenté ou alliance, circonstances dans lesquelles les parties intéressées peuvent également se trouver privées, par la force même des choses, d'un second et quelquefois même d'un premier degré de juridiction (a).

— Nous ajouterons encore à ces deux observations que nous venons de faire, qu'en traitant, dans le tit. 1<sup>er</sup> de ce chapitre, des attributions de la Puissance exécutive relativement à l'ordre général de l'administration, nous avons fait remarquer aussi qu'une vérification préalable des pièces calculs et détails justificatifs des recettes et dépenses comprises au budget de chaque année expirée, par l'une des Sections d'un Pouvoir judiciaire indépendant, par une Cour ou Chambre de comptabilité instituée suivant les principes d'indépendance, de publicité, et autres, qui doivent servir de base à l'organisation de toutes les branches de ce Pouvoir judiciaire, est

---

(a) Voy. ci-dess., entre autres, vol. XI, p. 69 et suiv.



indispensable pour préparer les élémens de la discussion publique dans les Chambres représentatives nationales, et pour qu'elle y soit fructueuse (a).

Pour appuyer ici cette assertion et justifier d'autant plus encore l'institution de la Chambre de comptabilité dont nous venons de nous occuper, d'après ces mêmes principes fondamentaux d'une bonne organisation judiciaire, nous pensons qu'il sera suffisant de citer les passages suivans des discours qui ont été prononcés depuis peu à la tribune de la Chambre des députés, et auxquels il n'a pas encore été fait droit; mais dont la justesse est trop sensible pour qu'ils puissent demeurer long-temps encore sans succès et utilité.

Dans la session de 1820 (séance du 20 février 1821), un des membres de cette Chambre, M. le général Tarayre, a dit : « Un membre de la Chambre des députés, qui siège aujourd'hui sur le banc des ministres, fut chargé, le 18 avril 1819, de faire le rapport sur le projet de loi pour le règlement définitif des budgets de 1815, 1816 et 1817. Alors, le député fit de très-bonnes observations sur la Cour des comptes; mais, étant devenu ministre des finances, il paraît qu'il ne professe plus la même doctrine.

« Si vous lisez ce rapport dans le *Moniteur* du 19

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. vi, pag. 458.

avril 1819, il vous convaincra de la nécessité d'avoir une nouvelle législation de comptabilité, et de donner à la Cour des comptes la compétence et l'indépendance dont elle a besoin, si l'on veut qu'elle soit notre guide, pour asseoir notre jugement et motiver notre acceptation des comptes rendus des ministres : hors de là, il n'y a pas de comptabilité, il n'y a pas de contrôle ; tout dans les comptes est vague et incertain, et nous trompons la France, qui croit et a lieu de croire que les ministres rendent des comptes.

« Je déclare ne pas accepter les comptes rendus des ministres, et je motive mon refus sur l'impossibilité qu'il y a de les vérifier » (a).

Dans la même session (séance du 5 mars 1821), la Commission nommée par la Chambre pour l'examen du projet de loi sur les comptes de l'année 1820, proposa l'amendement suivant à la rédaction de l'article 3 de ce projet de loi : « A l'avenir, lorsqu'un déficit aura été reconnu dans la caisse d'un comptable de deniers publics ou d'un de ses préposés, aucune décharge ne pourra être accordée que préalablement la Cour des comptes n'ait rendu, relativement au compte dudit comptable, et au déficit reconnu, un arrêt motivé sur le vu des pièces, actes, et diligences régulièrement faites ».

---

(a) Voy. le Courrier français, du mercredi, 20 mars 1821, n° 79.

Plusieurs autres amendemens sur la rédaction du même article furent aussi proposés par quelques membres de la Chambre; et M. de La Bourdonnaie, entre autres, proposa la rédaction suivante de cet article 3 : « A l'avenir, lorsqu'un déficit aura été reconnu, aucune décharge ne pourra être accordée que par un jugement de la Cour des comptes, motivé sur le vu des pièces, actes et réglemens d'administration, et diligences régulièrement faites » (a).

— « Les comptes, a-t-on dit encore dans la session suivante, ne sont qu'une véritable illusion, une déception pour la nation qui les croit sincères, et discutés par les députés avec une entière connaissance des faits et des choses, tandis que ces comptes sont toujours dénués de pièces justificatives....

« Il n'est aucun de nous qui ne voie clairement et ne convienne que la vaine cérémonie de voter le budget et de discuter les comptes, chaque année, de la manière dont cela se fait, n'est qu'une véritable représentation théâtrale, jouée en présence de la nation qui ne sait pas le secret de la pièce; ce qui entretient son erreur....

« Le budget ne devrait être voté qu'avec la pleine connaissance des besoins qui nécessitent les impôts exorbitans dont la France est accablée. Cette con-

---

(a) *Ibid.*, du mercredi, 6 mars 1821, n° 65.

naissance, nous ne l'avons pas; les demandes du Gouvernement ne sont fondées que sur les assertions ministérielles, il ne nous est présenté à l'appui aucune pièce probante. J'ai donc eu raison de dire que nos délibérations sur ce budget étaient une vaine cérémonie...

« De tout ce qui précède, et ce qui est de la plus exacte vérité, je conclus qu'il n'y a point de vérification des comptes; que ce que nous faisons n'en est que l'apparence trompense et mensongère; qu'il faudrait renoncer à tromper la nation, par cette apparence, pour prendre un moyen de vérification qui ne fût pas illusoire : ce moyen serait, comme on vous l'a déjà proposé, un cahier de notes rédigé par la Cour des comptes, qui devrait être chargée spécialement de cette vérification.

« Les notes dont on vient de parler devraient être imprimées et distribuées à la Chambre dès le commencement de chaque session; elles mettraient les députés en état de juger et discuter les comptes d'une manière moins aveugle que celle que nous suivons dans ce moment; c'est ce que je demande » (a).

M. Labbey-Pompières a proposé l'article additionnel suivant, au projet de loi sur les comptes définitifs de 1820 : « A dater des comptes de 1821, l'état

---

(a) Disc. de M. Beauséjour. — Chambre des Députés. Session de 1821, séance du 27 février 1822. — Voy. le Courrier français, du jeudi 28, n° 59.

de situation des travaux de la Cour des comptes et les cahiers d'observation seront annexés aux comptes présentés aux Chambres.

Sur cet article, M. le général Foy a dit : « Messieurs, il vous reste démontré, surtout après la longue discussion de l'affaire Mathéo, que les garanties législatives et, partant, les garanties sociales, n'étaient pas suffisantes contre les gérans de la fortune publique. Tout le monde a reconnu qu'il était absurde, en pareil cas, d'invoquer la haute responsabilité constitutionnelle ou la responsabilité morale des hauts agens du pouvoir ; que ce n'était pas assez pour couvrir les intérêts publics, les intérêts du trône, de cette responsabilité morale que personne ne définit et que personne ne peut définir, qui varie suivant les temps et qui évidemment n'effraie aucun ministre. Sous ce rapport, dans cette situation des choses, il était naturel que chacun s'évertuât à trouver les moyens de mettre la fortune publique en sûreté. Tantôt on vous a proposé d'exiger la communication de certaines pièces justificatives des comptes ; tantôt on vous a proposé un appel à la Cour des comptes. C'est un zèle inaltérable pour les intérêts des contribuables qui a dicté tous ces amendemens ; c'est surtout ce zèle qui a dicté celui de mon honorable ami et collègue en députation, M. Labbey-Pompières ».

Après avoir fait remarquer que deux lois, l'une

de 1807, l'autre de 1816, dont on a négligé l'exécution, prescrivent précisément ce qui est demandé par l'amendement, l'Orateur vote pour cet amendement, « qui, dit-il, réglera l'exécution de la loi de 1816 ». Il combat ensuite l'opinion de ceux qui craignent que la Cour des comptes n'acquière trop de pouvoir et par là trop d'influence.

L'impression de son discours a été ordonnée sans opposition. (Chambre des Députés, séance du 8 mars 1822) (a).

#### *Section correctionnelle et criminelle.*

C'est encore la distinction et la division naturelle de ses attributions, qui demandent que cette Section principale de la Cour suprême soit partagée en deux Chambres, savoir : la Chambre correctionnelle et la Chambre criminelle.

*Chambre correctionnelle.* Cette Chambre aura pour objet spécial de prononcer sur les pourvois en cassation interjetés, en matières correctionnelle et de police, pour violation des formes ou contravention expresse à la loi,

---

(a) Voy. le Courrier français, du samedi 9 mars 1822, n° 68.

contre les arrêts définitifs rendus en second ressort par les cours d'appel, et contre les jugemens pareillement définitifs rendus par les tribunaux de première instance soit en premier soit en second ressort, mais ayant acquis force de chose jugée, à défaut d'appel dans les délais ou par autre cause.

Elle connaîtra aussi, en semblables matières, des demandes sur requête en règlement de juges, de l'admission de ces demandes lorsqu'elles devront être contradictoires, de l'admission de celles en récusation, et en renvoi d'une cour d'appel à une autre cour, pour parenté, alliance ou autre cause de suspicion légitime; et elle renverra ces demandes, lorsqu'elles seront admises, au jugement de toutes les Sections et Chambres réunies de la Cour suprême de justice et de cassation.

Aperçu de la Législation.

Le Code d'instruction criminelle contient plusieurs dispositions dont on reconnaîtra facilement l'analogie avec les attributions que nous venons d'indiquer comme devant appartenir à la Chambre correctionnelle de la Cour suprême de justice et de cassation.

— *Voy.*, entre autres, liv. II, tit. 1<sup>er</sup>, chap. 1<sup>er</sup>.  
*Des Tribunaux de simple police.* — § 3. *De l'Appel*  
*des jugemens de police*, art. 177;

— *Ibid.* — Chap. II. *Des Tribunaux en matière*  
*correctionnelle*, art. 208 et 216;

— *Ibid.* — Tit. III. *Des Manières de se pourvoir*  
*contre les arrêts et jugemens.* — Chap. 1<sup>er</sup>. — *Des*  
*Nullités de l'instruction et du jugement.* — § 2. *Ma-*  
*tières correctionnelles et de police*, art. 413, 414;

*Ibid.* — Chap. II. *Des Demandes en cassation*,  
art. 416 à 442.

*Chambre criminelle.* Cette Chambre aura pour objet spécial de prononcer sur les pourvois en cassation interjetés, en matière criminelle, pour violation des formes ou contravention expresse à la loi, contre les arrêts définitifs rendus en second ressort par les cours d'appel.

Elle connaîtra aussi, en semblables matières, de l'admission des demandes en récusation, et en renvoi d'une cour d'appel à une autre, pour parenté ou alliance, ou autre cause de suspicion légitime; et elle renverra ces demandes, lorsqu'elles seront admises, au jugement de toutes les Sections et Chambrés réunies de la Cour.

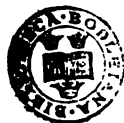


Elle prononcera sur l'admission des demandes en révision; et, s'il y a lieu à cassation, elle renverra les accusés devant la cour qui en devra connaître, pour être procédé devant elle sur les actes d'accusation subsistans.

Elle statuera sur les accusations de forfaiture, et sur les prises à partie dirigées individuellement contre un ou plusieurs des membres d'une cour d'appel ou de second degré; et si elle déclare qu'il y a lieu à accusation, elle désignera la cour devant laquelle l'affaire devra être instruite et jugée.

Enfin, elle statuera pareillement sur les accusations de même nature portées contre une cour ou un tribunal entier; et si elle déclare qu'il y a lieu à accusation, elle en renverra l'examen et le jugement devant toutes les Sections et Chambres réunies de la Cour.

Aperçu de la Législation.



— Nous avons vu précédemment que, si les trois degrés de juridiction sont nécessaires en matière correctionnelle ou de police, pour le jugement de simples délits dont la conviction n'emporte avec elle que la condamnation à des peines légères, ils ne le seraient pas moins en matière criminelle,

lorsqu'il s'agit de l'application de peines afflictives et infamantes, ou d'une condamnation à la peine de mort. Nous ne reviendrons pas sur ce sujet, pour motiver la détermination des attributions qu'il s'agit de donner ici à la Chambre criminelle de la Cour suprême; et l'on peut à cet égard recourir au développement dans lequel nous sommes entrés, pour mettre le principe en évidence (a).

— Nous avons vu aussi que, par les lois des 27 novembre — 1<sup>er</sup> décembre 1790, 2 brumaire an IV, et 27 pluviôse an VIII, l'admission des demandes en prise à partie avait été placée au nombre des attributions données au Bureau ou à la Section *des requêtes* (b); mais, puisque une prise à partie contre un magistrat ne peut guère être fondée qu'il n'y ait, de la part de ce magistrat, forfaiture, crime, ou tout au moins contravention et délit, n'est-il donc pas plus naturel de prescrire que les demandes formées à cette fin devront être portées directement à la Chambre criminelle, sauf le renvoi par cette Chambre à la Chambre correctionnelle, s'il est reconnu que le genre de contravention ou de délit dont il s'agit place l'affaire dans le cercle de la compétence et des attributions de cette autre Chambre?

— Sauf ce qui est à déduire de ces observations, il sera facile d'ailleurs de reconnaître les points

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. x, pag. 232 et suiv.

(b) *Ibid.* 436 à 458.

nombreux de contact et de rapport existans entre les attributions que la législation actuelle a donnée à la Section criminelle de la Cour de cassation, et les attributions appartenant de droit à la Chambre criminelle de la Cour suprême de justice et de cassation.

On peut voir, entre autres, à ce sujet, la loi du 27 ventose an VIII, *art.* 80, 81, 82, 83 et 84 (a); le Code de procédure civile, liv. II, tit. IV, *art.* 83; liv. IV, tit. III, *art.* 505 à 516 inclusivement; et le Code d'instruction criminelle, — *sur les prises à partie et forfaitures*, *art.* 77, 112, 164, 271, 370, 415, 441, 485 à 503, 593 (b); — *sur les nullités de la procédure devant les cours d'assises, de l'instruction et du jugement*, *art.* 296 à 301, 408 à 413; — *sur les pourvois contre les jugemens de condamnation*, *art.* 373 à 376, 416 à 443; — *sur les mandes en révision*, *art.* 443 à 448; — *sur la poursuite et instruction contre des juges pour crimes et délits individuellement commis par eux hors de leurs fonctions et dans l'exercice de leurs fonctions*, *articles* 479 à 504; — *sur les réglemens de juges*, *articles* 525 à 542; — *sur les renvois d'un tribunal à un autre pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime*, *art.* 542 à 553.

---

(a) Voy. ci-dessus, entre autres, vol. x, p. 461 et suiv.

(b) Voy. aussi le Code des délits et des peines, du 3 brum. an IV, liv. II, tit. XVII, *art.* 560 à 570; 641 à 646.

ATTRIBUTIONS EXTRAORDINAIRES  
(CHAMBRES RÉUNIES).

SOMMAIRE. Énumération et examen de ces Attributions.

*Arrêt définitif après un premier renvoi et un second arrêt de cassation par la Chambre qui en doit connaître.*

La Cour suprême de justice et de cassation, sommet éminent de l'Ordre judiciaire, centre essentiel d'uniformité dans la jurisprudence, pour atteindre ce but important, doit conserver une suprématie marquée sur toutes les cours et tribunaux du royaume.

Les procès ne doivent pas être interminables; l'intérêt public, aussi bien que celui des parties, souffre de leur prorogation indéfinie et de l'incertitude des propriétés, qui en est la suite inévitable; le but des lois mêmes qui établissent certaines formalités judiciaires nécessaires à la liberté, ainsi que le dit M. de Montesquieu, en serait choqué.

Ce sont là des vérités incontestables et que nous avons d'ailleurs développées lors de l'exa-

men de la question préliminaire que nous avons posée au commencement de ce volume (a).

En les rapprochant, comme nous l'avons aussi fait alors, on en tire cette conséquence, qu'il suffit de rappeler ici, que la première des attributions de la Cour suprême de justice et de cassation, en audience solennelle, Chambres réunies, doit être l'examen et jugement définitifs, en la forme et au fond, de toutes les affaires de la compétence spéciale, particulière et distincte de chacune de ces Chambres, lorsqu'après un premier arrêt de cassation, pour violation de la forme ou pour contravention expresse à la loi, un nouveau jugement de la cour ou du tribunal auquel l'affaire a été renvoyée, a prononcé de la même manière, et se trouve une seconde fois attaqué et cassé par les mêmes moyens.

Aperçu de la Législation.

La loi du 27 ventose an VIII, porte : « *Art. 78.* Lorsqu'après une cassation, le second jugement *sur le fond* sera attaqué par les mêmes moyens que le

---

(a) Voy. ci-dessus, entre autres, pag. 59 et 60.

premier, *la question* sera portée devant toutes les Sections réunies du Tribunal de cassation » ; et nous avons précédemment fait voir, avec assez de développement, quelle est l'interprétation présumable le sens naturel et raisonnable de cette disposition législative (a).

A la vérité, la loi du 16 septembre 1807 est venue heurter, pour ainsi dire, subrepticement, le principe ainsi établi et consacré assez formellement : mais, d'une part, il faut se rappeler l'époque à laquelle cette dernière loi fut rendue ; le despotisme de la Puissance d'exécution marchait alors à grands pas vers son terme, et avait déjà attiré vers lui, et successivement envahi et absorbé presque toutes les branches de l'autorité souveraine : d'autre part, on ne doit pas non plus oublier que, lorsque cette même Puissance, après avoir tout confondu pour tout envahir, eut enfin succombé sous le poids, la Chambre des députés et la Chambre des pairs, au mois de novembre 1814, protestèrent, et que le Roi répondit à leur demande, qu'il en délibérerait (b).

---

(a) Voy. ci-dessus, pag. 14 et suiv.

(b) Ibid., pag. 19 et 20.

*Arrêt définitif sur les demandes contradictoires, en règlement de juges, en récusation, en renvoi d'une cour à une autre, pour parenté, ou alliance, ou autre cause de suspicion légitime.*

En parlant des attributions ordinaires de chacune des Chambres de la Cour suprême, nous avons vu que les demandes contradictoires 1<sup>o</sup> en règlement de juges; 2<sup>o</sup> en récusation; 3<sup>o</sup> en renvoi d'une cour à une autre, pour parenté ou alliance, ou autre cause de suspicion légitime, en matières civile, commerciale, contentieuse, de comptabilité, correctionnelle ou criminelle, lorsqu'elles auront été admises par la Chambre compétente qui d'après leur nature doit d'abord en connaître, seront ensuite renvoyées, par cette Chambre, au jugement définitif de toutes les Sections réunies de la Cour, afin de suppléer par là et dans ces diverses circonstances, autant qu'il se peut, à la garantie résultant, en toutes autres matières, de l'application du principe des trois degrés de juridiction; garantie dont les parties se trouvent alors être privées par la

force même des choses. Il suffit donc ici de renvoyer à ce que nous avons précédemment développé à cet égard (a).

**Aperçu de la Législation.**

La loi du 27 novembre — 1<sup>er</sup> décembre 1790 (*art. 2*), et la Constitution du 3 septembre 1791 (tit. III, chap. v, *art. 19*), portent : « Les fonctions du Tribunal de cassation seront (entre autres) de juger les demandes de renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime...., et les réglemens de juges.

L'Acte constitutionnel du 22 frimaire an VIII (tit. v, *art. 65*), ajoute à ces mêmes attributions celle de juger les demandes en renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de sûreté publique..

Par la loi du 2 brumaire an IV (*art. 3*), et par celle du 27 ventose an VIII (*art. 60*), les mêmes attributions sont mises au nombre de celles qui appartiennent à l'une des Sections de ce même Tribunal de cassation.

Cette même loi du 27 ventose an VIII, porte :  
• *Art. 76.* Outre les fonctions données au Tribunal de cassation par l'*art. 65* de la Constitution, il prononcera définitivement sur les réglemens de juges,

---

(a) Voy. ci-dessus, entre autres, pag. 69 et 70.



quand le conflit s'élèvera entre plusieurs tribunaux d'appel, ou entre plusieurs tribunaux de première instance, non ressortissant au même tribunal d'appel.»

Nous avons aussi vu précédemment ce que porte le Code de procédure civile relativement 1<sup>o</sup> aux Règlements de juges, 2<sup>o</sup> aux Renvois d'un tribunal à un autre pour parenté ou alliance, 3<sup>o</sup> à la Récusation (a).

Nous renvoyons encore ici aux dispositions du Code d'instruction criminelle sur les mêmes points, c'est-à-dire du moins sur les Règlements de juges (liv. II, tit. v, chap. I, art. 525 à 541), et sur les Renvois d'un tribunal à un autre pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime (*ibid.*, chap. II, art. 542 à 552).

*Règlement des Conflits d'autorités (b).*

Il s'agit ici de consacrer la solution d'une des questions les plus importantes et les plus controversées du Droit constitutionnel.

Lorsqu'il y a lieu de statuer, comme nous venons de le voir, sur un règlement de juges, sur un simple conflit de juridiction entre deux cours d'appel ou entre deux tribunaux non

---

(a) Voy. ci-dess., entre autres, pag. 71 et suiv.; et 107.

(b) Voy. ci-dessus, vol. VIII, pag. 209, note a.

ressortissant de la même cour, la chose est sans beaucoup de difficulté ; la législation et le droit sont à peu de chose près d'accord : mais si une action est intentée devant une cour ou un tribunal, et qu'une autorité de l'Ordre exécutif ou administratif s'oppose au jugement, et prétende être seule compétente pour en connaître, il y a complication ou du moins la question paraît n'être plus d'une solution aussi simple. En effet, ne semble-t-il pas alors que la contestation n'existe plus réellement entre des intérêts privés et l'administration elle-même, mais qu'elle devient une espèce de lutte entre deux Pouvoirs en quelque sorte rivaux et opposés ? Et cela une fois admis, de deux choses l'une : ou bien l'on reconnaîtra, d'une manière arbitraire et sans consulter le droit, la faculté de statuer dans l'un ou dans l'autre de ces deux Pouvoirs, que l'on suppose également intéressés à la décision du litige ; ou bien, comme il répugne au bon sens, à la raison, de constituer quelque partie que ce soit juge dans sa propre cause, on sera conduit à rechercher un troisième Pouvoir (le Pouvoir législatif) pour juge.

Cependant, nous l'avons déjà dit, ce troisième Pouvoir ne peut pas être institué pour juger; ses décisions ou plutôt ses résolutions, ses volontés, doivent être générales et ne reposer que sur des considérations d'utilité, d'intérêt général, abstraction faite des considérations particulières et partielles, des intérêts de circonstances ou de localités. Il n'est pas d'ailleurs permanent dans un Gouvernement constitutionnel et représentatif (a). Ainsi, sous aucun rapport, il ne saurait non plus, en droit, être reconnu compétent.

Que résoudre donc dans cette alternative ?

Ne craignons pas de le dire : cette alternative s'évanouit; elle n'existe pas, et le moyen de décision se présente de lui-même, si l'on commence par éclaircir le point de fait, ou plutôt la supposition de fait sur laquelle cette alternative repose. On reconnaît alors sans peine que la lutte ne s'engage, que la contestation ne s'élève réellement, par la déclaration de conflit, lors même que cette déclaration

---

(a) Voy. ci-dessus, entre autres, vol. vi, pag. 256 et suiv.; et vol. xi, pag. 29 et 30, 48, 56 et 57.

est sollicitée et provoquée par l'une des parties civiles, qu'entre cette partie civile et l'administration d'une part, et les autres parties civiles d'une autre part : du moins est-il bien constant que l'administration peut avoir, qu'elle a souvent et presque toujours un intérêt personnel et direct dans les contestations de cette nature ; ce n'est même guère qu'à ce titre qu'elle se prétend compétente, tandis qu'au contraire l'autorité judiciaire doit y être et y est en effet toujours, pour ce qui la concerne, complètement étrangère. C'est en vain que l'on alléguerait contre elle, pour décliner et méconnaître sa juridiction naturelle, les motifs et les vues d'extension et d'envahissement assez généralement inhérens, il est vrai, à tous les Corps constitués : nul autre Corps, nul autre Pouvoir, le Conseil d'état, le Ministère, ne serait pas plus à couvert du même argument ; et puisque encore une fois il s'agit, en semblables circonstances, de statuer sur un véritable litige, de juger, en un mot, c'est toujours manifestement et incontestablement à la Puissance judiciaire seule que le droit en appartient, et en elle seule que l'Acte constitutionnel

**doit** le reconnaître. Enfin, faut-il le répéter **encore**, c'est de la tendance au despotisme qu'il faut par-dessus tout se garantir. « Le serpent, dit-on, fait passer son corps où il est parvenu à glisser sa tête. En fait de tyrannie légale, c'est à cette tête subtile qu'il faut prendre garde, de peur de voir bientôt se dérouler à sa suite tous ses plis tortueux. Ce n'est pas du mal seulement qu'il faut se défier, c'est du bien même qui naîtrait de ce moyen » (a). Après tant et de si rudes épreuves, s'élèverait-il quelque doute à cet égard ; pourrait-on bien être tenté de méconnaître cette grande vérité ? Non, sans doute : or, quelque chose que l'on puisse craindre ou supposer de l'accroissement d'autorité et de puissance de la part des Corps judiciaires, dans une Monarchie représentative assise sur ses bases, et où les attributions des trois Pouvoirs constitutifs seront clairement et nettement déterminées et réparties par la Loi fondamentale, on n'en aura jamais autant à dire et à redouter de ce côté, que de la part des

---

(a) Principes du Code civil, par M. J. Bentham, tom. II, 1<sup>re</sup> part., chap. XVII, pag. 106.

principaux agens de l'un de ces trois Pouvoirs, savoir : du Conseil d'état, et surtout du Ministère.

Aperçu de la Législation.

Au surplus, il y a tout lieu de présumer que la volonté du législateur avait été telle en effet que nous l'indiquons, lorsque, dans la loi du 27 novembre — 1<sup>er</sup> décembre 1791 (*art. 2*), il statua formellement que les fonctions du Tribunal de cassation seraient (entre autres) de juger les demandes de renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime, *les conflits de juridiction*, et les réglemens de juges.

A la vérité, cette disposition fut modifiée par la suite, et nous avons vu que, dans la rédaction de la Constitution du 5 fructidor an III (*art. 254*), on supprima, sans doute à dessein, ces mots *conflits de juridiction* (*a*) ; mais cette suppression, et le changement qu'elle apporta à la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1791, seraient, seuls, une preuve assez claire du sens que ces mots devaient avoir dans cette loi, et de la véritable intention primitive du législateur, à cette époque mémorable de régénération politique et sociale.

Bientôt après, on s'exprima d'une manière plus positive et plus formelle, et la restriction fut expli-

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. x, pag. 434.

quée textuellement par la loi du 21 fructidor an III (*art.* 27), que l'on prétendit faire considérer comme une des lois organiques de la Constitution. Cette disposition, que nous avons déjà eu lieu de transcrire, portait qu'en cas de conflit d'attributions entre les autorités judiciaires et administratives, il serait sursis jusqu'à décision du ministre, confirmée par le Directoire exécutif, qui en référerait, si besoin était, au Corps législatif » (*a*).

Aussi, nous avons vu ce qui arriva à compter de cette époque. « Que si les tribunaux essayaient de maintenir leur juridiction essentielle et légale, dit l'auteur du Conseil d'état selon la Charte, le Directoire ordonnait à ses ministres ou commissaires d'élever le conflit, aux termes de l'*art.* 27 de la loi du 21 fructidor an III. Par ce moyen, le Directoire lui-même devenait juge de la question d'autorité, entre la juridiction administrative et la juridiction des tribunaux; or, l'issue d'un conflit élevé par ordre du Directoire ne pouvait être douteuse, puisque c'était le Directoire lui-même qui prononçait » (*b*).

---

(*a*) Voy. ci-dessus, vol. VIII, pag. 115.

(*b*) (*Ibid.* pag. 119 et 120).

M. Sirey cite cependant avec éloge, (dans ce *Traité du Conseil d'état selon la Charte*, pag. 194 et suiv.; *en note*), un message du Directoire exécutif, du 18 floréal an V; mais, nous l'espérons, ce message ne fera pas plus

L'Acte constitutionnel du 22 frimaire an VIII, admit la même restriction que la Constitution du 5 fructidor an III, et de plus les mots *Règlements de juges* que contenait encore cette Constitution de l'an III, y furent omis. Seulement, la loi du 27 ventose an VIII (*art. 76*), pallia cette dernière omission, en statuant « qu'outre les fonctions données au Tribunal de cassation par l'*art. 63* de la Constitution, il prononcerait sur les règlements de juges, quand le conflit s'élèverait entre plusieurs tribunaux d'appel, ou entre plusieurs tribunaux de première instance, non ressortissant au même tribunal » (*a*).

Mais, dès le 5 nivose de la même année, on avait eu le soin d'insérer dans le règlement relatif à l'organisation du Conseil d'état une disposition qui, par son étendue et son importance, aurait bien dû faire aussi l'objet précis et formel d'une nouvelle disposition législative, et qui place, au nombre des attributions de ce Conseil, le droit « de prononcer, d'après le renvoi qui lui en serait fait par les Consuls, sur les conflits qui peuvent s'élever entre l'administration et les tribunaux » (*b*).

Ainsi, ce que le Directoire avait fait, les Consuls

---

chânceler l'opinion de nos lecteurs, s'ils prennent la peine de le consulter, qu'elle n'a ébranlé notre propre conviction.

(*a*) Voy. ci-dessus, vol. x, pag. 460.

(*b*) *Ibid.*, vol. VIII, pag. 129 et 130.



et par suite le Chef absolu du Gouvernement qui s'y substitua, le firent aussi; la conduite que le Directoire avait tenue, en s'appuyant sur la loi du 21 fructidor an III, les Consuls et le Gouvernement impérial la suivirent, en vertu d'un simple règlement intérieur n'ayant pas force de loi; et le Ministère aujourd'hui en agit de même sur le fondement de ce même acte de règlement. « Telle est, dit encore avec raison l'auteur du Conseil d'état selon la Charte, l'origine de cette jurisprudence, aujourd'hui trop usitée, que, dans toute contestation où les intérêts de l'administration sont tant soit peu mêlés avec les intérêts de la justice, la connaissance du litige appartient à la juridiction administrative.

« Telle est encore l'origine de cet autre point de jurisprudence, qui attribue à l'autorité administrative, par exclusion des tribunaux, la connaissance de toute contestation sur le sens, l'effet ou l'étendue des actes administratifs, lors même que le litige ne porte aucune atteinte à l'action administrative, et que l'agent de l'administration ne fait aucune réclamation, au nom des intérêts qui lui sont confiés » (a).

Cependant la Charte ne contient rien de formel à cet égard; et de la disposition de l'*art.* 62, lequel porte « que nul ne pourra être distrait de ses juges

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. VII, pag. 120 et 121.

naturels », on peut très - raisonnablement induire qu'elle n'a rien voulu admettre en ce point de contraire au vrai principe , que pourtant il serait utile de consacrer en le soumettant à la sanction législative.

*Prise à partie contre une Cour, et contre un Tribunal entier.*

Nous avons vu qu'au nombre des attributions de la Chambre criminelle de la Cour suprême, se trouve comprise celle de statuer sur les accusations de forfaiture et sur les prises à partie dirigées individuellement contre un ou plusieurs des membres d'une cour d'appel ou de second degré, et que, si elle déclare qu'il y a lieu à accusation, elle désigne la cour devant laquelle l'affaire doit être instruite et jugée ; qu'elle doit statuer pareillement sur les accusations de même nature portées contre une cour ou un tribunal entier, et que si elle déclare aussi dans ce cas qu'il y a lieu à accusation, elle en renvoie l'examen et le jugement non pas alors à une autre cour, mais devant toutes les Sections et Chambres réunies de la Cour suprême de justice et de cassation.

Le motif de cette différence est assez évi-

dent : car, en effet, il est contre le droit et la raison que le jugement d'une cour entière de justice soit déferé à une autre cour placée au même rang et sur la même ligne dans la hiérarchie judiciaire.

Aperçu de la Législation.

A cette même différence près, la loi du 27 ventose an VIII, *art.* 80, 81, 82, 83 et 84 (a), et le Code d'instruction criminelle renferment quelques dispositions qu'il serait facile de mettre en harmonie avec l'application du principe. (*Voy.*, entre autres, ledit Code d'instruction criminelle, liv. II, tit. IV, chap. III, section II, *art.* 482, et 485 à 504).

*Jugement des Ministres et autres principaux  
Agens responsables de la Puissance exécutive.*

La Responsabilité ministérielle est un principe de Droit constitutionnel, incontestable et généralement reconnu. Nous avons vu, entre autres choses, qu'il est l'une des garanties les plus réelles de l'Inviolabilité du Prince, autre principe fondamental et sacré, sous un

---

(a) *Voy.* ci-dessus, vol. I, pag. 461 et suiv.

Gouvernement bien constitué, où les Pouvoirs sont modérés, distincts et répartis suivant les règles évidentes de la nature et de la raison (a). De telle sorte que, suivant le sentiment des publicistes les plus éclairés, ces deux principes sont inséparables; qu'en droit, comme en fait, ils se trouvent tellement liés et unis l'un à l'autre, que celui que l'on serait porté à considérer comme le premier ou le plus sacré des deux, l'inviolabilité, est sans efficacité, sans force et sans vertu, si le second n'est pas de même franchement admis et loyalement exécuté : en effet, sans responsabilité réelle de la part des ministres et autres agens principaux de la Puissance exécutive, la fortune, l'honneur, l'indépendance, nationales, aussi bien que la propriété, la liberté, la sûreté, individuelles, tous les principes du Droit public, du Droit politique et du Droit des gens, sont compromis; ils peuvent être scandaleusement outragés, et les exactions les plus révoltantes et les plus odieuses seront commises sans moyens de répression régulière et légale.

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. VII, pag. 477 et suiv.

Or, partout où agit l'injustice, une répression quelconque, selon la loi de nature, réagit et se manifeste; et moins elle aura été prévue, calculée, réglée et limitée d'avance par le Législateur, plus elle sera violente, plus elle sera désastreuse et terrible dans ses effets (a).

Cependant, il faut le dire, ce principe de Responsabilité constitutionnelle et légale n'a encore été jusqu'ici, ainsi que bien d'autres, qu'un principe sans efficacité, une théorie sans application, une vérité dont on n'a pu méconnaître l'évidence, dont on a fait l'aveu; mais dont on a toujours éludé complètement les conséquences.

Depuis la restauration, quelques projets de loi sur cette responsabilité ont été présentés aux Chambres; mais soit qu'on ait reconnu trop d'imperfection dans leur conception et leur rédaction, soit par tout autre motif, ils n'ont été suivis d'aucun résultat; et, dans la dernière session (séance du 3 avril 1823), deux ministres, celui de l'intérieur (M. de

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. viii, pag. 52 et suiv.; et 585, et suiv.

Corbière) et celui des finances (M. de Villèle), en répondant, à la tribune de la Chambre des députés, le premier à M. Delalot, le second à M. de la Bourdonnaie, tous deux membres de cette Chambre, ont émis l'opinion et fait à ce sujet les déclarations suivantes :

« Quant à la loi sur la Responsabilité des ministres, a dit M. de Corbière, il est vrai que nous n'avons pas cru qu'il fût extrêmement urgent de vous occuper de cette grave théorie, attendu que, dans notre opinion particulière, une loi n'est pas nécessaire ; c'est d'ailleurs à ceux qui pensent autrement de faire une proposition.

« Un projet de loi fut présenté, il y a quelques années, et discuté très-long-temps par une commission dont j'avais l'honneur d'être membre ; un rapport fut même présenté à la Chambre, mais il en fut de ce rapport comme de beaucoup d'autres choses. Il éclaira la Chambre sur l'étendue de la question, et sur la difficulté, et peut-être même sur l'inutilité, de faire des lois pénales contre les ministres ; et voici ce que disaient les personnes qui pensaient ainsi : la Charte rend les ministres res-

ponsables pour des faits de concussion et de trahison. Ce ne peut être que des définitions plus ou moins étendues de ces deux crimes, avec des peines correspondantes à leur gravité, que la loi peut contenir.

« Eh bien, c'est le moyen de faire que tout ministre puisse échapper à toute responsabilité; la Charte ne laisse-t-elle pas une latitude assez grande en disant qu'ils sont responsables pour des faits de trahison et de concussion? Il serait donc possible qu'après avoir examiné ces grandes questions, toutes les combinaisons qui peuvent dériver des degrés différens de concussion et de trahison, et des peines correspondantes qui pourraient être appliquées à chaque degré de cette classification, on finît par reconnaître que la Charte en a dit assez, et peut-être plus que toutes les lois. C'est au moins l'impression que produisit sur la Chambre le projet de loi et le rapport qui furent présentés, et c'est l'opinion générale qui parut résulter de cette espèce de discussion anticipée, puisque depuis cette époque la Chambre n'a pas témoigné le désir de s'en occuper.

« Au reste, pour s'exprimer franchement sur cette mesure, ceux qui parlent sur la responsabilité des ministres savent qu'il n'y a pas lieu de prévoir qu'un ministre puisse être accusé et condamné pour trahison ou concussion; cet énorme scandale ne pouvant être à craindre que dans le cas, qu'on ne peut supposer, où un homme déshonoré serait apporté à la tête des affaires, ou dans celui où les Chambres en révolte voudraient arracher violemment du pied du trône un serviteur fidèle revêtu de la confiance de son roi; et un aussi terrible symptôme de dissolution n'est pas un de ces dangers que nous ayons à redouter. Mais il est une autre espèce de responsabilité plus réelle; c'est celle qui peut résulter de la perte de la confiance, s'il arrive qu'un ministre ne réponde pas aux besoins du pays, aux intérêts de la France, aux vœux justement exprimés par les Chambres : c'est alors qu'il encourt une véritable responsabilité aussi facile à exercer qu'il est impossible de s'y soustraire. Telle est la responsabilité que nous avons prise sur nous lorsque nous sommes venus à la tête des affaires.



« Nous sommes sortis des rangs où sont assis des hommes qui ont dû avoir confiance en nous. Nous devons continuer à les avoir pour amis et pour approbateurs de notre conduite : sans cela, nous avons encouru cette responsabilité et la peine qui s'ensuit ; nous ferons nos efforts pour ne jamais l'encourir. Mais, toutes les fois que l'opposition, qui était jadis une contre-opposition, faible de raisons et de nombre, nous attaquera par des généralités, ne fera que reproduire des allégations banales, eh bien ! alors la responsabilité sera ce qu'elle doit être, ce que nous ne craignons jamais ; et le ministère aura ce qu'il doit avoir dans le Gouvernement représentatif, l'appui de la majorité..... (a) : et le ministère marchera, en se

---

(a) Nous devons faire remarquer dès à présent que ce n'est pas sans une assez grande apparence de raison que M. Delalot a répliqué, sur ce point, « que les ministres de tous les temps ont pu répondre : *tant que nous aurons la majorité, tant que nous aurons la confiance du Roi, nous croirons avoir rempli nos devoirs....*

« Mais voulez-vous que je vous dise ce que signifie cet avantage tiré de la majorité ? Je crois l'avoir déjà caractérisé de la manière la plus évidente ; c'est l'appui de l'intérêt.... »

servant comme d'un utile contrôle, de tous les avertissemens qui viendraient de la part de l'opposition, ou des oppositions, si malheureusement il s'en élevait de plus d'un côté; il marchera, dis-je, sans se laisser épouvanter, et en ne redoutant d'autre responsabilité que celle qui nous commande l'accomplissement de nos devoirs ».

Voici dans quels termes M. de Villèle s'est exprimé, sur le même sujet : « M. le ministre de l'intérieur vient tout à l'heure de vous faire, sur la loi touchant la responsabilité ministérielle, une réponse à laquelle il est difficile de faire une réplique. Moi-même j'étais membre de la commission chargée d'examiner la loi sur la responsabilité des ministres. Il y avait dans cette commission des hommes d'une très-haute capacité; la loi a été examinée pendant six semaines, et au bout de ce temps, chacun de nous est revenu à la Chambre avec l'opinion qu'une loi sur la responsabilité des ministres pourrait bien être dans l'intérêt des ministres, mais non pas dans celui de la responsabilité; et qu'il était commandé par l'intérêt général de laisser à la marche de nos in-

stitutions le soin de résoudre le problème sur la manière d'exercer cette responsabilité. La Chambre parut partager cette opinion ; car la loi n'eut aucune suite. Ne nous reprochez donc pas de ne pas vous apporter une proposition qui, de notre part, je le confesse, ne serait qu'un acte de charlatanisme, et que vous avez regardée vous-même comme inutile » (a).

---

(a) (*Voy.* le *Moniteur* des 4 et 5 avril 1823, nos 94 et 95, et le *Constitutionnel* du 4 avril, n° 94).

Il n'est pas sans utilité de citer aussi l'opinion manifestée, dans la même occasion et dans le même discours, sur une autre question non moins importante et que nous avons précédemment traitée avec quelques détails (*voy.* ci-dessus, vol. VII, pag. 143). « Quant aux institutions municipales, je désire que vous puissiez vous en occuper et résoudre les difficultés d'une pareille matière ; mais elles sont immenses. Certes, les ministres ne sont nullement intéressés à l'absence de ces institutions ; mais, je le demande, où en sont les élémens ? J'ai lu tous les ouvrages écrits sur cette matière ; j'ai trouvé partout l'empreinte de la situation où nous nous trouvons, je me suis convaincu qu'elle rendait impossible une bonne loi sur les communes.

« Et, d'ailleurs, de quel droit reprocheriez-vous au ministère de n'avoir pas encore présenté cette loi ? c'est un reproche qu'il peut vous adresser à vous-mêmes. Quoi ! vous croyez que des institutions municipales sont

Ce langage peut être plus ou moins convenable dans la bouche des ministres ; il peut même être de leur part louable sous le rapport de la franchise et de la loyauté. Quelques-unes des vérités que nous avons eu lieu d'exposer en établissant la différence qui doit naturellement exister entre les attributions du Conseil d'état et les attributions du Ministère peuvent en faire facilement sentir le motif : car, entre

---

nécessaires à la France , vous avez le droit de faire des propositions à cet égard , et vous n'en usez point !

« Non , vous n'en usez pas , parce que vous sentez vous-mêmes que l'état actuel de la société s'oppose à l'établissement de ces institutions ; parce que vous prévoyez que ce qu'une partie de la France voudra , une autre partie ne le voudra pas ; que ce qui sera utile pour le nord sera funeste pour le midi.

« Mais pourquoi aurions-nous assumé sur nous les difficultés d'une initiative devant laquelle vous reculez vous-mêmes ? »

On sait cependant que, d'après l'*art.* 16 de la Charte, l'initiative n'appartient pas aux Chambres ; et d'après cela , et quoique l'*art.* 19 laisse aux Chambres la faculté de supplier le Roi de proposer une loi sur quelque objet que ce soit , et d'indiquer ce qu'il leur paraît convenable que la loi contienne , il y aurait quelque raison de craindre qu'on ne puisse voir de long-temps les institutions s'établir et se perfectionner parmi nous.

autres choses, on y voit qu'en général aux ministres appartient bien le soin, assez important déjà, d'assurer la pleine et entière exécution des lois existantes, mais non pas celui de concevoir, proposer et discuter des projets de lois nouvelles, et qu'en particulier il est contre la raison et la prudence de s'en remettre au ministère de la rédaction des lois sur la responsabilité ministérielle (a); et, si cette différence, fondée sur la nature et le droit, entre les attributions du Conseil d'état et les attributions du Ministère, était prise elle-même pour base de l'organisation de ces deux institutions, selon toute apparence, on n'éprouverait pas la douleur amère de remarquer, depuis quelque temps déjà, (sous ce rapport et bien d'autres encore), un état, aussi décourageant pour le plus grand nombre, et aussi déplorable, de nullité et de stagnation dans l'établissement des institutions que les besoins de la société réclament si ostensiblement et si impérieusement aujourd'hui.

Dans un autre et meilleur état de choses

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. VIII, pag. 88 et suiv.

que celui où nous nous trouvons encore, ce langage ne sera pas celui du législateur : mais jamais, et dès actuellement, il ne saurait s'allier avec l'esprit et les désirs qui doivent essentiellement animer le publiciste; et en conséquence nous devons essayer de jeter quelque clarté sur ce sujet.

Nous avons déjà démontré, 1° sous quels rapports importans le Principe de la Responsabilité des agens du Pouvoir doit recevoir son application; 2° que cette responsabilité doit exister simultanément envers le roi et envers la société tout entière; 3° que, pour être efficace et réelle, cette responsabilité doit être individuelle et non pas solidaire (a). Nous examinerons successivement ici trois autres questions qui nous paraissent être véritablement les plus importantes à décider, savoir : 1° s'il doit exister quelque différence dans le choix de l'autorité compétente, dans le mode de la procédure et dans le jugement, à l'égard des crimes et délits commis par les ministres ou autres agens de l'exécution, dans l'exercice ou

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. VIII, pag. 52 et suiv.

CHAP. II. TIT. III. *Pouvoir judiciaire.* 169

hors l'exercice de leurs fonctions ministérielles et autres fonctions de même nature; 2° par qui l'accusation peut être intentée et poursuivie; 3° quelle autorité est compétente et doit être appelée à prononcer en semblable matière.

C'est dans la Loi constitutionnelle et fondamentale que doit être exprimée la solution de ces questions principales; celles qui peuvent ensuite s'y rattacher encore sur la concordance et la classification des délits et des peines, ne sont que secondaires et peuvent être en effet l'objet spécial de lois subséquentes.

1° Sur la première question, on pourrait penser, au premier aperçu du moins, qu'il doit en effet exister quelque différence dans le choix de l'autorité compétente, dans le mode de la procédure et du jugement, à l'égard des crimes et délits commis par les ministres ou autres agens de l'exécution, dans l'exercice ou hors de l'exercice de leurs fonctions : car, hors de ses fonctions, tout fonctionnaire est un simple citoyen, et le principe général de droit (consacré même par l'*art.* 62 de la Charte) est que « nul ne peut être distrait de ses juges naturels »; principe fondé tout à la fois sur

l'intérêt du plaignant et sur celui de l'accusé. Mais précisément par cette raison que le principe a pour fondement l'intérêt des deux parties et non pas seulement l'intérêt d'une seule, il n'en faut pas davantage pour qu'avec quelque moment de réflexion, on reconnaisse que ce principe est susceptible d'exception dans le cas dont il s'agit ici, ou plutôt que ce n'est véritablement pas alors le lieu de son application; puisque, sous le rapport de l'intérêt du plaignant, il serait raisonnable de craindre que la puissance ou l'influence seule d'un inculpé de haut rang, ne fussent autant de considérations de nature à gêner l'indépendance, à contrarier l'impartialité d'un tribunal inférieur, qui serait appelé à prononcer sur l'accusation : et en ce qui concerne le prévenu lui-même, s'il se trouve privé, même pour raison de délits présumés commis hors de l'exercice de ses fonctions, de la garantie résultante pour tout autre citoyen de l'application du principe des différens degrés de juridiction (a), il ne saurait être admis à s'en plaindre, puisque cette

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. x, pag. 121 et suiv.



privation est une conséquence naturelle de l'éminence de la place qu'il occupe et qu'il est libre de remplir ou de refuser.

Donc, la règle véritable, le principe qu'il faut tenir pour constant en semblable matière, c'est que tout agent du Pouvoir exécutif ou du roi (α) doit être accusé et traduit, pour crimes ou délits présumés commis dans l'exercice ou hors de l'exercice de ses fonctions, devant une autorité ou supérieure ou pour le moins égale, et correspondante, dans la hiérarchie judiciaire, avec le rang occupé par l'inculpé dans la ligne de la Puissance administrative ou d'exécution.

2<sup>o</sup> Relativement à la seconde question (par qui l'accusation peut-elle être intentée et poursuivie), un principe se présente aussi dès le premier coup d'œil : et ce principe énoncé, la question est aussitôt résolue que proposée ; car plus on y réfléchit, plus on le médite, et plus on reconnaît que cet autre principe ne peut au contraire admettre d'exception, et que surtout il ne saurait avoir d'application plus juste et

---

(α) Voy., ci-dessus, vol. VII, pag. 470 et suiv.

plus directe que celle qu'il s'agit d'en faire ici contre les dépositaires du pouvoir. Ce principe est que la plainte appartient à celui qui souffre; que l'on ne peut sans exaction, sans injustice, sans tyrannie, violence et arbitraire, arracher à l'opprimé le droit de signaler et de poursuivre l'oppresseur. Ainsi, l'accusation contre les hauts agens du Pouvoir exécutif, s'ils prennent le fait et cause des agens subalternes dans la même ligne, ou si ceux-ci établissent et justifient qu'ils n'ont agi que d'après des ordres supérieurs, est une faculté, un droit naturel et constitutionnel, conséquence nécessaire de la liberté individuelle et sans lequel cette liberté peut être à chaque instant violée ou n'existe réellement pas. Il doit donc être sacré et imprescriptible comme elle; aucune considération, fût-elle même choisie parmi les plus précieuses et les plus graves, aucune loi contraire, ne l'effaceront jamais; sous un Gouvernement constitutionnel et régulier il doit être, il sera religieusement respecté dans chacun des membres de la société, ou, s'il a été oublié, méconnu, le sentiment de la justice, la voix de l'honneur et de la vérité ne cesseront de

le réclamer que lorsqu'enfin il aura été de nouveau proclamé et consacré ; et si l'on craignait, par exemple (appréhension d'ailleurs pusillanime et tout-à-fait chimérique), qu'en consacrant et respectant ainsi un droit sans lequel il n'y a véritablement pas de sécurité ni de justice à espérer, l'administration ne fût fatiguée et harcelée par des récriminations nombreuses, téméraires et sans raison, une peine et des dommages-intérêts proportionnés au peu de fondement, à l'inconvenance, à la témérité de l'accusation, serait un frein assez puissant pour réduire à peu de chose, si ce n'est même pour effacer entièrement cet inconvénient (a).

Le législateur homme de bien, celui qui a pour but d'établir et de faire régner le droit et l'équité, sera donc pressé d'une crainte toute différente, et bien plus fondée, bien plus réelle ; il ne verra pas encore, dans la consécration de ce droit d'accusation directe réservé à la partie privée, une garantie suffisante pour

---

(a) Voy. aussi, à ce sujet, ci-dessus, vol. VIII, pag. 265 et suiv.

le citoyen faible, sans richesse, sans influence, réduit à entrer en lutte, seul, sans soutien, sans appui, contre un adversaire puissant, dépositaire du pouvoir, fort de tous les prestiges qui en sont l'apanage, et contre lequel il regardera, non sans quelque raison, comme inutile et dangereux pour lui de faire usage du droit même dont la Constitution ou les lois lui auront vainement garanti l'exercice. En conséquence, si la nature du Gouvernement, la forme des institutions, est assez heureuse et assez favorable pour qu'elle offre un moyen facile de prêter assistance à la faiblesse opprimée par la puissance, il se hâtera de le saisir. La répression des délits privés intéresse bien moins encore le citoyen qui en est victime que la société tout entière; c'est pour elle et par elle que le châtimement surtout doit en être provoqué. Ainsi, dans un Gouvernement représentatif, quoi de plus juste et de plus naturel que la Société, avertie par l'intermédiaire des Chambres représentatives nationales des crimes et délits qui leur seront dénoncés par les parties lésées et que les agens de l'autorité pourraient sans leur appui commettre dans l'ombre

et avec impunité, en étouffant les cris des malheureux opprimés, foulés et comprimés par eux ou par leurs inférieurs, que la société, disons-nous, élève, par l'organe de ces mêmes Chambres, contre les crimes de la puissance, devant la Cour suprême, une voix puissante et redoutée des coupables à quelque haut rang qu'ils soient parvenus, et qu'enfin les Sections et Chambres réunies de cette Cour prononcent solennellement sur cette accusation de l'une ou de l'autre des Chambres? Voilà de quelle manière propice et salutaire peut être exercé ce droit de pétition si insignifiant aujourd'hui, et contre lequel nous avons cru devoir nous élever précédemment, précisément à cause de la nullité dont il est et de l'abus fréquent que l'on en fait en ce moment. « Croit-on réellement, disions-nous alors, que, parce que quelques dénonciations justes et fondées contre des infractions aux lois, contre des abus partiels des dépositaires et délégués de l'autorité exécutive, seront prises en considération dans les Chambres et renvoyées avec recommandation spéciale à tel ou tel ministère auquel elle aura déjà été (ou dû être) préalablement présen-

tée, et qui aura conséquemment refusé d'y faire droit, elles en seront moins exposées à être de nouveau ensevelies et oubliées dans les cartons de ce même ministère » (a)?

Il est d'ailleurs des crimes et délits publics dont la répression ne peut être efficacement poursuivie contre les hauts agens de la Puissance exécutive, les ministres et autres, que par les Chambres nationales; tels sont ceux de concussion, de trahison, et autres de nature à blesser et compromettre la fortune, l'honneur, l'indépendance, la sûreté de l'État.

3° Maintenant, quelle sera l'autorité compétente et qui doit être appelée à prononcer sur l'accusation intentée et poursuivie, soit par la partie privée; soit par les Chambres ou sur la dénonciation de cette partie ou de leur propre mouvement? Seront-ce aussi les Chambres? Non, sans doute; puisqu'elles peuvent et doivent accuser, il est contraire à tous principes de droit, d'équité, de bon sens, de raison, de les constituer juges.

Croit-on pouvoir limiter et restreindre la

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. VII, pag. 439 et suiv.

faculté de juger à l'une de ces Chambres et attribuer exclusivement à l'autre le droit d'accuser et de poursuivre? Mais sur quelle apparence de fondement? où trouver la raison solide de cette restriction? comment et pourquoi limiter à l'une de ces deux Chambres le droit de former, de poursuivre une accusation qui peut être un devoir pour l'une comme pour l'autre; que l'une ou l'autre, ou même l'une et l'autre tout ensemble, peuvent être en état et avoir l'intention de former?

Aura-t-on recours à la création d'une autorité, d'une cour ou commission spéciale ou extraordinaire? Mais, en fait, nous avons déjà eu lieu de faire remarquer plusieurs fois combien, en France, en Angleterre, et partout, l'expérience permet peu de voir, de placer des garanties, d'espérer de l'impartialité, de la justice, dans les jugemens de ces sortes de commissions spéciales et temporaires, créées pour le besoin d'une cause : en droit, leur composition est toujours plus ou moins arbitraire; leur indépendance plus ou moins douteuse, et par conséquent leur justice ne peut être de même que plus ou moins équivoque.

On sait d'ailleurs ce qu'en ont pensé en tous temps les plus célèbres publicistes (a). On peut le dire, si l'on en était réduit dans un État à la nécessité de créer ainsi des commissions de circonstance et du moment, pour prononcer sur la mise en jugement d'un principal agent de la Puissance exécutive, d'un ministre, par exemple, il faudrait nécessairement en conclure que l'organisation ne serait pas complète, qu'il y existerait évidemment une omission grave, une lacune dangereuse, contraire à la stabilité, à la force de toutes ses parties, et qu'on doit nécessairement remplir.

D'après l'hypothèse dans laquelle nous raisonnons toujours, c'est-à-dire dans la supposition d'un Gouvernement entièrement et régulièrement constitué, où donc enfin faut-il placer ou reconnaître la puissance de juger les ministres et autres agents principaux de l'administration? Si, pour base de cette troisième et dernière solution, ainsi que de tant d'autres aussi faciles et à l'égard desquelles on semble moins chercher que fuir la vérité, on recou-

---

(a) Voy. encore ci-après, pag. 173 et suiv., en note.



ait davantage et avec bonne foi aux principes qui s'y appliquent naturellement et si distinctement, principes qui se rencontrent dans les notions premières et fondamentales du droit, et auxquels les rapprochemens que la plus simple logique indique pourraient même aisément suppléer, toute difficulté, toute hésitation, toute incertitude, disparaîtraient promptement à cet égard.

En effet, qu'il y ait lieu de prononcer sur une accusation dirigée contre un ministre ou contre tout autre agent principal de l'administration, il s'agit, il s'agira toujours de juger, et l'action de *juger* est évidemment l'attribution naturelle et incontestable de la Puissance *judiciaire*. A la vérité, comme l'accusation est portée et l'action poursuivie contre des fonctionnaires éminens et placés au plus haut degré de la hiérarchie administrative ou d'exécution, que par cette raison le jugement doit naturellement aussi être accompagné de la plus grande solennité, qu'une telle accusation peut souvent avoir pour cause des actes présumés de malversations, de concussions dans les finances ou dans quelque autre partie de l'admini-

nistration, c'est aussi le Corps judiciaire placé au sommet de cette autre branche principale de l'Organisation constitutionnelle, c'est-à-dire la Cour suprême de justice et de cassation, Sections réunies, qui est et qui doit être reconnue la seule autorité compétente pour statuer en semblable circonstance, de même que dans les cas où, comme nous l'avons vu en parlant des attributions ordinaires de cette Cour, les ministres ou autres principaux comptables croiraient eux-mêmes devoir demander la révision des arrêts prononcés contre eux par l'une des Chambres de cette même Cour suprême, savoir, la Chambre de liquidation et comptabilité (a).

N'est-il pas d'ailleurs assez constant, les publicistes n'ont-ils pas clairement démontré et établi, n'avons-nous pas aussi reconnu et admis comme principe fondamental et invariable, que la distinction des trois Puissances est le premier fondement d'une bonne Organisation sociale, et plus spécialement encore que, sans enfreindre ce principe, et par conséquent aussi

---

(a) Voy. ci-dessus, pag. 89 et suiv.

ans désordre et sans danger véritable, un Corps participant à l'exercice de la Puissance législative ne peut en même temps exercer une fraction quelconque des attributions de la Puissance judiciaire? Nous nous sommes assez entendus précédemment sur la démonstration de ces vérités élémentaires qui doivent servir de base à la Constitution; il serait superflu d'y revenir plus longuement et avec détail en ce moment. Il nous suffit de faire remarquer que chacune de leurs applications en confirme et en démontre de plus en plus la justesse, l'étendue et l'efficacité (a).

Aperçu de la Législation.

Peut-être est-ce ici le lieu de citer la réflexion suivante de M. Henryon de Pansey, président à la Cour de cassation, dans son *Traité de l'Autorité judiciaire*. « La Puissance législative ayant senti, dit-il, la nécessité de s'appuyer sur l'Autorité judiciaire, l'on inséra dans l'ordonnance de 1629, l'art. 209, dont voici les termes : *S'il est fait plainte*

---

(a) Voy., d'ailleurs, ci-dessus, entre autres, vol. iv pag. 56, 92 et suiv.; vol. v, pag. 473 et suiv.

*contre aucun de ceux qui commandent aux places fortes, de quelques violences commises sur nos sujets, enjoignons à nos juges ordinaires des lieux, à peine de privation de leurs charges, de recevoir lesdites plaintes de ceux qui s'adresseront à eux et d'en informer ; et les informations étant faites, les envoyer closes et scellées aux procureurs-généraux de nos parlemens, au ressort desquels ils seront, pour être, par nosdits parlemens, procédé contre ceux qui se trouveront avoir commis lesdites violences, suivant la rigueur des ordonnances ; enjoignons, à cette fin, à nosdits procureurs-généraux, de faire toutes les poursuites nécessaires, à peine d'en répondre en leur propre et privé nom.*

« Les Cours de justice répondirent à l'appel du Législateur ; et même, lorsque, environ quarante ans après, on établit les intendans de province, les parlemens, raisonnant à *fortiori*, jugèrent qu'ils étaient compris dans les mesures prescrites par l'ordonnance de 1629.

« Alors, toutes les plaintes furent écoutées, toutes les vexations, toutes les entreprises ; tous les actes arbitraires furent signalés et dénoncés par les Procureurs-généraux. Ce redoutable ministère public, la plus belle des institutions modernes, se montra partout, inspira partout une terreur salutaire. On vit pâlir, devant les jugemens, des hommes qui naguère bravaient les plus saintes lois ; et l'ordre

fut rétabli bien moins par les condamnations que par la crainte d'en subir » (a).

La loi du 27 avril — 15 mai 1791, relative à l'organisation du Ministère, renferme les dispositions suivantes : *Responsabilité.* — Art. 24. Aucun ordre du Roi, aucune délibération du Conseil, ne pourront être exécutés s'ils ne sont contresignés par le ministre chargé de la division à laquelle appartient la nature de l'affaire.

« Dans le cas de mort ou de démission de l'un des ministres, celui qui sera chargé des affaires par *interim*, répondra de ses signatures et de ses ordres.

« Art. 25. En aucun cas, l'ordre du Roi, verbal ou par écrit, non plus que les délibérations du Conseil, ne pourront soustraire un ministre à la responsabilité....

« Art. 26. Les ministres sont responsables : 1° de tous les délits par eux commis contre la sûreté nationale et la constitution du royaume; 2° de tout attentat à la liberté et à la propriété individuelles; 3° de tout emploi de fonds publics sans un décret du Corps législatif, et de toutes dissipations des deniers publics qu'ils auraient faites ou autorisées.

« Art. 30. Les délits des ministres, les réparations et les peines qui pourront être prononcées

---

(a) De l'Autorité judiciaire par M. Henrion de Pansey, chap. xxxiv, pag. 530.

contre les ministres coupables, seront déterminés par le Code pénal (a).

« *Art. 31.* Aucun ministre en place ou hors de place ne pourra, pour faits de son administration, être traduit en justice, en matière criminelle, qu'après un décret du Corps législatif, prononçant qu'il y a lieu à accusation.

« Tout ministre contre lequel il sera intervenu un décret du Corps législatif, déclarant qu'il y a lieu à accusation, pourra être poursuivi en dommages-intérêts par les citoyens qui éprouveront une lésion résultante des faits qui auront donné lieu au décret du Corps législatif.

« *Art. 32.* L'action en matière criminelle, ainsi que l'action accessoire en dommages et intérêts pour faits d'administration d'un ministre hors de place, sera prescrite au bout de trois ans, à l'égard du ministre de la marine et des colonies, et au bout de deux ans, à l'égard des autres, le tout à compter du jour où l'on supposera que le délit aura été commis; néanmoins, l'action pour ordre arbitraire contre la liberté individuelle, ne sera pas sujete à prescription.

« *Art. 33.* Le décret du Corps législatif pronon-

---

(a) Voy. aussi le Code des délits et des peines du 3 brumaire an iv, entre autres, liv. II, tit. XIX; liv. III, tit. III, etc.

cant qu'il y a lieu à accusation contre un ministre, suspendra celui-ci de ses fonctions ».

La Constitution du 3 septembre 1791 renferme quelques-unes des mêmes dispositions, et de plus, elle porte : « Tit. III, chap. II, section IV. *Des Ministres*.... — « Art. 7. Les ministres sont tenus de présenter, chaque année, au Corps législatif, à l'ouverture de la session, l'aperçu des dépenses à faire dans leur département, de rendre compte de l'emploi des sommes qui y étaient destinées, et d'indiquer les abus qui auraient pu s'introduire dans les différentes parties du Gouvernement.

— « *Ibid.*, chap. III, section 1<sup>re</sup>, art. 1<sup>er</sup>. La Constitution délègue exclusivement au Corps législatif les pouvoirs et fonctions ci-après :.... 10<sup>o</sup> de poursuivre, devant la Haute-Cour nationale, la responsabilité des ministres et des agens principaux du Pouvoir exécutif; d'accuser et de poursuivre, devant la même Cour, ceux qui seront prévenus d'attentat et de complot contre la sûreté générale de l'État, ou contre la Constitution, etc. ».

Tit. III, chap. V, art. 23.... Une Haute-Cour nationale, formée de membres du Tribunal de cassation et de Hauts-jurés, connaîtra des délits des ministres et agens principaux du Pouvoir exécutif, et des crimes qui attaqueront la sûreté générale de l'État, lorsque le Corps législatif aura rendu un décret d'accusation.

« Elle ne se rassemblera que sur la proclamation du Corps législatif....

La Constitution du 5 fructidor an III portait : « Tit. VI. — *Art.* 252. — Les ministres sont respectivement responsables, tant de l'inexécution des lois que de l'inexécution des arrêtés du Directoire ».

Cette même Constitution du 5 fructidor an III, ordonnait aussi qu'il y aurait une Haute-Cour de justice pour juger les accusations admises par le Corps législatif contre les membres du Directoire exécutif.

Nous avons rapporté, ci-dessus, les dispositions de cette Constitution à cet égard (a).

L'Acte Constitutionnel du 22 frimaire an VIII, contient les dispositions suivantes : « *Art.* 72. Les ministres sont responsables, 1<sup>o</sup> de tout acte du Gouvernement signé d'eux et déclaré inconstitutionnel par le Sénat; 2<sup>o</sup> de l'inexécution des lois et des réglemens d'administration publique; 3<sup>o</sup> des ordres particuliers qu'ils ont donnés, si ces ordres sont contraires à la Constitution, aux lois et aux réglemens.

« *Art.* 73. Dans le cas de l'article précédent, le Tribunat dénonce le ministre par un acte sur lequel le Corps législatif délibère dans les formes ordinaires, après avoir entendu ou appelé le dé-

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. x, pag. 453.



noncé. Le ministre mis en jugement par le Corps législatif est jugé par une Haute-Cour sans appel et sans recours en cassation.

« La Haute-Cour est composée de juges et de jurés. Les juges sont choisis par le Tribunal de cassation et dans son sein ; les jurés sont pris dans la liste nationale » (a).

Aucun article du Sénatus-Consulte organique du 16 thermidor an X n'avait rapport à cette partie importante de l'organisation judiciaire ; mais on peut voir à ce sujet celui du 28 floréal an XII, tit. VIII, art. 101 et suiv.

L'Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire du 23 avril 1815 portait : « Tit. IV, *Des Ministres et de la Responsabilité.* — Art. 38. Tous les actes du Gouvernement doivent être contresignés par un ministre ayant département.

« Art. 39. Les ministres sont responsables des actes du Gouvernement signés par eux, ainsi que de l'exécution des lois.

« Art. 40. Ils peuvent être accusés par la Chambre des représentans, et sont jugés par celle des Pairs.

« Art. 41. Tout ministre, tout commandant d'armée de terre ou de mer peut être accusé par la Chambre des représentans, et jugé par la Chambre

---

(a) Voy., ci-dessus, vol. I, pag. 457.

des Pairs, pour avoir compromis la sûreté ou l'honneur de la nation.

« *Art. 42.* La Chambre des Pairs, en ce cas, exerce, soit pour caractériser le délit, soit pour infliger la peine, un pouvoir discrétionnaire.

« *Art. 43.* Avant de prononcer la mise en accusation du ministre, la Chambre des représentants doit déclarer qu'il y a lieu à examiner la proposition d'accusation.

« *Art. 44.* Cette déclaration ne peut se faire qu'après le rapport d'une commission de soixante membres tirés au sort. Cette commission ne fait son rapport que dix jours au plus tôt après sa nomination.

« *Art. 45.* Quand la Chambre a déclaré qu'il y a lieu à examen, elle peut appeler le ministre dans son sein pour lui demander des explications. Cet appel ne peut avoir lieu que dix jours après le rapport de la commission.

« *Art. 46.* Dans tout autre cas, les ministres ayant département ne peuvent être appelés ni mandés par les Chambres.

« *Art. 47.* Lorsque la Chambre des représentants a déclaré qu'il y a lieu à examen contre un ministre, il est formé une nouvelle commission de soixante membres tirés au sort, comme la première, et il est fait, par cette commission, un nouveau rapport sur la mise en accusation. Cette commission ne fait

son rapport que dix jours après sa nomination.

« *Art. 48.* La mise en accusation ne peut être prononcée que dix jours après la lecture et la distribution du rapport.

« *Art. 49.* L'accusation étant prononcée, la Chambre des représentants nomme cinq commissaires pris dans son sein, pour poursuivre l'accusation devant la Chambre des Pairs.

« *Art. 50.* L'*art. 75* du tit. VIII de l'Acte constitutionnel du 22 frimaire an VIII, portant que les agens du Gouvernement ne peuvent être poursuivis qu'en vertu d'une décision du Conseil d'état, sera modifié par une loi ».

Enfin, la Charte constitutionnelle du 4 juin 1814 porte aussi et à peu près dans les mêmes termes que l'Acte additionnel aux Constitutions : « *Art. 55.* La Chambre des Députés a le droit d'accuser les ministres et de les traduire devant la Chambre des Pairs, qui, seule, a celui de les juger.

« *Art. 56.* Ils ne peuvent être accusés que pour fait de trahison ou de concussion. Des lois particulières spécifieront cette nature de délits et en détermineront la poursuite » (a).

(a) Sous le ministère de M. Laisné, une Commission composée d'hommes recommandables par leur expérience et leurs lumières, de Pairs de France, de conseillers d'état, fut réunie pour la rédaction des lois organiques

*Censure et Jugement des Membres de l'une  
et de l'autre Chambre représentative, pen-  
dant la durée de leurs fonctions.*

En traitant, dans le titre 1<sup>er</sup> de ce chapitre, de l'organisation du Pouvoir législatif, nous

---

de la Charte; il y a lieu de croire cependant qu'ils ne purent parvenir à s'entendre ou qu'ils éprouvèrent quelque autre obstacle, puisque leurs travaux n'eurent pas de suite et qu'ils n'eurent aucun résultat connu. Relativement à l'exécution de cet *art.* 55 de la Charte, entre autres, plusieurs membres de la Commission pensèrent, dit-on, que le mot *accuser* employé dans cet article devait s'entendre dans le sens de *dénoncer*, et qu'en conséquence il n'en résultait pas exclusion formelle de la faculté d'accusation, devant appartenir de droit aussi bien à la Chambre des Pairs qu'à la Chambre des Députés : mais les termes de cet article sont trop formels, ce nous semble, pour que cette interprétation soit admissible tant qu'il subsistera; et peut-être serait-il plus naturel de penser, au contraire, que le droit exclusif d'accusation attribué à la Chambre des Députés, ne serait cependant pas destructif de celui que pourrait exercer la Chambre des Pairs de dénoncer les faits parvenus à sa connaissance à la Chambre des Députés, pour que celle-ci formât par suite son accusation. Mais alors subsiste toujours le grave inconvénient de reconnaître, de constituer, sinon l'accusateur, du moins le dénonciateur, pour juge.

avons vu que les membres des Chambres représentatives nationales ne doivent constitutionnellement être soumis à aucune responsabilité pour raison de la manifestation de leurs opinions, soit dans des discours improvisés à la tribune, soit même dans des écrits médités et plus réfléchis (a). Ce serait nuire à leur indépendance, la paralyser en quelque sorte; et le mal qui résulterait de l'état d'engourdissement et de mort ou d'inertie qui serait ainsi provoqué dans les scrutateurs et contradicteurs naturels et nécessaires des agents de la Puissance exécutive, serait beaucoup plus grave et plus étendu dans ses nombreuses conséquences, que ne peut l'être dans un Gouvernement fortement constitué l'énonciation d'un faux principe, d'un sophisme, d'une opinion déraisonnable, d'une assertion, d'une phrase ou même d'une doctrine criminelle.

Mais quelles que soient les mesures que

---

(a) (Voy. ci-dessus, entre autres, vol. vi, pag. 218, 235.)

— En Angleterre, jamais la responsabilité ni l'exclusion des membres de la Chambre des communes n'ont lieu pour la manifestation des opinions à la tribune.

doit prescrire la Constitution pour éclairer et diriger le choix des collèges électoraux et pour le fixer sur des hommes honorables et dignes de l'estime de leurs concitoyens (a), quelles que soient les qualités et les garanties de sagesse et de moralité que puissent en général réunir en leur personne les membres de la représentation nationale (b), la Loi constitutionnelle et fondamentale n'en doit pas moins prévoir le cas non strictement impossible où pendant la durée de ces fonctions un membre de l'une ou de l'autre Chambre serait présumé coupable d'un crime ou délit quelconque ou simplement de quelque infraction aux obligations et injonctions, défenses et prohibitions que doit formellement leur imposer cette même Loi fondamentale de l'État.

En sorte qu'à leur égard se reproduisent aussi les trois questions de savoir : 1<sup>o</sup> s'il y a quelque différence à établir relativement aux crimes ou délits qui pourraient avoir été commis par eux dans l'exercice ou hors de l'exer-

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. vii, pag. 297 et suiv.

(b) *Ibid.*, vol. vi, pag. 7 et suiv.

cice de leurs fonctions; 2° par qui l'accusation doit être intentée et poursuivie; et 3° quelle est l'autorité compétente et qui doit être appelée à prononcer.

1° et 2° Si les moyens de décision qui ont été développés dans l'article précédent, ne sont pas ici applicables dans toute leur étendue aux deux premières questions que nous venons de rappeler, quelques considérations importantes doivent, ce nous semble, y suppléer et déterminer à les résoudre de la même manière; et parmi ces considérations se trouvent, entre autres, celles qui sont appuyées sur l'éminence des fonctions représentatives nationales, sur les égards, le respect dont celui qui en est revêtu ne peut cesser d'être environné lorsqu'il n'est encore que prévenu, et quelquefois même après la condamnation, et sur la solennité avec laquelle doivent avoir lieu l'accusation, l'instruction qui y est relative, et le jugement qui doit en être la suite.

L'expérience d'ailleurs prouve-t-elle assez que l'on puisse compter beaucoup, au moins dans l'état actuel des choses, sur l'indépendance d'un tribunal inférieur si le jugement

d'un député connu pour faire partie de ce que l'on appelle aujourd'hui l'opposition, est déféré à ce tribunal (a)?

3° Quant à la troisième question relative à la compétence de l'autorité qui doit être appelée à prononcer, il nous semble aussi qu'il suffirait de faire remarquer que, quand il serait possible (ce qu'ici, par exemple, l'expérience de tous les temps et même la plus récente, est d'ailleurs bien loin de faire présumer) qu'une Chambre représentative pût conserver en jugeant l'un de ses membres, cette exacte et scrupuleuse impartialité sans laquelle il n'y a véritablement ni justice ni jugement, il est certain et bien manifeste que généralement l'on n'y ajoutera pas foi, par cette raison fort simple que la majorité qui croit devoir accuser

---

(a) A cette occasion, nous devons indiquer comme se rattachant à ce sujet d'une manière assez immédiate, plusieurs articles insérés dans la feuille du Constitutionnel, sur le régime des prisons, par M. Alexandre de La Borde, et particulièrement l'un de ces articles relatif en partie au procès et à la condamnation de M. Kœchlin, député du Haut-Rhin. (Voy., entre autres, le Constitutionnel des lundi 19 et mardi 20 mai 1823, nos. 139 et 140.)



se trouve être aussi la majorité qui condamne et qui se constitue ainsi tout à la fois juge et partie dans une même cause.

Mais nous rappelons et invoquons encore ici le grand et salutaire principe de la distinction des Pouvoirs et le souvenir de tous les dangers qui ont toujours été la conséquence, la suite inévitable de leur cumulation, c'est-à-dire, de l'infraction de ce premier principe du Droit constitutionnel, et d'organisation.

Ainsi, nous reconnâtrons que l'on doit admettre de même pour principe fondamental que les membres des Chambres représentatives nationales seront jugés, sur l'accusation de l'une ou de l'autre Chambre, par la Cour suprême de justice et de cassation, sections réunies, et ce, pour tous les crimes, délits, ou infractions à leurs devoirs constitutionnels, présumés commis par eux pendant la durée de leurs fonctions, soit dans l'exercice, soit hors de l'exercice de ces mêmes fonctions.

Et si l'on objectait que l'éminence même de ces fonctions, sur laquelle nous nous appuyons pour déterminer la compétence de la Cour suprême, doit au contraire être prise et considérée

comme un motif d'exclusion à cet égard ; que , du moins en ce qui concerne l'une des deux Chambres ( la Chambre des pairs , par exemple , dans l'état d'organisation présentement existant en France ) , la haute dignité de cette Chambre s'oppose à l'application du principe , quelque vrai qu'il soit en lui-même ; que , relativement aux membres de cette Chambre ( aujourd'hui héréditaire ) , il doit y être dérogé , par la raison que , dans quelque branche de l'organisation que ce soit , aucun Corps constitué ne peut être à son niveau et ne correspond au rang qu'elle occupe dans la principale branche de cette Organisation sociale ; nous répondrions d'abord qu'il ne peut jamais être question que du jugement d'un ou de quelques membres pris isolément , et non pas du Corps entier . Ensuite , il est entièrement contraire au droit et à la raison de penser que la Cour suprême de justice et de cassation ne doive pas être placée par la Loi constitutionnelle au même rang que l'une ou l'autre des deux Chambres représentatives nationales ; elle est au fait de l'une des trois branches principales de l'Organisation sociale , de même que

es deux Chambres représentatives sont l'une et l'autre au sommet d'une autre de ces mêmes branches : mais de plus, lorsque les trois Sections de cette Cour suprême se trouveront réunies, le Corps judiciaire constitué par leur ensemble, occupera seul ce centre, cette sommité de l'Organisation, tandis que l'une ou l'autre Chambre représentative n'est qu'un démembrement, une des trois parties distinctes dont le Pouvoir législatif se compose. Il est facile au Pacte constitutionnel de consacrer et de mettre en pleine vigueur ces principes d'ordre et de droit par une disposition formelle et précise ; mais, quelle que soit la force de semblables dispositions, tant qu'elles ne seront pas en harmonie parfaite avec ces mêmes principes de raison, de droit, d'équité naturelle, elles n'auront jamais le degré de stabilité auquel elles doivent tendre, elles seront elles-mêmes une cause certaine de changement, de vacillation, et provoqueront sans cesse ce désir de perfectionnement et d'amélioration qu'elles doivent se proposer de satisfaire.

Enfin, nous ajoutons que quelles que fussent même l'éminence et la supériorité que l'on

prétendit devoir attribuer, par les termes de la loi, à l'une ou à l'autre des Chambres, toujours serait-il vain, illusoire et sans raisons solides de prétendre qu'un Corps de magistrature suprême et placé au degré le plus haut de la hiérarchie judiciaire, ne serait pas assez élevé encore pour être une autorité compétente lorsqu'il serait question de prononcer sur une accusation dirigée non pas contre les Chambres ou contre l'une d'elles, mais seulement sur un ou quelques-uns de leurs membres, dénoncés, poursuivis et mis en jugement par l'une ou par l'autre de ces Chambres mêmes.

Nous ne pensons donc pas que, sous aucun rapport, l'objection fût fondée, et sans doute elle n'aura pas assez de force pour résister long-temps encore à l'admission, à l'application exacte et scrupuleuse du principe (a).

---

(a) Nous pourrions citer plusieurs faits en preuve de quelques-unes des assertions renfermées dans cet article; nous nous bornerons à transcrire quelques passages des discours prononcés à la Chambre des Députés dans la session de 1823, lors du jugement et de l'exclusion prononcée contre M. Manuel. Il est d'abord à remarquer

## Aperçu de la Législation.

Aux termes de la Constitution du 3 septembre 1791, tit. III, chap. III, section 1<sup>re</sup>, *article 4*, le

---

que, par une sorte de pressentiment, M. Manuel, dans la séance du 2 février 1822, faisait déjà la réflexion suivante : « Lorsque l'Assemblée législative s'empara du droit de juger les personnes, elle usurpa ce droit : car il ne lui était (et ne devait être) accordé par aucune loi. D'encore en encore, et par une suite d'abus, elle finit par se constituer juge de tous ceux qui lui déplaisaient : et vous savez que ce ne sont pas seulement ses propres enfans que l'Assemblée législative dévora; elle a dévoré beaucoup d'autres victimes. Vous n'êtes point encore arrivés au même résultat; mais vous avez fait le premier pas. Toutes les fois qu'on fait des lois pareilles, on n'a en vue que la situation actuelle; mais souvenez-vous que lorsqu'en 1816 vous veniez à cette tribune, vous plaindre de la loi sur la liberté individuelle, un de nos collègues vous disait avec raison, subissez les conséquences de cette loi, parce que c'est vous qui l'avez faite. » (Chambre des Députés, session de 1821, séance du 2 février 1822. — *Voy.* le *Courrier français* du lundi 4, n° 35.)

Et, dans la séance du 27 février 1823, le même membre disait encore, en répondant à la proposition dirigée contre lui par M. de La Bourdonnaie : « Supposer qu'une Chambre pût à son gré réduire la représentation nationale selon que ses intérêts ou ses passions l'exigeraient, ne serait-ce pas admettre un principe subversif de toute espèce de

Corps législatif avait le droit de discipline sur ses membres ; mais il ne pouvait prononcer de puni-

---

constitution ? Je n'en dirai pas davantage , car sur de telles questions , il suffit d'énoncer les principes pour en faire sentir la justice.

Il ne faut pas chercher le droit qu'on veut vous attribuer , dans les règles de conservation ou de justice ; il faut le chercher dans l'esprit de parti , dans les monumens de toutes les factions en France.....»

— M. de Saint-Aulaire, sur le même sujet, dans la séance du 3 mars, s'exprimait ainsi : « Pensez-y bien, si le motif de votre jugement, si le crime atroce n'est évidemment établi, ce sentiment d'horreur et d'effroi, que vous aurez voulu appeler sur la tête de l'un de vos membres, c'est sur vous qu'il retomberait.

« Je n'exagère rien ; cette alternative, ce n'est pas moi, mais votre rapporteur, l'accusateur lui-même, qui l'établit. Si vous fixez sur ce point votre attention, vous sentirez bien que, pour prononcer la peine, il ne suffit pas que vous ayez la conviction que le crime a été commis, mais qu'il faut encore qu'il soit évident, palpable pour tous ; il faut que vous puissiez faire sortir cette conviction de cette enceinte, pour la faire partager à la France. Si vous ne pouvez parvenir à l'établir, comment répondrez-vous aux accusations qui ne manqueront pas de s'élever et de s'accumuler contre vous ? On dira que vous avez violé les droits d'un député, les droits du département qui l'a nommé ; que vous avez ébranlé les fondemens de la constitution, pour obéir à des passions

tion plus forte que la censure, les arrêts pour huit jours, ou la prison pour trois jours; et suivant

---

de haine et de vengeance, pour vous débarrasser d'un homme qui vous avait irrités, et dont vous redoutiez les talens.

« Oui, il faut que la conviction de la culpabilité de l'orateur que vous voulez condamner soit acquise à toute la France, ou que vous restiez vous-mêmes sous le poids de la peine infamante que vous aurez prononcée contre lui.

« M. le rapporteur n'était pas sans doute préoccupé de cette idée quand il vous disait qu'il s'abstiendrait de rappeler le crime de l'accusé, de peur de ne pas le faire avec la modération qui appartient au ministère accusateur. M. le rapporteur s'est borné à vous rappeler que vous avez éprouvé une impression violente en écoutant M. Manuel; c'est au souvenir de cette impression de colère qu'il fait un appel; ce sont de tels souvenirs qu'il invoque; c'est sous l'empire de ces souvenirs de colère qu'il vous demande de prononcer la peine; parodiant ainsi les paroles d'un ancien, qui disait à son esclave : *je te battrais si je n'étais en colère*; M. le rapporteur vous dit : *frappez, flétrissez mon accusé, parce qu'il vous a mis en colère*. Ce système dangereux est odieux, atroce; il soulèvera, je n'en doute pas, toute personne qui aura le sentiment de dignité qui convient à des juges.

« Vous avez en ce moment à examiner si l'impression de colère que vous avez éprouvée dans un premier moment, ne vous a pas entraînés. Les passions les plus

cette même Constitution, tit. III, chap. v, art. 23, une Haute-Cour nationale, formée de membres

---

légitimes sont compagnes de l'erreur. Avez-vous bien compris le sens d'une phrase que vous avez interrompue? L'orateur ne peut-il pas avoir été infidèle à sa propre pensée? et l'explication qu'il vous donne aujourd'hui ne doit-elle pas détruire vos premières impressions? Ces questions, pour être résolues, supposent des esprits calmes, paisibles, dégagés de toute prévention; et c'est lorsque vous avez une telle mission à remplir, que l'accusateur place votre impartialité sous la garde de vos souvenirs de colère? Et moi aussi, j'invoque les souvenirs, mais pour un motif différent. Je vous dirai : vous avez été emportés par une violente colère..., dans une profonde indignation. Cette passion vous a entraînés dans les plus grands désordres. Souvenez-vous-en : vous avez quitté tumultueusement vos bancs, vous avez assailli la tribune, vous avez hué votre accusé; dans l'Europe civilisée, c'est un spectacle bizarre qu'un accusé hué par ses juges ! Vainement le président a essayé de vous ramener à l'ordre, de vous rappeler aux sentimens des convenances, de votre propre dignité. La passion était la plus forte.

« Eh bien, ce sont là les souvenirs que j'invoque : êtes-vous bien sûrs qu'il ne reste pas quelque levain dans vos cœurs ? Pouvez-vous répondre que, plus vertueux que tous les autres hommes, vous pourrez regarder aujourd'hui, sans animosité, l'homme que vous traitiez hier avec tant de prévention ? cela n'est pas présumable ; mais, si cela était, pourriez-vous le persuader au public ? je ne



du Tribunal de cassation et de Hauts-jurés, devait connaître non-seulement des délits des ministres et

---

le pense pas. Les détails que je viens de rappeler, sont connus de toute la France; on verra que c'est le même citoyen qui a été odieusement outragé par vous, que vous jugez aujourd'hui, contre qui vous prononcez une peine infamante. Eh bien, j'ose vous le prédire, il n'est en France aucun homme généreux qui ne se prononce contre vous; aucun cœur honnête qui ne plaigne M. Manuel, et ne vous accuse de l'avoir traité plutôt comme ses ennemis que comme ses juges. »

— « Les députés, disait aussi M. Royer-Collard, seront destituables comme les agens de l'administration; avec cette différence dans la condition des uns et des autres, que les agens de l'administration sont destituables par le pouvoir qui les a nommés, et auquel ils sont soumis, au lieu que les députés de la minorité seront destituables par la majorité contre laquelle ils ont été nommés et qu'ils sont appelés à combattre sans cesse. J'aurais honte d'en dire davantage sur ce point; le bon sens parle plus haut que je ne pourrais le faire.....

« Depuis trois ans, on se plaint de l'abus de la parole et de la licence de la tribune. Je ne suis pas le protecteur de la licence, et toute espèce d'excès m'est odieuse. Je dirai cependant avec franchise, qu'il y a dans ces plaintes, de l'exagération, de l'injustice, et trop peu d'attention à la nature et aux besoins du Gouvernement représentatif. Qu'on veuille y réfléchir; la liberté illimitée des discussions et l'inviolabilité de la parole sont ses conditions

agens principaux du Pouvoir exécutif, mais encore, en général, des crimes qui attaqueraient la sûreté de l'État, lorsque le Corps législatif aurait

---

absolues. Cette vérité est maintenant vulgaire ; mais, quoiqu'on l'accepte en théorie, on en supporte avec chagrin les conséquences dans la pratique. Je dirais bien pourquoi ; mais ce n'est ni le temps ni le lieu. En deux mots, le Gouvernement représentatif n'a pas devancé nos besoins, mais il a devancé nos mœurs. Nous avons besoin d'apprendre longuement et par des expériences répétées, que la plupart des dangers qui nous effraient sont imaginaires. Cependant le Gouvernement représentatif porte ce fardeau immense de la peur qu'il nous fait, et quelquefois il y succombe.....

« Y a-t-il quelque chose à faire dans l'avenir ? Vous êtes placés entre la liberté illimitée qui est la vie du Gouvernement représentatif, et la limitation de cette liberté, qui est son tombeau. Choisissez. Il ne peut s'élever qu'un doute dans vos esprits ; l'inviolabilité de la majesté royale commande-t-elle quelques limitations ? Les ministres du Roi sont les gardiens naturels de cet intérêt suprême ; ils assistent à nos débats ; plusieurs sont membres de cette Chambre ; c'est à eux de savoir si le trône a besoin d'une autre garantie que notre respect et notre amour. S'ils le pensent, qu'ils proposent une loi. Ce n'est point à moi d'indiquer ce qu'elle doit contenir, et de caractériser ce qu'elle doit réprimer ; je dirai seulement que ces délits doivent être si clairement définis et tellement restreints que, si la majorité est une faction, la minorité reste en

rendu un décret d'accusation. (*Voy.* ci-dessus, vol. x, pag. 448).

La Constitution du 5 fructidor an III portait

---

état de le lui dire chaque jour ; et pour qu'elle le puisse, il est indispensable que cette majorité ne soit en aucun cas son juge. En un mot, le jour où il y aura des crimes de la tribune, comme il y a des crimes de trahison, les garanties du ministre sont dues au député. Si cette loi était rendue, M. Manuel pourrait encore être accusé par la majorité de cette Chambre ; *mais il trouverait une justice plus importante devant d'autres juges.* »

M. André d'Aubières, tout en votant pour l'adoption de la proposition de la commission, a reconnu les vérités suivantes : « Par cela seul que l'article 34 de la Charte donne à la Chambre des pairs le droit de juger ses propres membres, elle le refuse à la Chambre des députés, et aucune induction ne saurait l'établir : ce serait porter une atteinte évidente à la Charte que de vouloir se l'arroger ; que l'on éloigne donc de cette question toute idée de procédure et d'instruction criminelle ; suivant la Charte et le droit public de la France, toute justice émane du Roi, et elle ne peut être administrée en son nom, que par les juges qu'il institue. (*Voy.* ci-dess., vol. viii, pag. 247 et suiv.) Les tribunaux ordinaires, sont (quant à présent) nos seuls juges, et ce que l'on appelle l'inviolabilité d'un député, terme, au reste, qui n'est point dans la Charte, ne consiste qu'à suspendre la contrainte par corps contre lui pendant un certain temps, et à ne pouvoir être pendant la durée des sessions, poursuivi ni

textuellement : — « Tit. v. *Pouvoir législatif.* — *Dispositions générales.* — Art. 62. Les deux Conseils (le

---

arrêté en matière criminelle sans un permis de la Chambre. Toutefois, si le député n'est pas réellement inviolable en sa personne, il est vrai de dire que, d'après la loi du 26 mai 1819, il l'est dans ses discours. L'art. 21 de cette loi porte que les discours prononcés dans le sein de cette Chambre, ne peuvent donner lieu à aucune action, et toute disposition pénale s'arrête au pied de cette tribune; placé à sa hauteur, le député est à l'abri de toute poursuite de la part des tribunaux; il jouit pour ses paroles d'une impunité légale : ainsi le veut la loi.

« Il ne servirait donc de rien, dis-je, d'usurper un pouvoir que la Charte nous refuse, puisque quand bien même nous nous constituerions juges, nous ne pourrions légalement appliquer aucune peine..... »

M. Tronchon, en votant le rejet de la proposition, a dit encore : « Dans le système que votre commission vous propose d'adopter, le droit des électeurs n'a plus de valeur que celle qu'il conviendra à votre bon plaisir de lui laisser. Enfants dénaturés, vous anéantissez ainsi le droit par lequel nous existons ici, et la première base de l'ordre social établi par la Charte est totalement renversée.

« Je demande ensuite à cette honorable commission, comment elle a pu oublier à ce point ce que doit être un député? Comment elle a pu ne pas sentir toute l'inconvenance de rendre sa situation tellement précaire, que, dans une Chambre délibérante, il se trouve perpétuelle-

Conseil des anciens et le Conseil des cinq-cents) ont respectivement le droit de police sur leurs membres ; mais ils ne peuvent prononcer de peine plus forte que la censure, les arrêts pour huit jours, et la prison pour trois....

« *De la garantie des membres du Corps législatif.*  
— Art. 110. Les citoyens qui sont ou ont été membres du Corps législatif ne peuvent être recherchés,

ment exposé au caprice d'une majorité dont il ne fait point partie, et qui s'irrite bientôt lorsqu'elle trouve de la résistance ? Où sera cette liberté de discussion, cette indépendance d'opinion, dont l'auteur de la Charte a si bien senti la nécessité, que pour la mieux assurer, il n'a pas craint de soustraire le député au pouvoir de la loi, pendant la durée de ses fonctions législatives (voy., sur la question de savoir si cela devrait être, ci-dessus, vol. VI, pag. 216 et 217) ? Ah ! quels fruits amers porteraient de semblables doctrines, si malheureusement elles s'établissaient ! Je ne sais comment il est possible que vous-mêmes n'en soyez point effrayés..... »

M. le général Foy : « Le principe de l'exclusion une fois admis, qui empêchera de l'étendre à vingt, à trente députés, et qui empêchera de l'appliquer aussi à la Chambre des pairs ? Si ce principe est admis sans modification, la Souveraineté résidera désormais dans la majorité actuelle des Chambres ; elle ne résidera plus dans le grand Corps politique, composé du Roi et des deux Chambres ». (Voy. les Moniteurs du vendredi 28 février, mardi et mercredi, 4 et 5 mars 1823, nos 59, 63 et 64.)

accusés ni jugés en aucun temps, pour ce qu'ils ont dit ou écrit dans l'exercice de leurs fonctions.

« *Art. 111.* Les membres du Corps législatif, depuis le moment de leur nomination jusqu'au trentième jour après l'expiration de leurs fonctions, ne peuvent être mis en jugement que dans les formes prescrites dans les articles qui suivent.

« *Art. 112.* Ils peuvent, pour faits criminels, être saisis en flagrant délit, mais il en est donné avis, sans délai, au Corps législatif; cette poursuite ne pourra être continuée qu'après que le Conseil des cinq-cents aura proposé la mise en jugement, et que le Conseil des anciens l'aura décrétée.

« *Art. 113.* Hors le cas du flagrant délit, les membres du Corps législatif ne peuvent être amenés devant les officiers de police, ni mis en état d'arrestation, avant que le Conseil des cinq-cents n'ait proposé la mise en jugement, et que le Conseil des anciens ne l'ait décrétée.

« *Art. 114.* Dans les cas des deux articles précédens, un membre du Corps législatif ne peut être traduit devant aucun autre tribunal que la Haute-Cour de justice.

« *Art. 115.* Ils sont traduits devant la même Cour pour les faits de trahison, de dilapidation, de manœuvres pour renverser la Constitution, et d'attentat contre la sûreté intérieure de la République.

« *Art. 116.* Aucune dénonciation contre un mem-

bre du Corps législatif ne peut donner lieu à poursuite, si elle n'est rédigée par écrit, signée et adressée au Conseil des cinq-cents.

« *Art. 117.* Si, après avoir délibéré en la forme prescrite par l'*art. 77*, le Conseil des cinq-cents admet la dénonciation, il le déclare, etc....

« *Art. 118.* L'inculpé est alors appelé : il a, pour comparaître, un délai de trois jours; et lorsqu'il comparaît, il est entendu dans l'intérieur du lieu des séances du Conseil des Cinq-Cents.

« *Art. 119.* Soit que l'accusé se soit présenté, ou non, le Conseil des Cinq-Cents déclare, après ce délai, s'il y a lieu ou non, à l'examen de sa conduite.

« *Art. 120.* S'il est décidé par le Conseil des Cinq-Cents qu'il y a lieu à examen, le prévenu est appelé par le Conseil des anciens : il a pour comparaître un délai de deux jours francs; et s'il comparaît, il est entendu dans l'intérieur du lieu des séances du Conseil des anciens.

« *Art. 121.* Soit que le prévenu se soit présenté, ou non, le Conseil des anciens, après ce délai, et après en avoir délibéré dans les formes prescrites par l'*art. 91*, prononce l'accusation, s'il y a lieu, et renvoie l'accusé devant la Haute-Cour de justice, laquelle est tenue d'instruire le procès sans aucun délai.

« *Art. 122.* Toute discussion, dans l'un et dans

l'autre Conseil, relative à la prévention ou à l'accusation d'un membre du Corps législatif, se fait en conseil-général.

« Toute délibération sur les mêmes objets est prise à l'appel nominal et au scrutin secret.

« *Art. 123.* L'accusation prononcée contre un membre du Corps législatif entraîne suspension.

« S'il est acquitté par le jugement de la Haute-Cour de justice, il reprend ses fonctions....

« *Art. 265.* Il y a une Haute-Cour de justice pour juger les accusations admises par le Corps législatif, soit contre ses propres membres, soit contre ceux du Directoire exécutif.... » ( *Voy. ci-dessus*, vol. I, pag. 453 ).

L'Acte constitutionnel du 22 frimaire an VIII, contenait les dispositions suivantes : « Tit. VI, *art. 69.* Les fonctions des membres soit du sénat, soit du Corps législatif, soit du Tribunat, celles des Consuls et des Conseillers d'état, ne donnent lieu à aucune responsabilité.

« *Art. 70.* Les délits personnels emportant peine afflictive ou infamante, commis par un membre soit du Sénat, soit du Tribunat, soit du Corps législatif, soit du Conseil d'état, sont poursuivis devant les tribunaux ordinaires, après qu'une délibération du Corps auquel le prévenu appartient, a autorisé cette poursuite.

« *Art. 71.* Les ministres prévenus de délits privés



important peine afflictive ou infamante, sont considérés comme membres du Conseil d'état ».

La Charte constitutionnelle du 4 juin 1814 porte :

« *Art. 32.* Toutes délibérations de la Chambre des pairs sont secrètes.

« *Art. 33.* La Chambre connaît des crimes de haute trahison et des attentats à la sûreté de l'État, qui seront définis par la loi.

« *Art. 34.* Aucun pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre, et jugé que par elle en matière criminelle....

« *Art. 51.* Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un membre de la Chambre (des Députés) durant la session, et dans les six semaines qui l'auront précédée ou suivie.

« *Art. 52.* Aucun membre de la Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que la Chambre a permis sa poursuite ».

— *Voy.*, relativement au jugement des Pairs et des membres de la Chambre des communes en Angleterre, BLACKSTONE, Commentaires, entre autres, vol. VI, liv. IV, chap. XIX, pag. 97 et suiv.

*Jugement des Membres de la Cour suprême, relativement aux crimes et délits commis dans ou hors l'exercice de leurs fonctions.*

Les membres de la Cour suprême ne sont

pas non plus exempts de l'observation de plusieurs devoirs constitutionnels. Dans la vue de mettre leur indépendance à couvert des séductions puissantes et des faiblesses dangereuses de la reconnaissance même, la Loi fondamentale doit particulièrement leur imposer, ainsi qu'aux membres des Chambres représentatives nationales, certaines obligations de s'abstenir de solliciter ni même accepter aucuns dons, graces ni faveurs émanant de la munificence du Chef de la Puissance exécutive (a).

Sous le rapport d'ailleurs des crimes et délits, soit en matière d'état, soit en matière criminelle et correctionnelle, quelque confiance que doivent inspirer de si nobles fonctions, les services, les talents, les lumières et les vertus qui les y auront portés, ils sont hommes cependant, et comme tels, aux yeux du Publiciste et du Législateur, ils ne sont pas infallibles.

Donc, s'ils peuvent devenir coupables, il faut aussi qu'ils puissent être jugés; et par conséquent on doit encore poser et résoudre à leur

---

(a) (*Voy. ci-dessus, vol. x, pag. 551 et suiv.*).

gard les trois questions précédemment examinées en ce qui concerne les ministres et tous fonctionnaires administratifs, et relativement aux membres des deux Chambres représentatives nationales.

Des moyens de décision et des considérations non complètement identiques, du moins assez analogues, s'appliquent aux deux premières, en déterminent de même la solution.

Quant à la troisième, elle présente en apparence plus de difficulté et d'incertitude; et surtout, prenant toujours pour base le principe fondamental de la distinction des trois puissances, la nécessité de ne pas déplacer et confondre dans les mêmes mains, sous peine d'infraction, aucune portion de leurs attributions naturelles; le danger éminent des commissions temporaires ou extraordinaires (a),

---

(a) « Je ne crains point d'avancer, dit l'auteur de la *Science du Gouvernement*, qu'un bon prince doit rarement ôter la connaissance des causes criminelles aux juges ordinaires, pour les faire juger par des commissaires. L'histoire remarque avec éloge, que Henri IV, roi de France, ne fit jamais faire le procès par des commissaires, à qui que ce soit, quoique cette voie lui fût

enfin, les garanties réelles résultant de la solennité d'un jugement prononcé par les trois

---

souvent proposée. Ce n'est guère qu'à de grands seigneurs qu'on donne des commissaires. L'honneur et la vie des premières personnes de l'État doivent-ils être confiés à des juges rassemblés au hasard, à ces séances arbitraires qui n'ont point de stabilité et qui disparaissent presque au moment qu'elles sont formées? Que peut-il y avoir de plus suspect et de plus redoutable à des accusés, que des juges établis exprès contre eux, et qui, à regarder les exemples du passé, ont toujours su condamner et jamais absoudre? Tout ce qui n'est point ordinaire est suspect au peuple. Un innocent condamné par ses juges naturels passe toujours pour coupable; un coupable condamné par des commissaires, laisse toujours au public et à la postérité, quelque soupçon d'innocence; témoin la réponse de Célestin de Marcoussy à François I<sup>er</sup>, qui, à la vue de Jean de Montaigne, plaignait ce ministre d'avoir été condamné à mort par justice. « Sire, ce n'est point *par justice* qu'il a été condamné, lui dit Marcoussy, c'est *par commissaires*. » (Voy. DE RÉAL, Science du Gouvernement, tom. VI, chap. I, section 5, § 27, pag. 72).

Le maréchal duc de Belle-Isle, dans son testament politique, dit aussi : « Il arrive quelquefois chez nous que les princes établissent, surtout en matière criminelle, une Commission pour juger, au mépris des tribunaux établis, un homme soupçonné d'un crime. Cette façon de procéder est odieuse. Ce n'est point un triste souvenir des malheurs arrivés au Surintendant, qui me fait parler

Sections principales réunies du premier Corps de la magistrature , nous avons lieu de pen-

---

ainsi ; je n'écoute , en écrivant ceci , que la gloire de mon roi et la dignité de ceux qui lui succéderont ; et je dis que les souverains , jaloux de leur gloire , ne doivent jamais employer la voie de la Commission , quand bien même les membres qui la composeraient seraient d'une intégrité à l'abri de la corruption. Les juges qui ne sont pas établis par la loi de l'État , sont toujours accusés par le peuple de s'être vendus à la haine ou à l'indulgence du ministère. Ce reproche est fondé , parce que , si l'on n'avait pas envie de sauver ou de perdre celui qu'on livre à la commission , on n'intervertirait point le cours ordinaire de la justice. Les princes qui feront un peu d'attention à cette dernière remarque , cesseront d'établir de ces sortes de commissions , ou ne connaîtront pas assez le prix de l'estime publique. » ( Chap. ix. *De la Dispensation de la justice* , pag. 176. )

M. de Montesquieu met ces sortes de Commissions extraordinaires au nombre des choses qui attaquent la liberté avec le plus de violence dans les monarchies. « La chose du monde la plus inutile au prince , dit-il , a souvent affaibli la liberté dans les Monarchies ; les Commissions nommées quelquefois pour juger un particulier. Le prince tire si peu d'utilité des Commissions , qu'il ne vaut pas la peine qu'il change l'ordre des choses pour cela. Il est moralement sûr qu'il a plus l'esprit de probité et de justice que ces Commissions , qui se croient toujours assez justifiées par ses ordres , par un obscur intérêt

ser que l'on reconnaitra généralement la nécessité d'admettre en principe pour solution de ces trois questions principales , que les

---

de l'État, par le choix que l'on a fait d'eux et par leurs craintes mêmes. Sous Henri VIII, lorsqu'on faisait le procès à un pair, on le faisait juger par des commissaires tirés de la Chambre des pairs : avec cette méthode , on fit mourir tous les pairs qu'on voulut. » ( Esprit des lois, liv. xii, chap. xxii. )

Tout esprit judicieux pensera , avec M. de Montesquieu, qu'il vaudrait mieux en effet que la justice fût administrée par le Prince lui-même ( quelques funestes qu'en puissent être les inconvénients. Voy. ci-dess., vol. iv, pag. 94 et suiv. ), que par des juges nommés par lui, et surtout par des commissions nommées extraordinairement pour le jugement de quelque affaire déjà née, lors même qu'il n'en nommerait pas directement les membres.

— « Établir des Commissions , changer l'ordre des tribunaux, dit Mably, c'est déclarer qu'on veut faire périr un innocent. » ( De la Législation ou Principes des lois. Liv. iii, chap. iv, pag. 347. )

— « Les princes qui substituent des juges forcés aux organes ordinaires de la loi, annoncent le dessein de satisfaire des vengeances, et la seule différence qu'on puisse apercevoir entre les commissaires qu'ils nomment et des assassins, c'est que les premiers se chargent d'infliger la mort en la faisant précéder de la cérémonie d'une sentence, et que les derniers la donnent eux-mêmes et sur-le-champ. Notre histoire est pleine de ces funestes exem-

membres de chacune des Chambres faisant partie de la Cour suprême de justice et de cassation seront jugés, pour crimes, délits ou infractions à leurs devoirs constitutionnels, présumés commis soit dans l'exercice, soit hors de l'exercice de leurs fonctions, sur l'accusation dirigée et poursuivie contre eux, par les parties civiles, ou par l'une ou par l'autre des deux Chambres représentatives nationales, ou par le ministère public comme agent de la Puissance exécutive, ou par la Cour suprême même; et ce, devant les trois Sections de ladite Cour réunies, en dernier ressort, sans aucun autre appel ni recours à aucune autre autorité que ce soit, et sauf néanmoins l'exercice du droit

---

ples.» (De la Justice criminelle en France, par M. Béranger, tit. 1, chap. 11, 2<sup>e</sup> part., pag. 80 *et suiv.*)

Entre autres, une Commission spéciale avait injustement condamné à mort le maréchal de Marillac. Le cardinal de Richelieu, quoique satisfait, au fond du cœur, de cet acte d'iniquité judiciaire, ne put s'empêcher de dire aux commissaires, avec le sourire amer de l'ironie : *Qu'il fallût bien reconnaître que Dieu leur avait donné des lumières surnaturelles, et qui manquent aux autres hommes, puisqu'ils avaient pu trouver de quoi condamner à mort le maréchal de Marillac.*

de grâce dans les termes et d'après les règles ordinaires. C'est ainsi qu'à Athènes le tribunal des Éphètes, tribunal suprême que Dracon avait institué, et ensuite celui de l'Aréopage que Solon lui substitua, jugeaient non-seulement les hommes les plus élevés en charges et en dignités, mais encore les membres mêmes de l'Aréopage (a). En France, autrefois, les grands et les pairs du royaume étaient jugés par les parlemens, mais il est vrai qu'alors les pairs étaient appelés à y siéger.

On pourra chercher peut-être à tirer un argument de ce que la Cour suprême se trouve ainsi appelée à juger ses propres membres (ce

---

(a) « Ces juges (de l'Aréopage), quoique revêtus d'une magistrature perpétuelle, étaient soumis à la loi générale imposée envers tous les magistrats d'Athènes, qui les obligeait de rendre compte de leur conduite dans leurs fonctions. Ils punissaient avec la dernière rigueur quiconque entre eux tombait dans la moindre prévarication. Ils étaient les seuls qui ne participaient point aux récompenses publiques, les autres magistrats d'Athènes pouvaient y prétendre; l'éminence de la vertu des aréopagites faisait toute leur récompense. » (MESNARD. Mœurs et usages des Grecs, 2<sup>e</sup> part., chap. II, pag. 155. — *Vol.* encore ci-dessus, entre autres, vol. x, pag. 552).



qui a été démontré contraire aux principes, quant au jugement des membres de l'une et de l'autre Chambre représentative par celle de ces Chambres à laquelle ils appartiennent), pour prouver que, quels que soient les efforts du Publiciste et du Législateur, il existe toujours un terme au-delà duquel l'imperfection et l'irrégularité sont inséparables des institutions humaines. Nous convenons de cette vérité; mille fois heureux cependant les peuples chez lesquels le Législateur, de même que le Publiciste, ne considérera sa carrière comme remplie et complètement terminée, que lorsqu'il aura atteint ce terme dont les bornes sont posées par la nature elle-même, ce *non plus ultra* de la perfectibilité constitutionnelle!

Aperçu de la Législation.

La Constitution du 3 septembre 1791, contient les dispositions suivantes : « Tit. III, chap. v, art. 4. Les citoyens ne peuvent être distraits des juges que la loi leur assigne, par aucune commission, ni par d'autres attributions et évocations que celles qui sont déterminées par les lois....

« *Ibid.* — Art. 27. Le ministre de la justice dénoncera au Tribunal de cassation, par la voie du com-

missaire du roi, et sans préjudice du droit des parties intéressées, les actes par lesquels les juges auraient excédé les termes de leur pouvoir.

« Le Tribunal les annulera ; et s'ils donnent lieu à la forfaiture, le fait sera dénoncé au Corps législatif, qui rendra le décret d'accusation, s'il y a lieu, et renverra les prévenus devant la Haute-Cour nationale ».

La Constitution du 5 fructidor an III, portait : « Tit. V. POUVOIR LÉGISLATIF. — *Dispositions générales.* Art. 46. Le Corps législatif ne peut exercer par lui-même, ni par des délégués, le Pouvoir exécutif, ni le Pouvoir judiciaire.... »

« Tit. VIII. POUVOIR JUDICIAIRE. — *Dispositions générales.* — Art. 204. Nul ne peut être distrait des juges que la loi lui assigne, par aucune commission, ni par d'autres attributions que celles qui sont déterminées par une loi antérieure....

« *Du Tribunal de cassation.* — Art. 262. Le Directoire exécutif dénonce au Tribunal de cassation, par la voie de son commissaire, et sans préjudice du droit des parties intéressées, les actes par lesquels les juges ont excédé leurs pouvoirs.

« Art. 263. Le Tribunal annule ces actes ; et s'ils donnent lieu à la forfaiture, le fait est dénoncé au Corps législatif, qui rend le décret d'accusation après avoir entendu, ou appelé les prévenus.

« Art. 264. Le Corps législatif ne peut annuler

un jugement du Tribunal de cassation, sauf à poursuivre personnellement les juges qui auraient encouru la forfaiture....».

D'après le Code des délits et des peines, du 3 brumaire an IV, (liv. II, tit. XVII. *Dispositions particulières sur la forfaiture et la prise à partie des juges.*—Art. 566, 567, 568, 569), la prise-à-partie ne pouvait être exercée qu'avec l'autorisation du Corps législatif, s'il s'agissait d'un membre du Tribunal de cassation, ou de la Haute-Cour de justice.

Cette autorisation ne pouvait être donnée que sur une requête présentée par la partie plaignante, et notifiée un mois avant la présentation, au juge qui en était l'objet.

La requête devait être rejetée sans examen, si la preuve de cette notification n'y était pas annexée et mentionnée expressément.

Toute prise-à-partie exercée et toute autorisation de prise-à-partie donnée en contravention à ces dispositions, devaient être déclarées nulles.

Le décret ou jugement qui permettait la prise-à-partie, devait renvoyer pour la juger devant un tribunal civil, si par la nature de l'affaire il ne pouvait y avoir lieu qu'à une condamnation de dommages-intérêts; et devant un tribunal criminel, si par la nature de l'affaire il pouvait y avoir lieu à des peines, soit correctionnelles, soit infamantes, soit afflictives, etc...

Aux termes du Sénatus-Consulte organique du

28 floréal an XII, tit. V, *art.* 101, la Haute-Cour impériale devait connaître, entre autres, des forfaitures ou prises-à-partie qui pourraient être encourues par une Cour d'appel, ou par une Cour de justice criminelle, ou par des membres de la Cour de cassation.

Ce même Sénatus-Consulte portait encore : « *Article* 108. La Haute-Cour impériale ne peut agir que sur la poursuite du ministère public. Dans les délits commis par ceux que leur qualité rend justiciables de la Cour impériale, s'il y a un plaignant, le ministère public devient nécessairement partie jointe et poursuivante, et procède ainsi qu'il est réglé ci-après....

« *Art.* 128. Les débats et le jugement ont lieu en public.

« *Art.* 129. Les accusés ont des défenseurs ; s'ils n'en présentent point, l'Archichancelier de l'empire leur en donne d'office.

« *Art.* 130. La Haute-Cour impériale ne peut prononcer que des peines portées par le Code pénal.

« Elle prononce, s'il y a lieu, la condamnation aux dommages et intérêts civils.....

« *Art.* 132. Les arrêts rendus par la Haute-Cour impériale ne sont soumis à aucun recours.

« Ceux qui prononcent une condamnation à une peine afflictive ou infamante, ne peuvent être exécutés que lorsqu'ils sont signés par l'empereur ».

---

## DIVISION DEUXIÈME.

COURS D'APPEL, DE SECOND DEGRÉ OU DE DÉPARTEMENT.  
TRIBUNAUX DE SECOND ET DE PREMIER DEGRÉ,  
DE PREMIÈRE INSTANCE OU D'ARRONDISSEMENT. JUS-  
TICES DE PAIX OU JUSTICES COMMUNALES.—ATTRI-  
BUTIONS DE CES COURS ET TRIBUNAUX.

SOMMAIRE. Sujet de cette deuxième division.

Cette deuxième division elle-même se divise naturellement en deux parties, relatives : *la première*, à l'organisation des Cours et des Tribunaux ; *la seconde*, à leurs Attributions.

## PREMIÈRE PARTIE.

ORGANISATION DES COURS D'APPEL OU DE DÉPARTEMENT,  
DES TRIBUNAUX DE SECOND ET DE PREMIER DEGRÉ OU  
D'ARRONDISSEMENT, ET DES JUSTICES DE PAIX OU JUSTICES  
COMMUNALES.

SOMMAIRE. Sujet de cette première partie.

Cette première partie se divise en cinq Sections, ayant pour titres : *la première*, Application du Principe fondamental de Centralisation et d'Uniformité à l'organisation des Cours d'appel ou de département, et des Tribunaux d'arrondissement, et des Justices communales » ; *la seconde*, « Du Nombre des membres de ces Cours et Tribunaux » ; *la troisième*, « Principes relatifs à la Nomination de ces magistrats et aux Conditions de leur éligibilité » ; *la quatrième*, « Incompatibilités, Exercice, Durée de leurs fonctions » ; *la cinquième*, « Inviolabilité, Indépendance, Publicité des séances de ces Cours et Tribunaux ».

SECTION PREMIÈRE.

*Application du Principe fondamental de Centralisation et d'Uniformité à l'organisation des Cours d'appel ou de département, des Tribunaux d'arrondissement, et des Justices communales.*

Le titre de cette première section rappelle naturellement ce que nous avons précédemment exposé, relativement à l'uniformité de la jurisprudence (a); relativement à l'application et démonstration du Principe des trois degrés de juridiction (b); relativement à la nécessité d'une hiérarchie judiciaire qui corresponde et qui se rattache, de tous les points du territoire, à un centre commun, à un sommet unique de cette branche, essentielle et distincte, de l'organisation sociale (c); enfin, relativement à la division et à la répartition des attributions de ce Corps suprême de la magistrature (d),

---

(a) *Voy. ci-dessus, vol. x, pag. 211 et suiv.*

(b) *Ibid., pag. 221 et suiv.*

(c) *Ibid., pag. 420 et suiv.*

(d) *Ibid., vol. xi, pag. 64 et suiv.*

lesquelles doivent se retrouver aussi et se répartir d'après les mêmes bases et les mêmes règles, dans les cours et tribunaux des degrés inférieurs : et il faut en substance en déduire ici que la cour suprême de justice et de cassation doit connaître non-seulement des pourvois interjetés contre les arrêts rendus par les cours d'appel ou de second degré, mais encore des jugemens rendus en second ressort par les tribunaux de première instance, ou plutôt d'arrondissement (*a*), considérés comme tribunaux d'appel à l'égard des jugemens rendus en premier ressort dans les justices de paix ou justices communales; que les cours

---

(*a*) La législation a beaucoup varié sur l'étendue des arrondissemens et sur le nombre des tribunaux dits de première instance. L'Assemblée Constituante voulut qu'il y en eut un dans chaque district; ce qui en fit monter le nombre à 541. Et comme ils furent inégalement répartis, le terme moyen fut de six à sept par département; la Convention les réduisit à un seul par département. Depuis lors, cette réduction ayant paru trop considérable, ils furent portés à 441 pour 110 départemens, ce qui donnait un terme moyen de quatre tribunaux par département. » (*Voy.*, de la Magistrature en France, etc., 3<sup>e</sup> part., chap. iv.)



d'appel ou de département doivent connaître des appels interjetés contre les jugemens rendus en premier ressort dans les tribunaux d'arrondissement; et que ces tribunaux d'arrondissement doivent pareillement prononcer en second ressort sur les appels des jugemens rendus en premier ressort par les justices communales.

En France, ce système graduel et régulier de hiérarchie judiciaire est déjà admis et établi, du moins en ce qui concerne les matières civiles, commerciales et correctionnelles : mais il importe de l'adopter aussi en matière contentieuse entre l'administration et les parties, en matière de liquidation et de comptabilité, et en matière criminelle; et pour y parvenir, il importe évidemment que, comme nous venons de le dire, l'organisation de l'Ordre judiciaire repose en entier, c'est-à-dire, à tous les degrés de juridictions secondaires, dans les cours et tribunaux inférieurs, de même que dans la cour suprême de justice et de cassation, sur l'une de ses bases essentielles et véritables : savoir, la division et répartition naturelles des attributions du Pouvoir judiciaire en trois

branches distinctes, auxquelles doivent, par conséquent, correspondre, dans chaque cour et dans chaque tribunal, trois sections principales, savoir : 1<sup>o</sup> Section civile et commerciale; 2<sup>o</sup> Section du contentieux entre l'administration et les parties, et de liquidation et comptabilité (remplissant certaines attributions en ce moment dévolues aux Conseils de préfecture); 3<sup>o</sup> Section correctionnelle et criminelle (ou tribunal de simple police, dans les communes).

Nous nous occuperons plus loin de la subdivision de chacune de ces trois sections principales à chaque degré de juridiction, et pour chacune des divisions et subdivisions départementales, cantonales et communales du territoire.

Quant à présent, pour combattre et repousser avec une nouvelle autorité les détracteurs encore trop nombreux de ce système régulier de hiérarchie judiciaire, même en ce qui concerne la partie déjà reconnue et consacrée par la législation actuelle de la France; pour appuyer d'autant plus ce que nous avons dit sur ce point dans le précédent volume de cet ou-

vrage (a), nous citerons ici le passage suivant du traité de la Magistrature en France, *considérée dans ce qu'elle fut et dans ce qu'elle doit être* : « J'ai souvent entendu soutenir, dit l'auteur de ce traité, que la cour de cassation, organisée comme elle est, déconsidère la magistrature, parce que les cours d'appel n'occupent dans la hiérarchie des tribunaux que le second rang, au lieu d'occuper le premier, et que leurs arrêts inspirent aux justiciables moins de confiance et de respect par cela seul qu'ils peuvent être déférés à une cour supérieure. Si la cour de cassation déconsidère la magistrature, parce qu'elle occupe le premier rang et qu'elle casse les arrêts qui blessent les formes ou la loi, les tribunaux de première instance sont en droit d'adresser les mêmes reproches aux cours d'appel et de solliciter leur suppression précisément par les mêmes motifs. La magistrature serait bien plus déconsidérée, s'il n'existait aucun moyen légal de faire réformer les erreurs qui échappent aux tribunaux ; ou si, pour faire réparer ces erreurs, il

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. x, pag. 483 et suiv.

fallait s'adresser au conseil d'état ou à toute autre autorité étrangère à la magistrature » (a).

Cela est incontestable et évident pour la raison; mais l'orgueil et la vanité obscurcissent cette vérité, ainsi que tant d'autres, aux yeux de ceux qui ne sont point assez en garde contre leurs sophismes. Ces passions font penser aux hommes, aux magistrats qu'elles dominent, que l'autorité supérieure, lorsqu'elle est écartée de la ligne qu'elle doit naturellement occuper, disparaît et se dérobe par cela même, du moins aux yeux du vulgaire, et qu'en conséquence, des cours qui ne peuvent jamais être, quoiqu'ils fassent, que de second degré, conserveront cependant par ce moyen les honneurs et le titre d'une suprématie factice ou apparente, si ce n'est réelle et de fait. Mais de semblables raisonnemens, de si futiles considérations, peuvent-ils donc encore se reproduire long-temps, et conserver quelque empire chez un peuple vraiment éclairé?

---

(a) De la Magistrature en France; etc., 3<sup>e</sup> part., ch. v, pag. 186.

SECTION II.

*Du Nombre des Membres des Cours d'appel  
ou de département, des Tribunaux d'arron-  
dissement, et des Justices communales.*

Nous avons vu précédemment que M. de Montesquieu signale comme un abus dangereux et contraire aux anciens usages de la monarchie, celui des jugemens prononcés par un seul juge. « Il ne faut pas penser, dit-il, entre autres choses, que les comtes jugeassent seuls, et rendissent la justice comme les bachas la rendent en Turquie : ils assemblaient, pour juger les affaires, des espèces de plaids ou d'assises où les notables étaient convoqués.

« Pour qu'on puisse bien entendre ce qui concerne les jugemens, dans les formules, les lois des barbares et les capitulaires, je dirai que les fonctions du comte, du gravion et du centenier, étaient les mêmes ; que les juges, les rathimburges et les échevins, étaient, sous différens noms, les mêmes personnes ; c'étaient les adjoints du comte, et ordinairement il y en avait sept ; et comme il ne lui fallait pas

moins de douze personnes pour juger, il remplissait le nombre par des notables.

« Mais qui que ce fût qui eût la juridiction, le roi, le comte, le gravion, le centenier, les seigneurs, les ecclésiastiques, ils ne jugèrent jamais seuls : et cet usage, qui tirait son origine des forêts de la Germanie, se maintint encore, lorsque les fiefs prirent une forme nouvelle » (a).

Dans le temps qui précéda la Révolution, les officiers des bailliages et sénéchaussées ne pouvaient juger en dernier ressort que jusqu'à la somme de quarante francs; et encore fallait-il qu'ils fussent au nombre de trois.

A la vérité, les défenseurs des cités et le juge-auditeur du Châtelet jugeaient seuls; mais ils n'exerçaient leurs fonctions que dans les villes; leur compétence était plus bornée que celles des juges de paix; et tous leurs jugemens étaient sujets à l'appel.

La loi du 16-24 août 1790, faisant suite au décret sur l'organisation judiciaire et servant

---

(a) *Esprit des Lois*, liv. xxx, chap. 18. — *Voy. aussi*, ci-dessus, vol. x, pag. 243 et suiv.

CHAP. II. TIT. III. *Pouvoir judiciaire.* 193  
encore de base en plusieurs points à notre législation actuelle, renferme, entre autres, les dispositions suivantes : « Tit. III, *art.* 1<sup>er</sup>. Il y aura dans chaque canton un juge de paix et des prudhommes assesseurs du juge de paix....

« *Art.* 6. Les électeurs nommeront, parmi les citoyens actifs de chaque municipalité, au scrutin de liste, et à la pluralité relative, quatre notables destinés à faire les fonctions d'assesseurs du juge de paix. Ce juge appellera ceux qui seront nommés dans la municipalité du lieu où il aura besoin de leur assistance....

« *Art.* 9. Le juge de paix, assisté de deux assesseurs, connaîtra avec eux de toutes les causes purement personnelles et mobilières, sans appel jusqu'à la valeur de cinquante livres, et à charge d'appel jusqu'à la valeur de cent livres; en ce dernier cas, ses jugemens seront exécutoires par provision, nonobstant l'appel, en donnant caution. Les législateurs pourront élever le taux de cette compétence.

« *Art.* 10. Il connaîtra de même sans appel, jusqu'à la valeur de cinquante livres, et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter; 1<sup>o</sup> des actions pour dommages faits,

soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes; 2° des déplacemens de bornes, des usurpations de terres, arbres, haies, fossés et autres clôtures, commises dans l'année, des entreprises sur les cours d'eau servant à l'arrosement des prés, commises pareillement dans l'année, et de toutes autres actions possessoires; 3° des réparations locatives des maisons et fermes; 4° des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non-jouissance, lorsque le droit de l'indemnité ne sera pas contesté, et des dégradations alléguées par le propriétaire; 5° du paiement des salaires des gens de travail, des gages de domestiques, et de l'exécution des engagemens respectifs des maîtres et de leurs domestiques ou gens de travail; 6° des actions pour injures verbales, rixes et voies de fait, pour lesquelles les parties ne se seront pas pourvues par la voie criminelle.

« *Art. 11.* Lorsqu'il y aura lieu à l'apposition des scellés, elle sera faite par le juge de paix, qui procédera aussi à leur reconnaissance et levée, mais sans qu'il puisse connaître des contestations qui pourront s'élever à l'occasion de cette reconnaissance. »



« Il recevra les délibérations de famille pour la nomination des tuteurs, des curateurs, aux absens et aux enfans à naître, et pour l'éman-  
cipation et la curatelle des mineurs, et toutes  
celles auxquelles la personne, l'état, ou les  
affaires des mineurs et des absens pourront  
donner lieu pendant la durée de la tutelle ou  
curatelle; à charge de renvoyer devant les  
juges de district la connaissance de tout ce  
qui deviendra contentieux dans le cours ou par  
suite des délibérations ci-dessus.

« Il pourra recevoir, dans tous les cas, le  
serment des tuteurs et des curateurs.

« *Art. 12.* L'appel des jugemens du juge de  
paix; lorsqu'ils seront sujets à l'appel, sera  
porté devant les juges de district, et jugé par  
eux en dernier ressort à l'audience, et som-  
mairement, sur le simple exploit d'appel ».

La loi du 19-22 juillet 1791, sur la police  
municipale et correctionnelle, contient aussi  
les dispositions suivantes : « Tit. 1<sup>er</sup>, *art.* 42. Le  
tribunal de police ( municipale ) sera composé  
de trois membres que les officiers municipaux  
choisiront parmi eux, de cinq dans les villes  
où il y a soixante mille âmes ou davantage,  
de neuf à Paris.

« *Art. 43.* Aucun jugement ne pourra être rendu que par trois juges, et sur les conclusions du procureur de la commune ou de son substitut.

« *Tit II, art. 46.* Dans les lieux où il n'y a qu'un juge de paix, le tribunal de police correctionnelle sera composé du juge de paix et de deux assesseurs. S'il n'y a que deux juges de paix, il sera composé de deux juges de paix et d'un assesseur.

« *Art. 47.* Dans les villes où il y a trois juges de paix, le tribunal de police correctionnelle sera composé de ces trois juges; et en cas d'absence de l'un d'eux, il sera remplacé par un des assesseurs.

« *Art. 48.* Dans les villes qui ont plus de trois juges de paix et moins de six, le tribunal sera de trois, qui siégeront de manière à ce qu'il en sorte un chaque mois.

« *Art. 49.* Dans les villes de soixante mille âmes, le tribunal de police correctionnelle sera composé de six juges de paix, ou, à leur défaut, d'assesseurs. Ils serviront par tour, et pourront se diviser en deux Chambres.

« *Art. 50.* A Paris, il sera composé de neuf

juges de paix, servant par tour. Il tiendra une audience tous les jours, et pourra se diviser en trois Chambres ».

En Angleterre, les juges de paix font seuls les actes d'instruction; mais il ne peuvent juger qu'aux assises, c'est-à-dire, dans une réunion de deux ou plusieurs juges de paix; et si l'affaire est de nature à exiger des connaissances d'une certaine étendue, ils sont obligés de s'adjoindre un magistrat d'un tribunal supérieur, si ce n'est peut-être pour quelques affaires de police (a).

Mais cette exception est encore un mal très-réel; car il faut en effet poser en principe, que, dans une société bien gouvernée, jamais un homme seul, quel qu'il soit, ne doit être constitué par la loi juge de la plus faible portion de fortune d'un autre homme, non plus que de sa liberté, ou de sa vie. Et l'on peut appliquer ici en général ce que dit l'auteur de l'Abrégé de la République de Bodin. « Le plus grand de tous les malheurs pour les peuples et par conséquent pour l'État, serait que les

---

(a) Voy. de la Magistrature en France, etc., 3<sup>e</sup> part., chap. 11. *Des juges de paix.*

charges ( de judicature ) fussent uniques. Il est nécessaire que la justice distributive soit remise à des Corps perpétuels. Tout doit être fixe où il s'agit d'apaiser les sujets de querelle entre les citoyens et dans les familles. Il faut un état certain, afin que les peuples soient assurés où ils doivent s'adresser pour réclamer la justice. La multiplicité des membres diminue le pouvoir de chacun ( et donne au contraire plus de force et de dignité à l'ensemble); un seul homme peut être corrompu; ils est difficile d'en corrompre plusieurs. L'expérience fait encore connaître que des lumières que des juges se communiquent, que des raisons débattues dans les opinions produisent un plus grand jour et des jugemens meilleurs. On a toujours mis une grande différence *cùm universi judices constituunt* ou lorsque *singuli sententiam ferunt*. — Cet usage des Corps de justice, admirable dans toutes les natures de républiques, sera d'une absolue nécessité dans les monarchies.... » (a).

---

(a) Abrégé de la République de Bodin, vol. I, liv. III, chap. XIII, pag. 440 et 441.

— « Quoique les tribunaux composés de plusieurs juges ne soient pas infaillibles, dit aussi l'auteur déjà cité de la Magistrature en France, il n'en est pas moins vrai que l'on trouve toujours plus d'instruction dans trois juges que dans un seul, et qu'il est beaucoup plus rare que plusieurs juges soient simultanément entraînés par une injuste prévention » (a).

Nous venons d'ailleurs de reconnaître, dans la section qui précède, que l'organisation de l'Ordre judiciaire, à tous les degrés inférieurs de juridiction, même dans les justices communales, de même que dans la Cour suprême de justice et de cassation, doit admettre la division et répartition des attributions qui lui sont propres en trois branches ou sections distinctes (b).

De telle sorte qu'il faut en induire, et reconnaître pour règle constitutionnelle, que, dans les communes (aujourd'hui cantons) d'une étendue et d'une population ordinaire, chacune de ces trois Sections, en ne les subdi-

---

(a) De la Magistrature en France, etc., 3<sup>e</sup> part., ch. II.

(b) Voy. ci-dessus, vol. XI, pag. 187 et suiv.

visant même pas en deux Chambres, doit être composée de trois juges au moins, ou neuf juges au total. Et si, dans quelques-unes de ces communes, le peu d'étendue du territoire et la faiblesse de la population sont des considérations assez fortes pour que le nombre de ces premiers magistrats soit encore jugé trop considérable, l'expédient à adopter, comme étant le moins contraire au principe, sera de n'admettre ( par chaque branche d'attributions, 1<sup>o</sup> civile et commerciale, 2<sup>o</sup> contentieuse et de comptabilité, 3<sup>o</sup> correctionnelle et criminelle ), qu'un seul juge, qui sera bien chargé des actes et mesures d'instruction relatives à celle de ces trois branches d'attributions à laquelle il sera spécialement attaché, mais qui ne pourra prononcer de jugement qu'avec la réunion et le concours des deux autres membres de la même justice communale.

Quant au nombre des magistrats dans les tribunaux dits de première instance, et plus exactement dénommés tribunaux d'arrondissement, il peut être aussi fixé constitutionnellement ( à raison de trois à sept membres par chacune des deux chambres de chaque sec-

tion ), de dix-huit à quarante-deux juges au total, selon l'étendue du territoire et de la population, et sauf à en faire et régler la répartition ainsi que peuvent l'exiger l'utilité du service et les besoins des localités.

Enfin, pour les cours d'appel, plus exactement dites de département, si l'on prend toujours la même progression pour base, on sera naturellement conduit à limiter et fixer le nombre de leurs membres ( à raison de sept à onze juges ou conseillers, par chacune des chambres de chaque section ), de quarante-deux à soixante-six au total, aussi d'après l'étendue du territoire et l'importance de la population du département, et sauf à en régler de même la répartition de telle manière que peut le réclamer l'utilité du service : ce qui ne s'écarte pas beaucoup des proportions actuelles; puisque la loi du 20 avril 1810, *art.* 4, porte que le nombre des membres des cours ( royales ) pourra s'élever à Paris jusqu'à soixante, et dans les autres cours à quarante, et qu'à Paris, il ne pourra être au-dessous de quarante, et, dans les autres cours, de vingt.



## SECTION III.

*Principes relatifs à la Nomination des Magistrats, membres des Cours de département, des Tribunaux d'arrondissement, et des Justices communales : Conditions de leur éligibilité.*

Nous avons vu que, dans les Républiques mêmes, la possession d'une certaine fortune fut considérée comme l'une des conditions requises pour l'admission à l'exercice des charges et magistratures; et qu'à Athènes particulièrement, le sage Solon voulut que l'on recueillît une mesure déterminée d'huile et de froment pour y être éligible (a).

En Angleterre, les juges de paix mêmes doivent être propriétaires d'un domaine libre de toute espèce de charge et produisant annuellement au moins cent livres sterlings (b).

« Pourquoi n'admettrait-on pas en France ,

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. VII, pag. 201.

(b) Voy., entre autres, de là Compétence des juges de paix. A Paris, an XIII (1805). Chez Théophile Barrois.



dit l'auteur du traité de la Magistrature, une condition à peu près semblable ? Pourquoi n'exigerait-on pas cette espèce de garantie ? Pourquoi n'éloignerait-on pas les simples prolétaires, qui ambitionnent souvent ces places par cupidité, et qui les obtiennent par suite de leurs intrigues et de leurs cabales ? . . . Les propriétaires sont les plus intéressés à la répression des délits ; il leur importe essentiellement que les coupables soient punis ; il leur importe bien davantage que les innocens soient absous, car la condamnation d'un innocent est une violation directe du pacte social et l'un des plus grands désordres qui puissent affliger la société » (a).

Nous avons eu lieu de remarquer aussi que presque toujours la maturité de l'âge fût une autre condition exigée pour cette même admission aux charges et emplois publics (b).

---

(a) *De la Magistrature en France, etc.*, 3<sup>e</sup> part., ch. II, pag. 145 ; et 3<sup>e</sup> Mémoire sur le jury ; par M. Bourguignon, ancien magistrat. *A Paris, chez Léopold Collin, rue Gît-le-Cœur, n° 4.* (1808).

(b) *Voy. ci-dessus, entre autres, vol. VI, pag. 104 et suiv.*

Chez les Romains, entre autres, il y avait des lois, appelées *Annales*, qui fixaient l'âge requis pour pouvoir parvenir à la magistrature. Jusqu'au temps d'Auguste, cet âge était de vingt - cinq ans ; mais Auguste le réduisit à vingt.

Nous avons précédemment énuméré les divers édits, ordonnances et déclarations qui, quoique mal observés, avaient, autrefois, en France, fixé les différens âges requis pour être reçu dans les offices de la magistrature, dans les justices et sièges particuliers, prévôtés, vicomtés, sénéchaussées, bailliages, présidiaux, parlemens, cours souveraines ou supérieures (a).

Nous avons cité aussi la loi du 16 août 1790, laquelle portait (tit. XII, art. 9), nul ne pourra être élu juge ou suppléant, ou chargé des fonctions du ministère public, s'il n'est âgé de trente ans accomplis (b) ; et la loi du 27 ventose

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. x, pag. 533 et suiv.—Voy. aussi, LOISEAU, Traité des Offices ; et le Répert. de jurisprudence, par Guyot, aux mots *Age*, *Dispense*, *Office*, etc.

(b) *Ibid.*, vol. x, pag. 535.

CHAP. II. TIT. III. *Pouvoir judiciaire.* 205  
an VIII, renfermant, entre autres, la même disposition (a).

Chez les Hébreux, pour plus de garantie de l'incorruptibilité des juges, non-seulement on exigeait qu'ils fussent d'un âge mûr, sans que leurs facultés intellectuelles fussent affaiblies par la vieillesse; riches ou au moins indépendans par leur fortune : mais on excluait de la magistrature, et ceux que la nature avait disgraciés, et ceux que rendaient suspects leurs habitudes morales ou la profession qu'ils exerçaient. Nous avons dit que l'eunuque était de ce nombre, ainsi que le père frappé de stérilité. « On supposait ( nous avons dû citer aussi cette remarque de l'auteur de l'Histoire de la Législation ) que l'ame du premier, flétrie par la douleur, serait disposée à la cruauté, et que le second, n'ayant jamais serré un fils contre son sein, manquerait peut-être de cette douceur, de ces entrailles paternelles, si nécessaires au magistrat » (b).

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. x, pag. 541.

(b) ( Histoire de la Législation, tom. III, pag. 241, 242. — Et ci-dess., vol. VI, pag. 152 ). « Ils étaient admis néanmoins au tribunal des *Trois*, chargé seulement des

A Athènes, à Rome, à Venise, en France, dans les Républiques anciennes et modernes, et dans les Monarchies, partout, les publicistes, les législateurs les plus éclairés ont unanimement pensé qu'un système d'avancement graduel et progressif était un principe d'ordre, d'émulation, de stabilité, utile, nécessaire à admettre dans toutes les branches et les parties de l'Organisation sociale. Aux développemens que nous avons déjà donnés de ce principe (a), on peut ajouter l'autorité résultante des passages suivans. « Ce n'est pas encore assez d'employer les bons sujets qu'on trouve, dit l'auteur de la Science du Gouvernement; il est nécessaire d'en former de nouveaux. L'application du prince à chercher les hommes vertueux et habiles pour les élever, excite tous ceux qui ont des talens et du courage; chacun fait des efforts. Combien d'hom-

---

causes pécuniaires; ils pouvaient même être juges d'un homme accusé d'en avoir entraîné d'autres vers l'idolâtrie, parce qu'alors, disait-on, la pitié cessait d'être nécessaire; le Deutéronome, ajoutait-on, autorisait cette différence.» (Hist. de la Législation, *ibid.*)

(a) Voy. ci-dess., entre autres, vol. VI, p. 165 et suiv.

mes languissent dans une oisiveté obscure qui deviendraient de grands hommes, si l'émulation et l'espérance du succès les animaient au travail ! Combien de personnes même, que la misère et l'impuissance de s'élever par le talent tentent de s'élever par le crime ! Si l'on attache les honneurs et les récompenses au génie et à la vertu, combien de sujets se formeront d'eux-mêmes ? Combien n'en formera-t-on pas en les faisant monter de degré en degré depuis les derniers emplois jusqu'aux premiers » (a) ? — « Vous exercerez leurs talents, dit Fénelon, vous éprouverez l'étendue de leur esprit et la sincérité de leur vertu. Les hommes qui parviendront aux plus hautes places, auront été nourris sous vos yeux dans les inférieures. Vous les aurez suivis dans toute leur vie de degré en degré ; vous jugerez d'eux, non par leurs paroles, mais par la suite de leurs actions » (b). — « L'essence d'un Gouvernement arbitraire, dit aussi l'auteur du *Système social* (le baron d'Holbach), est de

---

(a) DE RÉAL. *Science du Gouvernement*, tom. vi, chap. 1, sect. 12, § 107, pag. 221.

(b) *Voy. Télémaque*, tom. II, liv. XIV.

ne suivre aucun plan. La cabale et l'intrigue placent et déplacent continuellement des hommes sans vertus et sans talents, qui se transmettent de mains en mains un état auquel chacun, à sa manière, a fait des plaies profondes. . . . Dans un pareil désordre, l'unique soin de l'homme en place est d'intriguer pour s'y maintenir; il néglige la chose publique; il fait assidument sa cour; il sacrifie la patrie et le prince; il laisse l'État devenir ce qu'il peut ».

— « Un passe-droit, une récompense ôtée à celui qui la mérite, dit-il encore, privent l'État non-seulement de ses services, mais encore des services et des talents de tous ceux qui auraient été tentés de l'imiter. Il n'est plus d'émulation véritable dans un pays où la médiocrité, l'intrigue, la faveur, le crédit anéantissent les droits du mérite et de la vertu » (a).

A l'égard de l'application de ce même principe à la possession des charges de la magistrature, il faut ajouter cette réflexion de Bodin : « Le vrai prix de la vertu est l'honneur; et il faut mettre aux yeux des sujets les charges et

---

(b) *Système social*, chap. II et V.

offices comme loyers d'icelle». — « Dès qu'Athènes et Rome n'offrirent plus aux orateurs l'espérance flatteuse des emplois et du crédit, et que l'une et l'autre ville fut réduite aux parleurs purement mercenaires, nous avons vu l'éloquence décliner et disparaître entièrement » (b).

Pour ce qui concerne la France, un ancien historien a fait la remarque suivante : « Le nombre des officiers de justice était d'abord fort petit, et l'ordre que l'on observait pour remplir les charges parfaitement beau; on avait accoutumé d'y tenir un registre de tous les habiles avocats et jurisconsultes, et quand quelque office venait à vaquer, on en choisissait trois, desquels on portait les noms au roi, qui préférait celui qui lui plaisait. Mais les favoris corrompirent bientôt cet ordre; ils persuadèrent aux rois de ne point s'arrêter à ceux qu'on leur présentait. . . . Souvent ces charges étaient remplies de faquins et d'ignorans; à cause de quoi les gens de mérite tenaient la

---

(a) Voy. l'Essai sur le Barreau grec, romain et français, et sur les moyens de donner du lustre à ce dernier ( par M. Falconnet, *avocat* ), pag. 193 et 205.

condition d'avocat beaucoup plus honorable que celle de conseiller.

« Le mal croissait toujours et les gens riches devenant extrêmement friands de ces charges pour le lucre, et leurs femmes pour la vanité, ceux qui gouvernaient se mirent à fabriquer de cette marchandise pour la débiter et en tirer de l'argent. Ainsi.... on vendit les charges de judicature.... Il n'est pas besoin de dire les inconvéniens et les maux que cette méchante invention a causés et cause tous les jours; les moins éclairés les connaissent assez, et voient bien que c'est un mal auquel il est fort nécessaire, mais certes très-difficile présentement de remédier » (a).

Dans son Testament politique, le maréchal duc de Belle-Isle s'exprime ainsi : « Je voudrais, et je l'ai plus d'une fois proposé à M. de Blancmenil, que personne n'entrât dans les sièges subalternes, à moins qu'il n'eût suivi le barreau pendant sept ans; et qu'on ne pût obte-

---

(a) HARDOUIN DE PÉRÉFIXE, précepteur de Louis XIII, évêque de Rhodes, et depuis archevêque de Paris. *Histoire de Henri-le-Grand*. — Voy. aussi la préface de l'Essai sur le Barreau, par M. Falconnet, pag. 19 et suiv.



nir une charge de conseiller dans une Cour supérieure, qu'on n'eût fréquenté les tribunaux avec fruit pendant douze ans. Cet arrangement, dioté par la raison, éviterait bien des injustices occasionées par l'incapacité, et donnerait plus de confiance au peuple qui voit aujourd'hui à regret des enfans assis nonchalamment sur ces lys respectables, où nos aïeux ne voyaient que d'illustres vieillards, dignes de la vénération de la patrie, par leur expérience et par leur intégrité » (a).

Voici ce que dit, en parlant d'une époque plus récente, l'auteur du traité de la Magistrature en France : « On est censé avoir acquis aujourd'hui ( pour former un magistrat ) les connaissances suffisantes quand on a suivi les différens degrés de l'instruction publique et subi les examens nécessaires pour obtenir un diplôme de licencié. Ne serait-il pas convenable que les éligibles eussent exercé pendant un temps déterminé les fonctions de défenseurs près les tribunaux ? Dans les écoles de

---

(a) Testament politique du duc de Belle-Isle, chap. ix.  
*De la dispensation de la justice*, pag. 178.

droit, on étudie les lois, on ne peut acquérir qu'un peu de théorie; ce n'est qu'en suivant le barreau qu'on apprend à les appliquer.... Un simple légiste, qui n'est point encore familiarisé avec la jurisprudence des cours, et qui n'a pas été dans le cas de pénétrer dans les divers détours de la chicane, est exposé à commettre des erreurs bien graves et bien funestes. Magistrat prématuré; ce n'est qu'en faisant des victimes qu'il acquerra l'expérience. Je désirerais même que le choix tombât de préférence sur les anciens jurisconsultes les plus distingués par leurs lumières et par leur sagacité, afin que le barreau devînt la véritable école spéciale du magistrat, et que la magistrature fût une retraite honorable pour les avocats les plus considérés. Le public en tirerait un double avantage, puisque, d'une part, il n'aurait pas à redouter l'incapacité et l'inexpérience des juges, et que de l'autre l'espoir d'arriver à la magistrature exciterait une émulation salulaire dans le barreau : ces deux professions, honorées l'une par l'autre, seraient mieux exercées.

« On ne croira pas sans doute qu'en pré-

sentant l'instruction comme la seule condition essentielle pour être éligible, j'aie prétendu qu'il faille compter pour rien la probité, la sagesse, l'intégrité, et les autres vertus du magistrat; ce serait m'attribuer un système évidemment absurde : qui peut ignorer qu'un juge immoral est encore plus à redouter qu'un ignorant? L'instruction, selon moi, doit suffire, il est vrai, pour placer un sujet au rang des éligibles; mais elle ne suffit pas pour être élu. Ce sont les qualités morales qui doivent faire préférer parmi les éligibles ceux qui sont les plus dignes de la magistrature. . . . Or, on peut compter que le jurisconsulte qui aura constamment respecté, dans ses écrits et dans ses plaidoyers, la vérité, les principes de l'ordre social et la morale publique, dont tous les jours auront été marqués par quelques services rendus à la société, dont toutes les occupations auront été des exercices de droiture, de justice et de délicatesse, remplira dignement les fonctions de la magistrature » (a).

---

(a) De la Magistrature en France, etc., 2<sup>e</sup> part., ch. iv.  
*Du choix des Magistrats*; pag. 110 et suiv.

Pour nous, nous pensons qu'il faut conclure, de toutes ces considérations réunies et puissantes, tirées de la nature même des choses, et non moins applicables en effet à la nomination des juges qu'à l'élection des membres de la Représentation dans les Chambres législatives nationales, provinciales et municipales, que le Pacte constitutionnel, au nom et dans l'intérêt de la Société, doit, pour la nomination des juges dans les cours et tribunaux inférieurs, exiger et prescrire, comme garanties essentielles de patriotisme, d'indépendance, de moralité, de sagesse, de maturité et d'instruction, les cinq conditions suivantes ; 1° la possession d'une certaine fortune, ainsi que l'ont, entre autres, prescrit le décret du 16 mars 1808, la loi du 20 avril, le décret du 6 juillet 1810, et l'avis du Conseil d'état du 19 février 1811 ; 2° la fixation d'un âge déterminé en raison de l'élévation des places dans la hiérarchie judiciaire, ainsi que l'ont aussi prescrit plusieurs des dispositions de notre législation ; 3° et 4° la qualité d'homme marié et celle de père de famille ; 5° et surtout, l'observation scrupuleuse d'un système d'avancement graduel, tel que nul ne

puisse être nommé membre de la Cour suprême de justice, s'il n'est âgé de quarante ans et s'il n'a exercé dans une Cour de département pendant cinq ans au moins; conseiller dans une Cour de département, s'il n'est âgé de trente-cinq ans et s'il n'a exercé dans un Tribunal d'arrondissement pendant cinq ans au moins; juge dans un Tribunal d'arrondissement, s'il n'est âgé de trente ans et s'il n'a exercé dans une Justice communale pendant cinq ans, ou la profession d'avocat pendant dix ans au moins; enfin, membre d'une Justice communale, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans et s'il n'a de même suivi le barreau et exercé la profession d'avocat, pendant cinq ans.

---

## SECTION IV.

*Incompatibilité, Exercice, Durée des fonctions judiciaires dans les Cours et Tribunaux inférieurs.*

l' incompatibilité des fonctions judiciaires dans les Cours et Tribunaux.

« Tel est, disait l'illustre D'Aguesseau, le caractère dominant des mœurs de notre siècle : une inquiétude généralement répandue dans toutes les professions, une agitation que rien ne peut fixer, ennemie du repos, incapable du travail, portant partout le poids d'une inquiète et ambitieuse oisiveté ; un soulèvement universel de tous les hommes contre leur condition ; une espèce de conspiration générale, dans laquelle ils semblent être tous convenus de sortir de leur caractère ; toutes les conditions confondues, les dignités avilies, les bienséances violées, la plupart des hommes hors de leur place, méprisant leur état et le rendant méprisable ; toujours occupés de ce qu'ils seront, pleins de vastes projets, le seul qui leur échappe est celui de vivre contents de leur état » (a).

---

(a) Mercuriale de 1703.

Dans les *Considérations sur les mœurs*, Duclos s'exprime ainsi : « Le magistrat regarde l'étude et le travail comme des soins obscurs qui ne conviennent qu'à des hommes qui ne sont pas faits pour le monde : il voit que ceux qui se livrent à leurs devoirs ne sont connus que par hasard de ceux qui en ont un besoin passager ; de sorte qu'il n'est pas rare de rencontrer de ces magistrats aimables qui dans les affaires d'éclat sont moins des juges que des sollicitateurs qui recommandent à leurs confrères les intérêts des gens connus » (a).

Très-récemment, dans une réclamation présentée au ministre de la justice, au nom des juges suppléans au tribunal de première instance du département de la Seine, l'un de ces magistrats se plaignait en ces termes : « Il faut en convenir ; les moyens de parvenir, usités de nos jours, nuisent à la dignité du magistrat ; ils gênent son indépendance ; ils lui enlèvent tout à la fois l'estime de lui-même et celle d'un public, observateur attentif et

---

(a) *Considérations sur les mœurs de ce siècle*, ch. VIII, pag. 197.

sévère, peu disposé à considérer les magistrats assujétis à briguer sans cesse des faveurs et des préférences » (a).

Que conclure, pour le publiciste, de ces observations historiques et critiques, faites en des temps assez éloignés les uns des autres, et différens entre eux sous beaucoup d'autres rapports? que ces abus, ces travers, ces vices, dont la magistrature n'était point exempte dans le seizième, le dix-septième, le dix-huitième siècles, était, est, et sera toujours le résultat inévitable d'institutions imparfaites et défectueuses, du déplacement, de la confusion, du désordre dans les hommes et dans les choses, et très-particulièrement de l'infraction du principe constitutionnel de l'Incompatibilité, en ce qui concerne son application à l'exercice des charges de la magistrature. Ce principe est une des conséquences les plus directes et les plus évidentes de l'ordre, et par conséquent son observation serait sans doute l'une des sources les plus fécondes de la pro-

---

(a) Réclamation présentée au ministre de la justice, etc., par M. Quesnel, le 15 octobre 1819.



spérité d'un État : car c'est par l'ordre que tout se coordonne, germe, fructifie et produit; c'est par lui que tout marche régulièrement à sa fin. Mais peut-on dire qu'il existe, peut-on le reconnaître, lorsque ni les choses ni les hommes ne sont à leurs places; et spécialement ne sera-t-il pas également inconvenant et dérisoire (ainsi que ce que nous avons déjà remarqué le doit faire assez sentir) (a), que, par une suite même des règles admises quant à ce qui concerne l'organisation, un magistrat, de second ordre surtout, tout à coup transformé en législateur, puisse venir dans l'une ou l'autre Chambre représentative, délibérer, discuter longuement sur l'admission de lois nouvelles, négligeant forcément pour cela l'application de celles qui existent et dont on réclame l'application par-devant lui, ou bien que ce législateur mobile et transitoire, changeant de lieu, sans pourtant changer précisément de rôle, arrive soudain dans le sanctuaire même consacré à la législation, pour en faire une satire d'autant plus choquante que le titre de

---

(a) Voy. ci-dess., entres autres, vol. x, pag. 548 et 549.

l'orateur lui donnerait plus d'éclat et de solennité? Quelle confiance peut alors inspirer cet organe de la magistrature? Et quel abus, en tous temps, ne devra pas résulter de la possibilité d'un tel désordre?

Quoique quelques-unes des vérités que nous avons eu lieu d'exposer, en traitant, au commencement de ce volume, du moyen le plus propre à établir l'uniformité de la jurisprudence (a), ne se rattachent peut-être pas d'une manière aussi directe à la démonstration du principe de l'Incompatibilité des fonctions judiciaires, il convient cependant de les rappeler ici, et d'y ajouter quelques réflexions utiles dans lesquelles les magistrats des cours et tribunaux inférieurs trouveront encore tracé assez clairement l'un de leurs principaux devoirs. « Le Pouvoir du magistrat, dit le professeur Félicé dans ses Annotations sur Burlamaqui, est borné à interpréter par le sens, à suppléer ce qui n'a pas été prévu, à décider ce que le législateur dirait lui-même, conduit par le même esprit qui l'animait lorsqu'il a fait la loi. . . .

---

(a) Voy. ci-dessus, pag. 31 et suiv.

« L'équité permise dans les jugemens ne s'étend pas aussi loin que dans les arbitrages. Ici, les parties renoncent, pour ainsi dire, aux lois écrites, pour s'en rapporter à l'équité naturelle, qu'elles supposent dans l'esprit et dans le cœur de ceux qu'elles prennent pour arbitres. Il leur est permis de ne point s'arrêter à une loi vicieuse et de faire attention à diverses circonstances que le législateur n'a pas pu ni dû prévoir. Ils n'ont d'autre règle que la justice; elle est assez sûre, s'ils savent la connaître et la suivre.... Le magistrat est soumis aux termes de la loi, lorsqu'elle permet ou défend avec clarté dans des circonstances précises. Il ne peut alors se servir du prétexte de l'équité pour ne point se conformer à la lettre de la loi....

« On doit d'ailleurs convenir que le nom d'équité peut servir aisément de prétexte à l'arbitraire.... et l'arbitraire est aussi dangereux de sa nature chez les juges que chez les rois....

« L'opinion des jugemens d'équité prédomine dans le monde; mais plusieurs juges, par une erreur impardonnable, l'embrassent en la regardant comme une dispense d'étude.... Cependant il faudrait encore plus de savoir et

de réflexion pour juger par équité que pour s'asservir à la loi. Il suffit de la savoir pour suivre cette dernière méthode : dans la première, il faut connaître l'esprit de la loi, les circonstances dans lesquelles elle a été donnée, sa liaison avec les autres parties du Droit civil, public et naturel. Il faut avoir approfondi toutes les lois pour juger s'il en faut suivre la lettre ou l'interprétation. . . . Il n'est permis qu'aux tribunaux suprêmes de s'attacher plutôt à l'esprit qu'à la lettre de la loi » (a).

---

(a) (FÉLICE, sur Burlamaqui. Principes du Droit de la nature et des gens. Tom. v, chap. xvi, § 14, notes 229, 230, 270. *Édit.* 1768 ).

— Voy. dans quel sens et avec quelle restriction doit s'entendre cette dernière assertion, que les tribunaux suprêmes (la Cour suprême de justice et de cassation seule) peuvent s'attacher à l'esprit de la loi, ci-dessus, vol. xi, pag. 40 et suiv.

— M. Bentham dit : « Toute usurpation d'un pouvoir supérieur à la loi, quoique utile peut-être dans ses effets immédiats, doit être un objet d'effroi pour l'avenir. Il y a des bornes étroites au bien qui peut résulter de cet arbitraire ; mais il n'y en a point au mal possible ; il n'y en a point à l'alarme. Le danger plane indistinctement sur toutes les têtes.

« Sans parler de l'ignorance et des caprices, que de

Un passage du discours prononcé par M. Bellart, procureur-général près la Cour royale de Paris, à la rentrée des vacances, le 4 novembre 1819, doit aussi trouver ici son application dans le véritable sens qu'il faut lui donner : « Que les citoyens, que les magistrats eux-mêmes, dit-il, proposent dans leurs écrits les vues d'amélioration qu'ils croient nécessaires, c'est un droit, c'est un devoir pour eux ; mais que toujours les lois soient respectées

---

facilités pour les prévarications ? Le juge, tantôt en se conformant à la loi, tantôt en l'interprétant, peut toujours donner tort ou raison à qui bon lui semble. Il est toujours sûr de se sauver, ou par le sens littéral ou par le sens interprétatif. C'est un charlatan qui, au grand étonnement des spectateurs, fait couler de la même coupe ou de la liqueur douce ou de la liqueur amère.

« C'est un des caractères les plus éminens des tribunaux anglais que leur scrupuleuse fidélité à suivre la volonté déclarée du législateur, ou à se diriger autant qu'on le peut, par les jugemens antérieurs pour cette partie encore imparfaite de la législation qui dépend de la coutume. Cette rigide observation des lois peut avoir quelques inconvéniens dans un système incomplet, mais c'est le véritable esprit de liberté qui inspire aux Anglais tant d'horreur pour ce qu'on appelle une loi après le fait, *ex post facto lex* ». (Princip. du Cod. civ., tom. II, 1<sup>re</sup> part., chap. XVIII, pag. 106.)

dans leur sanctuaire. Le culte que le magistrat leur doit dans l'exercice de ses fonctions est un devoir encore plus sacré.

« Il existe des pouvoirs auxquels est conféré le droit ou plutôt le devoir de régler la législation pour le bien de tous. A ces pouvoirs seuls appartient la terrible responsabilité de l'examiner, de la modifier, de la changer; aux citoyens, dans des écrits décens, sages, modérés, et dont le but unique est d'éclairer, appartient la faculté de présenter leurs idées sur les améliorations dont elle est susceptible. Mais d'autres fonctions, d'autres devoirs; d'autres lieux, d'autres dispositions. Dans le sanctuaire des lois, il ne peut s'agir que de leur culte. En présence des magistrats qui ont juré de leur obéir, il ne peut être question que de leur empire. Les discuter là, lorsqu'on ne doit que les appliquer, c'est un hors d'œuvre; et les y blâmer, c'est un blasphème ».

Pour en revenir, en terminant, à notre première thèse dans cet article, nous ferons observer qu'autrefois en France, d'après l'édit du mois de novembre 1771, qui avait rétabli, dans chacune des villes et communautés du

royaume où il y avait corps municipal, les offices de maires, lieutenans de maires, etc., les présidens, les baillis ni leurs lieutenans ne présidaient pas aux assemblées des hôtels de ville; ils n'avaient droit de s'y trouver que comme principaux habitans, sans pouvoir y faire aucune fonction ni directement ni indirectement (a).

La loi du 14-22 décembre 1789 concernant l'établissement des municipalités, porte textuellement : « *Art. 14.* Les citoyens qui occupent des places de judicature ne peuvent être en même temps membres des corps municipaux ».

La loi du 6-27 mars 1791, relative à l'ordre judiciaire, porte aussi : « *Art. 1<sup>er</sup>.* Nul ne pourra être juge de paix et en même temps officier municipal, membre d'un directoire, etc. »; et le décret du 13 juin 1791, concernant l'organisation du Corps législatif, portait encore, (*art. 8*), « que l'exercice des fonctions judiciaires et autres serait incompatible avec celles de re-

---

(a) Voy. l'ancien Répertoire de Jurisprudence, par Guyot, aux mots *Bailli* et *Maire*.

présentant au Corps législatif, du moins pendant toute la durée de la législature ».

La Constitution du 3 septembre 1791 (tit. III, chap. 1<sup>er</sup>, sect. 3, *art.* 5) renferme la même disposition. Et ce n'est pas encore assez.

II<sup>o</sup>.  
Exercice des  
Fonctions ju-  
diciaires dans  
les Cours et Tri-  
bunaux.

Quant à l'exercice des fonctions judiciaires, nous citerons d'abord cette réflexion tirée du Testament politique du maréchal de Belle-Isle : « Il faut mettre un juge à même de vivre décemment du produit de sa place. Si vous l'approchez du besoin, il est perdu sans ressource; et son défaut de probité entraînera peut-être la ruine de deux mille citoyens, qui, voulant cacher leur misère, désertent la patrie, et lui enlèveront autant de bras utiles et de cultivateurs » (a).

Filangieri, dans le traité de la Science de la législation, exprime mieux la même pensée, lorsqu'il dit : « Le grand intérêt de l'État est que tout homme revêtu d'une portion de l'autorité n'ait pas besoin d'en abuser pour vivre

---

(a) Testament politique, chap. IX. *De la Dispensation de la justice*, pag. 172.



avec cette décence qu'exige l'honneur de sa charge. Si les princes eussent connu cette vérité, ils auraient moins donné à leurs favoris, et auraient mieux récompensé les magistrats; et ce que je dis ici sur les présidens, s'applique naturellement à tous les autres ministres de l'autorité judiciaire » (a).

Dans l'un des ouvrages de M. Bentham, on lit aussi : « Abstraction faite du bonheur des individus, l'intérêt du service exige que les emplois publics soient à l'abri du besoin dans tous les emplois qui leur donnent les moyens d'acquérir par des voies préjudiciables. On a vu naître en Russie les plus grands abus dans toutes les administrations par l'insuffisance des salaires. Quand des hommes pressés par le besoin, abusent de leur pouvoir, deviennent cupides, concussionnaires et voleurs, le blâme doit se partager entre eux et le Gouvernement qui a tendu ce piège à leur probité. Placés en quelque sorte entre la nécessité du crime et l'impossibilité de subsister honnêtement, ils doivent considérer l'extorsion comme un

---

(a) Science de la législation, liv. III, ch. XIX, p. 347.

supplément de salaire, tacitement autorisé par ceux qui les emploient » (a).

Nous pourrions rappeler et invoquer ici de nouveau quelques autorités précédemment citées (b) : mais suivons de préférence l'auteur de la Magistrature en France dans l'examen de la question de savoir si, anciennement dans ce royaume (ainsi que dans tous les pays où les juges n'avaient ou n'ont pas de traitement fixe), les magistrats ne recevaient réellement aucun salaire; et de plus, nous ne pourrions faire mieux que de conclure avec lui. « J'ai déjà remarqué, dit-il, que, sous les deux premières races, les ducs et les comtes, qui exerçaient la magistrature, tenaient de la munificence du roi des bénéfices amovibles d'une valeur proportionnée à leurs services. Ils jouissaient en outre des *freda* ou amendes judiciaires, qui étaient d'un produit d'autant plus considérable, que les peines afflictives n'étant presque d'aucun usage, la plupart des délits donnaient

---

(a) Principes du Code pénal, tom. III, 4<sup>e</sup> part., ch. VIII, pag. 68.

(b) Voy., ci-dessus, entre autres, vol. VI, pag. 209 et suiv.

lieu au paiement de la composition, c'est-à-dire, des dommages-intérêts envers la partie, et au paiement du *fredum*, c'est-à-dire, de l'amende envers le juge (a).

« Il est inutile de répéter que pendant la durée du Régime féodal, les fonctions judiciaires furent la principale source de la fortune des seigneurs. Le *fredum*, que l'on appelle aussi *bannum*, devint une taxe arbitraire, extrêmement productive; et, pour en donner une idée, il suffit de rappeler que le clergé, ayant une partie du Pouvoir judiciaire, au temps des croisades, montra la plus vive ré-

---

(a) Outre la composition qu'on devait payer aux parents pour les meurtres, les torts et les injures, il fallait encore payer un certain droit que les lois des barbares appelaient *fredum*. . . . . C'était la récompense de la protection accordée contre le droit de vengeance. . . . Les Codes des lois barbares nous donnent les cas où ces *freda* devaient être exigés. . . . C'était le coupable qui payait le *fredum* pour la paix et la sécurité que les excès qu'il avait commis lui avaient fait perdre. . . . Ce *fredum* était un droit local pour celui qui jugeait dans le territoire. *Fredus tamen judici, in cuius pago est, reservetur.* (Decret de Clotaire II, an 595; Esprit des lois, liv. 30, chap. 20, et ci-dessus, vol. 1, liv. 1, chap. 11, tit. 11, pag. 261).

sistance, quand on voulut ensuite le forcer à rentrer dans les limites de sa juridiction. Les prélats, chargés de défendre ses prétentions, furent forcés d'avouer que les émolumens de l'officialité faisaient leurs plus grandes richesses, et qu'ils seraient ruinés si on les en privait (a).

« Sous le Régime parlementaire, les magistrats reçurent des gages qui furent sans doute dans l'origine proportionnés à l'importance et à la dignité de leur ministère (b). Ils s'arrogèrent en outre une rétribution non moins arbitraire, et bien plus odieuse que le *fredum* : je veux parler des *épices* (c).

(a) ( Observ. sur l'Histoire de France, liv. III, ch. IV ).

Pour juger du produit des officialités à cette époque, voyez aussi, dans les preuves des Libertés de l'Eglise gallicane, les discours de Pierre Roger, élu archevêque de Sens, et de Roger Bertrandi, évêque d'Autun, à la conférence qui se tint, en présence de Philippe de Valois, sur la juridiction ecclésiastique, le 15 décembre 1329.

(b) Dans le nouveau parlement judiciaire, qui succéda aux parloirs du roi, aux conseils du roi, les conseillers recevaient cinq sols parisis, par jour. ( Histoire du Parlement de Paris, chap. 3. )

(c) « . . . Que le juge imposât lui-même à son profit,

« La manière dont ils en usèrent les exposa plus d'une fois à la censure du Gouvernement. Le chancelier de l'Hôpital leur reprocha à ce sujet, avec beaucoup d'énergie, de se laisser dominer par la cupidité, l'avarice et le plus sordide intérêt. Certes, leurs fonctions n'étaient pas alors gratuites.

« Dans le dernier siècle, il faut en convenir, les gages des magistrats ne se trouvèrent plus en proportion avec leurs services. Mais ils avaient eu soin d'augmenter leurs épices, au point que plusieurs conseillers de grand'chambre en retiraient plus de vingt-cinq à trente mille francs par année. Quelques autres recevaient des pensions de la cour; et, ce qu'ils estimaient bien davantage, c'est qu'ils jouissaient tous d'un grand nombre de privilèges *non moins lucratifs qu'honorables* ( c'est-à-dire, *au moins fort lucratifs, s'ils n'étaient honorables* ). Nous n'en ferons pas ici la longue énumération : nous rappellerons seulement

---

une taxe arbitraire sur ceux qui recouraient à son tribunal, qu'il fût contraint de faire, en quelque sorte, acheter la justice, voilà ce qui compromettait réellement son caractère auguste ».

qu'ils acquéraient la noblesse transmissible. Or, la noblesse comportait l'exemption à perpétuité, pour eux et les leurs, de la taille et autres impositions accessoires, des corvées, bannalités, milice, logemens de guerre, et autres assujettissemens personnels. Sans parler de toutes les prérogatives purement honorifiques, des droits exclusifs de chasse, de pêche et autres de même nature, n'avaient-ils pas encore la certitude que leurs descendans, jusqu'à la dernière génération, seraient appelés par préférence à occuper les places les plus éminentes et les plus lucratives dans le clergé, dans le militaire ou dans la robe? Si l'on soumet au calcul la valeur de ces exemptions, de ces droits et de ces divers avantages, on se convaincra facilement, que tous les emplois qui donnaient la noblesse héréditaire étaient par cela seul les plus productifs pour les titulaires et les plus onéreux pour l'État. On sait aussi que, depuis que la magistrature participait aux honneurs, aux profits de la noblesse, et qu'elle faisait cause commune avec cet Ordre, elle.... avait employé le pouvoir redoutable dont elle était investie, à maintenir, à accroître ses pri-

vilèges et surtout à étendre les droits et les perceptions féodales. D'un autre côté, l'influence que les magistrats avaient obtenue dans l'administration des affaires publiques, leur procurait un grand crédit, et leur faisait courir des chances de fortune et d'ambition, selon qu'ils étaient plus ou moins exercés dans l'art de l'intrigue. C'en est assez sans doute pour dissiper l'erreur de ceux qui pourraient croire que les magistrats exerçaient gratuitement, sous l'ancien régime, les fonctions judiciaires.

« Les magistrats étant désormais privés des exemptions, droits, privilèges et prérogatives dont jouissaient leurs prédécesseurs, quels seront leurs émolumens? La raison dit que, pour les fixer avec justice, il faut avoir égard 1<sup>o</sup> aux études longues, pénibles et dispendieuses qu'il faut avoir faites depuis l'âge de l'enfance jusqu'à celui de la maturité, pour acquérir les connaissances nécessaires à cette profession ; 2<sup>o</sup> à la circonstance que tous les momens du magistrat étant nécessairement employés à l'exercice de ses fonctions, il lui est absolument impossible de se livrer à aucun autre emploi lucratif. Je persiste à dire qu'il n'est

pas nécessaire, qu'il est peut-être même dangereux que le magistrat soit dans l'opulence; une grande fortune exige trop de soins : mais il ne faut pas non plus qu'il soit dans la pénurie. Ses émolumens doivent être proportionnés à la dignité, à la gravité de son ministère; ils doivent être tels, qu'il puisse vivre sans luxe, mais dans l'aisance, qu'il puisse donner à sa famille une éducation soignée. S'ils étaient de beaucoup inférieurs aux bénéfices qu'un jurisconsulte honnête et délicat fait communément, celui-ci dédaignerait la magistrature, et cesserait d'y aspirer comme à une retraite avantageuse; ce qui nuirait essentiellement à l'une et à l'autre profession. D'après ces diverses considérations, on sentira la nécessité d'accorder aux magistrats un traitement honorable et proportionné à l'utilité de leurs fonctions... »

L'auteur ajoute : « L'immortel Montesquieu assigne un lot à chaque profession : les richesses à ceux qui lèvent les tributs, la gloire et l'honneur à la noblesse..., le respect et la considération à ces ministres et ces magistrats qui, ne trouvant que le travail après



le travail, veillent nuit et jour pour le bonheur de l'empire (a). Doit-on conclure de ce passage, à l'exemple de plusieurs personnes, qu'il faut retrancher les appointemens des magistrats, ou du moins les réduire, comme sous l'ancien régime, à l'intérêt de la finance de leur charge, parce qu'un salaire en argent est incompatible avec la dignité de leur ministère? C'est ainsi que l'on abuse des citations pour étayer les opinions les plus absurdes. En disant que la magistrature doit être environnée de respect et de considération, Montesquieu a-t-il pu prétendre que les magistrats ne dussent recevoir aucun traitement pécuniaire? La preuve du contraire, c'est qu'il les compare aux ministres; et, certes, personne ne s'est encore avisé de soutenir que le ministère fût une fonction gratuite. Si, faute de traitement, le magistrat tombait dans l'indigence, pense-t-on qu'il pût inspirer long-temps le respect et la considération? Et comment le salaire du magistrat serait-il incompatible avec la dignité de son ministère? les principaux fonction-

---

(a) Voy. l'Esprit des Loix, liv. XIII, chap. XX.

naires de l'État, ne reçoivent-ils pas des traitemens..... ?

« Il reste à examiner si le trésor public peut supporter cet excès de dépense. Quelques personnes prétendent qu'il ne le peut et ne le doit pas ; et qu'il vaut beaucoup mieux rétablir les épices et faire payer les frais de justice par ceux qui plaident , que les répartir sur la masse entière de la société , dont une grande partie ne plaide pas. Je ne saurais adopter cette opinion ; parce qu'en principe, si chaque citoyen doit concourir par ses services et ses contributions au maintien de la Société, c'est à la Société ou au Gouvernement qui la représente, à faire régner dans son sein l'ordre et la paix, à garantir par conséquent à chaque individu la sûreté de sa personne et la propriété de ses biens. Et comme toutes les contestations judiciaires ont pour objet des questions de sûreté ou de propriété, la Société doit pourvoir gratuitement à leur solution, afin que l'indigent ne soit pas exposé à éprouver un déni de justice, s'il se trouve hors d'état d'acquitter les émolumens du juge. Lorsqu'un citoyen est assailli par des malfaiteurs, la gendarmerie

volé à son secours, et ce secours est essentiellement gratuit. De même, lorsqu'il éprouve une injustice, il doit trouver un secours désintéressé dans les organes de la loi; par la raison que, la sûreté et la justice devant être considérées l'une et l'autre comme dettes de la société, les frais qu'elles occasionent doivent être également pris sur les contributions générales. Sous ce premier rapport, le rétablissement des épices me paraît peu conforme aux principes élémentaires de l'ordre social. Les épices ont encore l'énorme défaut d'être une perception absolument arbitraire, abandonnée à la discrétion de ceux qui doivent en profiter. Elles assimilent le juge à un mercenaire vendant la justice, et blessent par conséquent la dignité de son ministère. Aussi ont-elles toujours été considérées, d'après ces divers motifs, comme une rétribution injuste en elle-même, vile et déshonorante pour la magistrature.

« On craint que les honoraires de la magistrature ne forment une surcharge onéreuse au trésor public, et ce danger sera sans doute exagéré par les gens de finance, toujours dis-

gnent; et la justice qui triomphe avec lui, le remet entre les bras de la paix dans le tranquille séjour d'une innocente solitude. Et soit qu'avec ces mêmes mains qui ont tenu si longtemps la balance de la justice, il cultive en repos l'héritage de ses pères; soit, qu'appliqué à former des successeurs de ses vertus, il cherche à revivre dans ses enfans, il travaille aussi utilement pour le public, que lorsqu'il exerçait les plus importantes fonctions de la magistrature; soit qu'enfin occupé de l'attente d'une mort qu'il voit sans frayeur approcher tous les jours, il ne pense plus qu'à rendre à la nature un esprit meilleur qu'il ne l'avait reçu d'elle; plus grand encore dans l'obscurité de sa retraite, que dans l'éclat des plus hautes dignités, il finit ses jours aussi tranquillement qu'il les avait commencés. On ne l'entend point, comme tant de héros, se plaindre, en mourant, de l'ingratitude des hommes, et du caprice de la fortune. Si le ciel lui permettait de vivre une seconde fois, il vivrait comme il a vécu; et il rend grace à la Providence, bien moins de l'avoir conduit glorieusement dans la carrière des honneurs, que de lui avoir

fait le plus grand et le plus estimable de tous les présens, en lui inspirant l'amour de son état » (a).

Ce tableau touchant est l'expression d'un homme de bien, d'un digne et vertueux magistrat, pénétré de la nature et de l'importance des devoirs que ses honorables fonctions imposent; mais, pour qu'il ne soit pas bien souvent en contradiction avec la réalité, il faut encore que la prévoyance du Législateur se manifeste et que la Constitution de l'État renferme quelques dispositions conçues et dictées dans la vue d'atteindre le même but. Cette prévoyance législative est en toutes choses beaucoup plus puissante que ne le sont les conseils et les simples exhortations. D'ailleurs, « la justice et l'humanité veulent aussi que le magistrat courbé sous le poids des ans, épuisé par les travaux pénibles de son ministère, puisse obtenir une retraite. S'il est imprudent de confier à de jeunes légistes, qui n'ont point acquis assez l'expérience des hommes et des choses, les fonctions judiciaires, il est plus

---

(a) *Mercuriale* de 1703.

dangereux encore d'en laisser continuer l'exercice par un juge tombé en caducité, qui éprouve de jour en jour l'affaiblissement progressif de toutes ses facultés intellectuelles et morales. Le magistrat trop jeune peut acquérir, mais le vieillard perd sans cesse; il est exposé à commettre à chaque instant des inadvertances et des bévues qui compromettent sa réputation, sa gloire, et l'intérêt de la justice. Il ne saurait être destitué par l'autorité, puisque la Constitution veut qu'il conserve ses fonctions pendant sa vie, s'il n'est tombé en forfaiture. Il ne peut donner sa démission, s'il n'a que ses appointemens pour subsister, puisqu'il serait exposé à périr de faim. Il est donc de la dignité et de la sagesse du Gouvernement de ne pas souffrir que celui qui a consacré sa vie entière au sacerdoce de la justice, soit réduit à la cruelle alternative de continuer un service qu'il est hors d'état de bien faire, ou de voir accumuler sur sa tête les angoisses réunies de la décrépitude et de la misère » (a).

---

(a) De la Magistrature en France, etc., 2<sup>e</sup> part., ch. v, pag. 130.

SECTION V.

*Inviolabilité, Indépendance, Publicité des Cours et Tribunaux de premier et de second degré.*

« *Maximè autem adducuntur plerique, ut eos justitiæ capiat oblivio, cùm in imperiorum, honorum, gloriæ cupiditatem inciderint* » (a).

I<sup>o</sup>. II<sup>o</sup>.  
Inviolabilité,  
Indépendance,  
des Cours et  
Tribunaux  
inférieurs.

— « A quoi doit-on s'attendre lorsque le Pouvoir judiciaire est confié à des individus ou à des corps qui prétendent avoir une influence politique, une participation au pouvoir souverain ; et dont l'autorité n'est point circonscrite ni déterminée ? N'est-il pas à craindre que le désir d'augmenter cette influence ne devienne la principale affaire des magistrats, et qu'ils ne fassent servir le Pouvoir judiciaire d'instrument à leur ambition ? Ce danger paraîtra inévitable à tous ceux qui ont acquis l'expérience des hommes et qui connaissent l'effervescence de l'esprit de corps (b).

---

(a) CICER. *De Off.*, liv. I, § VIII.

(b) « On remarque en France (et partout) que, dès

« Les parlemens se trouvèrent dans cette position critique, dès qu'ils se furent ingérés dans les affaires d'administration générale; les lumières et la sagacité des magistrats ne purent les garantir des écueils auxquels les exposait le vice de l'institution : ils furent entraînés dans des erreurs bien funestes.

« Ainsi, par exemple, après avoir travaillé avec ardeur à rendre l'autorité du roi arbitraire, ils cherchèrent à la partager, en se mettant.... à la place des États-généraux. Ils luttèrent souvent contre le Conseil du roi, et repoussèrent avec beaucoup d'énergie les mesures qu'ils jugèrent contraires à leurs intérêts, tandis qu'ils se montrèrent beaucoup plus faciles pour toutes celles dont les inconvéniens frappaient loin d'eux. Dans les différentes crises qu'éprouva le Gouvernement, ils prirent parti tantôt pour la cour, tantôt pour les grands, quelquefois même pour l'étranger. Et le plus souvent leur détermination dans ces conjonctures difficiles fut le résultat des intri-

---

qu'un homme entre dans une compagnie, il prend d'abord ce qu'on appelle *l'esprit du corps*. » (Lettres Persanes, *lettr.* 54.)



gues et de l'ambition. C'est en vain que François I<sup>er</sup>, Richelieu et Louis XIV cherchèrent à les humilier, soit en leur interdisant le droit de modifier les édits, en bornant leur compétence, en les assujettissant à prendre tous les ans de nouvelles provisions, soit en les forçant, comme tous les autres citoyens, à fléchir sous un joug despotique : ils cédèrent momentanément ; mais il leur fut facile, sous les Gouvernemens faibles qui suivirent, de recouvrer et même d'augmenter leurs prérogatives. Tant il est vrai que les Corps toujours subsistans, toujours assemblés, et toujours occupés de leurs intérêts, trouvent de grandes ressources dans leur longanimité et dans la variété des circonstances. En résultat, la puissance des parlemens fut toujours en raison inverse de celle du Gouvernement.

« Et pour qu'on ne dise pas que ces assertions sont téméraires, qu'on se rappelle la conduite du parlement de Paris sur la fin déplorable du règne de Charles VI. Après avoir pris parti dans la faction de Bourgogne, non-seulement il adhéra au traité de Troyes, suivant lequel, au mépris de la loi salique, on

faisait passer la couronne de France sur la tête de Henri V, roi d'Angleterre ; non-seulement il prêta serment d'obéissance entre les mains du duc de Bedford ; mais il prononça un arrêt de proscription contre le Dauphin, qui a régné depuis sous le nom de Charles VII, déclara ce prince criminel de lèse-majesté, déchu de toutes successions, honneurs et dignités, et ses vassaux affranchis du serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté. Il est à remarquer que cet arrêt est le premier acte de juridiction criminelle rendu par cette cour.

« Qu'on se rappelle les persécutions que les parlemens ont fait éprouver aux religionnaires durant le seizième siècle. Celui de Paris donna le signal au commencement de 1535, en condamnant au supplice du feu six bourgeois qui avaient adopté la doctrine de Calvin ; l'arrêt fut exécuté à l'Estrapade. On les hissa au bout d'une longue poutre, d'où on les fit descendre à plusieurs reprises sur un bûcher ardent, pour les faire brûler à petit feu (a). Cinq ans après, le parlement de Provence condamna

---

(a) Histoire du Parlement de Paris, chap. xxx.

dix-neuf des principaux habitans de Mérindol, prévenus d'hérésie, à périr dans les flammes, et ordonna que leurs bois seraient coupés et leurs maisons démolies. Le commandant du Piémont ayant fait surseoir l'exécution de cet arrêt atroce, les Vaudois obtinrent leur pardon de François I<sup>er</sup>, à condition qu'ils abjureraient. Mais cette condition n'ayant pas été remplie, le même parlement continua sa poursuite et surprit du Gouvernement la permission d'exécuter l'arrêt suspendu. Meynier d'Oppède, premier président, et l'avocat-général Guérin, se chargèrent eux-mêmes de cette exécution, se mirent à la tête des troupes, coururent de village en village, firent massacrer sous leurs yeux tous les habitans, sans distinction d'âge ni de sexe. Vingt-deux bourgs furent réduits en cendres, et le peuple qui les habitait exterminé. Cet excès de barbarie causa une horreur générale. Le roi fit dénoncer, au parlement de Paris, les deux chefs de l'expédition; d'Oppède eut assez de crédit et d'intrigue pour se faire déclarer absous; l'avocat-général Guérin paya seul de sa tête les flots de sang innocent qui avaient été versés.

« Sous le règne de Henri II et sous celui de Charles IX, au lieu d'employer toute son autorité pour calmer les esprits et maintenir la paix publique, le parlement de Paris, séduit par les Guises, excita les fureurs du fanatisme, poussa les différens partis à la guerre civile avec une violence extrême, et ne fut que trop bien secondé par les parlemens de province. D'abord, au mépris des formes et des lois dont il était dépositaire, il organisa un espionnage général, établit une sorte de procédure clandestine et inquisitoriale contre les réformés. Il ordonna par ses arrêts de leur *courre-sus*, de les exterminer : lorsque les deux partis lassés de répandre le sang français voulurent poser les armes, le parlement fit les plus grands efforts pour empêcher la pacification, au point de n'enregistrer les édits qui y avaient rapport, que provisoirement, avec des protestations, et d'insérer sur un registre secret des modifications qui en changeaient les dispositions principales. Celui de Toulouse, au lieu de vérifier la pacification de 1568, fit trancher la tête au gentilhomme, nommé Rapin, qui lui avait apporté cet édit de la part du roi.

Le chancelier de l'Hôpital, cet homme célèbre, qui a le plus honoré la magistrature, indigné de la conduite des parlemens, de l'esprit de fanatisme qui les dirigeait, de l'abus qu'ils faisaient de la vérification et de l'enregistrement des lois, tenta, mais en vain, de leur arracher ce droit....

« Enfin, le parlement de Paris porta la frénésie jusqu'à ordonner que l'anniversaire de la Saint-Barthélemy serait célébré dans une procession solennelle. Au lieu de faire le procès aux assassins de Coligni, il fit celui de l'amiral assassiné, et prononça un arrêt contre la mémoire de ce grand homme, arrêt qui n'est infamant que pour la mémoire des juges qui l'ont rendu (a).

« Sous Henri III, le parlement de Paris eut la prétention de se mettre bien au-dessus des États-généraux, en modifiant l'ordonnance donnée par les États de Blois.

« Les parlemens de Paris, de Languedoc et

---

(a) Le parlement de Paris fut lui-même exposé aux violences et aux outrages des ligueurs. C'est ce qui a fait dire à M. de Voltaire, « qu'il fut tour à tour l'organe et la victime de la ligue. »

de Rouen se signalèrent par des arrêts de proscription contre Henri IV, le meilleur de nos rois, et contre ses partisans.

« Sous le commencement du règne de Louis XIII et sous la régence d'Anne d'Autriche, les parlemens cherchèrent à profiter de la faiblesse du Gouvernement pour s'emparer de la puissance publique. Ils se réunirent aux grands et au parti de l'étranger contre la cour; ils s'engagèrent dans ces misérables tracasseries de la Fronde, qui donnèrent lieu à une guerre civile non moins ridicule que désastreuse.

« En un mot, ils ont presque toujours été les fauteurs ou les artisans des troubles civils, et ils ne se sont déterminés à réclamer les États-généraux, que lorsqu'ils ont cru ne pouvoir plus défendre leurs privilèges.

« Comment les affaires contentieuses particulières n'auraient-elles pas souffert de cette organisation vicieuse de l'Ordre judiciaire? On trouvait sans doute dans les parlemens de France toutes les lumières et-toutes les connaissances désirables pour bien administrer la justice; mais cette influence politique, ce désir

de grandeur, cette soif de pouvoir, cette lutte d'autorité, dont j'ai parlé, entretenaient dans ces compagnies un foyer d'intrigues et un ferment de passions, qui contrastaient essentiellement avec le calme et l'impassibilité dont les magistrats ont un si grand besoin pour conserver leur intégrité. J'en appelle encore au témoignage de ceux qui ont acquis la connaissance du cœur humain ; ils attesteront tous que l'intérêt, l'ambition et l'esprit de corps altèrent le jugement et nuisent à l'impartialité des magistrats.

« Les fonctions politiques étant celles qui flat-  
taient le plus les parlemens, elles obtenaient  
toujours la préférence, en sorte que les plus lé-  
gères tracasseries de cour interrompaient sou-  
vent l'administration de la justice. Les affaires  
contentieuses n'étant pas les principales af-  
faires des magistrats, il devait arriver encore  
qu'ils n'y consacraient pas tout leur temps,  
toutes leurs facultés, et qu'ils les traitaient  
quelquefois avec précipitation et légèreté. Leur  
prétention vraiment extravagante d'être plus  
sages et plus puissans que la loi, de n'être pas  
astreints à s'y conformer, d'avoir le droit de

la modifier et même de la faire céder par leurs jugemens aux règles d'équité, *qu'ils savaient varier selon le temps, les circonstances, et la qualité des personnes* (a), donnait la plus grande latitude à l'arbitraire, et laissait flotter les particuliers dans l'incertitude la plus funeste de leurs droits, puisqu'ils n'étaient point assurés de les voir sanctionnés par la justice, lors même qu'ils étaient étayés sur le texte sacré des lois. Entraînés par leur système à se prononcer dans toutes les dissensions civiles et à profiter des troubles publics pour augmenter leur puissance, était-il humainement possible qu'ils tinssent la balance d'une main bien assurée, et qu'ils pesassent avec une impartialité absolue les intérêts de leurs partisans, lorsqu'ils se trouvaient en opposition avec ceux de leurs ennemis. . . . ?

« Pour peu que l'on y réfléchisse, on trouvera dans cette organisation vicieuse des parlemens le vrai mobile des persécutions dirigées contre les religionnaires et contre une multitude d'individus non moins innocens, depuis la maré-

---

(a) Voy. ci-dessus, pag. 31, 220 et suiv.



chale d'Ancre, jusqu'à l'infortuné Calas. On y trouvera la cause de la faveur accordée à tous les privilèges, et surtout les vrais motifs de l'extension prodigieuse des droits féodaux. Personne n'ignore qu'avant la Révolution la féodalité s'étendait sur la presque totalité des propriétés réelles du royaume; qu'elle écrasait l'agriculture, nuisait essentiellement à la levée des contributions; et cependant le plus grand nombre de ces prétendus devoirs, et surtout les plus vexatoires, n'étaient étayés ni sur la loi, ni sur les titres, mais uniquement sur la jurisprudence des cours souveraines (a).

« C'est encore à l'esprit de corps, considéré sous un autre point de vue, que M. de Vol-

---

(a) Rien n'était moins constant et plus varié que les prétendues maximes qui servaient de règles pour établir les perceptions féodales. Ici on mettait en principe, *nulle terre sans seigneur* : là, *le cens était jugé imprescriptible* ; ailleurs, on tenait pour constant que les droits de mutation, stipulés *au tiers denier*, emportaient la *moitié* du juste prix, etc., etc. Ces surcharges et une multitude d'autres du même genre, n'étaient étayées que sur la jurisprudence des parlemens, dont les membres étaient juges et parties : car ils étaient presque tous propriétaires de droits féodaux.

taire attribue les poursuites que le parlement de Paris fit vers le milieu du quinzième siècle contre les facteurs de Fauste, imprimeur, accusés de magie, pour être venus vendre à Paris les premiers livres imprimés; la longue résistance de cette cour à la réforme du calendrier; l'arrêt qu'elle rendit pour Aristote, et ses arrêts contre l'émétique, contre l'inoculation de la petite-vérole, et contre l'encyclopédie. Toutes ces matières étant hors de la sphère judiciaire, le parlement n'en prit connaissance qu'en vertu de l'autorité administrative à laquelle il prétendait avoir droit de participer. Tel est, ajoute Voltaire, le sort des compagnies les plus sages, qui n'ont d'autres règles que leurs anciens usages et leurs formalités. Elles s'opposent à tous les arts naissans, à toutes les vérités contraires aux erreurs de leur enfance, à tout ce qui n'est pas dans l'ancien goût et dans l'ancienne forme..... Comme aucun membre d'une compagnie ne répond des délibérations du corps, les avis les moins raisonnables passent quelquefois sans contradiction : c'est pourquoi Sully a dit dans ses mémoires, que, si la sagesse descendait sur la

terre, elle aimerait mieux se loger dans une seule tête que dans celles d'une compagnie<sup>(a)</sup>.

« On aurait tort, je le répète, de chercher la cause de ces erreurs diverses dans la mauvaise composition des parlemens, c'est-à-dire, dans le mauvais choix des membres qui les composaient. Il est constant au contraire qu'ils étaient en général non moins recommandables par leurs qualités morales que par leur instruction, et qu'il se formait parmi eux des hommes du premier mérite. Mais ils composaient des corps ambitieux par essence, toujours préoccupés du désir d'augmenter leur influence, en profitant des intrigues et des troubles du Gouvernement. L'intérêt du corps, les combinaisons de l'homme d'état se trouvaient fréquemment opposés aux devoirs austères du magistrat, et c'est ce vice radical de l'institution, cette opposition entre l'intérêt et le devoir, qui produisaient les désordres dont nous avons parlé. Il ne suffit pas qu'un corps soit composé d'hommes éclairés; s'il est mal institué, s'il ne se trouve pas en harmonie avec les autres parties constitutives du Gou-

---

(a) VOLTAIRE. *Essai sur les mœurs.*

vernement, il troublera infailliblement l'ordre public » (a).

Ces faits historiques ; ces observations judiciaires, que nous avons cru devoir rapporter ici, par la raison, entre autres, qu'il en ressort une confirmation nouvelle de plusieurs vérités et principes successivement développés dans le cours de cet ouvrage (b), se concilient facilement avec ce qu'il est bien essentiel de reconnaître en principe, relativement à l'inviolabilité et à l'indépendance des cours et tribunaux. Au sujet de cette inviolabilité et de cette indépendance, nous transcrivons maintenant le passage suivant d'un discours prononcé par un autre magistrat, dont il ne serait pas naturel que les principes et la manière de considérer les choses se trouvassent en contradiction avec les jugemens de l'auteur dont nous venons d'emprunter le langage. Dans ce discours composé pour la rentrée des vacations, devant le tri-

---

(a) De la Magistrature en France, etc., 1<sup>re</sup> part., ch. iv. *Des parlemens de France, considérés comme réunissant une grande influence politique à l'autorité judiciaire*, pag. 40 et suiv.

(b) Voy. entre autres, vol. x, pag. 260, 547 et suiv.; vol. xi, pag. 216 et suiv.

bunal de première instance du département de la Seine, audience du 7 novembre 1817, l'un de MM. les substituts du procureur du roi près ce tribunal (M. Bourguignon fils), s'est exprimé en ces termes : « Oubliant les principes conservateurs de l'ordre des sociétés, Charles V ose porter un jour une imprudente main sur l'arche sainte et renverser en France tous les corps de magistrature. Il imagine d'y substituer des commissions temporaires composées d'hommes vertueux, mais révocables, qu'il charge de rendre la justice sur tous les points du royaume. Bientôt un feu général allumé dans nos provinces lui apprend qu'en ébranlant la stabilité et l'indépendance de l'Ordre judiciaire, il a ébranlé des mêmes coups les fondemens de la Monarchie; qu'il ne peut arrêter les progrès du mal qu'en brisant les instrumens du pouvoir qui l'ont causé. Alors, paraît cette ordonnance remarquable par laquelle, en révoquant la suppression des parlemens, il déclare avec une modestie si pleine de charmes *qu'elle lui a été surprise par mauvaise impression et à son grand déplaisir* : bien différent de ceux, ajoute l'historien, qui pen-

sent que les erreurs échappées à l'autorité du prince ne peuvent plus être rétractées. Ah! sans doute, ce fut par des actes plus réfléchis et mieux conçus de son règne que ce monarque sut conquérir le surnom glorieux de Charles-le-Sage; mais jamais peut-être il ne fut plus digne d'un tel honneur que dans ce moment de candeur et de bonté, où il joignit au courage d'avouer sa faute le mérite vraiment royal de la réparer » (a).

(a) (Voy. le Moniteur du 8 novembre 1817, n° 512).

On peut aussi appliquer à ce sujet le passage suivant de l'Abbrégé de la République de Bodin : « Après avoir disputé aux rois le droit d'abroger les lois qu'ils ont publiées eux-mêmes, on a cherché des raisons pour les dissuader d'en user.... On a dit que la variation était indigne de la majesté souveraine, qu'elle était une faiblesse, un aveu de peu de réflexion et même d'imprudence; on s'est mépris.

« On a substitué une fausse grandeur, à la majesté véritable, l'orgueil à la dignité, l'opiniâtreté à la droiture.

« Les rois, accablés sous le nombre inimaginable des objets que présente le gouvernement, ne prétendent pas à l'infailibilité : auraient-ils à rougir d'une erreur dont le reproche ne tombe pas sur leur personne. Si par des faisions quelquefois imperceptibles, ou par l'abus de ceux qui exécutent, ce qu'ils auront ordonné dans des vœux de

Mais ce qu'il faut dire surtout, pour éloigner toute opposition, toute divergence de sentiment sur cette matière, parmi les hommes éclairés, c'est que, dans un état de choses régulier, sous un Gouvernement bien constitué, où tout est à sa place, où tout marche dans l'ordre et les limites déterminés par la nature même et que doit consacrer la Loi fondamentale de l'État, l'inviolabilité des cours et des tribunaux doit en effet être religieusement respectée; c'est qu'aucune espèce de commissions temporaires ne doit y être établie; car

---

bien produit un effet que l'on n'a pas prévu, faudrait-il laisser subsister le mal dans l'idée d'une grandeur imaginaire? Le Prince ne recule pas, lorsqu'il rétrograde sur le chemin qui l'a égaré, il s'avance vers la bonne voie. On veut donner à des rois les qualités des petites âmes. Si un ministre, enflé d'une folle vanité, parvenait à inspirer à son prince ces maximes, on pourrait s'écrier avec l'auteur de l'Esprit des lois : *tout est perdu.*

« Charles V, surnommé le Sage, convoqua les États sur les plaintes de la Guienne; il leur dit : *qu'il les avait fait venir pour avoir leurs avis, et se corriger s'il avait fait quelque chose qu'il ne dût pas faire.* C'est penser en roi; un sentiment contraire est un sentiment dur; il est d'obstination et de fausse gloire. » (Abrégé de la Rép. de Bodin, tom. 1, liv. II, chap. v, pag. 242 et 243.)

l'établissement de ces commissions, cours pré-votales ou autres, est une atteinte réelle portée à ce Principe de l'Inviolabilité des cours et tribunaux ordinaires. Il est donc naturel que l'on ait récemment élevé la voix de toutes parts contre l'infraction de ce même principe. Le rapporteur de la commission chargée de l'examen du projet de loi présenté à la Chambre des députés, dans la séance du 9 janvier 1817, sur la suspension de la liberté individuelle, a dit, entre autres : « Les cours pré-votales, établissemens de circonstances, ont moins de force qu'on ne l'avait cru. Les tribunaux extraordinaires prennent mal en France » (a). — « La raison en est, a dit un autre membre de la Chambre, qu'un Gouvernement libre veut des ressorts de liberté » (b). Et un autre membre encore s'est exprimé ainsi : « Oui, messieurs, les tribunaux extraordinaires prennent fort mal; et elles prendront toujours de plus en plus mal, en France, toutes les institutions qui feront dépendre les hommes

---

(a) Disc. de M. De Serre, Moniteur du 11 janvier 1817. n° 11.

(b) Disc. de M. Jèsse de Beauvoir. (*Ibid.*)



du caprice, de l'erreur; ou des passions d'un ou de plusieurs autres hommes, en privant en même temps l'opprimé de la protection des formes judiciaires. Qu'on n'espère pas, quoi qu'on puisse faire, qu'on n'espère pas effacer ce sentiment de sa dignité et de ses droits qui a pénétré dans le cœur de chaque Français. Travaillez plutôt à le fortifier, respectez-le surtout, et, loin d'en arrêter l'essor, livrez-vous sans crainte à ses effets. Ce sentiment seul peut empêcher notre malheureuse patrie de tomber dans le découragement, rétablir sa prospérité, et la sauver de l'abîme d'opprobre et de misère où tant de causes diverses menacent de nous replonger » (a). — « Entre les mains des tyrans, les tribunaux d'exception sont une arme infailible pour se défaire des hommes qu'ils effarouchent. Ces tribunaux servent également d'auxiliaires aux révolutions; ils en deviennent comme le sceau, lorsqu'ils n'en ont pas été le principal levier, et c'est encore une arme qu'on emploie pour frapper

---

(a) Discours de M. Voyer d'Argenson; séance du 14 janvier 1817; *Moniteur* du 16.

plus sûrement le parti vaincu. Sous quelque couleur qu'on les présente, quelque nom qu'on leur donne, sous quelque prétexte qu'on les institue, on doit les regarder comme des tribunaux de sang; ils déshonorent le prince qui s'en sert; ils souilleraient la révolution entreprise pour la plus juste cause » (a).

III<sup>e</sup>.  
Publicité.

Par les premiers actes de la Révolution, la législation, en France, a été mise en harmonie avec le principe de la publicité, même dans les justices inférieures. La loi du 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire, porte : « Tit. II, art. 14. En toute matière civile ou criminelle, les plaidoyers, rapports et jugemens seront publics; et tout citoyen aura le droit de défendre lui-même sa cause, soit verbalement, soit par écrit ».

— Loi du 19-22 juillet 1791. « Tit. II, art. 56. Les audiences de chaque tribunal seront publiques, et se tiendront dans le lieu qui sera choisi par la municipalité. . . .

---

(a) De la Justice criminelle en France, par M. Béren-ger, tom. I, chap. II, 2<sup>e</sup> part., sect. I, pag. 84.

CHAP. II. TIT. III. *Pouvoir judiciaire.* 263

« Art. 58. L'instruction se fera à l'audience, le prévenu y sera interrogé, les témoins pour et contre entendus en sa présence, les reproches et défenses proposés, les pièces lues, s'il y en a, et le jugement prononcé de suite, ou au plus tard à l'audience suivante, etc. » (a).

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. x, pag. 269, 286 et suiv.

---

## DEUXIÈME PARTIE.

DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES RELATIVES A LA FIXATION DES ATTRIBUTIONS DES COURS ET TRIBUNAUX DE SECOND ET DE PREMIER DEGRÉ.

SOMMAIRE. Répartition de ces Attributions.

Dans un ouvrage élémentaire et pourtant déjà étendu, tel que celui-ci, lorsque les vérités fondamentales ont été posées, et que par suite les principes qui en découlent immédiatement ont été suffisamment démontrés, de longs développemens au sujet des conséquences et détails secondaires seraient superflus. En effet, l'évidence de ces conséquences et détails d'application doit résulter, pour le lecteur attentif et judicieux, du rapprochement et de la coïncidence de ces mêmes détails avec les principes et avec leurs bases.

Hâtons-nous donc : les événemens se présentent ; l'époque s'avance et se prépare ; et dans ces circonstances, l'utilité de cet ouvrage peut être d'autant plus prochaine et plus grande, qu'il sera terminé plus promptement.

Nous nous bornerons à faire remarquer ici,

CHAP. II. TIT. III. *Pouvoir judiciaire.* 265

par une indication sommaire des Attributions judiciaires dans les cours, dans les tribunaux et dans les justices inférieures, que ces attributions doivent s'y trouver divisées et réparties précisément d'après les mêmes principes et les mêmes règles.

*Section civile et commerciale.*

La nature même des choses distingue et prescrit de séparer cette première Section en deux Chambres, savoir : Chambre civile et Chambre commerciale.

La Chambre civile doit naturellement connaître de toutes les contestations en matières purement civiles.

La Chambre commerciale connaîtra des contestations en matières de commerce.

*Nota.* 1<sup>o</sup> Il faut encore remarquer ici que cette première division n'empêche pas que, pour l'utilité du service et pour la prompte expédition des affaires, chaque Cour, chaque Tribunal, et même chaque Justice communale, ne puisse, suivant les localités, admettre une subdivision de l'une et de l'autre de ces deux Chambres principales en plusieurs autres chambres ou sections : ce que l'on peut

sans inconvénient leur laisser la faculté de déterminer par un Règlement particulier et intérieur.

2<sup>o</sup> Il est bon de faire observer aussi qu'aujourd'hui, en France, il n'existe de tribunaux de commerce pour le jugement en premier ressort des contestations commerciales, que dans quelques villes du royaume. Le Code du mois de septembre 1807 (liv. iv, titre 1, art. 615) a réservé au chef du Gouvernement la faculté de déterminer, par un règlement d'administration publique, le nombre de ces tribunaux et les villes de leur situation. Partout où ils n'ont pas été établis, leurs fonctions sont remplies par les tribunaux civils dits de première instance. Au second degré de juridiction, cette distinction ne subsiste plus; et les cours royales prononcent sur les appels des jugemens rendus en premier ressort par les tribunaux civils et par les tribunaux de commerce. Mais pourquoi cet état de choses doublement irrégulier, et que rien ne nécessite véritablement.... ?

Il existe en effet, entre les procès sur les matières civiles et sur les matières commerciales, une distinction naturelle, et qui motive l'admission d'une distinction semblable dans l'organisation des cours, aussi bien que dans celle des tribunaux inférieurs; mais il n'en résulte pas la nécessité de recourir, nulle part, et à quelque degré de juridiction que ce soit, à l'établissement de tribunaux extraordinaires ou d'exception.

## CHAP. II. TIT. III. *Pouvoir judiciaire.* 267

Quant à présent, nous ne répondrons pas à ce sujet aux argumens fondés que l'on pourrait tirer de l'état actuel de l'organisation judiciaire en France, et plus particulièrement de la différence des règles adoptées pour la nomination des juges dans les tribunaux civils ou ordinaires, et pour celle des juges dans les tribunaux de juridiction exceptionnelle ou commerciale. Ces objections ou argumens se trouveront naturellement résolus et écartés par l'exposition des principes que nous aurons à établir dans le second paragraphe de ce titre III, concernant le mode de renouvellement des cours et tribunaux en général; il nous sera facile alors de reconnaître que les règles à admettre constitutionnellement en cette partie de l'organisation sociale, peuvent et doivent y être à tous égards uniformes et régulières pour toutes les cours et pour tous les tribunaux.

### *Section du Contentieux entre l'Administration et les Parties, de Liquidation et Comptabilité.*

De même que dans la Cour suprême nationale, cette Section se divise aussi, d'après la nature même des choses, en deux branches, dans les Cours de département, dans les Tribunaux d'arrondissement et dans les Justices communales, savoir : Chambre du Conten-

tieux entre l'administration et les parties, et Chambre de liquidation et comptabilité.

La Chambre du Contentieux doit naturellement connaître des contestations qui, aux divers degrés correspondans de la hiérarchie administrative, peuvent s'élever entre les agens de cette branche du Pouvoir, agissant en cette qualité, et les simples citoyens. De ces contestations, quelques-unes déjà, telles que celles qui sont relatives à la perception des impôts indirects, ont été attribuées, en 1790, aux tribunaux de district *(a)* et le sont présentement aux tribunaux de première instance; les autres, telles que celles qui sont relatives aux réglemens des indemnités dues aux particuliers, à raison des terrains pris ou fouillés pour la

---

*(a)* Entre autres, la loi du 7 — 11 septembre 1790, faisant suite à celle du 16 août, sur l'organisation judiciaire, portait: « Tit. xiv, art. 2. Les actions civiles, relatives à la perception des impôts indirects, seront jugées, en premier et dernier ressort, sur simples mémoires et sans frais de procédure, par les juges de district, lesquels une ou deux fois la semaine, selon le besoin du service, se formeront en bureau ouvert au public, composé d'au moins trois juges, et prononceront après avoir entendu le commissaire du Roi, etc., etc.»



confection des chemins, canaux ou autres ouvrages publics, ont été attribuées d'abord aux directoires de district et de département (a), et par suite aux conseils de sous-préfecture et de préfecture.

La Chambre de liquidation et comptabilité connaîtra de la vérification, liquidation et apurement des comptes des agens comptables et responsables, et de même aux divers degrés correspondans de la hiérarchie administrative (b).

---

(a) Voy. cette même loi du 7 — 11 septembre 1790, même Titre, art. 1 à 10.

(b) La loi du 14 — 18 décembre 1789 portait : « Art. 57. Tous les comptes de la régie des Bureaux municipaux, après qu'ils auront été reçus par le Conseil municipal, seront vérifiés par l'Administration ou le Directoire du district, arrêtés définitivement par l'Administration ou le Directoire du département, sur l'avis de celle du district ou de son Directoire.... »

« 59. Dans toutes les communautés, sans distinction, les citoyens actifs pourront prendre au greffe de la municipalité, sans déplacement et sans frais, communication des comptes, des pièces justificatives et des délibérations du Corps municipal, toutes les fois qu'ils le requerront.... » (Voy. ci-dessus, vol. XI, pag. 87).

*Nota.* Sous un Gouvernement dont le but est d'assurer en toutes choses le triomphe de la justice et du bon droit, il ne suffit pas que les citoyens puissent trouver, dans les institutions de l'Ordre judiciaire, des moyens prompts et faciles pour faire respecter par les autres citoyens individuellement, leurs personnes et leurs propriétés : il faut, il importe bien davantage encore que chacun d'eux trouve cette même protection contre les employés des diverses branches d'administration, qui sont souvent assez portés à outre-passer les bornes de leurs attributions, ou à abuser de la portion d'autorité qui leur est confiée. Mais comment y parvenir, si l'administration est juge et partie dans sa propre cause, ou s'il faut que le propriétaire lésé soit forcé d'abandonner la surveillance de ses affaires, les travaux de sa profession, pour venir dans la capitale, à deux cents lieues peut-être de son domicile, solliciter comme une faveur, ce qu'il est fondé à réclamer comme un droit ? N'est-ce donc pas, au contraire, à l'Administration que doit être imposée l'obligation de faire juger ses prétentions et réclamations sur les lieux mêmes et par des autorités vraiment judiciaires, dont l'indépendance garantisse l'impartialité ? N'est-ce pas un principe consacré par la législation de tous les peuples civilisés, que le défendeur ne doit pas être distrait des juges naturels de son domicile ? N'est-ce pas ici

le lieu d'observer, ne serait-ce pas même au besoin celui d'étendre l'application de ce principe, puisque l'Administration ayant ses agens et préposés dans toutes les parties du territoire, son exécution ne peut jamais entraîner pour elle aucune difficulté réelle ?

Dans l'une des dernières sessions, plusieurs membres de la Chambre des députés ont manifesté des opinions qui s'accordent parfaitement, quoique d'une manière plus ou moins directe, avec ce que le droit recommande d'adopter par la disposition fondamentale et constitutionnelle, relative à cette partie de l'organisation judiciaire.

Particulièrement, l'un d'eux a dit : « Dans cet ancien régime si décrié (d'une part, et tant vanté de l'autre), les parlemens s'honoraient pourtant d'être les défenseurs des peuples et l'asile des opprimés. Et sous un Gouvernement constitutionnel, chez un peuple éclairé, qui se vante si fastueusement d'avoir, depuis vingt-neuf années, brisé les fers de son ancienne servitude, d'avoir anéanti les privilèges ; un préfet ou un maire, convaincus d'avoir appesanti leur despotisme sur leurs administrés, de les avoir spoliés par des concussions, ont-ils jamais été frappés du glaive de la loi ? La destitution, souvent même un simple déplacement, ont été les plus grandes des peines qui leur aient été infligées ; et quel plus terrible privilège que celui

de l'impunité dans les principaux agens du pouvoir! N'est-ce pas la plus dangereuse infraction envers nos lois constitutionnelles?

« Ainsi donc on doit penser que l'article 75 du Sénatus-Consulte de l'an VIII, est repoussé et reprouvé par la Charte, et que, celle-ci proclamant la responsabilité des administrateurs, elle admet, comme autrefois, la tradition des coupables devant les cours royales, images et successeurs des Parlemens (*voy. ci-dess., pag. 188 et suiv.*), jusqu'à l'émission d'une nouvelle loi sur la responsabilité, loi qui fixera le mode des nouvelles poursuites judiciaires.

« Combien de lois anciennes ne sont-elles pas encore sans cesse ressuscitées, sans cesse invoquées, contre les intérêts des citoyens? Et l'on étoufferait les plus sages, les plus salutaires, les plus en harmonie avec la Charte, quand il s'agit de défendre, de protéger ou de venger les peuples opprimés par l'arbitraire? Non, il n'en peut être ainsi, sous un Gouvernement libéral et sous la sage administration du prince légitime.

« Ces nobles attributions de haute-police, bien plus que l'extension des ressorts tant de fois déjà réclamée par l'égoïsme ambitieux de quelques localités, releveraient l'éclat des cours royales, elles recouvreraient par là une partie de leur antique splendeur : être les défenseurs des faibles opprimés, leur attirerait la vénération publique.

## CHAP. II. TIT. III. *Pouvoir judiciaire.* 273

« Notre premier devoir est de procurer aux Français un moyen légal d'obtenir justice, car l'impunité irrite et indigne avec raison; et le recours aux tribunaux est le seul qui semble jusqu'ici concordant, sous tous les rapports, avec la Charte, la justice, la raison, et la tranquillité et la sécurité publiques » (a).

### *Section correctionnelle et criminelle.*

C'est encore par la force même des choses et d'après leur division naturelle que cette autre Section principale doit être partagée, dans les Cours et les Tribunaux inférieurs, de même que dans la Cour suprême nationale, en deux Chambres distinctes, savoir : Chambre correctionnelle et Chambre criminelle.

La Chambre correctionnelle jugera *correctionnellement*, c'est-à-dire, qu'elle punira tous les délits que la loi réprime par des lois purement correctionnelles (b), ou même de sim-

---

(a) (Disc. de M. Laisné de Villevesque. *Moniteur du mardi, 5 mai 1818, n° 125.*) — Voy. aussi, ci-dessus, entre autres, pag. 91 et suiv. ; pag. 260 et suiv.

(b) Voy. le Cod. pén., liv. 1, chap. 11, art. 40 et suiv.

ple police dans les justices inférieures ou communales (a).

La Chambre criminelle prononcera sur les délits ou infractions plus graves que la loi qualifie de crimes, et qu'elle punit *criminellement*, c'est-à-dire, par des peines afflictives et infamantes (b).

*Nota.* Nous avons précédemment reconnu que le principe des trois degrés successifs de juridiction doit être admis et observé plus scrupuleusement encore quand il est question de prononcer sur l'honneur, la liberté et la vie des hommes, que quand il ne s'agit que de leur fortune; lorsqu'il importe de reconnaître l'existence d'un crime, que lorsqu'il ne faut que statuer sur celle d'un délit ou d'une simple contravention. (*Voy.* ci-dessus, vol. x, pag. 233 *et suiv.*; et vol. xi, pag. 99 et 100).

Or, l'observation de ce principe conduit encore naturellement à admettre dans les Cours, Tribunaux et Justices inférieures, de même que dans la Cour suprême, la division de la Section correctionnelle et criminelle en deux Chambres : mais cette division

---

(a) *Voy.* le Code pénal, liv. iv, chap. 1<sup>er</sup>, art. 264 *et suiv.*

(b) *Ibid.*, liv. i<sup>er</sup>, chap. 1<sup>er</sup>, art. 12 *et suiv.*

CHAP. II. TIT. III. *Pouvoir judiciaire.* 275

n'est présentement existante en France, que dans les cours royales (a).

---

(a) On peut voir, à ce sujet, entre autres lois promulguées dans les premières années de la Révolution, celle du 19 — 25 décembre 1790, *sur les moyens de pourvoir à la conservation des bois*; celle du 20 janvier — 25 février 1791, *relative à l'établissement d'un tribunal criminel dans chaque département*; celle du 19 — 22 juillet 1791, *sur la police municipale et correctionnelle*; celle du 9 août 1791, *sur la police de la navigation et des ports de commerce*, etc., etc. — Voy. aussi le décret du 6 juillet 1810, *contenant règlement sur l'organisation et le service des Cours impériales, des Cours d'assises et des Cours spéciales*.

## § II.

RENOUVELLEMENT DE LA COUR SUPRÊME NATIONALE DE JUSTICE ET DE CASSATION, DES COURS, TRIBUNAUX ET JUSTICES, DÉPARTEMENTALES, CANTONALES OU D'ARRONDISSEMENT ET COMMUNALES.

*« Restitum judices tuos ut fuerunt prius , et consiliarios tuos sicut  
« antiquitus ; posthac vocaberis civitas justi , urbs fidelis ».*

ISAÏAS , cap. I , v. 26.

Ce que nous allons exposer expliquera dans quel sens naturel et vrai il faut entendre l'épigraphe qui précède. On reconnaîtra par là que nous ne conseillons pas le rétablissement des anciens parlemens, et qu'il faut remonter à une époque encore plus éloignée, pour faire une juste application de ce passage des saintes écritures.

L'ordonnance du 11 mars 1344 se termine par la disposition suivante : *« Le Roi a ordonné que nul ne soit mis au lieu et nombre de l'un des susdits États , quand il vaquera , se il n'est témoigné au Roi , par le chancelier et par le parlement , être suffisant à exercer ledit office , et être mis auxdits nombre et lieu ».*



— « Cette disposition est remarquable, dit M. Henrion de Pansey : on y voit que le roi prend l'engagement de ne conférer les offices du parlement qu'à ceux dont la suffisance lui sera certifiée par cette compagnie, réunie sous la présidence du chancelier.

« Cependant il n'y avait encore que quarante-deux ans que le parlement était sédentaire à Paris ; et déjà l'expérience avait averti les rois qu'ils ne pouvaient échapper aux pièges de l'intrigue et aux séductions de leurs courtisans, dans le choix des magistrats, qu'en associant les magistrats eux-mêmes à l'exercice de cette branche de la prérogative royale.

« Les troubles qui désolèrent la France pendant le règne malheureux du roi Jean, et les factions qui la déchirèrent sous Charles VI, firent plus d'une fois perdre de vue la sagesse de cette disposition ; mais, constamment invoquée, elle fut souvent exécutée. Pasquier en rapporte plusieurs exemples (a).

« Cet usage déjà si bien établi, comme on le voit, reçut une nouvelle sanction par un

---

(a) Recherches sur la France, liv. IV, chap. 17.

édit du 7 janvier 1404; édit par lequel le roi ordonne *que quand les places des présidens et des autres gens de son parlement viendront à vaquer, le chancelier se transportera au parlement, et qu'en sa présence il sera procédé à l'élection d'hommes suffisans.*

« Ce règlement fut exécuté jusqu'à l'occupation de Paris par les Anglais, c'est-à-dire, jusque vers l'an 1420, époque à laquelle cette belle institution fut ensevelië, comme tant d'autres, sous les ruines du Gouvernement légitime. Elle reparut après la rentrée de Charles VII dans sa capitale. Louis XI, qui lui succéda, mit dans cette partie de l'administration publique l'arbitraire qu'il porta dans toutes les autres. Par une haine aussi aveugle qu'impolitique contre ceux qui avaient montré de l'attachement pour son prédécesseur, ou, ce qui est la même chose, pour leurs devoirs, il les destitua. Leurs places, et celles qui vinrent à vaquer, furent le plus souvent livrées à l'intrigue, à la faveur, et même à l'avarice des courtisans, qui en faisaient un honteux trafic.

« Ces désordres sont retracés avec autant d'énergie que de liberté dans les remontrances.

que les États-généraux de 1483 adressèrent à Charles VIII. On y lit : *Comme un roi ne peut suffire seul à rendre la justice à tous ses sujets, il a été nécessaire qu'il se fît remplacer par un grand nombre d'officiers subordonnés les uns aux autres, et répandus dans toutes les provinces de la monarchie; mais il doit bien prendre garde à quelles mains il confie ce précieux dépôt; autrement il est responsable devant Dieu, devant les hommes, de toutes les injustices qui se commettent en son nom. C'est pour cette raison que nos plus grands rois, tels que Saint-Louis, Philippe-le-Bel, Charles V, et le glorieux Charles VII, considérant qu'ils ne pouvaient avoir par eux-mêmes une connaissance assez exacte de leurs sujets pour n'être pas souvent exposés à se tromper dans le choix qu'ils en feraient, avaient ordonné que toutes les fois qu'il vaquerait une place de judicature, le tribunal où elle vaquerait élirait, à la pluralité des voix, les trois hommes qu'il croirait le plus capables de la bien remplir, et les présenterait au roi, qui conférerait la place à un des trois; par ce moyen, la conscience du roi était déchargée, et les places étaient toujours bien remplies.*

*« Mais, depuis la mort de Charles VII, ce bel ordre a été entièrement perverti, et l'on a fait un trafic honteux\* de tous les emplois : souvent on donnait à des facteurs les provisions d'un office avec le nom en blanc, pour y inscrire celui qui offrirait une plus grosse somme de deniers. Par là, les places ont été avilies, la porte a été ouverte à la corruption, et l'exercice de la justice est devenu un brigandage.*

*« On a vu de nos jours les vicomtés,\* les prévôtés, vigueries, et les charges de l'élection, toutes places qui demandent une probité et des lumières reconnues, puisqu'elles donnent le droit de prononcer sur la vie et sur la fortune des citoyens ; on a vu ces charges conférées à des militaires, à des veneurs ou à des étrangers, gens non lettrés ni experts, lesquels, incapables de les remplir par eux-mêmes, les affermaient à quiconque leur en offrait des profits plus considérables.*

*« Pour remédier à ces étranges abus, et accomplir le vœu du roi qui désire de faire régner la justice sur son peuple, il semble aux trois États qu'on doit, avant tout, remettre en*

*vigueur les élections, et ne jamais s'en départir toutes les fois qu'il sera question de pourvoir à un office de judicature; car justice ne peut être exercée, sinon par des gens justes.*

— « Ces abus firent place à un meilleur ordre de choses sous le règne de Charles VIII, et disparurent entièrement sous Louis XII. Ce prince était trop occupé du bonheur de ses sujets pour ne pas apporter une attention religieuse dans le choix de ceux auxquels il confiait le droit de disposer de leur honneur, de leur fortune et de leur vie; et cependant ce fut lui, ce fut le *père du peuple* qui introduisit en France la vénalité des offices » (a).

L'ordonnance de 1484 porte : « *Art. 399. Advenant vacation d'office en nos parlemens et cours souveraines, voulons que l'ordonnance faite pour les élections soit gardée* ».

Les États-généraux tenus à Orléans, en l'année 1560, animés du même esprit que les cours souveraines, esprit qui était (en ceci) celui de la nation entière, demandèrent, par l'ar-

---

(a) (De l'Autorité judiciaire. *Introduction.* § 1x, pag. 99 et suiv.). — *Voy. aussi* ci-dessus, vol. 1, pag. 143 et suiv.

ticle 164 de leurs remontrances, le rétablissement des élections. On ne voulait ni choquer un vœu aussi raisonnable, ni renoncer aux profits de la vénalité; pour concilier des choses aussi inconciliables, on n'imagina rien de mieux que de consigner dans l'ordonnance d'Orléans un texte qui rétablit les élections, et de continuer de vendre les offices. Ainsi, les offices étaient toujours électifs de droit, mais venaux de fait.

A l'époque de la Révolution, les provisions d'un office étaient données par le roi, mais celui qui les avait obtenues devait être soumis à une information de vie et mœurs; il devait se faire recevoir, et n'était investi du caractère que lui déférait son office, qu'après avoir prêté serment devant les juges, auxquels les provisions étaient adressées et à qui il appartenait de procéder à sa réception (a).

Les 5, 7 et 8 mai 1790, il fut décrété que les juges seraient élus par le peuple.

---

(a). Voy. le Répertoire de jurisp., par Guyot, aux mots : *Information, Juge, Officier, Réception*, etc., etc.  
— Voy. aussi, ci-dessus, vol. IV, pag. 104 et suiv.

CHAP. II. TIT. III. *Pouvoir judiciaire.* 283

La loi du 16 août 1790 sur l'organisation judiciaire, sanctionnée par le roi le 24 du même mois, porte : « Tit. II, *art.* 3. Les juges seront élus par les justiciables ».

Aux termes de la même loi, tit. III, *art.* 4, les élections des juges de paix devaient avoir lieu dans les assemblées primaires; et, tit. VI, *art.* 1<sup>er</sup>, celle des juges de district ou de première instance et d'appel, par les électeurs de district.

La loi du 27 et 28-29 mai 1791 ordonnait ce qui suit : « Tit. II, *art.* 17. Le président du Tribunal criminel et l'accusateur public seront nommés immédiatement après l'élection des députés au Corps législatif.

« *Art.* 18. A partir de l'année 1795, les électeurs de ceux des départemens en tour de nommer, procéderont à la nomination du membre du Tribunal de cassation et de son suppléant, dans le mois d'avril ou de mai, après avoir nommé les députés à la législature, la moitié des administrateurs de département, et les deux hauts-jurés qui doivent servir près la Haute-Cour nationale.

« *Art.* 19. Les électeurs de district procéde-

ront à la nomination des juges de district et de leurs suppléans, après l'élection de la moitié des membres de l'administration de district . . . ».

La Constitution du 3 septembre 1791 (tit. III, chap. v, *art.* 2) voulut aussi « que la justice fût rendue gratuitement par des juges élus à temps par le peuple, et institués par lettres-patentes du roi, qui ne pourrait les refuser ».

La Constitution du 22 août 1795 (5 fructidor an III) contenait, entre autres, les dispositions suivantes : « Tit. III. *Assemblées primaires.* — *Art.* 27. Elles s'assemblent de plein droit le 1<sup>er</sup> germinal de chaque année, et procèdent, selon qu'il y a lieu, à la nomination 1<sup>o</sup> des membres de l'Assemblée nationale ; 2<sup>o</sup> du juge de paix et de ses assesseurs ».

« Tit. IV. *Assemblées électorales.* — *Art.* 41. Les Assemblées électorales élisent, selon qu'il y a lieu, 1<sup>o</sup> les membres du Corps législatif....; 2<sup>o</sup> *les membres de la Cour de cassation*; 3<sup>o</sup> les hauts-jurés; 4<sup>o</sup> les administrateurs de département; 5<sup>o</sup> les président, accusateur public et greffier du tribunal criminel; 6<sup>o</sup> *les juges des tribunaux civils* ».



L'Acte Constitutionnel du 13 décembre 1799 (22 frimaire an VIII) ne renversa, par aucune disposition formelle, ce mode de l'élection des membres de la magistrature.

Mais le Sénatus-Consulte organique du 16 thermidor an X prescrit (tit. II, *art.* 8) que l'Assemblée de canton désignerait deux citoyens sur lesquels le premier Consul choisirait le juge de paix de ce canton ; et que cette même Assemblée désignerait pareillement deux citoyens pour chaque place vacante de suppléant de juge de paix.

Et ce même Sénatus-Consulte disait (tit. IX, *art.* 65) : « Les membres du Tribunal de cassation sont nommés par le Sénat, sur la présentation du premier Consul.

« Le premier Consul présente trois sujets pour chaque place vacante ».

L'Acte additionnel aux Constitutions porte : « Tit. V, *art.* 61. L'Empereur nomme tous les juges » ; et, aux termes de la Charte constitutionnelle du 4 juin 1814 (*art.* 57 et 61), « tous les juges sont nommés et institués par le Roi ».

C'est donc, il faut le dire, une chose vraiment déplorable que de voir toujours le mal

placé si près du bien, et en quelque sorte rivaliser avec lui de force et de puissance dans toutes les institutions. Un abus est-il supprimé, une infraction des principes les plus évidens du droit a-t-elle disparu ; on en voit aussitôt naître d'autres. Si, d'un côté, l'on se rapproche de la règle et du bon sens ; d'une autre part, on s'en éloigne au même instant : ce qui semblerait être de nature à faire penser que le hasard, beaucoup plus que la sagesse et la réflexion, a présidé jusqu'ici à l'établissement de toute organisation sociale, édifice imparfait dont ne saurait se contenter l'esprit d'ordre et de raison.

Ainsi, par exemple, en France, avant la Révolution, si, comme nous l'avons vu, les attributions de la magistrature n'étaient point assez exactement renfermées dans les limites de la Puissance judiciaire ; si les premiers Corps de cette magistrature s'appliquaient encore, en toute circonstance, à les étendre davantage et ne prétendaient à rien moins qu'à remplacer les États-généraux (a), nous avons remarqué aussi que, jusqu'à un certain point, l'indépendance

---

(a) Voy. entre autres, vol. iv, pag. 493 et suiv.

de ses membres se trouvait préservée et garantie par diverses circonstances (défectueuses et funestes sous d'autres rapports), par les préjugés mêmes dont ils étaient environnés, par leur position de fortune, par la propriété de leurs charges, par leur vénalité, qui mettait à chaque ambition les bornes de chaque fortune, par l'exigence des preuves de noblesse, qui limitait le nombre des concurrens pour l'obtention des offices, etc., (a).

Présentement, le désordre, le mal ne sont pas moins grands : seulement ils ne sont plus les mêmes ; ils sont même divergens, ou plutôt ils proviennent de causes, sous quelques rapports, directement opposées : par exemple aussi, non-seulement les attributions des cours et tribunaux sont de beaucoup refoulées en-deçà de leurs bornes naturelles ; mais encore les barrières propres à défendre leur indépendance se sont écroulées et n'ont point été remplacées ni rétablies ; et l'on a dit aussi avec vérité que tout ce qui peut flatter et séduire les

---

(a) (*Voy.*, entre autres, vol. iv, pag. 104 et suiv.) *Voy.* aussi Du Conseil d'État, envisagé comme Conseil et comme Juridiction, tit. III, chap. vi, pag. 118.

hommes, l'intérêt, l'ambition, la vanité, sont autant de liens par lesquels sont enchaînés nos juges (a).

Il est bien vrai, comme nous l'avons vu encore, que l'on ne dénie pas qu'un magistrat ne doit prononcer uniquement que d'après la loi et sa conscience, et que pour cela il doit jouir de cette entière liberté de jugement, de ce libre arbitre, en un mot, de cette indépendance morale sans laquelle il ne peut réellement exister de justice; et comment en effet, dans un pays aussi éclairé, aussi civilisé que la France, existerait-il un homme capable de méconnaître, de révoquer en doute une vérité si incontestable?

Cependant, par une inconséquence à peine digne du peuple le plus stupide et le plus barbare, le mode adopté pour la nomination de ce magistrat est une atteinte réelle et funeste portée à son indépendance : car un juge, nommé par un ministre, dépendra toujours du ministre qui le nomme.

— Mais, nous dit-on, il est inamovible!

---

(a) Voy., entre autres, Du Conseil d'état, etc., tit. III, chap. 6, pag. 118; et *ci-dessus*, pag. 217 et 218.

— Eh, qu'importe, encore une fois, son inamovibilité! Est-il un seul membre d'un tribunal de première instance qui n'aspire à devenir conseiller d'une cour royale; et un seul conseiller de cour royale qui ne veuille être membre de la cour de cassation? Est-il un juge ou conseiller dans un tribunal de première instance, dans une cour royale ou dans la cour de cassation, dont la possibilité et l'expectative d'être nommé président n'éveillât l'ambition?

Que l'on renonce donc à des détours, à un langage, qui jamais ne pourront persuader que les sots; et que l'on cherche plutôt les moyens de mettre la législation en harmonie avec le droit : car ces moyens existent, il n'en faut pas douter; et pour les reconnaître, il suffit peut-être de quelque bon sens et de quelque bonne foi.

Dans ce dessein, nous croyons qu'il convient d'abord de rappeler ce que nous avons précédemment démontré et posé en principe, que, pour les magistrats de l'ordre judiciaire, aussi bien et peut-être plus encore que pour tous autres fonctionnaires publics dans quel-

que autre branche de l'Organisation sociale que ce soit, il doit constitutionnellement exister des conditions essentielles d'éligibilité, telles du moins que l'âge, l'étude, l'instruction, l'exercice préalable d'une profession dans laquelle les vertus et les talents aient pu se développer et se manifester.

Ensuite, nous remarquerons que, sur la question de juger si ces conditions ont été et de quelle manière elles ont été remplies, il ne saurait en effet y avoir de meilleurs appréciateurs que les autorités judiciaires elles-mêmes.

A ces considérations, nous ajouterons ce qui ne doit pas être mis en oubli, ce que nous avons recueilli d'un des plus grands hommes qui honorent l'antiquité; ce que l'on retrouve dans les ouvrages des publicistes les plus éclairés, ce que nous avons, avec eux, admis en principe, que la Puissance judiciaire ne saurait être légitimement exercée que par des arbitres permanens élus par les justiciables eux-mêmes, par ceux sur la fortune et l'existence desquels ils peuvent avoir à prononcer (a); que, chez un peuple libre, que, sous un bon Gouverne-

---

(a) Voy., ci-dessus, vol. iv, pag 102 et suiv.

ment, les citoyens doivent faire par eux-mêmes tout ce qu'ils peuvent faire utilement pour eux; qu'ils ne doivent jamais être privés de ce droit d'agir, et encore moins du droit d'élire ceux qui doivent agir pour eux, lorsque l'exercice de ces droits ne peut leur devenir préjudiciable.

Nous appliquerons encore ici ce que dit particulièrement M. de Montesquieu en parlant du Gouvernement républicain et des lois relatives à la démocratie : « Le peuple doit faire par lui-même tout ce qu'il peut bien faire; et ce qu'il ne peut pas bien faire, il faut qu'il le fasse par ses ministres.

« Ses ministres ne sont point à lui, s'il ne les nomme : c'est donc une maxime fondamentale, que le peuple nomme ses ministres, c'est-à-dire, ses magistrats » (a).

L'auteur de l'Abrégé de la République de Bodin dit aussi : « Il est un juge intègre qui discerne parfaitement le mérite, qui l'aime et qui lui rend justice : c'est le public. Ce serait

---

(a) (*Voy.* l'Esprit des lois, liv. II, chap. II). — *Voy.* aussi, *ibid.*, liv. XI, chap. VI; et ci-dessus, vol. VI, pag. 9.

au peuple que devrait appartenir le choix de ses magistrats; plusieurs républiques jouissent de cet avantage. Il conviendrait encore mieux à la monarchie, avec laquelle il n'est point incompatible . . . .

« Ce serait un bon moyen pour rappeler la monarchie à la vertu. Mais cette loi seule ne suffirait pas pour donner les charges au mérite. Il faudrait encore, par des règles sévères, interdire toute influence à ceux qui exercent l'autorité royale dans les provinces. Il est comme décidé qu'ils chercheraient à se rendre maîtres des élections par tous les moyens possibles. Si la liberté du peuple était gênée, la loi deviendrait inutile; le choix dépendrait de la protection privée; la vénalité publique vaudrait encore mieux » (a).

---

(a) (Abrégé de la Républ. de Bodin, par M. Delavy, président à Bordeaux, liv. III, chap. xv, pag. 456 et 457).

— L'auteur ajoute : « Les charges alors devraient encore être perpétuelles (c'est-à-dire, à vie; voy., ci-dess., vol. x, pag. 561, n. a), pour deux raisons. Il ne faut pas tenir le peuple toujours en mouvement, et si la magistrature avait un temps limité, les intrigues et les cabales pour remplacer le magistrat au bout de son terme, commenceraient



— « Comme il n'est pas de faiblesse qui, dans un juge, ne puisse devenir un crime, c'est principalement au peuple qu'il appartient de choisir et de nommer les citoyens propres à tenir dans leurs mains la balance de la justice.

« Ces magistrats doivent être des sages qui, libres dans leurs fonctions, n'aient à rendre compte de leurs jugemens qu'à Dieu et à leur conscience.

« Le prince est chargé par le peuple de faire exécuter les lois; le devoir des juges, au contraire, est de les interpréter et de les appliquer aux espèces qui leur sont soumises : ces deux pouvoirs sont essentiellement distincts.

« C'est pourquoi il est naturel que le prince place près des tribunaux des mandataires de son choix, pour veiller à l'exécution des actes judiciaires; il serait absurde et contraire à tous

---

le jour qu'il serait élu. J'ai dit que les brigues ne seraient point dangereuses. Leur inconvénient consiste uniquement en ce qu'un choix de cabale n'est pas libre, et qu'il est rarement un bon choix. Une élection faite dans les premiers momens de la mort d'un magistrat, laisserait peu de loisir à la cabale pour la faire prévaloir ». (*Ibid.*)

les principes, que les dépositaires de la justice fussent également ministres du Pouvoir exécutif.

« Ainsi, le peuple seul, dans un Gouvernement tempéré, a le droit d'instituer ses juges » (a).

Ces vérités fondamentales, ces grands principes du moins, une fois bien établis et gravés dans notre esprit en caractères indestructibles et ineffaçables, si l'on cherche franchement un mode d'élection auquel ils puissent en effet servir de base, voici, ce nous semble, ce qu'il doit être.

Autrefois, les parlemens exerçaient le droit de présentation; il faut qu'un droit semblable soit reconnu et consacré constitutionnellement pour tous les corps judiciaires. « Présentation pour présentation, dit M. Béranger, celles des compagnies seraient sans contredit plus respectables que celles des premiers présidens et des procureurs-généraux, lesquels ne présentent jamais que leurs créatures, ou les candi-

---

(a) Principes éternels de Polit. constit., tom. 2, liv. III, chap. 2, pag. 48 et 49.

dat qui paraissent les plus disposés à l'obéissance envers le ministère; et il n'est pas douteux qu'alors la magistrature acquerrait bientôt des hommes dignes de l'illustrer » (a).

L'un des vices-présidens du tribunal de première instance du département de la Seine, membre et président d'une commission nommée dans le sein de ce tribunal pour la rédaction d'un mémoire à présenter au ministre relativement aux attributions et à l'avancement des juges suppléans, a lu, dans une séance de cette commission, le 18 mai 1819, un discours dans lequel, en remontant aux époques où les magistratures étaient électives, il a essayé de démontrer que le droit de présentation, en le restituant aux compagnies judiciaires, ne saurait porter aucune atteinte aux droits du prince.

Ce magistrat, parlant en cette occasion en faveur des droits acquis aux services, disait encore : « Le roi n'a pas cru compromettre sa prérogative, en provoquant lui-même une loi qui attribue à l'ancienneté les deux tiers des

---

(a) De la Justice crimin. en France, tit. 1, chap. III, § 1, pag. 246.

emplois de l'armée, et qui pose des règles dont il n'est plus permis de s'écarter, même pour le tour de faveur.

« Pourquoi Sa Majesté n'établirait-elle pas aussi, relativement aux cours et tribunaux, des règles invariables que ses ministres seraient tenus de respecter ?

« L'ancienneté n'est-elle pas aussi quelque chose dans les Corps de magistrature, dont l'entrée n'est ouverte qu'à ceux qui en ont acquis le droit par des études longues et fatigantes, et où l'on parcourt une carrière si laborieuse ?

« La magistrature serait-elle la seule carrière où les bons et loyaux services ne donneraient pas de droits » (a) ?

Ce droit de présentation reconnu et consacré, lorsqu'une place de judicature deviendra vacante, une liste d'un certain nombre de can-

---

(a) Le passage ci-dessus, transcrit du discours prononcé par M. le vice-président Chrétien de Poly, est extrait de la Réclamation présentée au ministre de la justice, pour MM. les juges-suppléans au tribunal de 1<sup>re</sup> inst. du départ. de la Seine, par M. Quesnel, l'un de ces juges. *Paris, octobre 1819.*

didats réunissant toutes les conditions constitutionnellement requises pour l'éligibilité (a) sera dressée, savoir : pour l'élection d'un membre de justice communale, par cette justice communale, imprimée, envoyée et affichée dans le lieu des séances des collèges électoraux de premier degré ou communaux; pour l'élection des juges dans les tribunaux d'arrondissement, par ces tribunaux, envoyée et affichée dans les collèges électoraux de second degré ou d'arrondissement; pour l'élection des conseillers dans les cours de département, par ces cours, et de même envoyée aux collèges électoraux de troisième degré ou de département (b) : enfin, pour l'élection des membres de la cour suprême de justice et de cassation, par les sections réunies de cette cour, et adressée alternativement tant à l'une et à l'autre des Chambres représentatives nationales, qu'au Ministère, de manière à ce qu'un tiers des membres de cette cour soit élu par l'une de ces deux Chambres, un tiers par l'autre Cham-

---

(a) *Voy.* ci-dessus, vol. x, pag. 529 et suiv. ; et vol. xi, pag. 202 et suiv.

(b) *Voy.*, ci-dessus, vol. vii, pag. 306, 322 et suiv.

bre, et l'autre tiers par les ministres, que, par suite de leur responsabilité, ces sections réunies de la cour suprême peuvent, ainsi que nous l'avons vu, être appelées à juger (a).

De cette manière, le but sera atteint, les principes seront respectés autant qu'ils peuvent l'être, et les citoyens admis, d'après les règles du Droit constitutionnel, à élire les membres de la représentation dans les Chambres communales, cantonales, départementales et nationales, jouiront de même, sans difficultés et sans inconvénients, du droit d'élire leurs magistrats à tous les degrés de la hiérarchie judiciaire : système d'ordre d'autant plus précieux qu'il contribuerait puissamment à ce que l'exercice du droit d'électeur ne fût plus considéré par un très-grand nombre d'entre eux, plutôt comme une corvée pénible et insignifiante que comme l'honorable privilège d'un homme libre et d'un véritable citoyen ; système d'élection concordant merveilleusement avec tous les détails des autres branches d'administration, et dont il paraît que Mirabeau avait aperçu l'ensemble et l'utilité, lorsqu'il

---

(a) Voy. ci-dessus, pag. 117 et suiv.

disait : « J'avais pensé, j'avais espéré du moins, que la division que l'on formerait du royaume pour opérer une représentation nationale, serait propre tout à la fois à l'établissement d'un système uniforme, soit pour la perception des impôts, soit pour l'administration publique, soit enfin pour le remplacement de l'ordre judiciaire » (a). On peut aussi faire ici l'application de cette réflexion de M. le comte Lanjuinais, dans son ouvrage sur les Constitutions de la nation française : « Si l'élection et la liberté ne sont encore placées, dit-il, qu'au sommet de notre édifice social, il est trop à craindre que les députés ne soient négligemment, imprudemment, servilement, inutilement élus. A quoi serviraient des députés, si l'on n'apercevait qu'un maître et ses ministres, et point de patrie ? Ainsi, vous n'auriez qu'un simulacre de constitution représentative, et bientôt succéderait le solennel rétablissement du pouvoir arbitraire » (b).

---

(a) *Voy.* Mirabeau, peint par lui-même. *Discours prononcé dans la séance du 3 au 4 novembre 1789.*

(b) *Voy.* les Constit. de la Nation franç., tom. I, liv. III, chap. IV; pag. 223.

Voilà ce sur quoi il importe d'appeler l'attention de l'autorité elle-même et celle de l'opinion publique; voilà ce qui intéresse essentiellement, de la manière la plus directe et la plus pressante, la prospérité générale, la fortune, la liberté, la sûreté individuelles. C'est de ces moyens de perfectionnement et d'amélioration „ dérivant naturellement de vérités et de principes aussi positifs, aussi évidens et aussi incontestables, qu'il faut constamment entretenir les citoyens, sans jamais perdre l'espoir de voir en effet triompher complètement un jour le droit et la raison. Toujours est-il vrai que l'on doit concevoir plus d'espérance de succès, si l'on découvre, si l'on signale ainsi clairement et avec franchise le véritable but, que de tant de plaintes vagues, de déclamations insignifiantes, de discours vides de sens et surtout sans objet; moyen infailible de fatiguer l'attention des plus studieux, des plus zélés adeptes, de rebuter le patriotisme, et définitivement de ne rien obtenir, faute d'avoir rien précisé et de savoir même ce que l'on doit désirer et demander.



Sans doute, même après l'admission de ces règles pour le renouvellement des Corps judiciaires, tout ne serait point encore terminé; ou il faudrait du moins d'assez longues années pour que la distribution de la justice devînt parfaitement uniforme et régulière, moins difficile, moins tardive, moins dispendieuse; pour simplifier les formes de la procédure que l'on sait bien être susceptibles d'une foule de réformes nécessaires, tant en matière civile qu'en matière criminelle, etc.; pour préserver les parties de quelques dilapidations : mais on n'aurait plus à craindre de voir la magistrature déshonorée et avilie par des hommes voués tout à l'ambition, sans honneur, sans principes, et n'ayant pas la conscience des devoirs de leur état (a). Alors, les justiciables seraient jugés par leurs pairs, et trouveraient dans leurs juges mêmes de véritables jurés; alors, l'homme

---

(a) C'est un fait connu, que peu d'années avant la restauration, l'un des juges d'un tribunal de 1<sup>re</sup> instance d'une des premières villes du royaume, fut publiquement reconnu pour avoir été condamné, peu d'années auparavant, à la flétrissure. Ce qui pourrait encore arriver facilement, puisqu'un ministre peut être trompé, et que



prudent, dans la crainte trop souvent justifiée de voir méconnaître les droits les plus certains, ne se croirait plus forcé d'en faire à l'avance l'abandon ; alors, l'innocence injustement accusée pourrait comparaître avec sécurité dans le sanctuaire de la justice et y détruire avec une entière liberté d'injustes préventions ; alors, en un mot, l'Ordre judiciaire pourrait atteindre à ce degré d'amélioration que les vœux du monde civilisé appellent déjà depuis long-temps, mais sans en avoir encore assez connu les conditions.

Jusque là, au contraire, on croira toujours retrouver la censure des vices inhérens à l'Ordre de la magistrature, dans ce tableau tracé par un publiciste moderne : « Les poursuites légales tourneront, dit-il, contre ceux qui les auront entreprises. En vain, l'innocence et la vertu réclameront la protection des cours de justice. Il ne s'y trouvera de protection que pour les démagogues (ou, suivant le temps,

---

le membre d'une cour ou d'un tribunal situé au midi ou au nord, arrivant quelquefois d'une extrémité opposée, ne saurait être connu de ceux avec qui il est appelé à siéger.

les esclaves du pouvoir) dominans et leurs amis. Le chemin aux emplois de cette nature sera fermé à quiconque n'adulera pas servilement les idoles du jour. Les jeunes gens n'auront, pour acquérir de la réputation et des pratiques, d'autre moyen que de s'attacher aux grandes trompettes de l'État; et quiconque mettra le pied dans la carrière sera obligé d'entrer dans les vues des juges et de ceux qui les ont créés, s'il veut se faire une réputation et avoir des cliens » (a).

Jusque là, on sera fondé à répéter, avec quelques autres écrivains judicieux, ces plaintes amères : infortunés mortels ! renoncez à soutenir vos droits; ne songez pas à défendre l'héritage de vos pères; souffrez sans aucune réclamation les usurpations d'un voisin cupide et de mauvaise foi; en aucun cas, gardez-vous de chercher un asile dans le temple où vous croiriez devoir le trouver : ainsi que les voyageurs saisis d'effroi s'éloignaient des antres de Polyphème et de Cacus, fuyez-le : car si vous

---

(a) JOHN ADAMS. Déf. des Constit. Améric. tom. II, pag. 220.

n'êtes pas assassinés et dévorés par le monstre qui est parvenu à en exiler la déesse auguste auquel il fut consacré, vous n'éviterez pas d'être mutilés, dépouillés, déchirés et vendus par la foule des pirates subalternes, toujours plus avides et plus affamés, qui en occupent les défilés obscurs et les détours tortueux.

C'est ce que l'illustre Servan exprimait en d'autres termes, qui ne sont pas moins énergiques : « Parlerai-je, dit-il, des lois sur la procédure? Eh! pourquoi me tairais-je? Pourquoi ne ferais-je pas entendre en public les vœux que j'ai vu former mille fois en secret par des magistrats vertueux, par des avocats éclairés? Ils disaient, du fond de leur cœur : quand arrivera-t-il, ce jour heureux, où la procédure ne sera plus un art? Quand cessera cette odieuse contradiction entre la forme et le fond, entre le procès juste et le procès bien dirigé? Nous parlons quelquefois du temple de la justice : image sublime et vraiment divine, pourquoi n'êtes-vous qu'un mensonge de notre langage et de notre imagination? Hélas! dans un temple, avec une ame pure, un cœur droit, une humble prière, quelque légère offrande,

un Dieu vous écoute toujours, et souvent vous exauce ! Où donc est-il ce temple de la justice ? Où trouver ce lieu sacré dont la paix, la sécurité, l'ordre et l'industrie forment l'aimable enceinte ? Nous cherchons un temple, et je découvre un labyrinthe aussi vaste que ténébreux, où les abus déviant des lois flexibles ont formé des routes tortueuses et infinies. A l'entrée de ce fameux dédale, le malheureux citoyen se trouve pressé entre les lois qui lui présentent des guides, et la prudence qui l'avertit de s'en défier ; il ne peut ni se conduire soi-même, ni se laisser guider par les autres. Cependant la nécessité le pousse, et la bonne foi l'entraîne ; c'est alors que l'adresse lui vend pas à pas, et de ligne en ligne, le fil d'or dont sa main n'est armée que dans le dessein d'égarer ; alors la chicane, monstre pire cent fois que le Minotaure, semble se reproduire à chaque route pour dévorer peu à peu des infortunés qui venaient implorer leur salut, et réclamer leur subsistance. Cependant les champs rappellent à grands cris leurs cultivateurs ; les arts, leurs ouvriers ; des femmes, leurs époux ;

des enfans, leurs pères. . . . Qu'ils attendent, et qu'ils pleurent de leur absence ; ils pleureront bien davantage de leur retour. *O justice humaine ! que de choses il vous manque pour être juste ! »* (a), (7).

---

(a) (SERVAN. OŒuvres choisies, tom. II, pag. 402.)

---

CONSIDÉRATION GÉNÉRALE

*Concernant les Principes d'Organisation ren-  
fermés dans ce second Livre.*

SOMMAIRE. Immuabilité et Universalité de ces Principes.

Quel intérêt les peuples et les hommes en général ont à  
leur exécution.

Obstacles qui s'y opposent.

*« Immutus in te permanens ».*

« La géométrie serait-elle , par hasard , au-delà du Pas-de-Calais ,  
« différente de ce qu'elle est en France ; et les triangles n'ont-  
« ils pas trois côtés partout » (a).

Dans la première partie de cet ouvrage, nous  
avons vu que les Principes élémentaires du  
Droit public, du Droit politique et du Droit  
des gens, sont invariables et universels, de tous  
les pays, de tous les temps, parce qu'ils sont  
tous les justes et exactes conséquences de vé-  
rités universelles et invariables; parce que ces  
vérités qui leur servent de bases sont elles-  
mêmes tirées de la nature des choses, de l'uti-

Immuabilité  
et  
Universalité  
des Principes  
de  
l'Organisation  
constitution-  
nelle.

---

(a) M. DE PRADT; sur les quatre Concoçdats, tom. III,  
chap. 41, pag. 26.

lité véritable, de l'intérêt général et individuel des peuples et des hommes; et parce que cet intérêt général et individuel des peuples et des hommes est lui-même invariable et ne saurait cesser d'exister (*a*).

Dans le premier livre de cette seconde partie, nous avons reconnu aussi que, par les mêmes motifs, les Principes généraux d'Organisation sociale qui s'y trouvent développés, sont universels et invariables (*b*).

De même, nous dirons ici que les Principes spéciaux de l'organisation du Gouvernement constitutionnel et représentatif que ce second livre a pour but de classer et d'établir, sont invariables et universels, de tous les temps, de tous les pays; et cela, toujours par les mêmes raisons, c'est-à-dire, parce qu'ils sont aussi les exactes et justes conséquences de vérités pareillement invariables et universelles, entièrement puisées dans la nature même des choses.

S'ils ne paraissent pas encore tels à tous les

---

(*a*) Voy., ci-dessus, vol. 1<sup>er</sup>, pag. 149; vol. II, p. 228; vol. III, pag. 327 et suiv.

(*b*) Voy., ci-dessus, vol. V, pag. 323 et suiv.



yeux, c'est qu'ils font partie d'une science très-vaste, qu'il faut avoir approfondie tout entière (ce qui est rare), afin de pouvoir bien apprécier les corrélations et les rapports, l'ensemble, la justesse et la concordance de toutes ses parties, de toutes les vérités, de tous les principes dont elle se compose.

Tous les esprits éclairés qui la posséderont regarderont donc comme erronée et pernicieuse cette opinion encore trop répandue, qu'il n'existe, en matière d'organisation sociale ou de droit constitutionnel, aucune vérité positive; que, sous ce rapport, de même que sous celui de la morale ou du droit philosophique, la raison, l'utilité, la justice, ne sont qu'accidentels ou relatifs; qu'ainsi les lois constitutives ou organiques n'ont aucune base immuable et fixe, qu'elles dépendent uniquement des temps, des circonstances et des lieux, de la volonté aveugle et arbitraire des rois ou des peuples; ou bien encore, que cette partie de la science politique, et les principes du droit et de la morale, et les préceptes de la vraie religion, et ceux de la saine philosophie sont inconciliables et contradictoires entre eux.

Sans doute, si l'on est hors de la droite voie que la source, le principe éternel de vérité, en ceci, comme en toutes choses, a lui-même tracée en traits lumineux ; si, loin déjà de cette voie salutaire, nous nous précipitons volontairement dans le chaos du mensonge et de l'erreur ; si nous consentons à saper de nos propres mains la plupart des principes les plus évidens de la justice, les fondemens les plus essentiels de l'ordre et des institutions, on peut le dire en effet, alors il n'existe rien de stable, rien de fixe : peut-être, le bien deviendra-t-il un mal ; ou du moins, le mal pourra devenir, relativement, un bien.

C'est ainsi, par exemple, que l'on aura quelque raison de penser que l'existence d'un Corps de noblesse héréditaire peut avoir son utilité dans l'État, si l'on suppose que la masse du peuple est destinée par la Providence même à rester ensevelie dans l'abrutissement, l'ignorance, l'esclavage et la misère ; ou même encore, si l'on se persuade qu'il ne peut exister, dans les institutions, d'autre puissance pour prévenir les violences de l'anarchie ou l'excès et l'abus du pouvoir : c'est ainsi qu'un foyer

d'aristocratie héréditaire restreint et renfermé dans le sein de l'une des deux Chambres, paraîtra de même n'être pas sans quelque utilité lorsque la Représentation n'est point encore organisée et assise, dans l'une et dans l'autre Chambre, sur ses bases véritables.

A défaut de tout Système représentatif, nous avons vu que des Autorités judiciaires sortant du cercle naturel de leurs attributions pour exercer en partie celles de la Puissance législative et même celles de la Puissance administrative, ont pu jusqu'à un certain point tenir lieu d'un contre-poids plus régulier, et avoir, pour l'époque, leur but d'utilité, quoiqu'étant en elles-mêmes d'une grande imperfection ; de même que nous avons déjà dit que la suppression de la peine de mort et en général la modération des peines seraient dangereuses, ou du moins qu'elles ne peuvent facilement et prudemment s'effectuer si, comme il n'est arrivé que trop souvent, le désordre des institutions mêmes est un foyer permanent de vice et de corruption ; si ce désordre est tel que ceux qui gouvernent ou du moins leurs agens subalternes peuvent se croire dans la nécessité

de provoquer le mensonge et le parjure, la perfidie et la délation; s'il est possible d'aspirer aux honneurs et aux récompenses par la pratique des actions les plus viles, les plus abjectes et les plus infâmes.

quel intérêt  
peuples et  
hommes  
à l'entière  
observation  
Principes  
du Droit  
constitutionnel

En un mot, sous le rapport de la forme du Gouvernement, de l'organisation des Sociétés, comme en tout, cessons-nous de prendre pour guide le céleste flambeau, l'astre de vérité; comment éviter de nous égarer dans le labyrinthe des sophismes et de l'erreur? Dès lors, tout s'obscurcit et se confond; le bien, la justice ne nous apparaissent plus qu'à travers d'épais nuages qui souvent les dérobent entièrement à nos yeux. Mais, lors même qu'après l'avoir perdu de vue, nous mettons encore nos soins à le retrouver, lorsque nous cherchons de bonne foi à revenir vers ce conducteur infaillible, sa lumière, comme par l'effet d'une puissance secrète, se rapproche aussitôt de nous; les ombres et les fantômes imposteurs des préjugés fuient et se dissipent devant elle, pour laisser bientôt briller et pénétrer librement sa douce et vivifiante clarté sur tous les

points et les ramifications les plus éloignées de la science et du droit ; et plus nous en embrasserons l'ensemble, plus aussi nous demeurerons convaincus que toutes les parties de cette science, quelles que soient les dénominations qu'on leur donne, la religion, la philosophie, la morale, ou la politique, reposent sur les mêmes bases ; qu'à chacune de ces parties appartiennent des principes certains, indépendans de la volonté des peuples et des rois, immuables et éternels comme la source divine dont ils émanent, concordans et tendant tous vers un but commun, le bien-être général de l'humanité, la prospérité, le bonheur des peuples et des hommes en particulier.

Le Corps de doctrine résultant du rapprochement, de l'ensemble de ces principes ne peut donc pas être assimilé à ces vaines et insignifiantes théories, productions sinon dangereuses au moins inutiles d'une imagination ardente et exaltée, que l'étude et la méditation n'ont pas muries, et qui, pour rendre la Société plus parfaite, exigeraient que l'on commençât par en détruire les véritables bases et les premiers fondemens.

Cette doctrine est, au contraire, le résumé et comme la substance même des plus grandes vérités que les progrès naturels de la civilisation ont mis les publicistes et les législateurs modernes les plus sages et les plus éclairés en état de reconnaître, et qu'en partie l'opinion publique a déjà adoptées et consacrées. En effet, si, dans son ensemble et sous son point de vue véritable, l'on considère cette partie de la science du droit, proprement dite constitutive ou organique, c'est-à-dire relative à la forme du Gouvernement, à la constitution ou organisation sociale, en résumé, qu'y reconnaît-on?... On y retrouve d'abord cet égal éloignement (non pas seulement naturel et inné pour toute âme noble et généreuse, mais encore raisonné et clairement motivé aux yeux du législateur, de l'homme sage et éclairé), cet éloignement, cette aversion égale et pour l'anarchie et pour le despotisme (c'est-à-dire pour tout Gouvernement où, les pouvoirs étant réunis, confondus dans les mêmes mains, l'autorité se trouve, par cela même, absolue et arbitraire) : on y reconnaît la nécessité générale, universelle, de l'établissement ou de la

consolidation d'un Gouvernement mixte, modéré, monarchique, entièrement dégagé de tous les préjugés funestes, de tous les désordres, excès, abus et dangers résultant d'un mélange ou d'une admission quelconque de théocratie, d'oligarchie, d'aristocratie; dans lequel Gouvernement l'exacte distinction et séparation des Pouvoirs est prise pour base fondamentale et invariable des principes et des détails de l'Organisation: on y reconnaît, quant à l'exercice des attributions de la Puissance législative en général, la nécessité du concours de la sanction royale et de la volonté librement exprimée de deux Chambres véritablement représentatives et bien instituées; puis, comme se rattachant essentiellement à ce premier principe, l'inviolabilité, l'indépendance, la publicité, bien entendues, de ces mêmes Chambres, l'application naturelle du même principe et des mêmes règles qui en découlent aux différens degrés de la division territoriale, de la hiérarchie législative, et à l'institution des Assemblées ou Colléges électoraux: on y reconnaît, en ce qui concerne les principes relatifs au Pouvoir exécutif, la réunion non

moins scrupuleuse de toutes les attributions de ce Pouvoir entre les mains du prince, afin d'en assurer l'unité, la promptitude et la force; et, dans les mêmes vues, pour le même but, comme aussi pour assurer la stabilité du Gouvernement, l'inviolabilité du Monarque, la Prérogative proprement dite, ou Droit de grace, et autres spécialement inhérens à la couronne, l'organisation et la fixation des attributions du Conseil d'état et du Ministère d'après leur distinction et leurs bases évidentes et naturelles, telles, entre autres, que l'application du même principe d'unité et celle de la responsabilité ministérielle (réelle et non pas illusoire et fictive); on y reconnaît encore ces mêmes bases et principes appliqués aux différens degrés de la hiérarchie dans la branche exécutive ou d'administration, à la composition des préfectures, sous-préfectures et mairies; la consécration du principe (démontré et appuyé sur l'utilité sociale) de la légitimité ou transmission légale et régulière des droits du trône (sans partage ni division, à l'exclusion des femmes), par voie d'hérédité, d'adoption, et même d'élection; celles des principes et règles relatifs à la fixation



de la durée de la minorité du roi, de la régence du royaume, de la garde et tutelle, dans les cas de simple absence, dans ceux de démence et dans ceux de minorité : on y reconnaît enfin, relativement à l'organisation et aux attributions de la Puissance judiciaire, la centralisation et uniformité de la jurisprudence, l'admission des trois degrés de juridiction dans ses différentes branches, le principe de l'indépendance de la magistrature appliqué à ces divers degrés de juridiction et à ces diverses branches, celui de la publicité des audiences et des jugemens; l'utilité et l'organisation d'une cour suprême nationale judiciaire, de cours d'appel ou de département, de tribunaux d'arrondissement, de justices communales, institués d'après ces principes mêmes et conséquemment aussi d'après ceux de l'inviolabilité et de l'inamovibilité, etc. Or, ne sont-ce pas là les points essentiels et capitaux de la partie organique d'une bonne constitution, plus universellement et plus formellement résolus par l'opinion concordante des publicistes éclairés, que ne le sont encore généralement et d'après l'opinion vulgaire tous les principes dont le respect et

l'observation en seront le résultat naturel, c'est-à-dire les principes du droit public, du droit politique, et du droit des gens, tels que nous les avons exposés dans la première partie de cet ouvrage? Il n'est du moins, à ce qu'il semble, aucun homme de sens qui puisse de bonne foi, après avoir lu avec quelque attention la seconde partie de ce même ouvrage, méconnaître que la pratique des principes importants d'Organisation rassemblés et développés dans cette seconde partie ne fût un moyen efficace d'assurer généralement l'exécution de ces principes du Droit philosophique et moral, et de faire par conséquent que les Sociétés humaines, par l'établissement et la jouissance du meilleur Gouvernement possible, atteignent prochainement à leurs véritables fins; et, si cela est, il n'est pas moins clair qu'il importe essentiellement à tous les hommes, quels que soient leur position, leurs rangs, leurs professions, leurs fortunes, que ces bases et tous ces détails de l'Organisation soient entièrement admis, généralement consacrés; il n'en n'est pas un seul, roi, prince, législateur, ministre, homme d'état, adminis-

trateur, magistrat, propriétaire, cultivateur, négociant, artisan, militaire, simple prolétaire enfin, dont le bonheur réel et assuré n'y soit véritablement intéressé et qui ne doive en conséquence, chacun selon sa dose de force et d'influence, y coopérer avec zèle et empressement.

Cependant quels obstacles, résultant de l'ignorance, de l'aveuglement des passions, de l'égoïsme stupide surtout, ne se rencontrent pas encore à cette entière et complète exécution!

Obstacles  
qui s'opposent  
à l'établissement  
et entière  
exécution des  
Principes  
constitution-  
nels.

Si l'on se reporte à cet égard à ce que nous avons précédemment développé en terminant le premier livre de cette seconde partie, on reconnaîtra qu'ils sont tels, si grands et si nombreux encore, que le roi même le plus puissant et le plus populaire ne le serait peut-être pas assez pour les surmonter facilement.

Il nous reste donc à rechercher quels peuvent être les moyens les plus sûrs et les plus prompts d'y parvenir, sans violence et sans se-

cousse; et cette recherche sera le sujet important du livre suivant et dernier de cette seconde partie.

FIN DU LIVRE DEUXIÈME.

---

**DEUXIÈME PARTIE**  
**DROIT CONSTITUTIONNEL**

OU

**PRINCIPES ÉLÉMENTAIRES**

**D'ORGANISATION.**

---

**LIVRE TROISIÈME.**

**DISPOSITIONS ET MOYENS**

**DE TRANSITION.**

---

« Descends du haut des cieux, auguste Vérité !  
Répands sur mes écrits ta force et ta clarté.  
Que l'oreille des Rois s'accoutume à t'entendre :  
C'est à toi d'annoncer ce qu'ils doivent apprendre ;  
C'est à toi de montrer aux yeux des nations  
Les coupables effets de leurs divisions. »

VOLTAIRE.

# TABLE

*Des Chapitres et Paragraphes contenus dans  
ce troisième Livre.*

## CHAPITRE PREMIER.

### § 1<sup>er</sup>.

Nécessité d'une Constitution écrite.

### § II.

Question relative à la Rédaction de cette Constitution.

## CHAPITRE II.

### § 1<sup>er</sup>.

Question relative à l'Acceptation de la Constitution.

### § II.

Question relative à la Revision de cette Constitution.

---

---

# SCIENCE DU PUBLICISTE.

---

## LIVRE TROISIÈME.

---

### DISPOSITIONS ET MOYENS DE TRANSITION.

---

#### CHAPITRE PREMIER.

« L'esprit de domination est ennemi des lois écrites ; mais les  
« peuples ( et les bons rois ) doivent les aimer » (a).

#### § 1<sup>er</sup>.

#### NÉCESSITÉ D'UNE CONSTITUTION ÉCRITE.

SOMMAIRE. Démonstration de cette nécessité.

« C'EST la Constitution de l'État, dit Vattel, qui décide de sa perfection, de son aptitude à remplir les fins de la Société, et par consé-

---

(a) Abrégé de la République de Bodin, tom. II, liv. IV, chap. 2, pag. 7.

quent le plus grand intérêt d'une nation qui forme une Société politique; son premier et son plus important devoir envers elle-même est de choisir la meilleure Constitution possible....

« Lorsqu'elle fait ce choix, elle pose les fondemens de sa conservation, de son salut, de sa perfection et de son bonheur. Elle ne saurait donner trop de soin à rendre ces fondemens solides....

« Toute nation, dit-il encore, qui ne veut pas se manquer à elle-même doit apporter tous ses soins à établir les lois et principalement les lois fondamentales, à les établir avec sagesse....

« Elle doit les déterminer et les énoncer avec précision et clarté, afin qu'elles demeurent stables, qu'elles ne puissent être éludées, et qu'elles n'engendrent, s'il se peut, aucune discussion; que, d'un côté, celui ou ceux à qui l'exercice du pouvoir est confié, et les citoyens, de l'autre, connaissent également leurs droits et leurs devoirs » (a).

---

(a) Vattel. Droit des Gens, liv. III, ch. III, § 28 et 29.



En effet , la nécessité d'une Constitution écrite, surtout quant à ce qui concerne les Principes de l'Organisation , ne saurait être douteuse ; pour que ces principes puissent être facilement mis en pratique, il ne suffit pas d'en avoir suivi le développement et la démonstration, ainsi que nous venons de le faire dans le livre qui précède, il faut encore les résumer, d'une manière tout à la fois exacte et succincte, afin que la substance même en soit comme resserrée dans le plus petit cadre possible et que l'intelligence puisse d'un coup d'œil en saisir l'ensemble. C'est un plan qu'il faut dresser d'abord, afin qu'il s'exécute ensuite facilement et sans obstacle.

Le sauvage, dans le désert, peut bien construire sa hutte, sinon sans aucune règle, du moins sans plan fixe et arrêté d'avance; mais les vents et l'orage ne tardent guère à la renverser : l'architecte habile qui veut construire un vaste monument en détermine les bases, en dessine les parties, les coordonne toutes d'après les principes certains de son art, et s'assure ainsi de l'exactitude et de la justesse de leurs proportions; ce n'est qu'après ce pre-

mier travail qu'il met les ouvriers en œuvre; et alors, si l'édifice s'élève et s'achève, sa masse imposante et solide bravera long-temps les coups de la tempête et les outrages du temps.

De même aussi, un peuple peu avancé en civilisation reste long-temps sans Constitution et sans lois écrites, uniformes, concordantes et régulières; son organisation, ses usages, ses coutumes diverses et souvent opposées sont telles, pour ainsi dire, que le hasard et les circonstances, bien plus que la science et la réflexion, les lui ont données (a) : aussi cette organisation, ces coutumes, ces usages, sont-ils assez souvent, comme la hutte du sauvage, exposés à être bouleversés et détruits par le choc des révolutions; tandis qu'une nation où les sciences et les lettres sont en honneur, chez laquelle il existe des hommes laborieux et éclairés, qui observent, qui réfléchissent et méditent sur la nature, les principes et les résultats de l'Organisation des Sociétés, éprouve et comprend chaque jour davantage le besoin

---

(a) Voy. ci-dessus, entre autres, vol. v, pag. 328 et suiv.

et l'utilité réelle de régulariser cette Organisation dans toutes ses parties, de les mettre toutes entre elles dans un rapport, dans une harmonie complète; mais elle ne peut encore y parvenir que lorsque l'ensemble des règles et dispositions y relatives en aura été rédigé nettement et avec assez de clarté pour qu'il puisse être généralement approuvé, si ce n'est de tous et des plus forts, au moins du plus grand nombre.

C'est alors que, par le concours et les travaux des uns ou des autres, peut-être même par le résultat et la force combinée de volontés opposées, ou divergentes, l'édifice social s'élèvera, et s'affermira insensiblement sur ses véritables bases, et qu'enfin il offrira aux générations futures un asile paisible, où tout sera dans l'ordre, dans lequel toutes les volontés et les actions seront vraiment concordantes, et marcheront avec ensemble vers un même but, la prospérité générale et le bonheur réel de chacun en particulier.

---

## § II.

QUESTION RELATIVE A LA RÉDACTION  
DE LA CONSTITUTION.

SOMMAIRE. Par qui la Constitution doit-elle être rédigée ?

Si c'est une vérité bien reconnue qu'au moins sous le rapport de l'admission et de la concordance des Principes de l'Organisation sociale, une Constitution écrite est très-nécessaire ; à la suite de cette vérité, se présente naturellement la question de savoir par qui cette Constitution doit être rédigée.

Quelques-unes des anciennes républiques de la Grèce ne confièrent, comme on sait, l'établissement des lois de cette importance qu'à des étrangers ; pour changer celles de Sparte, Lycurgue se crut du moins obligé d'abdiquer la royauté.

On conçoit le motif de cette préférence ; on voulait un entier désintéressement, pour garantir d'une entière impartialité.

Mais, sous un autre point de vue, celui du droit que peut avoir le rédacteur à la rédaction, le même mode peut ne pas paraître fondé

en raison : car, le droit naissant de l'intérêt véritable, c'est une question de savoir si le citoyen n'en aura pas ici plus que l'étranger ; et le chef de l'État, plus qu'aucun autre ?

A la vérité, tout homme a bien un intérêt très-réel à ce que les Principes du Droit en général soient respectés et suivis exactement partout ; mais un citoyen a un intérêt plus pressant et plus direct à ce que les premiers et les plus sacrés de ces Principes, ceux du Droit public, soient scrupuleusement observés dans la Société dont il est membre : il a un intérêt très-réel à remplir avec exactitude tous ses devoirs envers cette Société, comme il en a un très-grand aussi à ce que les autres membres de cette même Société, à ce que la Société tout entière, les remplissent envers lui ; et peut-être aura-t-on quelque raison de dire que de tous ces membres il n'en est aucun pour qui cet intérêt soit plus grand et plus évident que celui qui, dans un Gouvernement monarchique, se trouve placé au sommet et qui par cela même est plus que tout autre exposé à ressentir et à craindre les secousses imprimées à la base.

Un citoyen a un intérêt très-direct et très-sensible à servir ses compatriotes, à les traiter comme des frères et des amis, à ne les tromper jamais ; il en a un aussi à ne pas être dupé par eux.

Un citoyen, en payant ses contributions et en supportant les autres charges que l'existence de la Société nécessite, fait une chose qui est à son propre avantage ; mais il faut pour cela que les autres paient les leurs et supportent proportionnellement les mêmes charges ; il faut que ces contributions ne soient pas dilapidées et qu'elles profitent réellement à la Société dont il est membre, au nom de laquelle on les réclame, pour qui on les perçoit.

Un citoyen doit défendre son pays ; son intérêt personnel, celui de sa famille l'exigent : mais il ne peut pas le défendre tout seul, et il lui importe que les autres membres de la Société viennent à son secours et que tous y coopèrent par un appui proportionné et mutuel.

En un mot, « les droits seraient de vains noms, ainsi que le dit Burlamaqui, s'ils n'é-

taient pas accompagnés de l'obligation de les respecter ; et si le droit que j'ai à me procurer tout ce qui m'est nécessaire pour ma conservation, ma perfection et mon bonheur, n'était pas relatif à une obligation très-rigoureuse où se trouvent les autres hommes de respecter ce droit, il serait inutile, et il se réduirait à une expression vaine et sans réalité » (a).

Or, par la raison que la régularité de l'Organisation est, ainsi que nous l'avons vu, le moyen le plus efficace et peut-être le seul moyen de parvenir à l'exacte observation de ces premiers principes du droit, de ces maximes universelles d'équité, on serait conduit à en induire qu'il n'est de même personne à qui cette régularité et cette perfection d'Organisation importe davantage qu'au citoyen et surtout au premier de tous les citoyens, au roi dans une monarchie ; et sous ce point de vue, dans cette hypothèse, on pourrait considérer celui-ci comme étant plus spécialement appelé à la rédaction de la Constitution.

---

(a) *Principes du Droit de la Nature et des Gens* ; tom. VII, 3<sup>e</sup> part., chap. 3, § x, pag. 200 et 201.

Mais cette conclusion sera bientôt redressée si l'on considère que ce n'est pas ici sous le rapport du droit et de l'intérêt individuels que la question doit surtout être envisagée, pour être résolue; mais bien sous le rapport de l'utilité générale : et, sous cet autre point de vue qui est le véritable, qu'importe-t-il que cette rédaction soit l'ouvrage de tel ou tel homme, du prince, du citoyen, ou de l'étranger? Qu'elle soit juste, bonne et utile; la mission de son auteur sera prouvée par cela même; et le reste n'importe guère. Le propriétaire qui veut construire une maison ne rejette pas, s'il est sage, le plan qui remplit exactement ses vues, par cela seulement que l'architecte n'est point de sa famille, ou parce qu'il n'a pu le tracer lui-même et de sa propre main. Si je suis malade, je ne refuse pas un remède salutaire, parce que le médecin qui le conseille n'est pas l'un de mes parens. Il doit en être de même ici, et, si l'on nous propose une Constitution qui soit réellement bonne et propre à avancer l'état, les progrès de la civilisation, nous devons être disposés à l'accueillir et même à faire ce qui peut dépendre de nous pour que les



autres membres de la Société l'acceptent, sans nous embarrasser de savoir d'où elle vient et quel en peut être l'auteur. En ce sens, la réflexion suivante est applicable : « Il est évident que le législateur réel, de droit comme de fait, n'est pas celui à qui une nation confie le pouvoir de faire des lois, mais bien celui qui trouve la combinaison politique dont elle a besoin. Ce n'est ni le brevet de pair, de ministre ou de conseiller d'état, ni même l'élection de député qui confère le droit de discuter les Principes fondamentaux de l'Organisation sociale; ce sont des études convenables, des travaux historiques, spéciaux, et les méditations philosophiques » (a).

Mais, dira-t-on, qui prouvera qu'en effet cette Constitution proposée soit préférable à une autre, et que l'État ou la Société ait intérêt à l'accepter? Une question, un doute semblables sont naturels, lorsque cette Constitution n'existe pas, même théoriquement; mais, si elle était rédigée, ils ne seraient plus pos-

---

(1) Lettres aux Jurés, par M. Henri de Saint-Simon, 1<sup>re</sup> lettre, pag. 13.

sibles : car, dans ce cas, c'est-à-dire si elle était telle qu'elle doit être en effet, elle en porterait en elle-même des preuves et des caractères si évidens et si certains, que tout homme judicieux et de bon sens ne pourrait s'y refuser et les méconnaître ; en sorte que l'acquiescement, l'approbation, si ce n'est de tous, du moins du plus grand nombre, finirait sans doute par se manifester.

Et si au contraire elle n'obtient pas tôt ou tard cette approbation pour ainsi dire unanime, c'est, suivant toute apparence, qu'elle n'aurait pas encore atteint le but. Nous avons déjà eu lieu, en commençant cet ouvrage de remarquer que, suivant Platon, on ne devait entreprendre d'établir dans un État que ce que l'on peut y faire accepter aux citoyens par la voie de la persuasion et sans jamais employer contre eux pour les y contraindre celle de la violence (a). C'est surtout au sujet de la question que nous traitons en ce moment, qu'il convient de faire l'application de cette maxime ; et le législateur tel que nous le considérons

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. I, *Avertissement*, pag. xj.

en ce moment doit dire aussi, suivant l'expression de M. Bentham, à tous ses concitoyens : « Ne m'en croyez pas ; croyez-en l'expérience ; et surtout la vôtre. Entre deux façons d'agir opposées ; voulez-vous savoir celle à qui la préférence est due ? Calculez les effets en bien et en mal , et décidez-vous pour ce qui promet la plus grande somme de bonheur » (a).

D'ailleurs , puisqu'il est permis de rapprocher les petites choses des grandes pour rendre la démonstration de celles-ci plus sensibles, nous comparerons ici une société politique, un peuple, à une réunion plus ou moins nombreuse de personnes qui auraient toutes des intérêts différens et même assez diamétralement opposés, dans une affaire litigieuse, telle, par exemple, qu'une faillite, une union de créanciers. Ces parties ont déjà contesté, discuté long-temps sans être parvenues à s'entendre ; mais un jurisconsulte impartial, instruit et judicieux, après avoir reconnu les points de difficulté, après avoir attentivement pesé les raisons alléguées, reconnaît et fixe les

---

(a) Principes de législation, tom. 1, chap. XIII, p. 40.

droits et les concessions respectifs des parties, trouve ainsi le moyen de conciliation, rédige l'acte de leur accord; et chacune d'elles à sa lecture est prête et se dispose à y acquiescer. C'est ainsi que, dans une foule de transactions plus ou moins difficiles, les choses se passent souvent en effet.

Pourquoi jusqu'à présent n'en a-t-il pas été ainsi entre tous les membres d'une même société, d'une même nation, en ce qui touche le premier de leurs intérêts, celui qui comprend et renferme en lui-même tous les autres, celui qui a pour objet de déterminer les bases mêmes, la forme, les règles, et conséquemment aussi les résultats de leur association?

Pourquoi? La raison en est simple: c'est surtout parce que la rédaction du Pacte qui doit régler ce grand intérêt, est beaucoup plus compliquée et plus difficile que ne l'est celle d'une transaction ordinaire, et qu'il ne s'est pas rencontré de jurisconsulte ou de publiciste assez persévérant, assez habile, pour saisir et rassembler tous les points capitaux de discussion, pour prévoir, approfondir et rédiger clairement toutes les clauses essentielles de cet acte

d'association ou d'accord social; et, nous l'avons déjà dit, on peut bien moins en accuser la droiture du cœur humain que la faiblesse, le peu d'étendue relative de son intelligence, la difficulté qu'en toutes choses il éprouve à étendre le cercle de ses connaissances et à y apporter un nouveau degré de perfection. Comment en effet accuser la mauvaise foi, l'injustice, l'entêtement, l'égoïsme des princes, des ministres, des législateurs mêmes, dont tous les jours sont consacrés à des travaux utiles aussi à la patrie, se succédant, se renouvelant sans cesse, et d'autant plus pénibles, embarrassans et nombreux que l'Organisation est moins parfaite; comment accuser la volonté du citoyen dont les soins de l'agriculture, de l'industrie, d'une profession quelconque absorbent tous les momens; lorsque les hommes qui, par vocation et en quelque sorte aussi par état, ont consacré leur vie entière à l'étude des institutions et des lois, à la recherche des moyens propres à perfectionner cette science de l'Organisation sociale, n'ont encore pu en découvrir ou du moins en rassembler tous les élémens épars et en composer ce

Corps de doctrine certaine, cet Acte fondamental et constitutionnel qu'attendent le jugement et l'approbation de leurs contemporains et de la postérité? « Veut-on, dit encore M. Bentham, que le peuple puisse embrasser la saine raison, quand elle n'est connue ni des législateurs ni des sages de la terre » (a)?

Qu'un publiciste zélé, infatigable, que rien ne puisse rebuter, libre de tous autres soins, à l'abri de toute prévention et de toute partialité, n'ayant d'autre vue, d'autre pensée, d'autre désir, que la découverte de la vérité et le triomphe de la justice, commence par remplir convenablement cette tâche immense; et lorsqu'ayant parcouru la carrière, il en aura aussi décrit, tracé intelligiblement et distinctement toutes les routes et les issues, c'est alors seulement que, si les autres ne marchent pas sur ses traces, il sera temps de faire tomber sur eux la censure et le blâme. Mais nous n'en sommes pas encore là. « Les premiers philosophes, dit avec raison l'auteur de la Science du Gouvernement, s'occupèrent bien

---

(a) Principes de Législation, tom. 1, chap. xii, p. 40.

plus du soin d'acquérir les sciences purement spéculatives, que de celui de rechercher les formes de Gouvernement, dont le temps seul et la nécessité pouvaient donner l'idée. Sans doute que, dans les premiers siècles, les pères de famille enseignaient à leurs enfans, avec les préceptes de la religion, les maximes les plus importantes de la morale que leurs propres réflexions leur avaient découvertes ou qu'une tradition venue de nos premiers pères leur avait transmises. La religion et la morale défigurées par plusieurs passions, se réfugièrent dans le cœur de quelques personnes qui s'attachaient plus particulièrement à cultiver leur raison par l'étude des sciences. Les premières lois furent donc le fruit des réflexions de quelques particuliers qui avaient étudié le cœur de l'homme et qui s'étaient rendus attentifs à ses besoins. C'est de l'école de ces personnes, que nous appelons parmi nous gens de lettres, que sont sortis les premiers législateurs....

« Les pays orientaux, peuplés les premiers, ont aussi fourni au monde les premiers législateurs. Les fragmens des lois des peuples

de l'Orient ne nous donnent cependant l'idée que d'une morale et d'une politique très-imparfaites. L'astronomie et les sciences mathématiques occupèrent l'esprit des Chaldéens. Dans tout ce qui nous reste de ces peuples, nous ne trouvons qu'un amas informe d'astronomie, d'astrologie, de métaphysique, un mélange monstrueux d'idées bizarres et superstitieuses. On travaillerait en vain à faire un corps de doctrine, même de leur morale. . . .

« Mais la science du gouvernement (surtout) n'est pas au point de perfection où le genre humain a intérêt qu'elle soit portée. Les connaissances nécessaires pour régir les États sont dispersées : aucun écrivain n'a pris soin de les rassembler; aucun même n'a indiqué les sources où l'on peut les puiser. . . » (a).

— « Les hommes, dit le baron d'Holbach, ne sont pas dégénérés; leur raison n'a pas encore été suffisamment développée. Leur nature ne s'est pas dégradée; elle n'a pas été convenablement cultivée. . .

---

(a) DE RÉAL. Science du Gouvernement, vol. I, chap. II, sect. II.



« Ouvrons les annales de toutes les nations, nous n'y rencontrerons que des guerres aussi cruelles que fastidieuses; nous n'y trouverons que des princes ambitieux et déraisonnables, perpétuellement aux prises avec des sujets inquiets et rebelles. Nous y lisons les forfaits de fanatiques, occupés à s'entredétruire pour des dogmes qu'ils n'entendirent jamais; nous ne voyons rien de fixe dans la politique: les droits des souverains et des peuples sont uniquement réglés par la violence; aucun pays ne nous montre des lois fondamentales claires et précises, qui limitent sagement la puissance des chefs, ou qui établissent la liberté des sujets sur des fondemens solides...

« Il n'existe pas encore de forme de Gouvernement par laquelle la liberté publique soit convenablement assurée, et l'ambition des chefs efficacement contenue. La liberté est incertaine et chancelante dans les nations mêmes qui en paraissent le plus fortement éprises; elle est totalement bannie de toutes les autres contrées de la terre, où son nom même est entièrement ignoré...

« Il n'existe point encore de Constitution

politique bien ordonnée sur la terre. Le hasard, la déraison, la violence ont jusqu'ici présidé à l'établissement des Gouvernemens, ainsi qu'à leurs réformes, et non la réflexion, la prévoyance, l'équité, l'amour de la patrie. Les révolutions les plus sanglantes n'ont fait pour l'ordinaire que bannir des noms, que changer de vaines formes, sans toucher à la source du mal; elles ont fait disparaître des tyrans, en laissant subsister les racines de la tyrannie, toujours prêtes à repousser sous quelques formes nouvelles. A la suite des révolutions, les peuples rentrent sous l'ancien joug ou sous quelque joug nouveau; dès que l'orage est passé, vous ne leur voyez prendre aucune précaution pour l'avenir. Un tyran mort ou chassé est remplacé par un nouveau tyran, souvent plus implacable et plus méchant que le premier. Le vulgaire mécontent ne se conduit pas avec plus de sagacité que le chien qui s'en prend à la pierre qu'on lui jette, sans aller jusqu'au bras qui l'a lancée » (a).

— « A-t-on indiqué, dit aussi Helvétius, la

---

(a) *Système Social*, chap. III, 2<sup>e</sup> part., et chap. XVI.

forme du Gouvernement la plus propre à rendre les hommes heureux ? a-t-on seulement fait le roman d'une bonne législation, telle qu'on pourrait, à la tête d'une colonie, l'établir sur quelque côte déserte de l'Amérique » (a) ?

On sait que depuis l'époque où ces philosophes ont écrit, les tentatives qui ont été faites ont échoué ; et nous nous proposons d'en indiquer succinctement les principales causes dans la troisième partie de cet ouvrage. Mais leurs mauvais résultats n'empêchent cependant pas que l'expérience ne démontre assez ce qui arriverait lorsque ce pacte, cet œuvre de génie aurait été rédigé : car elle prouve, d'une part, qu'en général rien n'a été perfectionné jusqu'ici, dans quelque branche des sciences et des arts que ce soit, que chaque jour encore rien ne s'y fait de mieux ni de plus parfait que cette amélioration n'ait été préparée, découverte et indiquée par les hommes qui s'occupent spécialement du progrès de la partie des connaissances humaines à laquelle elle se

---

(a) De l'Esprit, tom. 2, disc. 4, chap. 7, pag. 294.

rattache et appartient ; et , d'autre part , que le mieux ainsi découvert et démontré ne reste pas toujours sans application et sans utilité.

Après avoir , ainsi que nous venons de le faire , examiné et résolu cette question , par qui la Constitution doit-elle être rédigée ? nous arrivons naturellement à d'autres questions non moins importantes , et particulièrement à celles de savoir par quels moyens cette Constitution peut être acceptée sans violence et sans secousse , et même s'il est en effet nécessaire qu'elle soit acceptée formellement.

---

## CHAPITRE DEUXIÈME.

### § 1<sup>er</sup>.

#### QUESTION RELATIVE A L'ACCEPTATION DE LA CONSTITUTION.

SOMMAIRE. Quel est le mode le plus convenable pour  
cette acceptation ?

« Calculez, si vous le voulez, combien il faut de siècles pour  
« produire un Théopompe, un Trajan, un Antonin, un Char-  
« lemagne, je vous accorde tout le temps que vous deman-  
« derez ; mais, enfin, ces grands hommes peuvent renai-  
« tre » (a).

Nous aurons bientôt lieu d'examiner si, de même que les Principes du Droit philosophique et moral, les Principes du Droit organique ou constitutionnel sont ou non obligatoires par eux-mêmes ; mais quelle que soit la solution de cette question, il n'en sera toujours pas moins évident que l'acceptation formelle de la Constitution, de la part de ceux qui gou-

---

(a) MABLY. De la Législation, ou Principes des Lois, liv. III, chap. II, pag. 278.

vernent et de ceux qui sont gouvernés, aurait l'immense avantage d'arriver plus promptement au but et d'éviter bien des secousses, des vacillations et des malheurs. N'y aurait-il donc pas moyen d'y parvenir? n'existe-t-il pas quelque lueur d'espérance qu'elle puisse un jour s'effectuer franchement? On ne saurait se le dissimuler, les obstacles sont grands; la difficulté de déterminer le mode d'acceptation est extrême.

D'une part, il se présente en première ligne une objection grave. Nous avons précédemment démontré qu'il faut que le Gouvernement soit bon, c'est-à-dire bien constitué, pour que l'on puisse raisonnablement espérer de bonnes lois et de sages résolutions (a); comment donc une Constitution dont l'objet est d'établir, de créer ce Gouvernement, pourra-t-elle être acceptée par lui, puisqu'il n'existe pas encore? N'est-ce pas évidemment tomber dans un cercle vicieux? n'est-ce pas demander que l'effet précède la cause? n'est-ce pas exiger un consen-

---

(a) Voy. ci-dessus, entre autres, vol. I, p. 371; vol. II, pag. 320; vol. III, pag. 359 et suiv.

tement avant qu'il existe un corps pour le donner ?

D'autre part, nous avons démontré aussi que les lumières et la sagesse d'un peuple en général dépendent essentiellement de la nature, de la bonté de son Gouvernement et de toutes ses institutions (a) ; comment donc s'en remettre pour l'acceptation de la Constitution au peuple lui-même avant que le Gouvernement que cette Constitution aura pour but d'établir, ait pu répandre et propager dans toutes les classes les lumières et la sagesse nécessaires pour pouvoir en apprécier le mérite et en bien comprendre la nécessité ? N'est-ce pas retomber dans le même embarras, et rencontrer devant soi une barrière insurmontable, une difficulté véritablement insoluble ? Burlamaqui dit à peu près en ce sens : « Un prince qui veut faire de nouvelles lois doit surtout être attentif aux circonstances ; c'est principalement de là que dépend le succès d'une loi nouvelle et la manière dont elle est reçue » (b).

---

(a) *Voy.*, entre autres, vol. v, pag. 365 et suiv.

(b) *Principe du Droit de la Nature et des Gens*, tom. vii, 2<sup>e</sup> part., chap. ix, § xiii, pag. 24 (édit. 1768).

Dira-t-on que , malgré l'imperfection des institutions sociales , et par un heureux concours d'autres causes également puissantes , la raison et le bon sens sont cependant parvenus , aujourd'hui , chez la plupart des peuples , à un assez haut degré de maturité , pour qu'au moment même où le flambeau de la science sortira enfin des nuages et des ténèbres qui l'enveloppent encore , il puisse luire et briller sans obstacles à tous les yeux ; qu'ainsi l'on peut , sans aucun doute , compter sur la manifestation unanime et spontanée de l'acceptation franche et loyale de toutes ces nations civilisées ? Trop chimérique espérance , hélas ! Quel spectacle offrent au contraire à nos yeux , sous ce rapport , les Sociétés les plus policées et sur lesquelles à tant d'autres égards , il est vrai , l'instruction , les sciences , les lettres et les arts répandent un brillant éclat ? Portez les yeux , non sur les classes obscures ou moyennes , et cependant les plus nombreuses , où il est moins surprenant que la vérité et la sagesse n'aient pas encore pénétré , mais sur les premiers , les plus illustres , les plus éclairés même de leurs citoyens ; qu'y remarquez-vous ? les



uns ne sont-ils pas encore imbus d'idées fausses, de préjugés funestes, et servilement attachés aux désordres, aux abus les plus évidens des siècles barbares, ignorans et grossiers; les autres ne sont-ils pas séduits et égarés loin de la droite voie par le faux brillant de quelques théories sans fonds, sans force, sans solidité; et presque tous ne sont-ils pas livrés, dans un sens ou dans un autre, à l'exaltation et à l'erreur, sa compagne inséparable; aux égaremens non moins funestes de l'intérêt personnel mal entendu, d'un stupide égoïsme, à la bassesse et à l'adulation devant l'autorité, ou à l'esprit d'insubordination et de révolte? Tel est si bien l'état de la civilisation, que le publiciste que l'amour de l'humanité et de la patrie animé, et qui consacre ses veilles et ses travaux pour le triomphe de la justice et de la vérité, travaille beaucoup moins pour lui-même et pour ses contemporains, que pour la postérité. Aux yeux du Publiciste lui-même qui médite et réfléchit attentivement sur ce qu'il observe chaque jour, il est constant et mieux démontré que pour tout autre que le temps est nécessaire pour seconder ses efforts, répandre ses

leçons , propager, faire adopter ses vues bien-faisantes, et réaliser l'œuvre de sagesse qu'il aura pu concevoir ; qu'à la longue seulement les institutions progressivement améliorées d'une part, et de l'autre les hommes qui , comme lui, tendent successivement à les perfectionner davantage, afin d'assurer entièrement le triomphe de la justice, se prêteront un secours de plus en plus efficace, et verront enfin couronner d'un entier succès leurs nobles et généreux desseins.

Dans cette expectative d'une application, si l'on veut, encore éloignée, il peut donc être utile de rechercher le mode le plus simple, le plus facile, et paraissant en effet offrir le moins d'inconvénients, pour l'acceptation d'une sage Constitution, ou de celle qui approchera le plus du véritable but, en supposant qu'elle fût enfin rédigée.

Il a d'ailleurs existé des princes grands et magnanimes qui ont réellement voulu et sincèrement recherché les moyens de faire le bonheur des peuples ; ils leur auraient fait plus de bien, si la route qu'ils avaient à suivre pour cela leur eût été plus clairement indiquée.

Nous avons plus d'un motif pour penser que la source de ces bons rois n'est pas tarie ; ils sont un don , un bienfait de la Providence , qui tend directement à l'exécution de ses propres desseins , et dont nous devons toujours nourrir et conserver en nous la douce et consolante espérance ; espérance telle aujourd'hui même , que c'est pour nous , non pas une crainte , mais un devoir , d'émettre à cet égard notre pensée tout entière. « On trouve dans l'histoire , dit aussi Mably , quelques princes qui , ayant la sagesse d'être effrayés de leur toute-puissance , en ont remis volontairement une partie à leur nation. Pourquoi ce qui est déjà arrivé n'arriverait-il pas encore ? Calculez , si vous le voulez , combien il faut de siècles pour produire un Théopompe , un Trajan , un Antonin , un Charlemagne , je vous accorde tout le temps que vous demanderez ; mais enfin ces grands hommes peuvent renaître » (a). Le modeste auteur qui ne se considérait que comme le précepteur de l'enfance , mais dont les leçons conviennent encore si bien à l'âge mûr , Ber-

---

(a) Voy. , ci-dessus , l'Épigraphie , pag. 341.

quin dit, et on peut aussi en faire ici l'application : « Les philosophes n'ont jusqu'ici parlé qu'à des esprits trop obscurcis de préjugés pour entrevoir la vérité des principes. On n'en peut rien espérer qu'en les imprimant à des âmes neuves capables de les recevoir dans toute leur pureté. C'est dans l'enfance qu'il faut préparer l'homme à ce qu'il doit être un jour. C'est en lui imprimant de bonne heure des sentimens de droiture, de bienfaisance et de générosité qu'on lui donnera le goût et l'habitude de les exercer dans l'âge de sa vigueur, et qu'on lui fera trouver sa gloire à contribuer de tout son pouvoir à la révolution générale qui paraît se faire vers le bien. Un jeune prince, pénétré de ces nobles idées, instruit que la génération naissante en est pénétrée comme lui, pourrait, avec un caractère d'ordre, de justice et de fermeté, former un peuple nouveau qui deviendrait le modèle de tous les peuples » (a).

Nous concevons deux manières différentes,

---

(a) De la Guerre et de la Paix. Janvier 1783, n° 1, pag. 129, 131.

et applicables selon les pays et les circonstances, par lesquelles le mode de l'acceptation de la Constitution pourrait être réglé.

La première est simple et peut être expliquée par une disposition qui terminerait la Constitution même et qui serait conçue ainsi : « La présente Constitution ne sera considérée comme loi de l'État qu'après que son exécution aura été ordonnée et maintenue par le roi (ou le chef du Gouvernement) pendant cinq années consécutives (a); ensuite proposée comme loi, discutée et acceptée dans les

---

(a) Toutes les passions inséparables de l'esprit de parti sont aveugles et repoussent la voix de la raison et de la modération. Dans le cours, et même à la suite des révolutions, elles fermentent tellement que le prince ou l'homme puissant entre les mains de qui les événements placent le pouvoir, et dont le plus grand intérêt est d'éteindre promptement le feu de la discorde et des discussions, de rétablir le calme et la tranquillité, afin de consolider et d'affermir aussi sa propre autorité, est le seul qui puisse se mettre au-dessus de toutes les petites ambitions particulières et rivales, et placer tout d'un coup l'édifice social sur des bases solides et inébranlables; et s'il peut aussi trembler lorsqu'il médite le mal, il doit, au contraire, se croire assez fort et se regarder comme invulnérable lorsqu'il veut réaliser le bien.

Chambres représentatives nationales par *oui* ou par *non*, sans aucune modification à ses dispositions (a) ; puis, également proposée et acceptée successivement, avec l'intervalle d'une année au moins entre chaque acceptation, dans les Chambres représentatives départementales, cantonales et communales (b), également sans aucune modification à ses dispositions. »

On pourrait même la soumettre encore, en dernier lieu, à l'acceptation de tous les citoyens propriétaires, ou exerçant une profession industrielle libre et indépendante, appelés à faire partie des Colléges électoraux de commune ou de premier degré, et jouissant de l'intégralité de tous leurs autres droits civils (c).

Voilà de quelle manière il nous semble qu'il serait possible qu'une Constitution dont toutes les dispositions consacraient d'une manière formelle les principes du droit, fût en effet unanimement acceptée sans secousse, sans violence, sans inconvéniens, de manière à ce

---

(a) Voy., relativement au mode de Révision, le paragraphe suivant, pag. 359 et suiv.

(b) Voy., ci-dessus, vol. VII, pag. 143 et suiv.

(c) Voy., ci-dessus, *ibid*, pag. 297 et suiv.

qu'elle fût ensuite considérée comme une manifestation réelle, un acte libre de la volonté générale, et par conséquent aussi de manière à y attacher le caractère de force et de puissance que la sanction nationale doit naturellement donner à un tel acte (a).

Mais, remarquons ensuite que, dans quelques pays, tels, par exemple, que l'Angleterre et la France, les premiers Principes d'une bonne Constitution, la distinction des trois Pouvoirs et celle du Pouvoir législatif en trois branches, ainsi qu'une sorte de Système représentatif,

---

(a) Cette même Constitution, ainsi acceptée, ne pourrait-elle pas plus tard être présentée, discutée et acceptée dans un Congrès général, composé, d'après le mode que nous avons indiqué précédemment (vol. VIII, p. 119), des Rois, ou de leurs ministres ou ambassadeurs, et des Représentans de la Propriété et de l'Industrie choisis dans les Chambres nationales de chaque peuple qui y serait admis?

Nous rappelons du moins à cette occasion que c'est seulement dans un Congrès composé d'après ces bases essentielles, que les véritables intérêts des peuples seront en effet légitimement représentés, examinés et défendus, en même temps que les véritables attributions des Pouvoirs justement réparties et balancées.

sont déjà admis : considérons aussi , ce que dans cet ouvrage nous avons déjà eu lieu d'exposer, 1° qu'il ne s'agit pas de déplacer les hommes et qu'il y a toujours du danger à vouloir le faire ; qu'en réformant les institutions, on apporte naturellement aussi dans les hommes mêmes les changemens et les améliorations désirables ; 2° que la nature agit lentement dans ses opérations les plus graves ; qu'elle exerce par conséquent son empire bien moins sur le présent que sur l'avenir , et qu'en cela le législateur doit s'attacher à la prendre pour modèle ; 3° que , par des motifs analogues , on doit en ce sens aussi mettre son attention à enter, autant qu'il se peut, un nouveau système politique sur celui auquel il doit succéder ; et nous dirons d'après cela , que , dans les pays dont il s'agit, il serait peut-être plus convenable et d'une exécution plus facile, de compléter l'établissement du Gouvernement constitutionnel dans toutes ses parties , en respectant les droits supposés acquis, ne fût-ce même que par la possession actuelle ; de sorte que le roi , en donnant son acquiescement et sa sanction à la Constitution , déclarât en même



temps que la Chambre des lords ou des pairs serait considérée comme Chambre représentative de la Propriété, et la Chambre des communes ou des députés comme Chambre représentative de l'Industrie ; qu'en France , les magistrats composant la Cour de cassation , le Comité du contentieux au Conseil-d'état , et la Cour des comptes , constitueraient la Cour suprême de justice et de cassation , etc. , etc. ; les modifications résultantes de la Constitution ne devant s'effectuer que par la suite et progressivement , au fur et à mesure des extinctions.

On ne pourrait pas raisonnablement supposer alors aucun obstacle de la part de ces premiers Corps de l'État , puisque non-seulement l'ordre , la justice , le bien public , mais encore l'intérêt particulier de chacun de leurs membres se trouveraient par là consolidés et affermis ; autrement , il faudrait donc aussi admettre cette supposition que nous venons de reconnaître fausse et impossible (a) , que les hommes sont naturellement ennemis du bonheur pu-

---

(a) Voy. ci-dessus , entre autres , vol. XI , pag. 331 et suiv. ; et vol. VIII , pag. 272 et suiv.

blic, même lorsqu'il se trouve d'accord et en harmonie parfaite avec leur intérêt individuel et particulier.

Au surplus , afin d'éclairer le prince , afin de disposer l'opinion publique à apprécier et à accueillir avec reconnaissance le bienfait que la patrie et l'humanité peuvent recevoir de lui, c'est un devoir sacré pour tout homme aux yeux duquel aura brillé le céleste flambeau de la science et de la vérité ( de quelque rang, de quelque pays qu'il soit ), de manifester franchement sa pensée, soit par écrit, soit même verbalement ; c'est surtout un devoir pour celui qui aura lu et médité la Science du Publiciste, de faire connaître son approbation , ou ses observations critiques et ses doutes sur l'ensemble des principes et des règles constitutionnels que cet ouvrage rassemble et qu'il a pour but de faire adopter ; et cet avertissement suffit, ce nous semble, pour appeler de ce côté l'attention générale, pour éveiller la sollicitude de quiconque aime sincèrement la justice et la liberté.

§ II.

QUESTION RELATIVE A LA REVISION  
DE LA CONSTITUTION.

SOMMAIRE. Cette Revision est-elle nécessaire ?

Quel en est le mode le plus convenable ?

« *Non videntur, qui errant, consentire* » (a).

« Tout ordre légalement établi contient en soi le principe  
« d'un meilleur Système, à moins qu'il ne soit l'œuvre  
« de l'arbitraire ou d'un aveuglement insensé » (b).

Lycurgue, s'étant aperçu que plusieurs murmuraient contre la sévérité de ses lois, assembla le peuple, déclara qu'il restait un point important sur lequel il lui était nécessaire de consulter l'oracle d'Apollon, et fit promettre à tous les citoyens qu'ils observeraient ses réglemens jusqu'à son retour. Lorsqu'il fut ar-

---

(a) L. 116, § 2. de R. juris, L. 57, de obligat. et act.  
— Voy. aussi ПОПНІЯ, Traité des Obligations, tom. 1,  
1<sup>re</sup> part., chap. 1, art. III, pag. 27.

(b) (Lettre confident. de S. Alt. Sér. le prince de Metternich à M. le baron de Berstett). — Voyez les Documens pour servir à l'Histoire de France, en 1820, par M. Kératry, membre de la Chambre des Députés.

révélé à Delphes , il consulta le Dieu pour savoir si ses lois rendraient les Spartiates meilleurs et plus heureux : la prêtresse lui répondit que « *tant que Sparte les observerait, elle serait la plus heureuse ville du monde et jouirait d'une félicité parfaite* ». Lycurgue envoya cette réponse à Sparte ; et pour rendre ses lois inviolables , il se donna la mort en s'abstenant de manger. Il avait ordonné avant de mourir que son corps fût brûlé , et ses cendres jetées dans la mer , de peur que si on transportait son corps à Lacédémone , les Spartiates ne se crussent dégagés de leur serment , et n'eussent un prétexte pour enfreindre ses lois.

Ces lois du législateur de Sparte , quelque admiration que des esprits plus enthousiastes qu'éclairés conçoivent encore pour elles , bien loin d'être fondées sur les vrais principes du Droit naturel , choquaient et renversaient , pour la plupart du moins , ces grands et éternels principes de raison , de sagesse , de justice et de vérité ; elles froissaient les sentimens , les affections les plus naturelles de l'homme et tendaient même à l'en dépouiller. On conçoit donc que leur auteur ait été porté à recourir

à une sorte de stratagème pour chercher à en assurer la durée.

Mais une Constitution entièrement fondée sur ces mêmes Principes d'ordre et de justice naturelle et universelle, et ayant pour fins constantes d'en conserver, d'en garantir l'exécution, doit inspirer plus de confiance dans sa stabilité, et n'exige pas l'emploi de précautions et de sermens semblables, lesquels en général, ainsi que l'histoire le prouve, doivent être considérés ou comme superflus ou comme de peu d'efficacité. Il est vrai que les Spartiates furent, à ce qui paraît, retenus assez longtemps par leur serment et par le dévouement héroïque de celui qui l'avait reçu, lequel atteignit ainsi son but, si toutefois l'on suppose qu'une existence de quelques siècles, comparée à l'éternité, doive en effet être la borne la plus reculée à laquelle le législateur puisse porter l'espérance de voir subsister son ouvrage. Mais le sage Solon avait aussi demandé et obtenu des Athéniens le serment de ne rien changer à ses institutions ; et, cependant, bientôt après, ces institutions furent renversées et les dissensions se renouvelèrent. Com-

bien ne pourrait-on pas citer ou de peuples qui, depuis cette époque, n'ont pas conservé long-temps les institutions qu'ils avaient acceptées et juré d'observer, ou de princes qui ont manqué à la promesse d'observer et de maintenir les institutions qu'eux-mêmes ont volontairement octroyées à leurs peuples?

Il existe dans la nature même des choses, il faut le reconnaître, une puissance plus forte que tous les sermens et que la volonté même des hommes; elle résulte, chez les plus éclairés surtout, du développement de la science, de la propagation des connaissances positives et exactes en toutes choses, lesquelles, en remontant à la véritable origine des causes, en font mieux juger l'utilité et les effets, et finissent par éclairer et redresser peu à peu l'opinion publique, en ce sens, ainsi qu'on l'a dit avec vérité, véritable souveraine du monde. On peut, conformément à ceci, faire l'application de cette réflexion : « Il est des cas, dit M. Bentham, où le serment est de la plus grande force; ce sont ceux où il opère de concert avec l'opinion publique, où il a l'appui de la sanction populaire. Il est d'autres cas où

il n'en a point : ce sont ceux où l'opinion publique agit en sens contraire, ou seulement ne le seconde pas » (a). — « Les sermens, dit aussi l'auteur de l'Histoire de la Législation, M. le marquis de Pastoret, sont une des ressources les plus vaines des despotes ; plus ils se sentent indignes du pouvoir, plus ils les multiplient : ils semblent oublier qu'il est pour tous les peuples, pour tous les hommes, un serment plus ancien, plus inviolable, celui d'aimer la justice et la liberté » (b). Il faut encore appliquer ici cette réflexion de M. Necker : « Il y a véritablement une sorte d'imbécillité à présenter la subordination, à la solliciter comme un complément de la Constitution, comme un office, un hommage à lui rendre, tandis qu'elle en doit être l'œuvre et le résultat. Quelle est en effet l'obligation imposée à l'instituteur d'un ordre social, à son premier fondateur ? Ce n'est pas d'employer, comme un simple faiseur de lois, l'obéissance et la soumission au meilleur usage possible ; la

---

(a) Princip. du Cod. pén., tom. III, 4<sup>e</sup> part., ch. XVIII, pag. 144.

(b) Hist. de la Législ., tom. I, chap. I, pag. 89.

tâche serait trop commune ; son devoir et sa destinée l'appellent à de plus hautes fonctions ; et l'on attend de lui , l'on exige de son génie , que , par un profond sentiment des hommes et de leurs passions , que , par une savante organisation des forces et des pouvoirs , il fasse naître cette obéissance , il garantisse cette soumission , et qu'il y parvienne sans porter aucune atteinte à la liberté. Voilà les deux conditions qu'il doit remplir, et s'il manque à l'une ou à l'autre , il n'a rien fait ; et l'on voit clairement qu'il n'a pas connu l'étendue de sa mission , ou qu'il n'a pas eu le souffle nécessaire pour arriver jusqu'au terme » (a).

De là, il résulte évidemment que les mauvaises institutions, c'est-à-dire celles qui heurtent les principes de justice et qui ne tendent pas à établir, mais à détruire la liberté , seront toujours chancelantes, incertaines et précaires, et qu'elles finiront tôt ou tard par être elles-mêmes détruites et renversées. Les promesses des peuples, les sermens des rois, la mort

---

(a) OEuvres complètes de M. Necker, tom. VIII. *Du Pouvoir exécutif*, etc., pag. 377 et 378.



même d'un nouveau Lycurgue, quelque noble, quelque généreux que pût être son dévouement, tout cela ne saurait aujourd'hui les sauver de leur ruine; elles s'affaissent et s'écroulent par leurs bases, et nulle puissance ne serait assez grande pour les raffermir sur ces mêmes bases et dans un tel état d'imperfection. Les bonnes institutions, au contraire, les institutions qui ont leurs fondemens et leur appui dans la vérité, qui, conformes aux principes du droit et de la nature, sont par cela même propres à en assurer le triomphe, à leur donner une nouvelle force par leur concorde et leur union mutuelle, celles-là sont fermes et durables; le temps, au lieu de les miner et de les détruire, les perfectionne, les consolide et les affermit : car, suivant ce que dit Filangieri, « Lorsqu'un effet est produit et soutenu par le concours de plusieurs forces; lorsque toutes les forces contraires à l'action de celles-là ont été affaiblies dans leur origine, ou détruites; lorsque la nature des forces employées est d'avoir d'autant plus de puissance qu'elles agissent avec plus de continuité; enfin lorsque l'effet qu'elles produisent devient, par

un admirable enchaînement de choses, l'aliment des forces mêmes qui concourent à le faire naître, dans ce cas, la raison ne nous dit-elle pas qu'un tel effet doit être, de sa nature, d'une durée éternelle » (a)? — « La force arbitraire, dit aussi madame de Staël, n'est qu'une convulsion dont il résulte tôt ou tard une réaction funeste, tandis qu'un Gouvernement qui s'établit sur la vraie nature des choses, va toujours en s'affermissant » (b).

(a) Science de la Législat., tom. VII, liv. IV, 3<sup>e</sup> partie, chap. LVI, pag. 318.

(b) (Considér. sur la Révol. fr., tom. III, 4<sup>e</sup> ou 5<sup>e</sup> part., chap. VIII, pag. 80).

— On peut aussi rattacher ici les réflexions suivantes : « Il ne faut pas croire que les peuples aiment le changement pour lui-même ; l'expérience, au contraire, a toujours prouvé qu'ils ont un attachement très-naturel, une sorte de respect et de vénération pour les anciens usages et pour les vieilles coutumes ; qu'ils supportent quelquefois assez patiemment les médiocres, et ne repoussent les mauvaises que lorsque le mal est devenu trop grand pour être plus long-temps supporté....

« Ce n'est point l'inconstance des nations, c'est leur ignorance qui renverse souvent l'édifice des meilleures lois. C'est elle qui rend un peuple docile aux conseils des ambitieux. Qu'on découvre à ce peuple les vrais principes

Mais, si d'un côté la nature des bonnes institutions est un motif fondé d'avoir confiance dans leur durée et leur stabilité, d'une autre part, une sorte de réserve et de prévoyance inséparable de la sagesse doit porter à penser que l'œuvre du législateur conçu et médité avec le plus de soin et de réflexion, rédigé avec le plus d'impartialité et de bonne foi, ne peut encore être exempt de quelque lacune et même de quelque erreur. Nous avons vu précédemment que, si les hommes n'eussent jamais rien changé et redressé de ce qu'avaient élevé leurs ancêtres, si toute innovation eût été constamment rejetée, nous serions encore condamnés à vivre sous l'empire de la tyrannie, de l'ignorance et de la barbarie, et peut-être réduits à camper sous des tentes et à vivre de glands. Tout ce qui existe a commencé,

---

de la morale; qu'on lui démontre l'excellence de ses lois et le bonheur résultant de leur observation; ces lois deviendront sacrées pour lui; il les respectera et par amour pour sa félicité, et par l'opiniâtre attachement qu'en général les hommes ont pour les anciens usages. » (HELVÉTIUS. De l'Homme et de son Éducation, tom. III, sect. IX, chap. IV, pag. 24.)

tout ce qui est établissement a été innovation; et ceux qui approuvent aujourd'hui une loi comme ancienne, l'auraient blâmée autrefois comme nouvelle (a). Nous ne devons donc pas exhéréder nos descendans, ni nous priver nous-mêmes du droit de réformer ce que le temps et l'expérience feront connaître comme inutile ou nuisible, et de celui d'adopter ce qui sera plus tard reconnu comme favorable et utile. Nous verrons bientôt qu'en ce sens un peuple ne peut jamais contracter aucun engagement valable, surtout à l'égard des générations à venir. Pourquoi, s'il s'est trompé, seraient-elles condamnées à rester éternellement dans l'erreur? C'est ici le lieu d'appliquer avec justesse cet axiome de droit que nous avons cité en tête du présent paragraphe : *«Non videntur, qui errant, consentire»*.

Il y a d'ailleurs d'autant moins de danger et d'inconvénient à adopter cette règle en fait de Droit constitutionnel, que déjà les institutions existantes se rapprochent davantage de leurs véritables élémens. « Dans les monarchies ab-

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. v, pag. 307 et suiv.

solues, la réforme d'un abus est souvent pire que l'abus même; car il y a, sous cette espèce de Gouvernement, autant d'arbitraire dans le remède que dans le mal, et l'arbitraire n'a point de limite ». Mais « il doit être permis, sous un Gouvernement constitutionnel, d'examiner le principe de toutes les institutions, leurs attributions, leur influence, leur mérite et leurs résultats. Cet examen, périlleux dans les Gouvernemens absolus qui reposent sur la crainte révérentielle des peuples, est nécessaire dans les Gouvernemens représentatifs, qui reposent sur la conviction éclairée des citoyens. Si, dans ces derniers Gouvernemens, la puissance irrésistible de l'opinion pousse et renverse les institutions; si ces institutions s'y écroulent au milieu du choc des discussions, on ne peut rien en conclure, sinon que leur fondement n'était pas solide » (a).

Une Constitution rédigée d'après les principes mêmes les plus certains de l'ordre et de

---

(a) Du Conseil d'État, etc., par M. le baron de Cormenin, maître des requêtes, tit. II, *Chap. unique*; et tit. III, chap. XIII, pag. 44 et 177; voy. aussi, ci-dessus, vol. VIII, pag. 22 et 23.

la stabilité doit donc déterminer encore et prescrire le mode par lequel il pourra être procédé à sa revision ; et toutes celles qui ne contiennent aucune disposition à cet égard peuvent être considérées comme incomplètes ; elles laissent du moins subsister une lacune, peu propre à faire augurer favorablement de la prévoyance et de la sagesse de leurs autres dispositions, puisqu'elles livrent et abandonnent au hasard et au désordre , qui en est l'effet trop ordinaire , ce qu'il n'est pas hors de la puissance du Législateur de régler à l'avance conformément à l'ordre et à la raison.

Nous croyons avoir déjà dit précédemment qu'à Athènes, il fallait, tous les ans, et le onzième jour de la première pritanée, relire au peuple ses lois ; que l'assemblée examinait s'il était utile ou non de les corriger, de les réformer, ou d'y faire quelque augmentation ; que , si elles offraient quelques défauts, on renvoyait le jugement de cette affaire à la dernière assemblée de la même pritanée, et que, pendant ce temps, les nomotètes, chargés d'examiner l'objet de la Constitution, annonçaient au peuple leur avis, et les motifs sur

lesquels il était appuyé. Le peuple, instruit par eux de tous les points de la question, délibérait ensuite.

En France, on crut devoir recourir, par la Constitution du 3 septembre 1791 (tit. VII), et par la Constitution du 5 fructidor an III (tit. XIII, *art. 336 et suiv.*), à l'institution d'une Assemblée spéciale de Revision. L'acte constitutionnel du 22 frimaire an VIII (tit. II, *art. 15 et suiv.*), le Sénatus-Consulte organique du 16 thermidor an X (tit. V, *art. 54 et suiv.*), et celui du 28 floréal an XII (tit. VIII, *art. 57 et suiv.*), placèrent, spécialement aussi, dans le Sénat les attributions de ce Pouvoir, plus vaste, plus étendu dans ses conséquences que celui de la législature dans les circonstances ordinaires, lequel pouvoir de la législature ne pouvait cependant être exercé alors qu'avec le concours du Corps législatif.

En Angleterre, les trois branches du Parlement, c'est-à-dire le Roi, la Chambre des pairs et la Chambre des communes agissant concurremment, de même que pour tous les actes de la Puissance législative, sont en même temps considérés comme ayant le droit de ré-

former, de modifier, de changer la constitution même. Blackstone dit, entre autres choses applicables à ce sujet : « Les actes du parlement ne peuvent lier les parlemens qui suivront, ni restreindre leur pouvoir.... En effet, la Législature est réellement le Pouvoir souverain : ce Pouvoir est toujours de la même autorité, toujours absolu ; il ne connaît point de supérieur sur la terre ; et cependant une Législature précédente aurait cette supériorité, si ses ordonnances liaient les Parlemens qui lui succèdent. C'est d'après de pareils principes que Cicéron, dans ses lettres à Atticus, traite avec un juste mépris les dispositions restrictives qui ont pour but de lier les mains aux Législatures qui suivront. *Quand vous abrogez, dit-il, la loi même, vous abrogez en même temps la disposition prohibitive qui défend de l'abroger* » (a).

Si la Constitution était d'abord assise sur ses véritables bases, et s'il s'était écoulé un laps

---

(a) Commentaires sur les Loix anglaises, tom. 1, Introduction, sect. III, p. 144, 145. (Traduction de M. Chompré.)



de temps suffisant pour qu'en prenant racine et s'affermissant par degrés, elle eût déjà pu produire quelques résultats vraisemblables, ce système nous paraîtrait préférable ; et c'est dans ce sens que nous entendons cette réflexion en partie déjà citée en tête de ce paragraphe : « Tout ordre légalement établi contient en soi le principe d'un meilleur système, à moins qu'il ne soit l'œuvre de l'arbitraire ou d'un aveuglement insensé. D'ailleurs, une Charte (surtout lorsqu'elle n'est encore qu'octroyée) n'est pas une Constitution proprement dite : celle-ci ne se forme qu'avec le temps, et il dépend toujours des lumières et de la volonté du Gouvernement de donner au développement du Régime constitutionnel la direction pour séparer le bien du mal, pour affermir l'autorité publique, et pour préserver le repos et le bonheur de la masse de la nation contre toute atteinte ennemie » (a).

Toutefois, on pourrait aussi, dans la même hypothèse, et pendant quelques années du moins, appliquer à la révision de la Consti-

---

(a) Voy. ci-dessus, l'*Épigraphie*, pag. 359.

tution, le mode déterminé dans le paragraphe précédent pour son acceptation, c'est-à-dire que lorsqu'après avoir été acceptée dans cette forme, elle aurait continué d'être exécutée et tenue en vigueur pendant cinq années consécutives au moins, l'acte de revision pourrait être proposé successivement par le Roi aux Chambres représentatives nationales, départementales, cantonales et communales, et, enfin même, dans les Colléges électoraux de commune ou de premier degré (a).

---

*Nota.* Nous ferons encore ici une remarque assez importante sur le but et l'utilité de la Constitution.

La Constitution doit avoir deux objets bien distincts.

Le premier, et sans contredit le plus essentiel, quoique le plus négligé jusqu'à ce jour, concerne l'organisation, ainsi que l'indique la signification propre du mot ; car, suivant l'acception générale, Constitution signifie *« nature d'une chose, manière propre dont elle est formée, assemblage de plusieurs parties pour former un tout, ordre et arrangement des parties de ce tout. »*

Le second ( dont nous nous sommes occupés en

---

(a) Voy. ci-dessus, pag. 353 et suiv.

premier lieu, dans cet ouvrage (a); par plusieurs motifs) a pour but de déterminer, de fixer les élémens de la législation, les principes de morale et de droit, qui doivent servir de boussole pour la conduite du Gouvernement, que ce Gouvernement doit adopter pour base de tous ses actes et résolutions.

Sous ces deux rapports différens, il est vrai de dire, à l'égard des Gouvernemens *simples* (ou *despotiques*), ainsi qu'on l'entend trop souvent avancer en thèse et comme proposition générales, qu'une Constitution est une chose inutile et sans efficacité.

L'organisation de ces Gouvernemens *simples* est un effet du hasard, et non celui d'une combinaison raisonnée et réfléchie (b).

Quant à la fixité des Principes de morale et de droit, quelle pourrait être l'efficacité de cette Constitution ?

Sous le Gouvernement despotique d'un seul, par exemple, l'Autorité absolue, la Puissance souveraine étant rassemblée dans la main du despote, sa volonté, bonne ou mauvaise, juste ou tyrannique, est la loi suprême. Telle qu'elle est, il faut l'exécuter et s'y soumettre sans examen, jusqu'à ce que l'excès de l'arbitraire et des maux qui en sont la suite, amène la révolte; que le joug devenu trop pesant ne puisse

---

(a) Voy. ci-dessus, 1<sup>re</sup> part., vol. I, II et III.

(b) *Ibid.*, vol. V, pag. 328 et suiv.

plus se supporter ; que le ressort trop comprimé produise une réaction violente et presque aussi funeste , dans ses conséquences ordinaires , que le despotisme qu'elle a pour objet de renverser.

Relativement à ce même rapport de l'observation des Principes du droit , la Constitution , avec un Gouvernement olygarchique , serait encore , à peu de chose près , aussi inutile. Les chefs de ce Gouvernement sont autant de tyrans dont la volonté arbitraire est aussi la seule , l'unique loi. Quelquefois cependant , elle pourrait du moins avoir l'avantage de rapprocher leurs opinions et de retarder le moment de leurs divisions.

Avec un Gouvernement aristocratique , la Constitution pourrait avoir accidentellement aussi la même utilité ; mais , comme dans ce Gouvernement la Souveraineté absolue réside dans une classe privilégiée qui veut maintenir toutes les autres dans la dépendance et la servitude , comme il n'y existe encore aucune balance ni contrepoids , s'il est possible que les principes admis y soient assez constamment suivis , il est évident du moins que les bons principes ne le seront pas.

Dans une pure démocratie , enfin , la Constitution serait encore insignifiante pour assurer l'observation des Principes le plus formellement et le plus solennellement consacrés : car la Puissance despotique ou absolue y résiderait dans le peuple , que l'on

supposerait l'exercer directement et par lui-même, sans intermédiaire, et sa volonté s'y trouverait entraînée par les circonstances, par la considération du moment, auxquelles ces mêmes Principes consacrés résisteraient en vain. Toutefois, dans ce Gouvernement, la Constitution pourrait n'être pas entièrement sans influence pour éclairer et guider l'opinion; et les règles qu'elle aurait fixées, après qu'elles auraient été mûries et méditées dans un temps de calme, pourraient encore, par circonstance, servir de point de ralliement et de direction dans un temps d'orage et d'agitation.

Mais, à l'égard des Gouvernemens *mixtes* et particulièrement du Gouvernement *monarchique*, il en est bien autrement, sous l'un et l'autre rapport (celui de l'organisation et celui de l'observation des élémens admis comme bases de la législation, et que l'organisation doit tendre à faire observer).

Quant à la première partie, celle de l'Organisation, une Constitution écrite y est, on peut le dire, absolument indispensable; puisque, comme nous l'avons reconnu (a), cette Organisation ne peut être que le résultat d'une combinaison propre à établir et conserver l'équilibre, la balance des pouvoirs, et par conséquent profondément méditée.

En ce qui touche l'observation des Principes,

---

(a) Voy. ci-dessus, entre autres, vol. v, pag. 328.

des élémens de la législation , on conçoit aisément , et cet ouvrage a eu pour but principal de le démontrer , que plus la Constitution approchera de sa perfection relativement aux détails et à l'ensemble de l'Organisation , et plus aussi les vrais Principes du droit et de l'équité seront exactement et facilement suivis et respectés.

En ce sens, M. John Adams dit avec raison : « Une assemblée populaire , si elle n'est pas contrebalancée par une négative absolue , est et sera dans tous les temps aussi portée à outrepasser les bornes de la Loi et de la Constitution , que les nobles ou le roi ; et c'est par cette raison que les lois de Solon furent souvent foulées aux pieds , et que le peuple demanda et prit la totalité du Pouvoir toutes les fois qu'il en eut la fantaisie » (a).

On peut également rattacher ici le passage suivant de l'Essai sur l'histoire de la société civile : « Dans les démocraties , le citoyen , se sentant en possession de la Souveraineté , est moins empressé que le sujet des autres Gouvernemens à faire éclaircir ses droits et à les fixer par des statuts formels. Il se fie sur sa propre force , sur l'appui de son parti et sur le sentiment public.

« Si le Corps collectif exerce les fonctions de juge , aussi bien que celles de législateur , il est rare

---

(a) Déf. des Constit. Améric. , tom. 1 , lettre 38 , pag. 391.

qu'il s'avise d'imaginer des formes pour diriger sa marche, et plus rare encore qu'il s'y assujettisse après qu'elles sont établies. La loi qu'il a faite en une occasion, il en dispense dans une autre ; et en cette qualité de juge, plus peut-être qu'en celle de législateur, il est conduit par des partialités et des passions qui naissent des circonstances de chacun des cas qui sont portés devant lui.

« Dans les Gouvernemens monarchiques, les lois sont d'une nécessité indispensable, et il y a une multiplicité d'intérêts différens, qu'il est question d'accorder dans le dispositif de chaque statut. Le Souverain veut des règles expresses et promulguées pour mettre de l'ordre et de la stabilité dans l'administration. Le sujet veut connaître les conditions et les limites de sa soumission. Suivant que les termes dans lesquels il doit vivre avec son Souverain ou avec ses concitoyens, sont ou ne sont pas conformes à l'idée qu'il a de ses droits, il est ou soumis ou révolté » (a).

Enfin, madame de Staël dit, dans ses *Considérations sur les principaux évènements de la Révolution française* : « On a beaucoup dit en France que les Constitutions ne signifiaient rien, et que les circon-

---

(a) FERGUSSON. *Essai sur l'Histoire de la Société civ.*, tom. II, 3<sup>e</sup> partie, chap. 6, pag. 85 et 86.

380      **MOYENS *de Transition.***

stances étaient tout. Les adorateurs de l'arbitraire doivent parler ainsi, mais c'est une assertion aussi fausse que servile » (a).

---

(a) Considér. sur les Princip. évènem. de la Révol. française, tom. II, pag. 295.

**FIN DU LIVRE TROISIÈME.**

---



---

# CONCLUSION

## DE LA SECONDE PARTIE.

---

*De la Force obligatoire des Principes élémentaires du Droit constitutionnel ou organique.  
—Deuxième Aperçu (a) de la Nature divine.*

« On n'invente pas plus la vérité que Christophe Colomb  
« n'inventa l'Amérique ; on la découvre » (b).

Nous avons terminé la première partie de cet ouvrage en développant les motifs qui doivent engager l'homme à se considérer comme obligé dans le for intérieur à l'observation des principes du Droit philosophique ou moral, et en établissant que ces principes sont une émanation constante et certaine de la Divinité même (c).

Nous terminerons cette seconde partie par

---

(a) *Voy.*, relativement au Premier Aperçu, ci-dessus, 1<sup>re</sup> PART., vol. III, pag. 385 et suiv.

(b) *Voy.*, entre autres, le Discours de réception de M. Frayssinous à l'Académie française.

(c) *Voy.* ci-dessus, vol. III, pag. 365 et suiv.

une conclusion semblable : c'est - à - dire que nous examinerons d'abord quelle peut être la force obligatoire des principes du Droit constitutionnel ou organique en eux-mêmes; et qu'ensuite nous rechercherons si, comme nécessaires à l'accomplissement de ses desseins, ils ne sont pas eux-mêmes dans les vues de là Providence.

1° *De la Force obligatoire des Principes élémentaires du Droit constitutionnel ou organique.*

« Satis apparet suprà mentem nostram esse legem quæ variis  
« dicitur ».

SANCT. ACQUOV.

« *Duorum vel plurium in idem placitum consensus* » (a). — « Une convention ou un pacte ( car ce sont termes synonymes ), dit Pothier, est le consentement de deux ou de plusieurs personnes ou pour former entre elles quelque engagement, ou pour en résoudre un précédent » (b). Des hommes auxquels les le-

---

(a) L. 1, § 2, ff. *De pact.* — DOMAT. P. 1, l. 1, t. 2.

(b) Traité des Obligations, tom. 1, chap. 1, art. 1, pag. 7.

çons de la sagesse n'étaient pas étrangères, s'appuyant sans doute sur ces maximes de droit civil, ont été persuadés qu'il ne peut exister de pacte social sans un engagement réciproque et formel, si ce n'est de tous les membres de la Société entre eux, du moins entre les gouvernans d'une part et les gouvernés de l'autre. C'est, ont-ils dit, une des conditions essentielles pour la validité des conventions, que le libre consentement des parties.

Mais est-ce bien le cas de faire une juste application de ce principe? Peut-il en ce sens devenir la base d'un argument solide? Nous ne le pensons pas; et nous en donnerons deux raisons, suivant nous, suffisantes.

En premier lieu, en matière de Droit civil, de conventions, en un mot, de contrats synallagmatiques, une seule et même partie ne s'engage pas envers elle-même; mais il existe deux ou plusieurs personnes contractant dans des intérêts distincts et opposés; lorsqu'il s'agit, au contraire, du Pacte constitutionnel, on ne doit considérer, il n'existe réellement qu'une seule et même partie, laquelle contracte ou agit, si l'on veut, avec elle-même,

mais dans un seul et unique intérêt, toujours semblable, toujours fixe, toujours le même. Le peuple, le prince, le simple citoyen ne doivent pas être regardés comme autant de personnes distinctes, ayant à défendre, à stipuler, à faire reconnaître, à consacrer des intérêts opposés; ils ne forment qu'un tout, qu'une seule et même personne agissant d'après les mêmes vues et dans le même but, celui de l'avantage commun, de l'utilité générale (a).

Le second motif qui éloigne d'autant plus toute espèce d'analogie, c'est que les conventions ordinaires entre parties ne sont habituellement, ou pour la plupart du moins, que de justice purement relative, c'est-à-dire, essentiellement dépendante des consentemens et engagemens librement et réciproquement pris par les parties contractantes les unes envers les autres, lesquels sont variables et peuvent différer à l'infini; tandis que, comme nous l'avons vu, les règles principales et essentielles

---

(a) C'est peut-être là ce que J. Jacques a voulu exprimer dans un passage du *Contrat social* que nous avons précédemment cité et critiqué à cause de son défaut de clarté. Voy. ci-dessus, vol. iv, pag. 67 et 68.

de l'Organisation sociale, aussi bien que les principes du Droit naturel dont on peut dire qu'elles-mêmes font partie (a), ont des bases fixes et certaines et sont par conséquent de même positives, invariables, universelles ; et non pas arbitraires, incertaines, changeantes et mobiles au gré et suivant la volonté vacillante et capricieuse des peuples ou des rois (b). C'est par ignorance, il faut le dire, c'est du moins faute de les connaître assez, que des hommes d'ailleurs fort éclairés les considèrent encore comme douteuses, polémiques et pour ainsi dire arbitraires ; d'où il suit qu'ils doivent en effet penser qu'elles ne peuvent acquérir de validité et devenir obligatoires que par suite d'un engagement, d'une convention formelle. Mais s'il en était ainsi, si les règles de l'organisation dépendaient d'un engagement, d'une simple convention, on serait naturellement conduit à en induire que la Société pourrait, par un semblable engagement, s'enchaîner et se lier elle-même à son propre préjudice ; ce

---

(a) Voy. ci-dessus, entre autres, *Préf.* pag. xxxvi.

(b) *Ibid.*, vol. xi, pag. 307 et suiv.

qui est une chose évidemment absurde et dérisoire.

Si l'on veut tirer, pour en faire ici l'application, quelque induction exacte, quelque argument solide des principes en matière d'obligations contractuelles, il existe deux rapprochemens à faire.

D'abord, il faut considérer qu'au nombre même de ces contrats ou obligations conventionnelles, il en est plusieurs qui seraient radicalement nulles et sans force, quoique pouvant s'appuyer sur un consentement réciproque. Ainsi, par exemple, l'obligation par laquelle un homme aliénerait sa vie, sa personne, par laquelle il engagerait sa liberté envers un autre homme et s'obligerait à vivre dans l'esclavage, est nulle de plein droit comme contraire aux Principes du Droit naturel, aux Droits sacrés, inaliénables et imprescriptibles de l'homme<sup>(a)</sup>; l'acte par lequel il serait stipulé, par un homme et une femme en contractant mariage, que l'homme demeurerait soumis à la femme, ou que les enfans à naître de leur union comman-

---

(a) Voy. ci dessus, vol. III, pag. 195 et suiv.

deraient à leur père ou à leur mère, ou même à tous les deux, serait sans vertu, sans valeur, et comme non avenu à cet égard (a), parce que cet acte se trouverait de même en opposition avec les Principes immuables et éternels du Droit de la nature.

Il en est de même, et peut-être à plus forte raison, relativement à l'acte, le plus formel, le plus libre et le plus solennel que l'on puisse supposer, par lequel une société entière consentirait à aliéner tous ses droits et à se soumettre, elle et sa postérité, au Pouvoir arbitraire, despotique ou absolu d'un ou de plusieurs hommes; les principes du Droit naturel, sur ce point, ne sont pas moins certains, immuables et éternels.

Ensuite, on peut encore faire cet autre raisonnement : lorsqu'en fait, de conventions civiles, l'objet principal qui forme la matière de l'obligation ou engagement est constant et reconnu certain, toutes les clauses ou conditions accessoires qui en sont une juste consé-

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. I, pag. 232 et suiv.; et Cod. civ., liv. III, tit. V, chap. I, art. 1388 et 1389.

quence, qui ont pour but de faciliter, d'assurer son exécution ; sont valides par cela même, et n'ont pas besoin d'être spécialement et littéralement prévues, stipulées en termes formels et exprès, pour être obligatoires. Lorsque, par exemple, une société de commerce ou autre existe, par une conséquence naturelle et nécessaire de son existence même, tout ce qui tend réellement à l'accomplissement de l'objet pour lequel elle a été formée, est valable et obligatoire pour chacun des associés et pour la société entière sans qu'une condition particulière l'ait exprimé.

De même aussi, ce raisonnement s'applique soit en matière de Droit philosophique ou moral, soit en ce qui a rapport aux principes de l'Organisation sociale, autrement dit du Droit constitutionnel ou organique. L'état de société est propre et naturel à l'homme : donc cet état de société doit exister ; l'intérêt de tous, l'intérêt particulier le veulent ainsi. Les fins pour lesquelles il existe sont constantes et certaines ; elles dérivent de ses causes mêmes : c'en est donc assez pour rendre certain, légitime et obligatoire tout ce qui tend réellement à leur accom-



plissement, à une entière et parfaite exécution.

Dans le sens des deux rapprochemens que nous venons de faire, on peut appliquer aussi, ce nous semble, ce que dit M<sup>r</sup>. Bentham : « Quand Locke ou Rousseau raisonnent sur ce contrat prétendu, quand ils affirment que le contrat social ou politique renferme telle ou telle clause, pourraient-ils le prouver autrement que par l'utilité générale qui est supposée en résulter ? Accordons-leur, si l'on veut, que ce contrat qui n'est pas même rédigé est en pleine existence. De quoi dépend toute sa force ? n'est-ce pas de son utilité ?

« Pourquoi faut-il garder ses engagements ? parce que la foi des promesses est la base de la Société. C'est pour l'avantage de tous que les promesses de chaque individu doivent être sacrées. Il n'y aurait plus de sûreté entre les hommes, plus de commerce, plus de confiance, il faudrait retourner dans les forêts, si les engagements n'avaient plus de force obligatoire.

« Il en serait de même de ces contrats politiques. C'est leur utilité qui ferait leur force ; s'ils devenaient nuisibles, ils n'en auraient

plus. Car si le roi avait pris l'engagement de rendre son peuple malheureux, cet engagement serait-il valide? Si le peuple s'était lié à obéir à tout événement, serait-il tenu de se laisser détruire par un Néron ou un Caligula, plutôt que de violer sa promesse? S'il résultait du contrat des effets universellement nuisibles, y aurait-il une raison suffisante pour le maintenir?

« On ne saurait donc nier que la validité du contrat ne soit au fond la question de l'utilité, un peu développée, un peu déguisée et par conséquent plus susceptible de fausses interprétations » (a).

Cela bien compris, il en ressort, comme l'on voit, une vérité palpable; c'est qu'une Constitution pourrait être véritablement obligatoire, surtout dans le for intérieur, pour le peuple, pour le prince, pour le simple citoyen, sans avoir besoin à la rigueur d'être formellement et expressément acceptée ni par

---

(a) Princip. de Législ., tom. 1, chap. XIII. *Exemples des fausses manières de raisonner en matière de législation.* § 9, pag. 131.

l'un ni par l'autre; il suffit que toutes ses dispositions soient parfaitement conformes aux principes de l'ordre et du droit, et tendent par conséquent au bien, à l'utilité générale de la société. « *Satis apparet supra mentem nostram*, dit saint Augustin, *esse legem quæ veritas dicitur* » (a). — « S'il est vrai, dit aussi Burlamaqui, que toute règle soit par elle-même obligatoire, et que la raison soit la règle primitive des actions humaines, il s'ensuit que la raison seule, indépendamment de la loi, suffit pour imposer quelque obligation à l'homme, et par conséquent pour donner lieu à la moralité et au devoir, à la louange et au blâme... La raison seule, dit-il encore, suffit pour établir un système de moralité, d'obligations et de devoirs; puisque dès que l'on suppose qu'il est raisonnable de faire certaines choses ou de s'en abstenir, c'est véritablement reconnaître qu'on y est obligé » (b).

---

(a) Sanct. August., *de Doctr. christ.*, lib. 1.

(b) Princip. du Dr. nat., tom. II, 2<sup>e</sup> part.; chap. VI et VII, § 8; et 4<sup>e</sup> part., chap. III, § 15.

*2° Deuxième Aperçu de la Nature divine.*

« Ah ! sans doute les bonnes lois ne peuvent être que  
« l'inspiration des dieux (a).

Si notre intelligence, notre raison, notre conscience même nous forcent à reconnaître l'exactitude, la justice, l'ordre et l'harmonie des dispositions d'une Constitution écrite, en ce qu'elles ont rapport à l'Organisation sociale, de même qu'en ce qui concerne la consécration des principes du Droit philosophique et moral ; s'il nous est clairement démontré qu'il doit résulter de l'exécution de ces dispositions un état de choses moins imparfait que ce qui a existé et que ce qui existe encore aujourd'hui même, nous devons la considérer, non plus comme l'ouvrage d'un seul homme, mais comme celui des sages, comme le résumé substantiel de leurs méditations et de leurs travaux, comme l'expression même de la volonté divine : car les sages sur la terre ne sont réellement que le Verbe, la parole de la Divi-

---

(a) Histoire de la Législ. , tom. 2 , pag. 15.

nité même, ou l'instrument dont elle se sert pour se manifester plus clairement aux autres hommes.

Cette vérité peut encore être démontrée par un autre raisonnement aussi simple. Dieu, source immuable et éternelle de toute vérité, de toute justice, veut essentiellement le bien-être de l'humanité; tel est nécessairement, aux yeux de l'homme, son attribut, son caractère distinctif le plus incontestable, sa nature, son essence même; et, parce que les vrais principes du Droit philosophique et moral ont manifestement pour but le bien-être de l'humanité, nous avons reconnu, en terminant la première partie de cet ouvrage, qu'ils sont et doivent être universellement considérés comme la manifestation réelle de la volonté divine, comme une émanation de la Divinité (a). De même aussi, les principes du Droit organique ou constitutionnel ayant pour objet et pour résultat l'exécution des principes du Droit philosophique et moral, et le bonheur, le bien-être du genre humain, il faut en conclure, il

---

(a) Voy. ci-dessus, vol. III, pag. 330 et suiv.

en résulte encore que l'observation de ces mêmes principes entre infailliblement dans les vues et les desseins de Dieu.

A l'appui de cette conclusion, on peut invoquer plusieurs des autorités que nous avons précédemment citées (a); nous y en ajouterons plusieurs autres. Ainsi Platon, analysant les délits contre la Divinité, dit que celui qui nie l'existence de Dieu, est un impie; que celui qui croit que la Divinité s'apaise par des offrandes est un impie; que celui qui dit qu'il y a un Dieu, mais qu'il ne se mêle pas de ce que les hommes font sur la terre est un impie; qu'il regarde, quant à lui, la vérité comme l'essence même de la Divinité (b).

Cicéron partageait et a exprimé la même conviction (c).

Jésus-Christ a dit que sa parole était la vérité et la vie : « *Ego sum veritas et vita* » (d).

(a) Voy. ci-dessus, pag. 394 et suiv.

(b) Voy. Des Lois. Dialog. 10<sup>e</sup>; et l'Histoire crit. de la Philos. Discours préliminaire, tom. IV, pag. 7.

(c) Voy. ci-dessus, 1<sup>re</sup> PART., vol. I, chap. II, tit. II, pag. 198, note a.

(d) Saint Jean. XIX, 6.

— « Le Christ est la vérité , dit encore l'apôtre ; *Christus est veritas* » (a).

— « La foi vient de l'ouïe ; comment croiront-ils s'ils n'ont. entendu ? Et comment entendront-ils si personne n'enseigne ? *Fides ex auditu ; quomodò credent ei quem non audierunt ; Quomodò autem audient sine predicante* » (b) ?

— « Où est l'esprit de Dieu , est aussi la liberté. « *Ubi autem spiritus domini , ibi libertas* » (c).

— « Où est Dieu , là est la vérité. *Ubi Deus , ibi veritas* » (d).

— « C'est une chose étonnante , dit Bossuet , que l'homme entende tant de vérités , sans entendre en même temps que toute vérité vient de Dieu , qu'elle est en Dieu , qu'elle est Dieu même » (e).

— « Toute justice vient de Dieu , dit aussi J. Jacques ; lui seul en est la source » (f).

(a) *Ep. 1 , v. 6.*

(b) *Ep. ad Rom. , 17 , 14.*

(c) *Ep. 11 , ad Corinth. , 111 , 17.*

(d) *S. August. , Conf. , lib. 14 , c. 12 , n. 1 , 2.*

(e) *Voy. ci-dessus , vol. 111 , pag. 404.*

(f) *Contrat Social , liv. 2 , chap. 6.*

Et Burlamaqui, appliquant et développant cette pensée, dit : « Le seul moyen de parvenir à la connaissance des lois naturelles, c'est de considérer avec attention la nature de l'homme, sa constitution, les relations qu'il a avec les êtres qui l'environnent et les états qui en résultent. En effet, le terme même de *Droit naturel* fait voir que les principes de cette science ne peuvent être puisés que dans la nature même et dans la constitution de l'homme. Voici donc deux propositions générales, que nous prenons comme le fondement de tout le système des lois de la nature :

« Première proposition : Tout ce qui est dans la nature de l'homme et dans sa constitution primitive et originaire, et tout ce qui est une suite nécessaire de cette nature et de cette constitution, nous indique certainement quelle est l'intention et la volonté de Dieu, par rapport à l'homme, et par conséquent nous fait connaître les lois naturelles.

« Deuxième proposition : Mais, pour avoir un système complet de lois naturelles, il faut non-seulement considérer la nature de l'homme telle qu'elle est en elle-même ; il est nécessaire



encore de faire attention aux relations qu'il a avec les autres êtres et aux divers états qui en sont la suite ; autrement, il est bien manifeste qu'on n'aurait qu'un système incomplet et défectueux (a).

« On peut dire donc que le fondement général du système des lois naturelles, c'est la nature de l'homme prise avec toutes les circonstances qui l'accompagnent, et dans lesquelles Dieu lui-même l'a placé pour de certaines fins ; en tant que par ce moyen on peut connaître quelle est la volonté de Dieu. En un mot, l'homme tenant de la volonté de Dieu lui-même tout ce qu'il est, tant pour son existence que pour sa manière d'exister, c'est l'homme seul bien étudié, qui nous instruira pleinement des vues que Dieu s'est proposées en nous donnant l'être, et par conséquent des règles que nous devons suivre pour remplir les vues du Créateur. . . . »

---

(a) Ceci peut être expliqué et rendu plus clair par ce que nous avons développé, en parlant des vérités servant de base aux Principes élémentaires du Droit public, dans le paragraphe ayant pour titre, *De l'Homme et de la Société*, vol. 1, pag. 5 et suiv.



— « Il paraît donc, ajoute le professeur Félice, que la loi naturelle s'étend à tout, puisqu'elle nous prescrit de faire toujours ce qui est le plus convenable à notre nature. Il n'est aucune rencontre où elle puisse nous manquer : car partout où il y aura un meilleur parti à prendre, elle nous ordonne de le choisir. Et s'il était possible de trouver des cas d'une parfaite indifférence, il serait inutile qu'aucune loi en décidât.

« Observons enfin que la loi naturelle étant essentielle à l'homme, fondée sur sa nature et sur celles des choses, elle est éternelle, immuable et prescrite nécessairement par le Créateur. C'était le sentiment des jurisconsultes romains. *Sed naturalia quidem jura, quæ apud omnes gentes pleraque observantur, divinâ quâdam providentiâ constituta semper firma atque immutabilia permanent* » (a).

— « Quoiqu'il soit de la dernière évidence, dit encore Burlamaqui, que la Souveraineté (b)

(a) Instit. § 11. Tit. de jure nat. Gent. et civ.

(b) Voy. la définition véritable de ce mot, ci-dessus, vol. iv, pag. 72 et 73, note a.

doit son origine immédiatement aux conventions humaines, rien n'empêche cependant qu'on ne puisse dire avec raison qu'elle est de Droit divin aussi bien que de Droit humain. En effet, depuis la multiplication des hommes, la droite raison ayant fait voir que l'établissement des sociétés civiles et d'une autorité souveraine, était absolument nécessaire pour l'ordre, la tranquillité et la conservation du genre humain, c'est une preuve aussi convaincante que cet établissement est dans les vues de la Providence, que si Dieu lui-même l'avait déclaré aux hommes par une révélation positive; et Dieu, qui aime essentiellement l'ordre, veut sans doute qu'il y ait sur la terre une autorité suprême qui seule est capable de le procurer et de le maintenir parmi les hommes, en veillant à l'observation des lois naturelles. Il y a là-dessus un beau passage de Cicéron : Il n'y a rien, dit-il, de plus agréable à la Divinité suprême qui gouverne cet univers que les sociétés civiles légitimement organisées. *Nihil est illi principi Deo, qui omnem hunc mundum regit, quod quidem in terris fiat, acceptius, quam consilia cœtusque*

*hominum jure sociati, quæ civitates appellantur (a).*

« Si un bon père de famille ne néglige pas de diriger ses enfans par son autorité et ses conseils, pour mettre l'ordre dans sa maison, peut-on s'imaginer que le père commun des hommes néglige de leur donner le même secours? Et si un sage souverain n'a rien tant à cœur que de prévenir la licence par de bons réglemens, comment croire que Dieu, qui est bien plus ami des hommes que ceux-ci ne le sont de leurs semblables, ait laissé tout le genre humain sans direction et sans guide, même sur les choses les plus importantes et d'où dépend tout notre bonheur? Un pareil système ne serait pas moins contraire à la bonté de Dieu qu'à sa sagesse. Il faut donc revenir à d'autres idées, et dire que le créateur, par un effet de sa bonté, ayant fait les hommes pour les rendre heureux, leur ayant imprimé une pente invincible pour le bonheur, et les ayant en même temps assujettis à vivre en société, leur a sans doute aussi donné des

---

(a) *Somn. Scip. cap. III.*

principes qui leur fassent aimer l'ordre, et des règles qui leur indiquent les moyens de se le procurer et de le maintenir. . . . » (a).

— « Mais la Providence ne fait pas tout; elle attend que l'homme la seconde; elle le conduit à la fois, et comme un enfant qu'elle chérit, et comme un être raisonnable qu'elle a fait arbitre de sa destinée.

« Les biens qu'elle lui donne ont besoin, pour être accommodés à ses usages, du concours de son industrie. Ainsi, elle lui donne les graines céréales pour sa nourriture; mais c'est à lui de les cultiver, de les multiplier, et d'en faire du pain. Elle lui donne le lin, le chanvre, la toison des troupeaux pour son vêtement; mais c'est à lui d'en fabriquer des tissus qui soient commodes pour cet usage. Elle lui donne de même la liberté dans la civilisation; mais ce n'est qu'un germe, que son art doit développer : c'est une simple disposi-

---

(a) BURLAMAQUI. Princip. du Dr. de la Nat. et des Gens, tom. I, 1<sup>re</sup> part., chap. x, note 48, pag. 242. *Edit. in-8°*; *ibid.*, tom. VI, chap. VII, § III, pag. 101 et 102; *ibid.* tom. II, 2<sup>e</sup> part., chap. II, § 5, pag. 37; *ibid.*, ch. IV, § 5, pag. 87, 178.

tion des choses, qui rend l'établissement de la liberté facile, et qui montre comment il doit s'y prendre pour l'établir.

« En effet, par cela même que la civilisation renferme la liberté, elle renferme nécessairement la solution du problème politique. C'est à elle seule qu'il appartient de nous montrer cette puissance sociale, que la sagesse des législateurs chercha si long-temps en vain, et qui protège efficacement sans opprimer; cette puissance sociale, qui doit être à l'abri des passions des hommes, et qui ne peut cependant être confiée qu'à des hommes; cette puissance sociale enfin, dans qui la volonté de l'homme se confond avec la volonté des lois. C'est à elle seule, en un mot, qu'il appartient de nous indiquer le meilleur des Gouvernements, c'est-à-dire celui qui, étant le plus fort de tous, en est en même temps le plus juste » (a).

Nous appliquerons encore dans ce sens,

---

(a) De l'Esprit des institutions politiques, par M. Massabiau, sous-bibliothécaire de Sainte-Geneviève; tom. II, liv. X, chap. II, pag. 264 et 265.

peut-être à la vérité contre l'intention de son auteur, le passage suivant : « Ceux-là, certes, ont une étrange idée de Dieu, qui le supposent indifférent et insensible à ce qui se passe sur la terre. Plus il est parfait, plus l'indifférence est opposée à sa nature. Il hait souverainement le désordre; il l'a en horreur, comme l'homme a en horreur sa destruction, avec la différence que cette horreur est dans l'homme un sentiment aveugle et borné, tandis que la haine du désordre, commandée à Dieu par sa sagesse infinie, est infinie comme elle. . . . ».

Et pourtant, « toute véritable législation émane de Dieu, principe éternel de l'ordre et pouvoir général de la société des êtres intelligens » (a).

---

(a) (Essai sur l'indifférence en matière de Religion, par M. de La Mennais, tom. 1, pag. 359 et 483).

On peut encore faire ici une application assez juste des réflexions suivantes, du même auteur :

« La perfection des êtres étant relative à leur nature, il s'ensuit qu'aucun être, et l'homme en particulier, ne saurait être heureux, que par une parfaite conformité aux lois qui résultent de sa nature. En un mot, il n'y a de bonheur qu'au sein de l'ordre; et l'ordre est la source du bien, comme le désordre est la source du mal *dans*

Ainsi donc , respect , amour , honneur et

---

*le monde moral , comme dans le monde physique , pour les peuples , comme pour les individus ; et quand ils méconnaissent cette vérité éternelle , le châtiment suit de près , toujours proportionné à la gravité du désordre : et , si le désordre est extrême , si un individu ou un peuple se rend , pour ainsi parler , coupable d'un crime capital , en violant les lois fondamentales de son être , la nature inexorable le punit de mort.*

« Mais , pour se conformer aux lois de l'ordre , il faut les connaître. Donc , point de bonheur pour l'homme , à moins qu'il ne se connaisse lui-même , et qu'il ne connaisse les êtres avec lesquels il a des rapports nécessaires , c'est-à-dire , semblables à lui....

« L'ordre , selon sa notion la plus étendue , est l'ensemble des rapports qui dérivent de la nature des êtres : et ces rapports sont des vérités , puisqu'ils existent indépendamment des pensées de l'esprit qui les considère. *Toute vérité découle de Dieu , parce qu'il est celui qui est , c'est-à-dire , l'être par excellence , sans restriction et sans bornes , ou la vérité infinie ; et quand il s'est résolu à produire , la création toute entière n'a été qu'une magnifique manifestation d'une partie des vérités que renferme l'être divin. Ces vérités étant liées entre elles par des rapports nécessaires dans la pensée de Dieu , sa volonté , en les réalisant au dehors , a , par le même acte , réalisé ces rapports immuables , qui constituent l'ordre , établi par la volonté de l'intelligence suprême ou le pouvoir souverain du créateur ; le même pouvoir le maintient ,*



gloire à tous les hommes, et aux princes sur-

---

en continuant de créer à chaque instant les êtres, ou de manifester quelques-unes des vérités éternellement existantes en Dieu, et leurs rapports également éternels : et un ordre parfait régnerait dans l'univers, si la volonté *non-intelligente* des êtres libres ne le troublait trop souvent par un aveugle abus d'une force aveugle, qui, employée à manifester l'erreur, ou *ce qui n'est pas*, tend par cela même à détruire *ce qui est*, ou à manifester le néant.

« Le pouvoir, ou la volonté de l'intelligence suprême, est donc le moyen général de l'ordre ; de même que la force, dirigée par des volontés libres *non-intelligentes*, est le moyen général du désordre : et la société humaine, composée d'êtres libres sujets à l'erreur, est partagée entre ces deux puissances, dont l'une tend à détruire ce que l'autre tend à conserver.

« Élevez un mur hors de son aplomb ; il tombe, parce qu'il y a défaut de vérité dans les lois de sa construction, ou défaut d'intelligence dans l'architecte. Il en est de même de la Société ; l'homme bouleverserait l'*Univers* (\*),

(\*) Il n'en est pas de même à l'égard de la *Société* et du *Gouvernement*, parce que leurs élémens, leurs bases, leurs rapports, leurs lois, peuvent être connus de l'homme, et que Dieu, qui a voulu que l'homme travaillât lui-même à sa propre félicité, a eu l'équitable soin de ne pas les envelopper d'ombres et de ténèbres si épaisses, qu'animé de son esprit et soutenu de son secours, il ne pût enfin parvenir à les découvrir par ses méditations, ses travaux, son zèle, sa persévérance et sa foi.

tout, qui conduiront les peuples dans la voie du salut, qui par leurs efforts contribueront à l'exécution des moyens les plus propres à assurer leur bonheur, et qui, comme l'apôtre, pourront leur dire, dans la sincérité de leur ame : « *Venite ad me omnes qui laboratis et onerati estis, et ego reficiam vos. . . . Venez à*

---

s'il pouvait le soumettre à son action, parce qu'il ne connaît qu'imparfaitement les lois qui maintiennent l'ordre dans le monde physique; et quand il ignore ou méconnaît les lois qui maintiennent l'ordre dans le monde moral, quand il s'ignore ou se méconnaît lui-même, sa force tend à détruire, parce qu'elle tend à placer les êtres dans de faux rapports, ou des rapports contraires à leur nature. Il veut ce que l'intelligence ne saurait vouloir, c'est-à-dire, des choses impossibles, absurdes, contradictoires. Désirer le bien-être est un sentiment naturel à tous les hommes; mais tous les hommes ne voient pas également en quoi consiste leur bien-être; celui qui le cherche dans le désordre, manque de lumières. Avec un esprit plus éclairé, il comprendrait que, hors de l'ordre, il ne saurait exister de bonheur, puisqu'il n'y a pas même de vie. Le désordre est donc produit par des volontés libres non-intelligentes. L'être souverainement intelligent est essentiellement bon, heureux, parfait, et la perfection des créatures libres, aussi bien que leur félicité, consiste à conformer leur volonté aux siennes. » (*Essai sur l'indifférence en matière de religion, tom. 1, pag. 258, 405, 406.*)

moi, vous tous qui travaillez, vous qui succombez sous le poids, et je vous récréerai...». — « *Hoc fac, et vives* ; faites cela, et vous vivrez » (a).

---

(a) ( S. Math. c. xi : S. Luc. x , 28. )

Cette matière est assez importante pour que nous pensions devoir appuyer encore notre solution par l'imposante autorité d'un homme, que peu de personnes sans doute auront le courage de récuser. Nous empruntons les réflexions suivantes, de l'ouvrage, ayant pour titre : DÉMONSTRATION DE L'EXISTENCE DE DIEU, TIRÉE DE LA CONNAISSANCE DE LA NATURE.

« CHAP. LVI. *La raison est la même dans tous les hommes de tous les siècles et de tous les pays.*

« Deux hommes qui ne se sont jamais vus, dit, dans ce chapitre, l'immortel Fénelon, qui n'ont jamais entendu parler l'un de l'autre, et qui n'ont jamais eu de liaison avec aucun autre homme qui ait pu leur donner des notions communes, parlent aux deux extrémités de la terre, sur un certain nombre de vérités, comme s'ils étaient de concert : on sait infailliblement par avance dans un hémisphère ce qu'on répondra dans l'autre sur ces vérités. Les hommes de tous les pays et de tous les temps, quelque éducation qu'ils aient reçue, se sentent invinciblement assujétis à penser et à parler de même. Le maître qui nous enseigne sans cesse, nous fait penser tous de la même façon. Dès que nous nous hâtons de juger, sans écouter sa voix avec défiance de nous-mêmes, nous pensons et nous disons des songes pleins d'extrava-

gance. Ainsi ce qui paraît le plus à nous , et être le fond de nous-mêmes , je veux dire notre raison , est ce qui nous est le moins propre , et qu'on doit croire le plus emprunté. Nous recevons sans cesse , et à tout moment , une raison supérieure à nous , comme nous respirons sans cesse l'air , qui est un corps étranger , ou comme nous voyons sans cesse tous les objets voisins de nous , à la lumière du soleil , dont les rayons sont des corps étrangers à nos yeux. Cette raison supérieure domine jusqu'à un certain point , avec un empire absolu , tous les hommes les moins raisonnables , et fait qu'ils sont toujours tous d'accord malgré eux , sur ces points. C'est elle qui fait qu'un sauvage du Canada pense beaucoup de choses comme les philosophes grecs et romains les ont pensées : c'est elle qui fait que les géomètres chinois ont trouvé à peu près les mêmes vérités que les européens , pendant que ces peuples si éloignés étaient inconnus les uns aux autres : c'est elle qui fait qu'on juge , au Japon comme en France , que deux et deux font quatre ; et il ne faut pas craindre qu'aucun peuple change jamais d'opinion , là-dessus : c'est elle qui fait que les hommes pensent encore aujourd'hui sur différens points , comme on pensait il y a quatre mille ans : c'est elle qui donne des pensées uniformes aux hommes les plus jaloux et les plus irréconciliables entre eux : c'est elle par qui les hommes de tous les siècles et de tous les pays sont comme enchaînés autour d'un certain centre immuable , et qui les tient unis par certaines règles invariables , qu'on nomme les premiers principes , malgré les variations infinies d'opinion qui naissent en eux de leurs passions , de leurs distractions ,

---

de leurs caprices , pour tous les autres jugemens moins clairs : c'est elle qui fait que les hommes , tout dépravés qu'ils sont , n'ont point encore osé donner ouvertement le nom de vertu au vice , et qu'ils sont réduits à faire semblant d'être justes , sincères , modérés , bienfaisans , pour s'attirer l'estime les uns des autres. On ne parvient pas à estimer ce qu'on voudrait pouvoir estimer, ni à mépriser ce qu'on voudrait pouvoir mépriser. On ne peut forcer cette barrière éternelle de la vérité et de la justice. Le maître intérieur qu'on nomme raison , le reproche intérieurement avec un empire absolu : il ne le souffre pas , et il sait borner la folie la plus impudente des hommes. Après tant de siècles de règne effréné du vice , la vertu est encore nommée vertu ; et elle ne peut être dépossédée de son nom par ses ennemis les plus brutaux et les plus téméraires. De là vient que le vice , quoique triomphant dans le monde , est encore réduit à se déguiser sous le masque de l'hypocrisie ou de la fausse probité , pour s'attirer une estime qu'il n'ose espérer en se montrant à découvert. Ainsi , malgré toute son impudence , il rend un hommage forcé à la vertu , en voulant se parer de ce qu'elle a de plus beau , pour recevoir les honneurs qu'elle se fait rendre. On critique, il est vrai , les hommes vertueux , et ils sont effectivement toujours répréhensibles en cette vie par leurs imperfections ; mais les hommes les plus vicieux ne peuvent venir à bout d'effacer en eux l'idée de la vraie vertu. Il n'y a point encore eu d'homme sur la terre qui ait pu gagner, ni sur les autres , ni sur lui-même , d'établir dans le monde , qu'il est plus estimable d'être trompeur que d'être sin-

cère ; d'être emporté et malfaisant que d'être modéré et de faire du bien.

« CHAP. LVII. *La raison est, en l'homme, indépendante de l'homme, et au-dessus de lui.*

« Le maître intérieur et universel dit donc toujours et partout les mêmes vérités. Nous ne sommes point ce maître ; il est vrai que nous parlons souvent sans lui , et plus haut que lui ; mais alors nous nous trompons , nous bégayons , nous ne nous entendons pas nous-mêmes , nous craignons même de voir que nous nous sommes trompés , et nous fermons l'oreille , de peur d'être humiliés par ses corrections. Sans doute , l'homme qui craint d'être corrigé par cette raison incorruptible , et qui s'égare toujours , en ne la suivant pas , n'est pas cette raison parfaite , universelle et immuable , qui le corrige malgré lui. En toutes choses , nous trouvons comme deux principes au-dedans de nous. L'un donne , l'autre reçoit ; l'un manque , l'autre supplée ; l'un se trompe , l'autre corrige ; l'un va de travers par sa pente , l'autre le redresse : c'est cette expérience mal prise et mal entendue , qui avait fait tomber dans l'erreur les Marcionites et les Manichéens. Chacun sent en soi une raison bornée et subalterne , qui s'égare dès qu'elle échappe à une entière subordination , et qui ne se corrige , qu'en rentrant sous le joug d'une autre raison supérieure , universelle et immuable. Ainsi , tout porte en nous la marque d'une raison subalterne , bornée , participée , empruntée , et qui a besoin qu'une autre la redresse à chaque moment. Tous les hommes sont raisonnables de la même raison , qui se communique selon divers degrés. Il y a un certain nom-

bre de sages ; mais la sagesse où ils puisent , comme dans la source , et qui les fait ce qu'ils sont , est unique.

« CHAP. LVIII. *C'est la vérité primitive elle-même , qui éclaire tous les esprits , en se communiquant à eux.*

« Où est-elle cette sagesse ? où est-elle cette raison commune et supérieure tout ensemble à toutes les raisons bornées et imparfaites du genre humain ? où est-il donc cet oracle qui ne se tait jamais , et contre lequel ne peuvent jamais rien tous les vains préjugés des peuples ? où est-elle cette raison qu'on a sans cesse besoin de connaître , et qui nous prévient pour nous inspirer le désir d'entendre sa voix ? où est-elle cette vive lumière *qui illumine tout homme , venant en ce monde* ( Jean. 1 , 9 ) ? où est-elle cette pure et douce lumière , qui non-seulement éclaire les yeux ouverts , mais qui ouvre les yeux fermés , qui guérit les yeux malades , qui donne des yeux à ceux qui n'en ont pas pour la voir , enfin qui inspire le désir d'être éclairé par elle , et qui se fait aimer par ceux-mêmes qui craignent de la voir ? Tout œil la voit ; et il ne verrait rien , s'il ne la voyait pas , puisque c'est par elle , et à la faveur de ses purs rayons qu'il voit toutes choses. Comme le soleil sensible éclaire tous les corps , de même ce soleil d'intelligence éclaire tous les esprits. La substance de l'œil de l'homme n'est point la lumière : au contraire , l'œil emprunte à chaque moment la lumière des rayons du soleil ; tout de même notre esprit n'est point la raison primitive , la vérité universelle et immuable , il est seulement l'organe par où passe cette lumière originale , et qui en est éclairé. Il y a un soleil des esprits , qui les éclaire tous beaucoup mieux que le

soleil visible n'éclaire les corps : ce soleil des esprits nous donne tout ensemble , et sa lumière , et l'amour de sa lumière pour la chercher. Ce soleil de vérité ne laisse aucune ombre , et il luit en même temps dans les deux hémisphères ; il brille autant sur nous la nuit que le jour. Ce n'est point au-dehors qu'il répand ses rayons , il habite en chacun de nous. Un homme ne peut jamais dérober ses rayons à un autre homme : on le voit également en quelque coin de l'univers qu'on soit caché. Un homme n'a jamais besoin de dire à un autre homme : Retirez-vous pour me laisser voir ce soleil ; vous me dérobez ses rayons , vous enlevez la portion qui m'est due. Ce soleil ne se couche jamais , et ne souffre aucun nuage que ceux qui sont formés par nos passions. C'est un jour sans ombre ; il éclaire les sauvages mêmes dans les antres les plus profonds et les plus obscurs : il n'y a que les yeux malades , qui se ferment à sa lumière ; et encore même n'y a-t-il point d'homme si malade et si aveugle , qui ne marche encore à la lueur de quelque lumière sombre qui lui reste de ce soleil intérieur des consciences. Cette lumière universelle découvre et représente à nos esprits tous les objets , et nous ne pouvons rien juger que par elle , comme nous ne pouvons discerner aucun corps , qu'aux rayons du soleil.

« CHAP. LIX. *C'est par les lumières de la vérité primitive , que l'homme juge si ce qu'on lui dit est vrai ou faux.*

• Les hommes peuvent nous parler pour nous instruire ; mais nous ne pouvons les croire qu'autant que nous trouvons une certaine conformité entre ce qu'ils nous disent , et ce que nous dit le maître intérieur. Après qu'ils ont



épuisé tous leurs raisonnemens , il faut toujours revenir à lui , et l'écouter pour la décision. Si un homme nous disait qu'une partie égale le tout , dont elle est partie ; nous ne pourrions nous empêcher de rire , et il se rendrait méprisable , au lieu de nous persuader. C'est au fond de nous-mêmes , par la consultation du maître intérieur , que nous avons besoin de trouver les vérités qu'on nous enseigne , c'est-à-dire qu'on nous propose extérieurement. Ainsi , à proprement parler , il n'y a qu'un seul véritable maître , qui enseigne tout , et sans lequel on n'apprend rien : les autres maîtres nous ramènent toujours dans cette école intime , où il parle seul : c'est là que nous recevons ce que nous n'avons pas ; c'est là que nous apprenons ce que nous avons ignoré ; c'est là que nous retrouvons ce que nous avons perdu par l'oubli ; c'est dans le fond intime de nous-mêmes qu'il nous garde certaines connaissances comme ensévelies , qui se réveillent au besoin ; c'est là que nous rejetons le mensonge que nous avons cru. Loin de juger ce maître , c'est par lui seul que nous sommes jugés souverainement en toutes choses : c'est un juge désintéressé , et supérieur à nous. Nous pouvons refuser de l'écouter , et nous étourdir ; mais en l'écoutant , nous ne pouvons le contredire : rien ne ressemble moins à l'homme que ce maître invisible , qui l'instruit , et qui le juge avec tant de rigueur et de perfection. Ainsi notre raison bornée , incertaine , fautive , n'est qu'une inspiration faible et momentanée d'une raison primitive , suprême et immuable , qui se communique avec mesure à tous les êtres intelligens.

« CHAP. LX. *La raison supérieure qui réside dans*

*l'homme, est Dieu même ; et tout ce qu'on a découvert là-dessus dans l'homme, sont des traces évidentes de la divinité.*

« On ne peut pas dire que l'homme se donne lui-même les pensées qu'il n'avait pas. On peut encore moins dire qu'il les reçoive des autres hommes ; puisqu'il est certain qu'il n'admet et ne peut rien admettre du dehors, sans le trouver aussi dans son propre fond, en consultant au-dedans de soi les principes de la raison, pour voir si ce qu'on lui dit y répugne. Il y a donc une école intérieure où l'homme reçoit ce qu'il ne peut se donner ni entendre des autres hommes, qui vivent d'emprunts comme lui. Voilà donc deux raisons que je trouve en moi : l'une est moi-même, l'autre est au-dessus de moi. Celle qui est moi, est très-imparfaite, prévenue, précipitée, sujette à s'égarer, changeante, opiniâtre, ignorante et bornée ; enfin elle ne possède jamais rien que d'emprunt. L'autre est commune à tous les hommes, et supérieure à eux. Elle est parfaite, éternelle, immuable, toujours prête à se communiquer en tous lieux, et à redresser tous les esprits qui se trompent ; enfin incapable d'être jamais, ni épuisée, ni partagée, quoiqu'elle se donne à tous ceux qui la veulent. Où est-elle cette raison parfaite, qui est si près de moi, et si différente de moi ? Ou est-elle ? Il faut qu'elle soit quelque chose de réel ; car le néant ne peut être parfait, ni perfectionner les natures imparfaites. Où est-elle cette raison suprême ? n'est-elle donc pas le Dieu que je cherche ? »

*Conséquence.*

« *Ocultari potest ad tempus veritas , vinci non potest .* »

SANCT. AUGUST.

« Une grande idée morale, indépendante des évé-  
« mens , triomphe des faux jugemens et survit à  
« toutes les passions. »      НАСНА (a).

On peut tirer de ce qui précède une conséquence déjà suffisamment justifiée par l'expérience ; c'est que , si une Constitution conforme dans toutes ses dispositions aux vrais principes de l'ordre et du droit existait en théorie. et rendait enfin sensible pour tous les peuples les moyens réellement propres à assurer leur bien-être et leur prospérité , il est comme inévitable qu'avec le temps et par la force même des choses elle finisse par s'établir , sinon tout d'un coup et par l'effet d'une acceptation libre et formelle , du moins insensiblement et par degrés. Car il est dans la nature une puissance invincible par laquelle les choses tendent en

---

(a) Du Pouvoir exécutif dans les grands États. *Introduction.* Œuvres complètes publiées par M. le baron de Staël , tom. VIII , pag. 3. ( 1820 ).

effet à l'ordre et y arrivent; il est dans la nature, que des êtres intelligens surtout recherchent leur bien et leur utilité, et par suite l'ordre, l'harmonie, la régularité des institutions sociales, qui peuvent, seules, les leur procurer : de sorte que la vérité, à cet égard, une fois connue, elle doit triompher de tous les obstacles, quels qu'ils puissent être; et c'est ainsi qu'en effet l'on voit, en toutes choses, le bien s'effectuer, lorsque le bien est découvert et connu; c'est ainsi que, sous nos yeux, la volonté de Dieu s'accomplit journellement. Telle doit être du moins l'espérance de tous ceux qui mettent en lui leur confiance.

Et cette conséquence, ainsi que plusieurs des assertions renfermées dans cette conclusion, nous pouvons les appuyer aussi et par des opinions et par des faits.

*Nota.* 1<sup>o</sup> *Quant aux opinions*, il nous suffira d'en rappeler quelques-unes et d'en citer quelques autres, qui, toutes, quoique différemment exprimées, rendent cependant hommage à cette vérité.

« Telle est la nature de l'homme, dit Burlamaqui, qu'il s'aime nécessairement lui-même, qu'il cherche en tout et partout son avantage et qu'il ne saurait

jamais s'en détacher. Nous désirons naturellement le bien, et nous le voulons nécessairement. Ce désir précède toutes nos réflexions et n'est pas laissé à notre choix. Il domine en nous; il devient le mobile de toutes nos déterminations, et notre cœur ne se porte vers aucun bien particulier que par l'impulsion naturelle qui nous porte vers le bien général. Il ne dépend pas de nous de changer cette pente de la volonté, c'est le Créateur lui-même qui nous l'a donnée.

« Ce système de la Providence s'étend à tous les êtres doués de connaissance et de sentiment. Les animaux mêmes ont un pareil instinct : car ils s'aiment tous eux-mêmes; ils tâchent de se conserver par toutes sortes de moyens; ils recherchent avec empressement ce qui leur paraît bon et utile; ils fuient, au contraire, ce qui leur paraît nuisible ou mauvais. Le même penchant se trouve dans l'homme; non-seulement comme un instinct, mais comme une inclination raisonnable que la réflexion approuve et fortifie. De là vient que tout ce qui se présente à nous comme propre à avancer notre bonheur ne peut manquer de nous plaire; au lieu que tout ce qui nous paraît opposé à notre félicité devient pour nous un objet d'aversion. Plus on étudiera l'homme, plus on verra que c'est là en effet la source de tous nos goûts et le grand ressort qui nous fait agir...

« S'il est de la nature de tout être intelligent et

raisonnable d'agir toujours dans une certaine vue et pour une certaine fin ; il n'est pas moins évident que cette vue ou cette fin n'est jamais , en dernier ressort , que lui-même , et par conséquent son propre avantage , son bonheur. Le désir de la félicité est donc aussi essentiel à l'homme que la raison même ; il en est inséparable : car la raison , comme le terme l'indique , n'est qu'un calcul. Raisonner , c'est calculer et faire son compte en balançant tout pour voir enfin de quel côté est l'avantage. Ainsi , il y aurait de la contradiction à supposer un être raisonnable qui pût se détacher de ses intérêts , ou être indifférent sur sa propre félicité - (a).

— « L'opinion vraie , dit l'auteur du *Système social* , est celle qui se fonde sur l'expérience et la raison. L'opinion fausse est celle qui n'a pour base que l'ignorance et le préjugé ; celle-ci est la véritable source du mal moral : en s'emparant de l'esprit des souverains et des peuples , elle les aveugle sur leurs intérêts les plus sensibles ; elle les trompe sur les objets qu'ils sont faits pour désirer ; elle allume leur imagination pour de vaines chimères ; elle les fait marcher à tâtons dans le chemin de la vie ; ils se heurtent les uns les autres sans cesse dans la route destinée à les conduire au bonheur ; sem-

---

(a) *Principes du Droit Naturel*, tom. 1, 1<sup>re</sup> partie, chap. v, § 5 et 6, pag. 53 et 54 ; et *104 et suiv.* (*Édit. de Felice*, in-8°. 1776).

blables à des voyageurs égarés pendant une nuit obscure, ils sont à tous momens séduits par des lueurs trompeuses et passagères qui les détournent de la voie pour les conduire à leur perte.

« Pourquoi voyons-nous la terre en proie à des tyrans qui la ravagent et qui semblent avoir juré d'en bannir la félicité ? C'est que l'opinion leur montre le bonheur, la puissance et la gloire dans des conquêtes ruineuses, dans un faste puéril, dans des dépenses frivoles, dans des passions extravagantes, qu'ils ne peuvent contenter qu'en rendant les peuples misérables. Pourquoi voyons-nous des nations autrefois généreuses écrasées sous le joug honteux d'un despotisme accablant ? C'est que chez elles l'opinion a changé ; c'est que la violence des conquérans et des despotes a brisé le ressort des esprits ; c'est que la superstition, complice de la tyrannie, est parvenue à dégrader les ames et à les rendre lâches, craintives, insensibles. Pourquoi voyons-nous des peuples entiers se faire remarquer par des perfidies, des trahisons, des assassinats, des mœurs infames ? C'est que l'opinion les soumet à des maîtres dont les exemples les familiarisent avec la violence, le parjure, le machiavélisme, la fausseté... Pourquoi trouvons-nous à quelques nations un caractère de vanité, d'étourderie, de frivolité, qui les détournent des objets les plus intéressans pour elles ? C'est qu'un Gouvernement vain, incon-

stant, léger, règle l'opinion d'une foule d'inconsidérés qui s'imaginent qu'il est beau d'imiter les folies et les vices auxquels les princes et les grands donnent par leurs exemples la sanction publique. Enfin, pourquoi presque partout les hommes sont-ils injustes, pervers, occupés à se rendre la vie désagréable? C'est qu'il n'existe nulle part une éducation capable de rectifier l'opinion publique communément dépravée; c'est que partout le Gouvernement invite les hommes à se corrompre et les empêche de s'éclairer; c'est que partout ceux qui pourraient exciter et solliciter efficacement les hommes au bien, les sollicitent puissamment au mal, leur rendent le vice nécessaire, et leur font regarder la vertu comme directement opposée à leur bonheur.

« Tout aussi montre donc la nécessité de combattre l'opinion fausse pour lui substituer l'opinion vraie.

« Si l'opinion est parvenue à changer peu à peu des Grecs et des Romains libres et courageux en des esclaves abjects et méprisables, pourquoi la vérité ne parviendrait-elle pas à changer des hommes fatigués de leurs misères en des citoyens généreux, en des enthousiastes de la liberté et de la vertu? De quel droit croirait-on que le mensonge seul ait le pouvoir d'allumer l'imagination et d'échauffer les cœurs des peuples? Pourquoi la vérité ne ferait-



elle pas des enthousiastes de ceux qui auront une fois senti à quel point elle est nécessaire au bonheur des nations... ? Enfin, quelles raisons aurions-nous pour désespérer qu'il pût jamais se trouver des souverains magnanimes et vertueux qui, fatigués des voies tortueuses et peu sûres d'une fausse politique, comprissent à la fin leurs véritables intérêts et renonçassent aux maximes d'un despotisme insensé, dont l'effet fut et sera toujours d'anéantir et le bonheur du prince et celui des sujets... ?

« Que l'on ne nous dise pas que l'homme est incorrigible, que ses erreurs lui sont chères, qu'il tient à ses préjugés. L'expérience ne nous montre-t-elle pas que ses opinions ont changé ? Il est vrai que souvent il n'a quitté une erreur que pour en embrasser une autre ; mais cela ne prouve point que son cœur soit fait pour le mal, ni son esprit pour le mensonge ; cela prouve seulement que, faute d'expérience, les hommes ont été souvent les dupes de ceux qui leur présentaient des chimères pour des réalités, qui leur montraient le bien-être dans des objets où il n'existait pas, qui n'ont fait que diversifier leurs préjugés, sans jamais leur annoncer la vérité dont ces guides n'avaient eux-mêmes aucune idée...

« Ceux qui affectent de douter qu'il soit possible de rendre un peuple raisonnable, ne font pas attention qu'il s'est déjà fait, dans l'esprit des peuples les

plus asservis à la superstition et au despotisme, des révolutions avantageuses qui les ont au moins rapprochés de la raison...

« Tout homme qui voudra jeter un coup d'œil attentif sur la plupart des contrées de l'Europe, ne pourra s'empêcher d'y reconnaître les effets les plus sensibles des progrès des lumières. Ce que nous voyons est fait pour nous consoler et nous permet de croire que les maux des nations ne sont point incurables. Si l'erreur et l'ignorance ont forgé les chaînes des peuples, si le préjugé les perpétue, la science, la raison, la vérité pourront un jour les briser. L'esprit humain engourdi, pendant une longue suite de siècles, de superstitions et de crédulité, s'est enfin réveillé. Les nations les plus frivoles commencent à penser. Leur attention se fixe sur des objets utiles...

« Les calamités publiques forcent à la fin les hommes à méditer, à renoncer aux vains jouets de leur enfance. Enfin, lassés de leurs propres délires, les princes cherchent quelquefois, dans leur raison, un remède contre les maux qu'ils se sont faits...

« C'est à force de souffrir des effets de leurs vices, de leurs préjugés, de leurs mauvais Gouvernemens, de leurs lois, de leurs usages insensés, que les peuples apprendront à devenir sages et à connaître leurs véritables intérêts; ils s'apercevront un jour

que ce qui, dans tous les temps, a rendu les sujets malheureux, ne peut jamais contribuer au bonheur des souverains...

« La civilisation complète des peuples et des chefs qui les commandent, la réforme désirable des Gouvernemens, des mœurs, des abus, ne peuvent être que l'ouvrage des siècles, des efforts continuels de l'esprit humain, des expériences réitérées de la société. A force de penser, les hommes démèleront les causes de leurs peines et y appliqueront les remèdes convenables. Les maux du genre humain ne découragent que ceux qui en ignorent les véritables causes, et qui méconnaissent les progrès sensibles que plusieurs nations ont faits vers le bonheur » (a).

— « Si l'éducation à Sparte, dit Filangieri ; si les mœurs, sans l'éducation, à Rome ; si, dans nos monarchies modernes, l'instruction publique, sans l'éducation et les mœurs, ont eu une si grande puissance, quelle serait leur énergie, quels seraient leurs effets, si ces trois forces combinées ensemble étaient dirigées par une sage législation ?

« Si Lycurgue, par le seul ressort de l'éducation, put former un peuple de guerriers fanatiques que ne pouvaient ébranler ni le malheur, ni la

---

(a) *Système Social*, chap. 1 ; ch. 11, 3<sup>e</sup> part. ; ch. xv et xvi.

force, ni le courage, pourquoi un législateur plus humain et plus sage ne pourrait-il former de la même manière un peuple de citoyens vertueux et raisonnables? . . . Si une éducation qui combattait la nature exerça sur les hommes une si grande puissance, pourquoi une éducation qui ne ferait que la seconder et en faciliter le développement, n'aurait-elle pas sur eux le même empire?

« Si la vertu régna dans Rome au sein des dissensions civiles et des guerres étrangères, au milieu de la lutte perpétuelle de l'ambition et de la liberté, des patriciens et du peuple, du sénat et des tribuns; sous une constitution flottante et un Gouvernement toujours altéré; entre une religion sans morale et un culte corrompateur; pourquoi ne pourrait-elle briller au sein de la paix et de la tranquillité, dans des Gouvernemens stables et réglés, à côté d'une religion qui perfectionne les mœurs des hommes et supplée au silence des lois?

« Si la raison, persécutée tant de fois par le Gouvernement, arrêtée par les magistrats, enchaînée par la loi, calomniée par le fanatique et par l'homme puissant, a, malgré tant d'obstacles, produit les plus étonnantes révolutions dans les modernes sociétés de l'Europe, que ne devons-nous pas attendre d'elle, lorsqu'elle sera encouragée par le Gouvernement et protégée par le magistrat; lorsque la loi l'appellera à son secours, pour donner à ses

décrets cette sanction de l'opinion publique, qui doit en faire chérir et éterniser l'empire.

« Si le progrès de nos lumières nous a donné, pour ainsi dire, la force de dominer la nature, et de la faire servir à nos desseins; si la main puissante de l'homme lui a fait traverser l'espace immense des airs, diriger la foudre, maîtriser les vents et les eaux, donner aux végétaux et aux animaux de nouvelles qualités individuelles, créer, pour ainsi dire, dans les uns et dans les autres, de nouvelles espèces, former de nouveaux fluides; si, en un mot, la raison a donné à l'homme un si grand empire sur le monde physique, pourquoi n'aurions-nous pas l'espoir de le voir dominer sur le monde moral? Si une sage législation, dirigeant la marche de l'esprit humain, le détournait des vaines spéculations, pour le rappeler entièrement aux objets qui intéressent le bonheur des peuples et le sort des empires, cette conquête sur le monde moral ne deviendrait-elle pas facile? Et la perpétuité du bonheur et de la vertu d'un peuple ne cesserait-elle pas d'être regardée comme un phénomène impossible... ?

« Faudra-t-il que les soupirs de l'homme vertueux pour la prospérité des nations, soient toujours vains, tandis que ceux de l'ambitieux et de l'insensé sont si souvent satisfaits et secondés par le sort? Non, les trônes ne sont pas inaccessibles

aux progrès des connaissances utiles. La politique, éclairée par la raison, a commencé, ce semble, à faire connaître aux princes que la félicité des peuples doit seule régler l'exercice de l'autorité. Ils savent que la force est l'instrument de celui qui veut régner sur une nation d'esclaves, mais que les bonnes lois, la modération, la douceur sont les seules chaînes qui unissent les vrais citoyens au souverain » (a).

L'auteur du livre de l'Éducation de l'homme s'exprime ainsi : « L'univers moral est aux yeux du stupide dans un état constant de repos et d'immobilité. Il croit que tout a été, est, et sera comme il est. Dans le passé et dans l'avenir, il ne voit que le présent. Il n'en est pas ainsi de l'homme éclairé. Le monde moral lui présente le spectacle toujours varié d'une révolution perpétuelle. L'univers toujours en mouvement lui paraît forcé de se reproduire sans cesse sous des formes nouvelles, jusqu'à l'expérience totale de toutes les combinaisons, jusqu'à ce que tout ce qui peut être ait été et que l'imaginable ait existé.

« Le philosophe aperçoit donc, dans un plus ou moins grand lointain, le moment où la puissance

---

(a) Science de la Législation, tom. II, liv. II, ch. VII, pag. 104 ; *ibid.*, tom. VI, liv. IV, 1<sup>re</sup> part., ch. I, pag. 12 et suiv.

adoptera le plan d'instruction présenté par la sagesse. Qu'excité par cet espoir, le philosophe s'occupe d'avance à saper les préjugés qui s'opposent à l'exécution de ce plan. Veut-on élever un magnifique monument ; il faut, avant d'en jeter les fondemens, faire choix de la place, abattre les masures qui la couvrent, en enlever les décombres. Tel est l'ouvrage de la philosophie. Qu'on ne l'accuse donc plus de ne rien édifier. C'est elle qui maintenant substitue une morale claire, saine et puisée dans les besoins mêmes de l'homme, à cette morale obscure, monacale, fanatique, fléau de l'univers présent et passé...

« La marche de la vérité est lente et l'expérience le prouve.

« Quand le Parlement de Paris révoqua-t-il la peine de mort contre quiconque enseignait une autre philosophie que celle d'Aristote ? Cinquante ans après que cette philosophie était oubliée.

« Quand la Faculté de Médecine admit-elle la doctrine de la circulation du sang ? Cinquante ans après la découverte de Harvey.

« Quand cette même Faculté reconnut-elle la salubrité des pommes de terre ? Après cent ans d'expérience, et lorsque le Parlement eut cassé l'arrêt qui défendait la vente de ce légume.

« Quand les médecins conviendront-ils des avantages de l'inoculation ? Dans vingt ans ou environ,

( La propagation de la vaccine a-t-elle été plus prompte ? )

« Le Parlement rendit de même un arrêt contre l'émétique et contre Brissot, médecin du seizième siècle. Ce médecin prétepdait, contre la pratique ordinaire, saigner dans le cas de pleurésie, du côté où le malade souffrait le plus. Cette pratique nouvelle fut, par les vieux médecins, dénoncée au Parlement. Il la déclara impie, fit défense de saigner dorénavant du côté de la pleurésie. L'affaire portée ensuite devant Charles V, ce prince allait rendre le même jugement, si dans cet instant Charles III, duc de Savoie, ne fût mort d'une pleurésie après avoir été saigné à l'ancienne manière.

« Cent faits de cette espèce prouvent la lenteur des progrès de la vérité. Ses progrès cependant sont ce qu'ils doivent être. . .

« Qui doute, dit encore dans un autre ouvrage le même auteur, que plus assidus à l'étude de la science de la morale, qui n'est autre chose que la science même de la législation, les moralistes ne puissent alors porter cette science à ce haut degré de perfection que les bons esprits ne peuvent maintenant qu'entrevoir, et peut-être auquel ils n'imaginent pas qu'elle puisse jamais atteindre » (a).

---

(a) HELVÉTIUS. De l'Homme et de son Éducation, tom. III, sect. x, chap. 10, pag. 175. *Idem*, de ses œu-



— « Cette raison si lente à s'introduire chez les doctes, dit Voltaire, peut encore moins facilement percer dans le commun des citoyens. Il faut d'abord qu'elle soit établie dans les principales têtes. Elle descend aux autres de proche en proche, et gouverne enfin le peuple même qui ne la connaît pas, mais qui, voyant que ses supérieurs sont modérés, apprend aussi à l'être. C'est un des grands avantages du temps; et ce temps n'est pas encore venu » (a).

Beccaria demande « comment l'on peut penser que la lumière répandue sur la multitude soit plus nuisible que les ténèbres, et que la connaissance des rapports simples et vrais des choses puisse être funeste à l'humanité... »

« Les historiens, remarque-t-il encore, ont mis avec raison au rang des plus hauts titres de gloire qui aient illustré les princes, celui d'avoir fertilisé quelques provinces; mais ils ont dit aussi avec non moins de raison, que rien n'honore tant un prince que les nouvelles institutions qu'il établit quand elles sont bonnes, et qu'elles portent un caractère de grandeur. De tous les hommes qui se sont illustrés par leurs actions, ceux-là sont élevés au plus

vres, tom. iv, chap. viii, pag. 243 et 244. *Idem*, de l'Esprit, tom. i, Disc. ii, chap. xvii, pag. 286.

(a) Essai sur l'Histoire générale, sur les Mœurs et l'Esprit des Nations, chap. xxvii.

haut degré de gloire, qui, par leurs institutions et leurs lois, ont réformé les républiques et les royaumes. Les louanges qu'ils ont de toutes parts obtenues, les ont placés immédiatement au-dessous des dieux. Lorsque l'incendie est éteint et le calme rétabli, lorsque la nation est délivrée des maux qui l'opprimaient, la vérité, dont les pas sont lents d'abord et s'accélèrent ensuite, vient s'asseoir sur le trône à côté des monarques, et obtient, dans les assemblées de la nation et dans la république, des cultes et des autels » (a).

— « Bien des choses ne sont impossibles, ainsi que l'observe Duclos, que parce qu'on s'est accoutumé à les regarder comme telles. Une opinion contraire et du courage rendraient facile ce que le préjugé et la lâcheté rendent impraticable » (b).

— « Qu'on n'en doute point, ce sont les lumières générales qui deviennent tôt ou tard le principe agissant du bien de l'État ; et il n'y aura jamais de sauve-garde puissante contre les erreurs et les faux systèmes, tant que l'opinion publique sera faible en ses jugemens, incertaine en la science, et distraite dans son attention » (c).

(a) Traité des délits et des peines, §§ 4 et 41.

(b) Considérations sur les Mœurs, chap. II.

(c) NECKER. Œuvres complètes, tom. v. *De l'Administration des finances*, chap. xxiv et dernier, pag. 613.

— « Ne nous défions pas de l'empire de la vérité et de la raison ; elles finiront par dompter, ou, ce qui vaut mieux, par modérer l'espèce humaine et gouverner tous les Gouvernemens de la terre » (a).

— « Le feu sacré n'est et ne sera jamais éteint ; mais ce n'est qu'au grand jour de la vérité qu'il peut reparaitre. . .

« L'autorité de la raison est immense , dès qu'elle peut se montrer sans obstacle ; et l'on a beau faire depuis quinze ans , rien ne relevera , dans l'opinion nationale , les abus que la force seule avait maintenus. . .

« Les institutions d'un pays , toutes les fois qu'elles sont au-dessous des lumières qui y sont répandues , tendent nécessairement à se mettre au niveau. . .

« Si l'on demandait ce que l'on entend par un peuple fait pour être libre , je répondrais simplement , *celui qui veut l'être*. Car je ne crois pas qu'il y ait dans l'histoire l'exemple d'une volonté de nation qui n'ait pas été accomplie » (b).

— « La propagation du bien est moins rapide , moins sensible que celle du mal. Un grain de bien , si j'ose parler ainsi , est moins productif en espé-

---

(a) MIRABEAU à l'Assemblée Constituante. *Séance du 18 septembre 1789.*

(b) MADAME DE STAEL. *Considérations sur la Révolution française*, tom. 1, p. 42 et 282 ; *ibid.*, tom. III, 6<sup>e</sup> part., chap. 1, pag. 140 et 160.

rances qu'un grain de mal ne l'est en alarmes. Mais cette différence est abondamment compensée; car le bien est un résultat nécessaire de causes naturelles qui opèrent toujours, tandis que le mal ne se produit que par accident et par intervalle.» (a).

— « La volonté générale tend à la raison, et la raison sera tôt ou tard la volonté générale » (b).

— « Il y a dans les lumières de l'esprit une impression victorieuse qui, une fois répandue au milieu d'une classe de sujets, se communique plus ou moins insensiblement, mais avec une force irrésistible, et finit par monter jusqu'au trône étonné de la recevoir. Il faut que le despotisme étouffe la raison jusque dans ses germes, ou la raison, aidée par le temps, l'adoucirait en attendant qu'elle le consume » (c).

— « Quels progrès n'a pas faits la raison? A travers le voile épais des préjugés et de l'ignorance des quinzième et seizième siècles, on n'apercevait que quelques faibles rayons de la lumière qui n'a commencé à briller avec quelque éclat que vers la fin du dix-huitième. Mais aujourd'hui tout annonce que le moment n'est pas éloigné où l'on verra les prin-

(a) M. BENTHAM. Principes de Législ., tom. 1, ch. x, pag. 87.

(b) M. ANCILLON.

(c) M. LE MARQUIS DE PASTORET. Histoire de la Législ., tom. II, chap. v, pag. 93.

cipes de vérité et d'équité, les idées vraiment libérales et justes dissiper entièrement les vapeurs contagieuses de l'erreur et des préjugés, répandre un jour plus pur et plus serein, et se propager dans l'un et dans l'autre hémisphère: car, si les rois ont un intérêt bien réel à adopter les formes du Gouvernement constitutionnel, ils en ont un non moins grand à le voir se perfectionner. C'est aux publicistes à indiquer le but pour qu'on s'efforce d'y parvenir. Y arriver, sera la perfection; y tendre, c'est dès aujourd'hui notre devoir. »

— « Nous commençons un siècle destiné à recueillir une gloire qu'il ne partagera avec aucun autre... Les hautes connaissances sont bien loin d'avoir procuré à la société les avantages qu'on en doit attendre, et sans lesquels elles ne seraient que de vaines difficultés, et peut-être est-ce au dix-neuvième siècle qu'il est réservé d'en perfectionner les applications.

« Mais, dit-on, il y a de puissans préjugés à vaincre, de nombreuses difficultés à surmonter. Sans doute: eh! qui l'ignore? Mais aussi des préjugés à vaincre, des difficultés à surmonter, c'est de la gloire à recueillir et des bénédictions à amasser » (a).

---

(a) M. SAY. *Traité d'Économie politique. Préface*; et tom. I, liv. I, chap. xxxix, pag. 329.

— « L'ordre règne dans le monde physique. L'existence de cet univers et le retour constant de certains phénomènes périodiques suffisent pour le démontrer. L'ordre prédomine encore dans le monde moral. Une force secrète toujours agissante, tend sans relâche à rendre cet ordre plus général et plus complet.

« Cette vérité résulte également de l'existence de l'état social, de son perfectionnement progressif, de sa stabilité, malgré des institutions souvent contraires à son véritable but.

« Toute l'éloquence des déclamations vient échouer contre ces faits constans et généraux.

« Mais ce qu'il y a de plus remarquable dans les lois qui gouvernent toutes choses, c'est qu'étant susceptibles d'altération, elles ne le sont que jusqu'à un certain point, que le désordre ne peut jamais passer de certaines bornes, qui paraissent avoir été fixées par la nature elle-même; qu'il semble enfin toujours porter en soi les principes du retour vers l'ordre ou de la reproduction des phénomènes conservateurs. Ainsi donc l'ordre existe. Il peut être troublé, mais il se renouvelle, ou par sa durée, ou par l'excès d'action des circonstances mêmes qui tendent à le détruire. Mais en outre parmi ces circonstances perturbatrices, il en est qui sont plus ou moins soumises à l'influence des êtres vivans doués de volontés; il en est que le développement automatique des propriétés de la matière et la

marche constante de l'univers paraissent pouvoir changer à la longue, ou même empêcher de renaître. Là (je veux dire dans ces deux ordres de circonstances), se trouvent placées, comme en réserve, et pour agir à des époques indéterminées, les causes efficientes d'un perfectionnement général » (a).

— « O liberté ! ta bannière en lambeaux, mais encore flottante, sillonne les airs comme la foudre ; ta voix jadis triomphante, quoique faible et presque mourante, parle plus haut que la voix des tempêtes : ton arbre a perdu ses fleurs, son écorce déchirée par le fer n'offre plus que l'aspect de la mort ; mais la sève circule toujours, et les semences germent jusque dans le sein glacé du Nord. Bientôt un printemps plus doux lui rendra la vie et un éclat nouveau, et il portera des fruits moins amers » (b).

— « Quand une pensée juste et utile a été lancée au sein d'une grande nation, le germe de cette pensée fermente, croît et se développe » (c).

---

(a) CABANIS. *Rapports du Physique et du Moral de l'homme*. — *Annales de Législation et de Jurisprudence*, imprimées à Genève, 1821, tom. II, 2<sup>e</sup> part., pag. 323 et 324.

(b) Passage des Poésies de Lord Byron, cité par Hobhouse.

(c) M. DE COURVOISIER, Membre de la Chambre des Députés. — *Moniteur du 6 janvier 1817*.

— « Lorsque des idées raisonnables ont été jetées au milieu d'un peuple, elles y prennent de si fortes racines, qu'elles doivent triompher tôt ou tard » (a).

— « Garantir la stabilité d'un État et la sécurité du Gouvernement, sans imposer de sacrifice à la liberté des particuliers; c'est, il faut l'avouer, un grand problème politique resté insoluble chez la plupart des peuples. Si l'on a vu des Républiques turbulentes en abandonner la décision au choc des partis, tantôt oppresseurs, tantôt opprimés, d'autres plus jalouses, ont introduit les inquisitions d'État dans le séjour de la liberté. Dans les États despotiques, la question ne peut même pas être posée; c'est donc aux Gouvernemens constitutionnels à la résoudre; et leur but principal est de faire jouir les nations de cet inestimable bienfait.

« A l'abri d'une Loi fondamentale qui assure la puissance du trône, en même temps qu'elle garantit les droits des sujets, les familles vivent en paix, certaines de ne jamais ressentir les atteintes d'une autorité arbitraire. Là, le citoyen sera libre de faire tout ce qui ne sera pas interdit par la Loi, ne sera contraint à rien de ce qu'elle n'aura pas ordonné (et la loi n'interdira, n'ordonnera rien que de

---

(a) M. ROYER-COLLARD. Chambre des Députés. Séance du 7 janvier 1817.



juste, rien que de conforme aux principes). La Loi ne lui demandera jamais que les moindres sacrifices que puissent exiger les besoins publics. Il n'aura à répondre de sa conduite qu'à ses juges naturels, et s'il éprouve un acte d'oppression, la Loi réclamera et vengera sa liberté violée. Tels sont les biens que le Roi a voulu procurer à ses peuples lorsqu'il leur a donné la Charte : mais un état de choses si désirable est la perfection de l'Ordre social ; il ne peut donc appartenir qu'à la perfection de toutes les parties du Gouvernement le mieux constitué. Nous devons y tendre sans cesse ; et, j'ose le dire, la France, déjà avancée vers le but, y marche à grands pas » (a).

— « Tout annonce que l'on parviendra enfin à une Organisation politique conforme aux désirs et aux droits des peuples ; et cet œuvre a cessé d'être une chimère philanthropique » (b).

— « Les lois qui doivent prévenir les envahissements de l'administration, les fureurs de la démagogie, et les intrigues d'une oligarchie ambitieuse, suivant lesquelles les grands pouvoirs de l'État doi-

---

(a) M. BACQUET, Commissaire du Roi. Chambre des Députés. Séance du 14, et *Moniteur* du 16 janvier 1817.

(b) M. DE BRIGODE. Chambre des Députés. Séance du 14 janvier 1817.

vent se mouvoir et qui en établissent l'équilibre, sont désormais découvertes et fixées. L'organisation des monarchies héréditaires et représentatives est actuellement soumise à des règles, à des calculs dont la nécessité, l'utilité et la précision ont presque les caractères d'une exactitude mathématique » (a).

— « Nous soutiendrons que les Constitutions consolident les trônes, puisqu'elles mettent les souverains à l'abri de toutes les attaques, et qu'elles garantissent la légitimité de leurs droits » (b).

— « Le roi rentrant en France n'a pu s'occuper que du faite de l'édifice social. Il a dû remettre au temps le soin d'en construire les étages inférieurs et peut-être même les fondemens....

— « Partout, dans l'époque actuelle, il existe un mouvement de développement et de formation; il y a travail dans les sociétés humaines » (c).

(a) M. FRANÇAIS DE NANTES. Chambre des Députés. *Séance du 15 mai 1820.*

(b) Note officielle envoyée par le Ministre des affaires étrangères du royaume de Naples, au nom de S. M. le roi des Deux-Siciles, à toutes les cours de l'Europe, le 1<sup>er</sup> octobre 1820.

(c) M. DESERRÉ, Président de la Chambre des Députés. *Session de 1816*; et M. DESERRÉ, Garde de Sceaux. *Chambre des Députés. Séance du 18 avril 1821.*

— « Il faut nier la lumière ou se résigner à reconnaître que le monde est emporté, par un mouvement irrésistible, à conquérir des Gouvernemens raisonnables, c'est-à-dire des Gouvernemens qui ne se proposent d'autre but que l'utilité du plus grand nombre » (a).

— « Les destinées du genre humain peuvent se suspendre, mais non s'intervertir : ainsi, tôt ou tard, l'avenir reprendra son cours, et le passé reculera devant lui... ; l'Europe est parvenue à un degré de civilisation et de lumière, où les opinions deviennent une autre patrie. Cette vraie liberté, qui n'est que l'ordre bien compris, et cette égalité qui n'est que la justice distributive, sont devenues l'air natal et le soleil de la patrie pour tous ceux qui en ont senti le besoin » (b).

— « Un intérêt pressant touche aux premiers besoins de vos peuples. Pleins de ces sentimens généreux que Votre Majesté a su lire dans les cœurs, ils réclament le complément de vos bienfaits, ils attendent ces institutions nécessaires sans lesquelles la Charte ne saurait vivre. Ils demandent à son immortel auteur que l'ensemble de nos lois soit mis en harmonie avec la Loi fondamentale.

---

(a) M. LAFFITTE. Chambre des Députés. *Séance du 15 avril 1821.*

(b) M. MOLÉ. Chambre des Pairs. *Séance du 1<sup>er</sup> mai 1823.*

« L'esprit monarchique et constitutionnel, qui est l'esprit de la France, arrivera sans effort à cette unité de vues que votre haute sagesse nous recommande. Un Gouvernement constant dans ses principes, ferme et franc dans sa marche, assurera la gloire et la stabilité de ce trône appelé si noblement par Votre Majesté le protecteur de toutes les libertés publiques » (a).

2<sup>o</sup> Quant à ce qui concerne les faits, nous en avons déjà cité plusieurs (b); et nous pouvons ici en ajouter quelques autres.

« Trajan, dit son panégyriste, se regardait comme l'un de ses propres sujets, en cela d'autant plus grand et plus élevé au-dessus de tous, qu'il ne se distinguait point d'eux dans l'idée qu'il se faisait de lui-même : il se souvenait toujours qu'il était homme et qu'il commandait à des hommes. *Le prince, disait-il, ne doit pas régner sur la loi, mais bien la loi sur le prince. — Non est princeps super leges, sed leges super principem* » (c).

Charlemagne soumit aux Assemblées générales la législation et l'administration de la chose pu-

(a) Adresse votée par la Chambre des Députés. Séance du 26 novembre 1821.

(b) Voy., entre autres, ci-dessus, vol. v, pag. 487 et suiv.

(c) PLIN. Panégyrique, ch. 18, n<sup>o</sup> 4; *ibid.*, ch. LXV.

blique. Il fonda sa puissance sur la liberté des peuples, et ce conquérant rapide ne craignit point les lenteurs des délibérations.

Louis IX, que l'Église a mis au rang des saints, et qui eût été un plus grand roi s'il n'eût pas abandonné deux fois son royaume pour aller conquérir la Terre-Sainte et combattre les infidèles, protégea les communes contre l'oppression des barons; et cette sage politique se dévoile dans les ordonnances qu'il rendit en faveur de plusieurs villes (a).

Louis X, dit le Hutin, rendit une ordonnance qui déclarait que la servitude était contraire à la nature, dont le vœu est que tous les hommes naissent libres et égaux; que son royaume était nommé le royaume des Francs, et qu'il fallait que la chose fût d'accord avec le nom (b). « Puisque les hommes naissent libres par la nature, disait-il dans le préambule de l'une de ses ordonnances, et puisque ce royaume est appelé le royaume des Francs, je veux qu'il le soit en réalité aussi bien que de nom » (c).

(a) Lettres-patentes pour la ville de Bourges, mars 1223; pour la ville de Dun-le-Roi, et pour celle de Bourges, août 1229; pour les habitans de Châtillon-sur-Cher, novembre 1265.

(b) Voy., entre autres, Koch. Hist. des Révol., p. 270.

(c) (Ordonnances, tom. 1, pag. 583). — Voy. aussi de l'Esprit d'association, par M. De la Borde, tom. 1, pag. 89 et 90, note 4.

On peut, sans injustice, mettre Louis XI au nombre des tyrans qui ont affligé l'humanité. Écoutez-le cependant au lit de la mort. Il se repent d'avoir abusé de son pouvoir; il exhorte son fils à ne pas suivre son exemple, à se gouverner par le conseil des princes du sang, des seigneurs et autres personnes notables; à ne point changer les officiers après sa mort, à suivre les lois, à réduire la levée des impôts à l'ancien ordre du royaume, qui était de n'en point faire sans l'octroi des peuples (a).

Louis XII que les contemporains appelèrent le *Père du Peuple*, titre glorieux que la postérité a confirmé, prescrivit aux magistrats, par un édit de l'an 1499, *de suivre toujours la loi malgré les ordres que l'importunité pourrait arracher au monarque*. C'était bien là placer la loi sur le trône et au-dessus du prince.

Louis XIV était jaloux à l'excès de son autorité. Voici cependant l'idée qu'on donne de la royauté dans un écrit publié par ses ordres : *Qu'on ne dise point que le souverain ne soit pas sujet aux lois de son État, puisque la proposition contraire est une vérité du droit des gens, que la flatterie a quelquefois attaquée, et que les bons princes ont toujours défendue comme une divinité tutélaire de leurs États* (b).

(a) MÉZÉRIAL. Abrégé chronologique. Année 1482.

(b) Traité des droits de la Reine sur divers États de la Monarchie d'Espagne, 1667, in-12, 2<sup>e</sup> part., pag. 191.

Voici ce qu'on lit à ce sujet dans l'ancien Répertoire de jurisprudence, au mot *Roi* : « Ces aveux qu'une conscience bourelée arrache à un roi mourant (Louis XI), qu'un autre roi (Louis XIV) ne fait peut-être que parce qu'il en a besoin pour appuyer ses prétentions contre l'Espagne, sont des titres précieux pour la nation, mais ils ne font rien pour son bonheur. Un mot ne répare pas les désastres d'un règne oppresseur. C'est à Henti IV, c'est à Sully qu'il appartient de dire quels sont les droits des nations et les devoirs des souverains. Nul prince, nul ministre ne les a mieux connus ni plus respectés qu'eux.

*« La première loi du souverain, dit Sully, est de les observer toutes ; il a lui-même deux souverains, Dieu et la Loi. La justice doit présider sur son trône ; la douceur en doit être l'appui le plus solide. Dieu étant le vrai propriétaire de tous les royaumes, et les rois n'en étant que les administrateurs, ils doivent tous représenter aux peuples celui dont ils tiennent la place, par leurs qualités et leurs perfections : surtout ils ne régneront comme lui qu'autant qu'ils régneront en pères.*

*« Dans les États monarchiques héréditaires, il y a une erreur que l'on peut aussi appeler héréditaire ; c'est que le Souverain est le maître de la vie et des biens de tous ses sujets, et que moyennant ces quatre mots, TEL EST NOTRE PLAISIR, il est dispensé de faire*

*connaître les raisons de sa conduite , ou même d'en avoir.*

*« Quand cela serait, y a-t-il une imprudence pareille à celle de se faire haïr de ceux auxquels on est obligé de se confier à chaque instant de sa vie ? Et n'est-ce pas tomber dans ce malheur que de se faire accorder de force une chose, en témoignant qu'on en abusera ?*

« Ce que Sully enseignait, Henri l'exécutait : le prince et le ministre étaient dignes l'un de l'autre. C'est au sujet de l'assemblée des notables à Rouen, que Sully trace le tableau des droits et des engagements réciproques des peuples et des souverains. Henri fait l'ouverture de cette assemblée.

« Il y déclare que, pour éviter tout air de violence et de contrainte, il n'a pas voulu que l'assemblée se fit par députés *nommés par le souverain*, et toujours aveuglément asservis à toutes ses volontés ; mais qu'on y admît librement toutes sortes de personnes, de quelque état et condition qu'elles pussent être, afin que les gens de savoir et de mérite eussent le moyen d'y proposer sans crainte ce qu'ils croiraient nécessaire pour le bien public.

« Qu'il ne prétend encore en ce moment leur prescrire aucune borne ; qu'il leur enjoint seulement de ne pas abuser de cette permission pour l'abaissement de l'autorité royale, qui est le principal nerf de l'État ; de rétablir l'union entre ses



membres ; de soulager ses peuples ; de décharger le trésor royal de quantité de dettes auxquelles il se voit sujet sans les avoir contractées ; de modérer avec la même justice les pensions excessives , sans faire tort aux nécessaires ; enfin , d'établir pour l'avenir un fonds suffisant et clair pour l'entretien des gens de guerre.

« Il ajoute qu'il n'aura aucune peine à se soumettre à des moyens qu'il n'aura pas imaginés lui-même, d'abord qu'il sentira qu'ils ont été dictés par un esprit d'équité et de désintéressement ; qu'on ne le verra point chercher dans son âge , dans son expérience et dans ses qualités personnelles , un prétexte bien moins frivole que celui dont les princes ont coutume de se servir pour éluder les réglemens ; qu'il montrera au contraire , par son exemple , qu'ils ne regardent pas moins les rois pour les faire observer, que les sujets pour s'y soumettre.

« Mais on perd à ne pas l'entendre lui-même..... »

« Si je faisais gloire, dit-il, de passer pour un excellent orateur, j'aurais apporté ici plus de belles paroles que de bonne volonté ; mais mon ambition tend à quelque chose de plus haut que de bien parler ; j'aspire au glorieux titre de libérateur et de restaurateur de la France.... Je ne vous ai point ici appelés, comme faisaient mes prédécesseurs, pour vous obliger d'approuver aveuglément mes

« *volontés. Je vous ai fait assembler pour recevoir vos*  
 « *conseils, pour les croire, pour les suivre; en un*  
 « *mot, pour me mettre en tutelle entre vos mains.*  
 « *C'est une envie qui ne prend guère aux rois, aux*  
 « *barbes grises, aux victorieux, comme moi; mais*  
 « *l'amour que je porte à mes sujets, et l'extrême désir*  
 « *que j'ai de conserver mon État, me font trouver*  
 « *tout facile et tout honorable.*

« Ce discours achevé, Henri se lève en disant, qu'il ne veut pas même assister, soit par lui, soit par son Conseil, à des délibérations que rien ne doit gêner; et il sort en effet avec ses conseillers, ne laissant que Sully dans l'assemblée, pour y communiquer les états, les mémoires et tous les papiers de l'État dont on pouvait avoir besoin » (a).

---

(a) (*Voy. les Mémoires de Sully, année 1596; PÉRI-  
 FIXE, 2<sup>e</sup> partie de l'Histoire de Henri IV; et le Répertoire  
 de Jurisprudence, par Guyot, au mot Roi.*)

— On peut rattacher ici un passage de l'opinion de M. le général Sébastiani, sur la demande du crédit extraordinaire de cent millions, discours qui devait être prononcé dans la séance du 4 mars 1823; ce que l'expulsion de M. Manuel empêcha. Voici ce qu'il contient :  
 « Si l'on qualifie d'esprit révolutionnaire le désir d'institutions propres à l'exercice et à la garantie de droits que personne ne conteste plus, les libertés individuelles, la propriété, la bonne administration des affaires publiques; si c'est là ce qu'on veut étouffer, non-seulement il est

trop tard , mais il n'est pas vrai que personne croie le pouvoir , je dis plus , que personne ose le tenter. C'est en France et en Espagne que règne cet esprit , il est partout , et partout on reconnaît la nécessité de le satisfaire. La Belgique , la Bavière , le Wurtemberg , presque tous les moyens et petits États de l'Allemagne , lui ont accordé ce qu'il demandait. Il a présidé en Prusse , à l'administration intérieure du prince de Hardenberg , et siège encore à Berlin , dans les Conseils où se préparent les constitutions d'États provinciaux. Le cabinet de Vienne lui a fait , en matière de finances , d'importantes concessions. C'est le même esprit qui a fondé en Russie la pleine liberté des cultes , qui a fait expulser les jésuites , et y procure l'amélioration progressive de la condition des serfs. On le retrouve dans une multitude de changemens et de faits que nous remarquons à peine. Il possède l'Europe entière , et se fait écouter des Gouvernemens mêmes qui témoignent aux idées nouvelles le plus de méfiance ou d'aversion. Il n'en est pas un qui s'en puisse défendre , qui ne rende chaque jour hommage à cette nécessité de notre époque , qui ne permette , ne seconde même , librement , ou à son insu , cet esprit tant redouté. (*Voy. le Courrier français du samedi 8 mars 1823, n° 76.*)

Peu à peu tous les petits Gouvernemens d'Allemagne reçoivent une forme constitutionnelle. Le prince de Schwarzbourg-Audolstadt , qui avait accordé , dès le 8 janvier 1816 , une Constitution , publiée dans tous les journaux allemands , l'a déclarée exécutoire et fait exécuter au commencement de l'année 1821. Le 20 mars de

cette année, les députés ont été convoqués, et le 22 avril suivant, le Prince a fait connaître l'heureuse issue de cette première session, et le détail des objets dont les Députés se sont occupés.

Ces objets sont, entre autres, le budget de l'État, la police intérieure, la réforme du code de conscription, les jurandes et maîtrises, la revision des ordonnances municipales, etc., etc. Le Prince a ensuite déclaré que l'Acte constitutionnel était obligatoire pour lui-même, et ses successeurs, qui ne pouvaient, ni le révoquer, ni le supprimer, et que les changemens à faire ne pourraient désormais avoir lieu que du consentement de la Représentation nationale. Entre les sessions qui se renouvellent tous les six ans au moins, une députation choisie dans le sein de l'Assemblée, est chargée de surveiller l'exécution des lois, et de porter devant le Prince sa plainte, sur les défauts de l'administration.

Le duc de Saxe-Gotha a aussi nommé une commission qui est chargée de la confection d'une Constitution représentative pour ses États. Le besoin de cette Constitution était depuis long-temps vivement senti. On doit dire à l'honneur de l'Assemblée des États féodaux du duché d'Altembourg, que c'est d'elle qu'est émanée cette patriotique résolution. Le baron de Lindenau, ministre de Gotha, et vice-gouverneur des États du duché d'Altembourg, est celui qui a fait la première proposition formelle à cet égard. Son discours a été imprimé, et on y remarque, entre autres, les passages suivans : « Si pendant très-long-temps l'existence d'États provinciaux a exercé une influence bienfaisante, elle est devenue bien plus

importante de nos jours, c'est un devoir urgent de donner plus de développement au principe représentatif, et à des institutions aussi utiles. Tous les États civilisés recherchent maintenant avec raison leur solidité et leur base dans des Constitutions représentatives bien organisées. Ce n'est qu'en amenant l'administration à rentrer dans ce cercle d'action où les vœux et les véritables besoins de l'État sont tous manifestés par la voix du peuple ou de ses représentants, que le Gouvernement obtient du crédit et de la force, et qu'on parvient à maintenir le principe moral qui consolide son existence. Quant à nous, ajoute le Ministre, nous ne pouvons pas être les véritables représentants du pays, parce que nous ne sommes pas librement élus, et que nous ne nous réunissons pas par l'effet d'un acte libre de la confiance de nos concitoyens». (*Voy. le Journal Constitutionnel, du dimanche, 3 juin 1821, n° 154.*)

L'Acte constitutionnel, en 121 articles, que le prince de Saxe-Cobourg a fait promulguer, vers la fin du mois de septembre 1821, en exécution de l'art. 13 de l'Acte fédératif, contient les dispositions suivantes :

« *Art. 21.* L'Administration de la justice, ainsi que la procédure judiciaire, sont indépendantes....

« *Art. 31.* Les Affaires municipales seront réglées par une loi, dont la base sera l'indépendance de l'administration communale, sous la surveillance de l'État....

« *Art. 71.* Les fonds versés dans la caisse de l'État serviront à payer les frais de l'administration du pays, l'entretien des édifices publics, l'entretien du militaire, des écoles et églises, et des chaussées, etc. L'excédant des

recettes sera employé à amortir la dette publique, à augmenter les appointemens des fonctionnaires publics, et à satisfaire aux besoins de la cour du Souverain, en tant que les domaines ne suffiront pas pour faire face à ses besoins....

« Art. 72. Les contributions sont destinées aux besoins de l'État; toutes les propriétés, sans exception, même les domaines, leur sont assujetties dans une proportion égale. » (Voy. le Journal Constitutionnel, du vendredi 12 octobre 1821, n° 285; et la Collection des Constitutions, etc., par MM. Dufau, Duvergier et Guadet, tom. II, 6<sup>e</sup> livraison, pag. 360).

La Constitution du Portugal (art. 29 et 30, discutés dans la séance du 20 août 1821) adoptait le principe de la division des trois Pouvoirs. L'art. 30 est conçu en ces termes : « Ces trois Pouvoirs sont le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Le premier réside dans les Cortès, avec la dépendance de la sanction du Roi; le second réside dans le Roi, et ses ministres qui l'exercent sous l'autorité du Roi; le troisième réside dans les Juges.

« Chacun de ces Pouvoirs sera tellement indépendant, qu'aucun d'eux ne pourra s'arroger les attributions des autres. »

Nous croyons pouvoir extraire aussi du Courrier français, le tableau suivant : « Le pilote prend hauteur chaque jour; il interroge les cieux, et leur demande de diriger sa course. Faisons de même, et sur la mer orageuse où nous sommes aussi embarqués, demandons aux années écoulées de nous apprendre ce que seront celles qui vont les suivre.... Quel âge a le monde politique au milieu du-

quel nous vivons ? Celui d'Alexandre , trente-trois ans , c'est-à-dire , qu'il date de la révolution de 1789.... Quatre royaumes sortirent de l'héritage , ou du tombeau du vainqueur de Darius ; la Révolution a bien fait d'autres conquêtes : un monde nouveau est déjà sorti de son berceau ; comptons.

« Depuis 1789 , on cherche l'ancienne Amérique , et on ne la trouve plus ! Elle a repris l'indépendance que lui avait ravie la supériorité de l'esprit et des armes de l'Europe. Des citoyens occupent les sièges des vice-rois renvoyés à l'Europe ; des signes républicains remplacent sous dix formes différentes les écussons de la Castille ; le Brésil élève un trône rival de celui de Lisbonne ; la Louisiane , les Florides complètent la vaste enceinte des États-Unis : plus loin , des fronts noirs ont cessé de s'abaisser devant le sceptre des blancs ; l'homme à peine ébauché sur les rivages africains a acquis son entier développement sous le ciel des Tropiques , et ces climats lointains montrent à des peuples étonnés et vieillies des institutions simples comme la nature à sa naissance , et vierges comme le sol qui les a reçues.... Après des fortunes diverses , la France a pu être reléguée dans ses anciennes frontières , mais non pas ramenée vers ses anciennes lois. Le chaos germanique s'éclaircit , et la bulle d'or a cédé le pas à des codes nouveaux. Le Nord a vu des dynasties changées , des provinces séparées et d'autres réunies ; les Belges et les Hollandais ont repris les liens formés jadis entre eux par une origine commune. L'Angleterre plus grande en Asie qu'en Europe ; stationnée sur tous les contours de l'univers , renfermant dans

son sein une population exhérédée d'un sol qui a la charge de la porter, sans avoir l'obligation de la nourrir, population qui a ses greniers dans les comptoirs du monde entier; l'Angleterre, dis-je, est aussi menacée dans son intérieur qu'elle peut être menaçante-au-dehors. La croix et le croissant se choquant aux lieux mêmes qui furent long-temps le théâtre de l'abaissement de l'une, et de la domination de l'autre; les rivages ottomans éclairés et effrayés par les incendies de Tschesmé et de Ténédos, allumés par des mains que l'ancienne Grèce n'eût pas désavouées. Voilà l'ouvrage des trente-trois dernières années. Voyez si jamais le monde enfanta, et si vite, et si grandement; voyez-le lui-même partagé entre deux partis qui n'ont plus d'autre occupation que de se combattre, et par ce qui a été fait dans cet espace de temps, jugez de celui qu'il faudra pour achever ce qui reste à faire. Les astronomes calculent à heure et à jour fixes le cours et le retour des corps célestes; la précision des mouvemens des corps politiques est moins bien réglée; fions-nous cependant à l'esprit humain du soin de terminer pacifiquement et promptement la carrière dans laquelle il est entré; il s'est fait jour en beaucoup de lieux, sur beaucoup de points: lui aussi possède quelque chose de divin qui assure à sa marche la certitude de celle de ces signes lumineux que la même main qui les a créés également a suspendus sur nos têtes.... Le plus difficile est fait: car les premiers pas le sont; et quelques égaremens peuvent bien allonger la route, mais ils n'empêcheront pas d'arriver à son terme». (Courrier français, du 2 janvier 1823, n° 2.)



Dans la séance de l'ouverture solennelle de l'Assemblée générale du Brésil, à Rio-Janeiro, le 5 mai 1823, l'Empereur a prononcé un discours dans lequel on remarque les pensées suivantes : « Comme empereur constitutionnel, et plus spécialement comme défenseur perpétuel de cet empire, j'ai annoncé au peuple, le 1<sup>er</sup> décembre 1822, jour où je fus couronné et sacré, que je défendrais de mon épée le pays et la constitution, si je trouvais celle-ci digne du Brésil et de moi. Je ratifie aujourd'hui solennellement cette promesse devant les représentans de la nation, et j'espère qu'ils m'aideront à la remplir, en formant une constitution sage, juste et exécutable, dictée par la raison et non par le caprice, qui aura uniquement en vue le bonheur général, lequel ne peut jamais être complet si la constitution n'est pas fondée sur des bases solides et approuvées par la sagesse des siècles. C'est sur ces bases qu'on peut établir un édifice constitutionnel, où la juste liberté du peuple et la force nécessaire au Pouvoir exécutif se trouvent heureusement combinées, une constitution dans laquelle les trois Pouvoirs soient tellement séparés, qu'aucun ne puisse s'arroger des droits qui ne lui appartiennent point ; mais, en même temps, mis dans une telle harmonie qu'il leur soit impossible, même par la suite des temps, de devenir ennemis, et, qu'au contraire, ils puissent de plus en plus, chaque jour, coopérer au bonheur général de l'État ; enfin, une constitution qui, opposant des barrières au despotisme du pouvoir royal, aristocratique, ou démocratique, mette en fuite l'anarchie, et plante l'arbre de cette liberté, à l'ombre de laquelle croîtront l'union, la paix et l'indépen-

## 454 CONCLUSION *de la seconde Partie.*

---

dance de cet empire destiné à devenir la merveille des deux mondes». (*Voy.* le *Courrier français*, du lundi 7 juillet 1823, n° 188; et le *Journal Constitutionnel*, du même jour). (*Voy.* encore un article inséré dans le *Courrier français*, du 24 septembre 1823, n° 267).

FIN DE LA SECONDE PARTIE ET DU TOME XI.

---

## ERRATA DU TOME XI.

---

| Page 140, lig. 1; plac              | <i>Usez</i> placé    |
|-------------------------------------|----------------------|
| — 145, — 21; etc ».                 | — etc.               |
| — <i>ibid.</i> , — 22; tit. III     | — « Tit. III         |
| — 151, — 25; lieu                   | — lieu               |
| — 208, — 24; (b)                    | — (a)                |
| — 209, — 6; (b)                     | — (a)                |
| — 271, — 22; privilèges;            | — privilèges,        |
| — 287, — 2; circonstances           | — circonstances,     |
| — 377, — 16; l'organisation         | — l'organisation,    |
| — <i>ibid.</i> , — 17; législation, | — législation        |
| — 394, — n. a; pag. 394             | — vol. III, pag. 394 |

---



|       |     |
|-------|-----|
| ..... | 445 |
| ..... | 489 |
| ..... | 7   |
| ..... | 49  |
| ..... | 111 |
| ..... | 221 |
| ..... | 240 |
| ..... | 269 |
| ..... | 306 |
| ..... |     |
| ..... | 420 |
| ..... | 500 |
| ..... | 529 |
| ..... | 547 |
| ..... | 575 |
| ..... |     |
| ..... | 5   |
| ..... | 61  |
| ..... | 102 |
| ..... |     |
| ..... | 185 |
| ..... | 191 |
| ..... | 203 |
| ..... | 216 |
| ..... | 245 |
| ..... | 264 |
| ..... |     |
| ..... | 276 |
| ..... |     |
| ..... | 507 |

### § II.

Quation rela-  
tive à la Revis.  
de la Constat.

La Revision de la Constitu-  
tion est-elle nécessaire?  
Quel en est le mode le plus  
convenable?..... 559.

OFNANA

ou Dre  
billig. co

N D

homme

ral ....

aphiqu

que t.

, pag. 381 et suiv

pag. 392.

U SU

Monarchi

publiée au



|                    |     |
|--------------------|-----|
| préfecture, de     | 445 |
| des Droits du      | 489 |
| Tom. X, Pag.       | 7   |
| de et Tutelle      |     |
| de                 | 42  |
| anches du Fou-     |     |
| propre à con-      | 311 |
| ex Trois Degrés    | 221 |
|                    | 240 |
|                    | 269 |
|                    | 506 |
| our-Suprême        |     |
| re.                |     |
| Centralisation     | 420 |
| et de son rap-     | 500 |
|                    | 529 |
| de leurs fonct.    | 547 |
| publicité.....     | 575 |
| our-Suprême        |     |
| .....Tom. XI, pag. | 5   |
|                    | 64  |
|                    | 102 |
| urs et Tri-        |     |
| rs.                |     |
| uniformité.....    | 185 |
| Cours et Trib.     | 191 |
|                    | 203 |
| Durée de leurs     |     |
| publicité.....     | 216 |
|                    | 245 |
| rs et Tribun.      | 264 |
|                    | 276 |
| types d'Organi-    |     |
| (en Livre).....    | 507 |

## § II.

Question rela-  
tive à la Revis.  
de la Constit.

La Revision de la Constitu-  
tion est-elle nécessaire?  
Quel en est le mode le plus  
convenable?..... 550.

, pag. 381 et suiv

pag. 392.

U SU

Monarche

publiée au









]

